

de la commune à mai 68

Ernest Mandel

écrits politiques 1

Sur l'histoire du mouvement ouvrier international



éditions la brèche

Ernest MANDEL

Introduction

DE LA COMMUNE A MAI 68

Histoire du mouvement
ouvrier international

Éditions La Brèche

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Préface	9
I. — <i>La Commune n'est pas morte</i>	13
II. — <i>La première Internationale</i>	19
III. — <i>Rosa Luxemburg et la social-démocratie allemande</i>	32
IV. — <i>Trente questions et trente réponses au sujet de la nouvelle Histoire du P.C.U.S.</i>	53
V. — <i>Le véritable testament de Léon Trotsky</i>	112
VI. — <i>Le marxisme de Trotsky</i>	128
VII. — <i>Trotsky et la démocratie</i>	189
VIII. — <i>Sur l'Internationale</i>	222
IX. — <i>Leçons de Mai 68</i>	241



Introduction

Avec ce livre nous commençons la publication d'une série de recueils de textes politiques d'Ernest Mandel : ce volume contient quelques-uns de ses écrits sur l'histoire du marxisme et du mouvement ouvrier, de la I^e à la IV^e Internationale et de Marx à Trotsky. Il sera suivi de plusieurs autres, qui rassembleront ses travaux par thèmes : l'économie et la lutte de classes, les intellectuels et étudiants, le socialisme et la bureaucratie.

Ces articles, écrits au cours des trente dernières années, dispersées dans des revues françaises ou étrangères, fréquemment épuisées ou inaccessibles, illustrent, malgré leur diversité, la cohérence et l'unité du marxisme révolutionnaire, à travers la démarche politique et théorique d'un de ses représentants les plus authentiques et les plus rigoureux.

La publication de ces textes en France révélera à un public plus large ce que les militants de la IV^e Internationale connaissent depuis longtemps : Ernest Mandel n'est pas seulement un « économiste marxiste belge » mais un des penseurs politiques révolutionnaires les plus importants de notre époque, et un militant activement engagé dans la lutte du prolétariat pour son émancipation.

Né le 5 avril 1923 à Frankfurt am Main, Mandel a adhéré à la IV^e Internationale en Belgique en 1940, à l'âge de 17 ans. Il devient rapidement (1941) membre du comité central de la section belge. Arrêté trois fois sous l'occupation, il réussit par deux fois à s'évader (la deuxième du camp de Wesseling

en Allemagne). Il assiste à la Conférence européenne clandestine de la IV^e Internationale en février 1944, mais est arrêté par les nazis un mois plus tard, condamné aux travaux forcés par le tribunal militaire de l'Oberfeldkommandantur de Liège et déporté vers l'Allemagne.

Ernest Mandel est membre du secrétariat international (devenu secrétariat unifié après 1963) de la IV^e Internationale depuis 1946 et a participé à la direction des principales activités du mouvement trotskyste au cours des trente dernières années. Il a été par ailleurs un militant du mouvement ouvrier belge, collaborant entre autres à la commission économique de la Fédération générale du travail de Belgique de 1954 à 1963.

Depuis 1970, Mandel enseigne à l'université libre de Bruxelles (secteur néerlandais). Il a été élu titulaire de la chaire d'économie sociale à l'université libre de Berlin en 1972, mais la municipalité social-démocrate de Berlin a refusé d'entériner la décision des professeurs et des étudiants. La Faculté des sciences économiques et politiques de l'université de Cambridge l'a élu pour donner la conférence inaugurale de l'année 1978.

Les principaux ouvrages d'Ernest Mandel sont, par ordre de parution :

1. *Traité d'économie marxiste*, Julliard, 1962.
2. *La Formation de la pensée économique de Karl Marx*, Maspero, 1967.
3. *La Réponse socialiste au défi américain*, Maspero, 1968.
4. *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion*, 1970.
5. *De la bureaucratie*, Maspero, 1971, rééd. La Brèche, 1978.
6. *Construire le parti révolutionnaire* (la théorie léniniste de l'organisation), Ligue communiste, 1972.
7. *Le Troisième Age du capitalisme*, édition allemande originale, 1972, en français collection 10/18, 1976.
8. *The Crisis of the dollar*, édition anglaise originale, 1973.
9. *Introduction au marxisme*, fondation Léon Lesoil, Bruxelles, 1975.
10. Introduction à l'édition du *Capital*, par Pelican Books, 1976-77.
11. *Critique de l'eurocommunisme*, Maspero, 1978.

Ernest Mandel est interdit de séjour en France depuis mai 1968 ; le Marché commun proclame la libre circulation des personnes, mais ce principe libéral classique semble trop dangereux pour le régime « libéral avancé » de Giscard et Poniatowski... La bourgeoisie française a peur d'Ernest Mandel et de ses idées « subversives » et elle préfère fouler aux pieds sa doctrine libérale plutôt que d'admettre la liberté d'expression pour un penseur et un dirigeant révolutionnaire.

Nous profitons de cette édition pour appeler au développement d'une campagne de masse pour exiger la levée de cette interdiction réactionnaire et arbitraire.

Carlos Rossi.

PRÉFACE

Nous avons rassemblé dans ce premier volume des *Ecrits politiques* d'Ernest Mandel, ceux de ses textes — essais ou articles — consacrés à des questions d'histoire du mouvement ouvrier socialiste mondial, de l'époque de la Première Internationale jusqu'à l'explosion de Mai 68 dont on célèbre cette année le dixième anniversaire.

Comme on peut s'y attendre d'Ernest Mandel, ces études ne sont pas d'un homme de cabinet pour lequel l'histoire n'est que grimoires de temps morts, et ce ne sont pas davantage des réflexions académiques. Comme pour tous les théoriciens militants marxistes qui l'ont précédé, l'histoire n'a d'intérêt pour Mandel que parce qu'elle est vivante, qu'elle se continue, qu'elle éclaire les luttes actuelles, le combat présent inachevé de la classe ouvrière. *Le parti révolutionnaire est la mémoire collective du prolétariat* : les acquis du passé sont un élément indispensable pour l'orientation présente et future des travailleurs dans la lutte de classes. Ceux qui veulent faire table rase des expériences historiques du mouvement ouvrier sont inévitablement condamnés à répéter les erreurs et les échecs antérieurs, ou à tâtonner empiriquement, oscillant au gré des circonstances.

Ceux-là ont, en général, pour refuser les leçons de l'histoire, l'argument démagogique facile qu'elle ne se répète pas mais se dépasse sans cesse. Il ne s'agit évidemment pas pour des marxistes de s'accrocher de manière fétichiste aux événements dans leurs manifestations concrètes, pas plus qu'aux formulations théoriques dans ce qu'elles avaient d'adapté à ces

circonstances, en les érigeant en dogmes, évangile ou rituel canonique.

Précisément parce que le marxisme est un historicisme, il saisit à la fois les racines antérieures de la réalité actuelle et le mouvement perpétuel de changement, qui exige une rénovation incessante de la connaissance et de la théorie révolutionnaire. Les écrits de Mandel rassemblés dans ce volume échappent au double écueil du dogmatisme et du « révisionnisme » : ils tentent de dégager dans l'expérience de la Première Internationale, de la Commune de Paris ou du parti bolchevik, dans les écrits de Trotsky ou de Rosa Luxemburg, les idées et thèmes essentiels qui ont résisté à l'épreuve du temps, qui sont encore d'une actualité indéniable et qui peuvent servir à la praxis révolutionnaire de notre époque.

C'est dire que Mandel procède en associant la plus grande rigueur scientifique dans l'établissement des faits et dans l'étude du mouvement dialectique de leurs éléments à la projection délibérément militante de leur enseignement.

Ces esquisses historiques ont nécessairement une forme polémique, parce qu'il faut, pour avancer, dissiper les mensonges, déformations et mystifications entretenues avec efficacité par la bourgeoisie d'une part et par la bureaucratie stalinienne de l'autre. La bourgeoisie a tout intérêt à empêcher la connaissance véritable de l'histoire du mouvement ouvrier, puisque sa version de celle-ci est un des éléments de son système de domination idéologique. Par exemple : jusqu'à aujourd'hui, la version historique de la Commune de 1871 que véhiculent les appareils idéologiques bourgeois n'est-elle pas celle des Versaillais ? D'autre part, les bureaucrates ne peuvent assurer leur hégémonie sur la classe ouvrière que par l'occultation et la falsification systématique du passé, chaque fois « revu et corrigé » à la lumière des nouveaux tournants de la « ligne » (les différentes versions de *l'Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.* en sont l'exemple caricatural).

Nous avons clos ce recueil par le bilan de Mai 68, que Mandel écrivit quelques mois seulement après les événements. Mai 68 appartient déjà à l'histoire. Quelle fut la signification historique de ce « grand chambardement » ? S'agissait-il d'un puissant mouvement revendicatif animé par la C.G.T., comme le prétendent les bureaucrates ? Ou de « la première révolte

anticommuniste de masse dans un pays d'Europe occidentale », comme l'affirme Bernard-Henri Lévy, nouveau (?) philosophe (?) de son état (*Le Monde*, 5-1-78) ? L'article de Mandel était une tentative de saisir l'ensemble des différents aspects de la crise de Mai 68 du point de vue de ses possibilités révolutionnaires, sans vouloir épuiser le sujet, mais en saisissant l'élément crucial des événements : la puissante mobilisation de masse ouvrière dans la base, la dynamique vers le contrôle ouvrier et le double pouvoir. L'étude de l'histoire immédiate est évidemment la plus difficile, on ne peut la juger en fonction de ses conséquences. Mais c'est pourquoi ce dernier texte de ce premier volume dit assez la valeur de la méthode de l'auteur. Il n'a rien à craindre à être comparé aujourd'hui aux longues méditations des penseurs professionnels et aux conclusions désabusées ou aigries des anciens combattants à qui il aura fallu dix ans pour... continuer à ne pas comprendre.

Carlos Rossi

*A la mémoire d'Alfonso, assassiné le 12 mai 1967 à Mexico,
et de Robert Langston qui est mort à Paris le 10 juin 1977,
deux camarades exemplaires et amis aimés.*

I

La Commune n'est pas morte

Chers camarades,

La Commune de Paris a ouvert l'ère historique des révolutions prolétariennes et socialistes. Elle nous offre le premier exemple historique d'une véritable dictature du prolétariat. Elle a permis à Marx et à Lénine de parfaire la théorie marxiste de l'Etat. Ceux qui ont fait avorter deux révolutions socialistes en France, celle de juin 36 et celle de mai 68, ne peuvent pas parler la tête haute devant le Mur des Fédérés. Il revient aux révolutionnaires qui œuvrent inlassablement pour la victoire de nouvelles révolutions socialistes, en France et de par le monde, de célébrer le centenaire de la Commune en poursuivant son œuvre.

La Commune de Paris a démontré de façon éclatante qu'il est possible de combiner la dictature du prolétariat et la démocratie ouvrière la plus large, avec liberté d'action assurée à tous les courants du mouvement ouvrier. Ceux qui viennent d'étouffer tout résidu de démocratie ouvrière en République socialiste tchécoslovaque, ceux qui dénie toute liberté d'action syndicale et politique aux masses ouvrières d'Europe de l'Est, ceux qui gardent en prison nos camarades Kuron et Modzelewsky malgré le fait que la magnifique levée en masse des ouvriers des ports de la Baltique ait confirmé leur diagnostic et largement repris leur programme d'action, ceux qui justifient le monopole d'exercice du pouvoir dans les mains d'une bureaucratie matériellement privilégiée, ne peuvent pas parler la tête haute devant le Mur des Fédérés. Il revient aux révolutionnaires qui luttent pour un Etat géré par

des conseils ouvriers démocratiquement élus comme le fut la Commune, qui combattent pour un Etat bon marché où aucun fonctionnaire ne touchera un salaire plus élevé que celui d'un ouvrier qualifié de célébrer le centenaire de la Commune en poursuivant son œuvre.

La Commune de Paris, malgré le peu de temps qu'elle eut à sa disposition, et malgré la timidité dont ses dirigeants proudhoniens ont fait preuve devant la Banque de France, a inauguré l'ère de l'expropriation des expropriateurs, en décrétant la socialisation des usines abandonnées par leurs patrons et en y instaurant un régime d'autogestion ouvrière. Ce régime avait d'ailleurs été prévu dans un article prophétique qu'Eugène Varlin, le dirigeant de la I^{re} Internationale en France avait rédigé en 1870 au sujet de la révolution dont il prévoyait l'éclatement : « *Pour être définitive, la révolution prochaine ne doit pas s'arrêter à un simple changement d'étiquette gouvernementale et à quelques réformes de détail... La société ne peut plus laisser à l'arbitraire des privilégiés de la naissance ou de la réussite, la disposition de la richesse publique, produit du travail collectif, elle ne peut être employée qu'au profit de la collectivité* » (*Les Sociétés ouvrières, La Marseillaise*, 11 mars 1870).

... La Commune de Paris a ouvert un nouveau chapitre dans la tradition de l'internationalisme prolétarien, malgré son origine jacobine-nationale. Elle a ainsi fourni un premier exemple de processus de révolution permanente. On sait qu'elle a choisi comme drapeau le drapeau rouge, celui de la République universelle du travail. On sait aussi le rôle prestigieux qu'ont joué en son sein des révolutionnaires étrangers comme Fraenkel et Dombrowski. On sait moins que 65 ans avant la révolution espagnole de 1936, elle avait inauguré la tradition des brigades prolétariennes internationales, créant une brigade belge, une brigade franco-américaine. Plusieurs milliers de révolutionnaires et de travailleurs étrangers ont combattu dans ses rangs, puisque les Versaillais ont arrêté plus de 1 700 dits « étrangers », au cours des combats.

L'audace des travailleurs de Paris avait ceci de remarquable que les problèmes fondamentaux qu'ils ont posés en mars 1871 n'ont pas encore été résolus jusqu'à ce jour. Nous en connaissons la raison principale. Elle ne réside ni dans

l'immaturation des conditions objectives ni dans le manque d'ardeur au combat des masses. Elle réside dans l'absence d'une organisation révolutionnaire adéquate. Pareille organisation est indispensable pour concentrer les énormes énergies spontanées des masses laborieuses, avec toute leur diversité inévitable et salutaire, sur un but central décisif : renverser le pouvoir d'Etat bourgeois ; supprimer la propriété des moyens de production ; créer le pouvoir démocratique des travailleurs, gérant leur propre économie et leur propre Etat.

Dans la foulée des Communards, la grande révolution socialiste d'octobre 1917 en Russie, l'Internationale communiste à l'époque de Lénine et de Trotsky, se sont efforcées d'accomplir ces tâches. La IV^e Internationale a repris la même œuvre, incarne et poursuit la même tradition. Certes, elle est encore faible, elle n'est encore qu'un premier noyau de la future Internationale révolutionnaire de masse, du futur état-major de la révolution mondiale. Mais elle existe, elle vit, elle lutte sur cinq continents, dans plus de quarante pays.

Qu'elle soit déjà forte de milliers et de milliers de cadres bien organisés, trempés au combat, personne ne pourra en douter après la manifestation d'aujourd'hui. Il importe surtout de comprendre que depuis plusieurs années, elle a connu une véritable mutation. D'un noyau que la faiblesse numérique a, pour l'essentiel, contraint à une activité de propagande, de transmission du programme aux nouvelles générations, elle s'est transformée en une avant-garde révolutionnaire déjà capable de prendre des initiatives, d'entraîner des masses, de peser sur le déroulement des événements.

Dans la vague de grèves qui déferle sur l'Europe depuis mai 68, les sections et les militants de la IV^e Internationale poursuivent foncièrement un triple but :

— populariser, étendre régionalement, nationalement et internationalement, les expériences de lutte ouvrière « de pointe », tant par les revendications avancées que par les formes d'organisation et de combats adoptées ;

— propager, enraciner au sein des masses ouvrières la contestation de l'autorité patronale, la lutte pour le contrôle ouvrier. C'est à travers cette contestation que les travailleurs acquerront la conscience et l'habitude nécessaires pour passer, lors des futures grèves générales et explosions révolutionnaires,

res, à la prise en main des usines et à la socialisation de la production ;

— stimuler la mise en place d'organes de direction des grèves contrôlés par la masse des travailleurs, c'est-à-dire de comités de grève démocratiquement élus, qui rendent régulièrement compte aux assemblées générales de grévistes. Si les travailleurs apprennent à gérer leurs propres grèves, ils apprendront d'autant plus vite à gérer demain leur propre Etat et leur propre économie.

Toute cette activité de la IV^e Internationale a cessé d'être une activité limitée à l'édition des journaux et des tracts. Je reconnais ici dans la foule nos camarades qui ont impulsé l'élection de comités de grève chez Paillard en Suisse romande, lors de la première grève importante de ce pays depuis plus de trente ans. Je reconnais les camarades belges qui ont stimulé l'élection du comité de grève à l'usine de la Vieille-Montagne, à Balen-Wezel, dans la Campine anversoise. Je reconnais les camarades français qui ont poussé à de telles expériences dans les luttes ouvrières. Je reconnais les camarades qui ont été parmi les initiateurs de l'élection de délégués d'atelier à la Fiat de Turin, point de départ du mouvement des conseils ouvriers si important dans la grande industrie italienne.

Je reconnais dans la foule les camarades allemands qui jouent un rôle moteur dans l'organisation d'un vaste mouvement des apprentis, permettant à la jeunesse ouvrière de leur pays de déterminer ses propres revendications et d'acquérir sa propre force au sein des syndicats. Je reconnais les camarades luxembourgeois qui ont joué un rôle moteur dans la mobilisation récente des lycéens de leur pays contre la répression. Je reconnais les camarades britanniques qui jouent un rôle exemplaire dans l'organisation de la solidarité avec toutes les victimes de leur propre bourgeoisie impérialiste : Irlandais, Ceylanais, Pakistanais, Arabes. Je reconnais les camarades français qui en plus de leurs multiples activités militantes ont ressuscité la véritable tradition communiste par leur campagne anti-militariste, par leurs actions audacieuses contre les velléités de reconstitution d'un mouvement fasciste.

Et puis il y a tous ceux que les difficultés matérielles ou la répression empêchent d'être parmi nous aujourd'hui, mais qui n'en témoignent pas moins de la montée internationale du

mouvement trotskyste. Il y a nos camarades aux Etats-Unis, qui ont impulsé la formidable mobilisation anti-guerre du 24 avril qui a rassemblé dans la rue 800 000 manifestants criant : « Retirez tout de suite et sans conditions les troupes U.S. d'Indochine ! » Il y a nos camarades de Ceylan qui s'efforcent de ressouder en un seul bloc les forces révolutionnaires éparses de l'île, la jeunesse rurale insurgée, le prolétariat des villes et le prolétariat des plantations. Il y a nos camarades de l'Inde qui ont entrepris la mobilisation émancipatrice des plus exploités de tous les exploités de la terre : les paysans pauvres parias du Bengale, qui commencent maintenant à occuper les terres des riches et qui s'organisent. Il y a nos camarades de Bolivie, déjà influents au sein des syndicats, qui commencent à pénétrer largement au sein du nouveau mouvement paysan et du mouvement étudiant afin de préparer les masses de leur pays à la lutte armée pour la prise du pouvoir. Il y a nos camarades d'Argentine qui ont écrit une page magnifique d'audace révolutionnaire au sein des masses ouvrières insurgées de Cordoba. Il y a nos camarades grecs qui, dans les camps et les prisons, sont les « durs » que la dictature militaire ne relâche point et qui doivent en même temps se défendre contre la terreur conjointe que les sbires staliniens exercent contre eux. Il y a nos camarades espagnols de la Ligue communiste révolutionnaire qui stimulent la lutte pour le boycottage des élections au syndicat fasciste, en unité d'action, je l'espère, avec d'autres groupes d'extrême-gauche.

Voilà la réalité de la IV^e Internationale d'aujourd'hui, d'une organisation encore modeste par rapport au but audacieux qu'elle s'est fixé : assurer la victoire de la révolution socialiste mondiale. Mais une organisation qui est déjà une organisation de combat capable d'actions d'éclats coordonnées nationalement et internationalement.

Camarades, la crise générale du capitalisme persiste et s'aggrave. Ce régime qui se survit n'est capable de résoudre aucune de ses contradictions fondamentales. La crise de déclin qui a frappé le dollar est la dernière manifestation éclatante des contradictions économiques qui déchirent le système capitaliste. Les héroïques masses vietnamiennes qui, avec l'aide du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, acculent l'impérialisme américain inexorablement à la défaite en Indochine, ont apporté

la preuve éclatante de sa crise sociale et militaire. Cette défaite annonce de nouvelles tempêtes révolutionnaires dans tout le Sud asiatique.

Ecoutez, écoutez le tocsin qui sonne en Indochine, messieurs les Versaillais de Djakarta, aux mains rouges du sang de cinq cent mille communistes et révolutionnaires ! Il sonne le glas de votre dictature abjecte, il annonce de nouvelles Communes indonésiennes, victorieuses celles-là !

Ecoutez, écoutez le tocsin qui sonne en Indochine, bourreaux de Karachi, massacreurs des dockers de Chittagong, assassins des ouvriers, des femmes et des enfants de Dacca. La Commune bengalaise punira chacun de vos crimes, sans merci !

En Europe, la jeune garde révolutionnaire a entendu elle aussi, le message de la révolution vietnamienne. Elle s'est endurcie au combat. Elle forge l'instrument de la victoire : le parti et l'Internationale révolutionnaires. Elle s'apprête à venger ceux du Mur des Fédérés et du Châtelet, et avec eux Karl Liebknecht, Rosa et toutes les victimes de la contre-révolution, ceux qu'Hitler et Franco ont tués, les bolchéviks que Staline a fusillés. Notre vieille amie la taupe aidant, elle tracera demain dans la terre de notre planète le sillon qui conduira de la Commune de Paris définitivement triomphante à la République socialiste française, aux Etats-Unis socialistes d'Europe, à la République universelle des conseils ouvriers.

II

La I^{re} Internationale, sa place dans l'évolution du mouvement ouvrier *

(28 septembre 1864 — 28 septembre 1954)

*Ce n'est pas l'Internationale qui a poussé
les ouvriers à faire grève ; ce sont les grèves qui
ont poussé les ouvriers dans l'Internationale.*

K. Marx.

Le nationalisme de la bourgeoisie...

La nation est une création de la bourgeoisie. Le marché national est le cadre nécessaire au déploiement productif du Capital. Il est vrai qu'en même temps qu'il crée les nations modernes, le mode de production capitaliste crée le marché mondial qui enlève aux nations toute possibilité d'un développement indépendant. Mais l'antagonisme entre la base de départ nationale du capitalisme et sa tendance inexorable à dépasser les limites de la nation dans son expansion économique reste un antagonisme insoluble dans le cadre du système capitaliste. Le mode d'appropriation privée de la plus-value fait de la concurrence le moteur du système, et toutes les tentatives d'« organisation » capitaliste ne répriment cette concurrence sur un plan que pour la faire renaître avec une acuité plus grande sur un plan différent. Même à l'époque où sa supériorité économique est écrasante, la bourgeoisie américaine continue à défendre « sa » production horlogère au moyen de tarifs douaniers protecteurs contre la concurrence suisse. Même à l'époque de la menace mortelle commune qui pèse sur elles

* *Quatrième Internationale*, décembre 1954.

de par le renforcement des puissances anticapitalistes, les bourgeoisies française et allemande se disputent avec acharnement les mines et hauts-fourneaux de la Sarre.

... et l'internationalisme du prolétariat

Le prolétaire moderne, produit du capital, est né comme celui-ci sous le signe de la concurrence. Mais alors que la concurrence a ses racines dans la nature intime de la bourgeoisie, le prolétariat apprend bientôt qu'il est vital pour lui de supprimer cette concurrence dans son propre sein. Devant la puissance concentrée du capital que chaque capitaliste individuel incarne devant l'ouvrier, les travailleurs ne peuvent se défendre qu'en se coalisant entre eux, qu'en s'organisant, qu'en opposant leur solidarité collective à l'argent de la bourgeoisie. Les coalitions ouvrières et leur forme permanente, les syndicats, sont des produits spontanés, automatiques, de la lutte de classe entre capitalistes et prolétaires.

Pour qu'une grève puisse réussir, les ouvriers en lutte doivent rassembler la majorité de leurs compagnons de travail. Pour briser cette grève, le capital fait appel aux « réserves de main-d'œuvre » auxquelles la misère et le manque d'expérience n'ont pas encore permis de surmonter la concurrence élémentaire de prolétaires à la recherche d'un emploi. Mais ces réserves se réduisent, du moins en ce qui concerne les ouvriers qualifiés, parce que l'expérience des luttes de classe tend rapidement à établir un niveau moyen de conscience en leur sein dans chaque pays. Les réserves de main-d'œuvre que le capital mobilise dans ces conditions, ce sont des réserves étrangères. La riposte à de tels efforts patronaux, c'est la tentative d'englober les ouvriers de tous les pays dans un même mouvement de solidarité. Voilà l'origine de l'internationalisme prolétarien en tant que produit spontané, automatique de la lutte de classe, au même titre que les caisses de résistance ou les syndicats ouvriers.

Internationalisme pratique...

L'organisation syndicale de la classe ouvrière connut son premier essor sérieux dans le pays qui connut aussi le premier

essor de la grande industrie moderne : la Grande-Bretagne. Les *trade-unions* britanniques qui se développèrent rapidement en Grande-Bretagne au début des années soixante du siècle passé, eurent particulièrement à souffrir des briseurs de grève que les patrons importèrent de l'autre côté de la Manche ; ils souffrirent de même d'un effort continu du patronat pour faire pression sur les salaires en s'appuyant sur la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Aussi, lorsque le 5 août 1862, les représentants des *trade-unions* donnèrent un banquet en l'honneur de la délégation d'ouvriers parisiens, envoyés sur l'initiative du gouvernement de Napoléon III à l'exposition universelle de Londres, ils inclurent dans l'Adresse lue à cette occasion les passages suivants :

Aussi longtemps qu'il y aura des patrons et des ouvriers, qu'il y aura concurrence entre les patrons et des disputes sur les salaires, l'union des travailleurs entre eux sera leur seul moyen de salut... Espérons que maintenant que nous nous sommes serré la main, que nous voyons que comme hommes, comme citoyens et comme ouvriers, nous avons les mêmes aspirations et les mêmes intérêts, nous ne permettrons pas que notre alliance fraternelle soit brisée par ceux qui pourraient croire de leur intérêt de nous voir désunis ; espérons que nous trouverons quelque moyen international de communication, et que chaque jour se formera un nouvel anneau de la chaîne d'amour qui unira les travailleurs de tous les pays.

En rédigeant cette Adresse, les dirigeants des *trade-unions* de Londres renouèrent avec une vieille tradition de solidarité plébéienne anglo-française, dont Riazanov a le premier retrouvé l'origine au cours de la Révolution française (« La classe ouvrière anglaise et la guerre contre les Jacobins », *Neue Zeit*, n° du 1^{er} janvier 1915). Un cordonnier écossais, Thomas Hardy, avait fondé en 1792 la London Corresponding Society qui, s'opposant à la guerre contre-révolutionnaire que Pitt prépara contre la Révolution française, avait envoyé un message à la Convention nationale et organisé dans toute la Grande-Bretagne la propagande de solidarité avec la Révolution française jusqu'à ce que la répression s'abattit sur elle fin 1793 - début 1794. La London Corresponding Society était composée presque exclusivement d'ouvriers ; à quelques exceptions près tous les dirigeants ouvriers des années 1820-1830 ont été membres

de cette organisation. Hardy fut célébré jusque dans les années 1840 comme un précurseur du mouvement ouvrier britannique. Et le hasard a voulu que l'Adresse aux ouvriers français de 1862 soit également attribuée à un ouvrier cordonnier, Odger, qui jouera un rôle prédominant dans l'Association internationale des travailleurs.

... et internationalisme théorique

Mais l'Adresse aux ouvriers français de 1862 renouait, sans le savoir sans doute, avec une autre tradition encore. Dans ses paroles finales « [...] qui unira les travailleurs de tous les pays » nous retrouvons l'écho de l'immortel appel que deux jeunes Allemands avaient lancé au monde, quinze ans auparavant, en 1847 : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

C'est que l'internationalisme prolétarien ne représente pas seulement une nécessité de la lutte de classe ouvrière, *empiriquement acquise* à travers les luttes réelles menées par les organisations syndicales. L'internationalisme prolétarien représente également l'élément de base de la conscience de classe ouvrière *théoriquement formulée* dans le programme communiste, bien plus tôt que l'expérience n'en rende consciente l'avant-garde ouvrière.

Lorsque Marx et Engels écrivirent le *Manifeste communiste*, ils étaient devenus des internationalistes dans l'action, grâce à leur appartenance à l'Association des Communistes qu'Engels a appelée à juste titre « la première organisation ouvrière internationale », et qui exista de 1836 à 1852. C'était à l'origine un petit groupe d'ouvriers allemands, avant tout de tailleurs qui se déplaçaient régulièrement dans toute l'Europe occidentale et qui avaient été d'abord reliés à l'Association des Saisons de Blanqui, avant de tomber sous l'influence du communisme utopique de l'ouvrier Weitling, puis sous celle de Marx et d'Engels. C'est pour ce groupe, qui eut d'ailleurs lui aussi son centre à Londres, que Marx et Engels rédigèrent le *Manifeste communiste*.

Mais même avant leur contact avec une organisation ouvrière internationale, Marx et Engels avaient abouti, sur le plan de la théorie, à la conclusion inexorable, inscrite dès 1845 dans l'*Idéologie allemande*, que, de par sa nature, la société

communiste ne pourra être qu'une société mondiale, parce que partant du développement des forces productives réalisé par le capitalisme sur le marché mondial. Et dès 1846 Marx avait organisé un Comité de correspondance et adressé des lettres aux principaux socialistes de l'époque pour que « le mouvement social sorte des limites de la nationalité », comme il l'écrit dans sa lettre à Proudhon du 5 mai 1846.

C'est de la fusion entre ces deux courants internationalistes, le courant empirique incarné par les *trade-unions* britanniques, et le courant conscient, incarné par Marx et sa petite cohorte d'amis, qu'est née la I^{re} Internationale.

La double fonction de la I^{re} Internationale

Dès la réunion du 28 septembre 1864, à laquelle l'Association internationale des travailleurs fut formellement créée et qui fut convoquée en résultat des efforts répétés des syndicats londoniens pour maintenir un contact avec les ouvriers parisiens, Marx reconnut la double fonction que la I^{re} Internationale aura effectivement dans l'évolution du mouvement ouvrier international : d'une part *rassembler toutes les organisations ouvrières réelles* qui existent de par le monde ; d'autre part leur *infuser une conscience communiste plus claire*, quant à leurs buts et aux moyens d'action à utiliser pour atteindre ces buts.

Le fait que l'A.I.T. ne fut pas fondée par quelques sectes, mais représenta le mouvement réel des travailleurs, tel qu'il existait à ce moment, fut pour Marx d'une importance capitale. Il dit lui-même, dans sa lettre à Engels du 4 novembre 1864, que ce fut la condition de sa participation à la réunion du 28 septembre 1864 et au Conseil général élu à cette réunion. Le 23 novembre 1871, il écrit à Bolte :

L'Internationale fut fondée pour remplacer les sectes socialistes ou semi-socialistes par l'organisation réelle de la classe ouvrière pour la lutte. Les statuts originaux et l'Adresse inaugurale montrent cela au premier coup d'œil.

Pour réaliser cette tâche, Marx s'imposa une auto-discipline sévère. Il s'efforça consciemment de formuler les idées communistes d'une façon telle qu'elles deviendraient « acceptables du point de vue présent du mouvement ouvrier » (lettre

à Engels citée ci-dessus). Il suffit de comparer l'audace de la pensée et du langage du *Manifeste communiste* à la démonstration patiente et apparemment modérée de *l'Adresse inaugurale*, qui fut unanimement acceptée par tous les courants du mouvement ouvrier de l'époque, pour se rendre compte du doigté avec lequel Marx remplit cette tâche délicate.

Mais tout en veillant soigneusement à la forme du langage, pour ne pas choquer avant tout les leaders trade-unionistes engagés dans une campagne politique côte à côte avec les libéraux libre-échangistes du type Cobden et Bright, Marx n'en resta pas moins d'une rigueur extrême dans le contenu, se refusant à admettre des idées confuses, petites-bourgeoises, ou simplement sentimentales, insignifiantes, dans les documents de l'A.I.T. Pour que le rassemblement des tendances idéologiquement diverses dans une seule organisation ouvrière internationale ne se termine pas en expérience négative, il fallait éduquer, patiemment il est vrai, mais éduquer quand même, les meilleurs éléments de toutes ces tendances dans l'esprit de la conscience de classe portée à sa plus haute expression, c'est-à-dire dans l'esprit du marxisme. En ce sens, le comportement de Marx au Conseil général de l'A.I.T. fut inspiré par la devise latine qu'il cite dans sa lettre-compte rendu de la fondation de l'Internationale, adressée à Engels le 4 novembre 1864 : *sua-viter in modo, fortiter in re* : doux dans la forme, mais courageux, fort, dans le fond.

Deux étapes

A ces deux fonctions objectives de la I^{re} Internationale dans l'évolution du mouvement ouvrier international, à ce double but que poursuivait l'avant-garde marxiste en son sein, correspondirent deux étapes de développement de l'Internationale elle-même, dans lesquelles tantôt un aspect de son activité, et tantôt l'autre acquit une importance prépondérante.

Pendant la première phase, l'activité de regroupement, d'organisation, c'est-à-dire l'action vers l'extérieur, eut nettement le dessus sur l'activité interne de différenciation idéologique. Ce fut la période pendant laquelle l'Internationale réalisa ses succès les plus étonnants. Presque toutes les organisations ouvrières existantes de par le monde furent contactées et regroupées par

elle : la plupart des *trade-unions* britanniques, les partis ouvriers allemands — le parti lassalien étant empêché par la législation prussienne d'adhérer directement à l'A.I.T. se solidarisa publiquement avec son programme — les courants socialistes-proudhoniens français et belge, les organisations résultant du travail fiévreux de Bakounine et de ses amis en Suisse, en Italie et en Espagne.

En fait, l'Internationale ne connut que deux échecs pendant cette phase. Aux Etats-Unis, malgré des contacts d'abord prometteurs, l'organisation nationale ouvrière, la *National Labor Union*, refusa d'entrer dans l'A.I.T. et se désagrégea rapidement sous les effets d'une variante américaine du proudhonisme, le « greenbackisme ». En Grande-Bretagne, malgré l'avis favorable prononcé par deux Congrès des *trade-unions*, celui de Sheffield (1866) et celui de Birmingham (1869), quelques syndicats importants, avant tout le conseil syndical de Londres, refusèrent d'adhérer à l'organisation internationale.

Mais que représentent ces deux échecs par rapport aux résultats étonnants obtenus ! L'Internationale prend une influence réelle sur ce mouvement syndical à Londres, qui représente plus de 100 000 ouvriers organisés. Elle dirige la grande agitation pour le suffrage universel, qui atteint son point culminant, en été 1866, avec un meeting de 60 000 personnes à Hyde Park. Elle intervient dans la politique mondiale, envoie une adresse de sympathie à Abraham Lincoln à l'occasion de l'émancipation des esclaves, met en garde en 1869 travailleurs anglais et travailleurs américains devant la menace d'une guerre entre ces deux pays, proteste contre l'assassinat d'ouvriers par l'armée en Belgique, organise une protestation internationale contre la guerre franco-allemande de 1870-71.

Ses plus grands succès organisationnels sont dus sans aucun doute à son activité de solidarité et de coordination des luttes ouvrières.

Dès que les ouvriers des pays d'Europe occidentale se familiarisèrent avec l'existence de l'Internationale, il n'y a pas une grève sans que les grévistes s'adressent à elle pour aide et solidarité. En ce sens, l'A.I.T. fut à la fois une Internationale politique, une fédération syndicale internationale et une alliance de fédérations professionnelles internationales, ou, du moins, elle dut remplir dans la mesure du possible tous ces rôles à la

fois. Un petit extrait des procès-verbaux du Conseil général donne une idée des demandes multiples devant lesquelles l'A.I.T. se trouve placée :

Le 23 mai 1865, lecture d'une lettre des ouvriers des fabriques de tulle de Lyon, en liaison avec l'offensive menée contre les salaires. Le 20 juin 1865, le Conseil entend une communication annonçant que l'Association des tisseurs de Lille veut adhérer à l'A.I.T. En même temps il est donné lecture d'une lettre de Lyon : les ouvriers lyonnais ont dû reculer, faute de moyens d'existence. Le 30 janvier 1866, on délibère à propos du syndicat de Londres qui discute la question des chambres d'arbitrage. Le 27 mars 1866, communication annonçant une grève des tailleurs à Londres et le projet de faire venir dans cette ville des jaunes du continent. Le Conseil général décide d'en aviser les pays voisins pour empêcher les ouvriers continentaux de venir ici pendant la période de lutte. Le 4 avril 1866, un délégué des ouvriers tréfiliers remercie le Conseil qui a essayé d'empêcher le patronat de faire venir des ouvriers du continent à la place des grévistes. Le 22 mai, lettre de Genève sur le début d'une grève de cordonniers, avec prière d'en informer tous les ouvriers.

La lutte idéologique au sein de la I^{re} Internationale

Le succès le plus éclatant que l'Internationale obtint dans l'action fut en même temps le succès le plus imprévu et le moins préparé consciemment : l'avènement de la Commune de Paris. Si les membres de l'Internationale n'ont pas joué un rôle décisif dans la préparation et la direction de la Commune, l'essor du mouvement ouvrier français, particulièrement à Paris, pendant les années et les mois précédant la Commune fut suffisamment influencé par l'Internationale pour qu'on puisse considérer objectivement la première révolution prolétarienne victorieuse comme le couronnement logique de son travail.

Paradoxalement, c'est la Commune de Paris qui inaugure la deuxième phase dans l'existence de l'Internationale, celle de la lutte idéologique intense qui devint rapidement la phase de son déclin organisationnel. Il y a pourtant plusieurs explications plausibles à ce paradoxe.

La I^{re} Internationale fut, dès le début, un « mariage de

raison » (Fr. Mehring) entre les *trade-unions* britanniques et le mouvement ouvrier continental, beaucoup plus faible mais beaucoup plus politisé. En impulsant la *Reform League* pour le suffrage universel, Marx sut, de façon géniale, utiliser une conjoncture passagère pour cristalliser l'intérêt politique accru des syndicalistes britanniques et le fixer dans une participation à la I^{re} Internationale. Mais lorsque Disraeli dut concéder une loi électorale fort avancée au peuple britannique, les sommets des *trade-unions* essayèrent d'utiliser le parti libéral pour pénétrer au Parlement, exactement comme les syndicats américains agirent depuis 1936 à l'égard du Parti démocrate. La Commune de Paris fut par trop révolutionnaire pour des dirigeants ouvriers engagés dans une telle voie. Odger, président du Conseil général et dirigeant le plus influent des syndicats londoniens, démissionna dès la publication de l'inoubliable pamphlet de défense de la Commune par Marx, et le « mariage de raison » fut rapidement rompu.

Les *trade-unions* avaient été la véritable base — matérielle et populaire — de la I^{re} Internationale. Les premiers résultats de la Commune de Paris, ce ne fut pas seulement la destruction de cette base, ce fut aussi le règne de la réaction sur le continent qui rendit impossible l'acquisition d'une nouvelle base de masse pour une Internationale ouvrière. Entre la rupture avec les *trade-unions* et l'essor de la social-démocratie allemande se place un vide de 15 ans, pendant lequel le mouvement politique de la classe ouvrière connut (à l'exception de l'Allemagne) un recul certain par rapport à la période 1864-1871.

Le reflux du mouvement réel de la classe accentua et empoisonna rapidement les relations intérieures dans l'A.I.T. Des tendances centrifuges, déjà difficiles à contenir dans une période de succès organisationnels, devaient inévitablement éclater dès les premiers échecs importants. L'arrivée à Londres d'une masse de réfugiés de la Commune, avec leurs discussions passionnées sur la responsabilité de la défaite, et leurs illusions souvent naïves sur un rebondissement du mouvement troublait davantage la situation et, selon les paroles d'Engels, transforma le Conseil général en un véritable Parlement.

Finalement, l'importance soudaine et démesurée que prit chaque action de l'Internationale pour l'opinion publique mondiale depuis que la réaction lui avait attribué la paternité de

la Commune, exacerba à son tour les conflits idéologiques internes dans l'Internationale.

Dès sa première collaboration avec l'Internationale, Marx avait eu la hantise de ce qu'il appela les « scandales ». Il connaissait, par sa propre expérience d'émigré allemand, les effets désastreux des querelles publiques, souvent envenimées par des querelles de personne, sur une classe ouvrière encore sceptique et peu convaincue de sa propre force. Au début, il avait essayé de retarder le premier congrès de l'Internationale par peur de tels scandales. Dès l'avènement de la Commune de Paris, il considéra inadmissible que les partisans de Bakounine puissent publier leur littérature irresponsable ou même déclencher des aventures dangereuses comme la révolution espagnole de 1873 au nom de l'Internationale. La rupture avec Bakounine devint, dès lors, inévitable. Des philistins et des moralistes ont plus tard accusé Marx d'avoir « sacrifié » l'Internationale à des considérations tactiques. L'histoire lui a donné raison de façon éclatante. La tradition que l'Internationale a établie dans la courte période de son existence a été la base de l'essor du mouvement ouvrier à la fin du XIX^e siècle. Permettre aux bakouninistes de parler au nom de l'Internationale aurait désorganisé longtemps l'avant-garde ouvrière et retardé l'organisation de classe pendant une longue période.

L'héritage théorique de l'Internationale

La désagrégation rapide que connut la I^{re} Internationale après la défaite de la Commune de Paris, sous l'effet de la lutte de tendance entre marxistes et bakouninistes ne diminue en rien l'importance historique capitale de cette lutte. Si le programme général du mouvement ouvrier, en tant qu'expression consciente du processus historique inconscient, a été formulé une fois pour toutes, dans ses grandes lignes, par le *Manifeste communiste*, il n'est pas exagéré de dire que c'est seulement à travers la traduction de ce manifeste dans les documents, adresses et résolutions de la I^{re} Internationale que le prolétariat des principaux pays d'Europe a acquis les premières grandes notions de ce programme.

La lutte idéologique entre le marxisme et les courants non-marxistes dans la I^{re} Internationale fut essentiellement une lutte entre le passé sectaire, utopique, petit-bourgeois du mouvement

ouvrier socialiste, et l'avenir communiste du mouvement politique. Il suffit de rappeler que le premier grand débat aux premiers congrès de l'A.I.T. tournait autour de la question de l'utilité des grèves et des syndicats que les proudhoniens et les futurs alliés de Bakounine rejetaient, pour en faire une panacée universelle quelques années plus tard ! Au troisième congrès de l'Internationale, on se prononça en faveur de la propriété collective du sol et du sous-sol, de nouveau en face de l'opposition farouche des proudhoniens.

Si l'influence proudhonienne a pu être éliminée plus facilement que l'influence bakouniniste, c'est que les proudhoniens représentaient une tendance petite-bourgeoise dans des pays déjà industrialisés, alors que les bakouninistes s'appuyaient sur des pays où le mode de production capitaliste avait à peine atteint le stade de l'industrie domestique et de la manufacture (Espagne, Italie, Suisse romande). Dans le premier cas, la réalité objective elle-même passa outre aux utopies petites-bourgeoises. Dans le second, la réalité objective n'avait pas encore créé la base du véritable mouvement ouvrier moderne.

L'effet le plus positif de l'action idéologique de Marx et de ses amis au sein de l'A.I.T. fut d'unifier à l'échelle internationale les conceptions politiques et doctrinales de l'avant-garde ouvrière. Lorsque la I^{re} Internationale se constitua, les petits groupes — ou tendances plus larges — qui se développaient dans différents pays s'engagèrent dans le mouvement avec une masse de préjugés particuliers, nés des traditions nationales particulières du mouvement ouvrier de leur pays. On ne peut pas dire que ces préjugés avaient disparu au moment où l'Internationale cessa d'exister. Mais dans chacun de ces pays, il exista dorénavant un courant idéologique marxiste conscient et déterminé qui, à l'exception possible de l'Espagne, saisira bientôt la direction de la vie politique ouvrière dans le cadre national. Avant 1864, il n'y avait que des amis personnels autour de Marx et d'Engels. Après 1872, il existe des noyaux marxistes organisés dans presque tous les pays d'Europe.

La particularité organisationnelle de la I^{re} Internationale

Ce bilan est d'autant plus remarquable quand on considère qu'à l'exception du parti lassalien en Allemagne, *il n'existait*

pas un seul parti ouvrier national en Europe au moment où la I^{re} Internationale fut fondée.

Ceux qui abordent le développement du mouvement ouvrier avec un bon sens quelque peu vulgaire ont émis comme dogme « qu'il faut d'abord constituer des partis nationaux solides avant de pouvoir constituer une Internationale ». A l'exemple de la I^{re} Internationale, on constate tout de suite combien le mouvement dialectique de la vie dérouté toujours les amateurs de logique formelle. Si on veut résumer la signification organisationnelle de la I^{re} Internationale, on peut dire que *c'est grâce à la constitution de l'Internationale que des partis nationaux ont pu se constituer par la suite.*

Dans le cas de quelques pays, comme la France, une législation particulière, anti-coalitionniste, explique le fait que l'adhésion à l'Internationale n'est pas venue de la part d'une organisation nationale mais de la part de sections locales qui ont longtemps tardé à se regrouper nationalement. Mais dans la plupart des cas, la cause du phénomène est bien plus profonde. En vérité, le mouvement ouvrier dans ces pays était soit inexistant, soit moribond au moment de la fondation de la I^{re} Internationale. C'est l'activité pratique et théorique de l'Internationale qui a donné l'impulsion nécessaire pour organiser une action politique à l'échelle nationale.

Il est vrai que l'Internationale s'est désagrégée dès que des partis ouvriers nationaux se sont développés ou, plus exactement, que ces deux phénomènes ont à peu près coïncidé dans de nombreux pays au milieu des années soixante-dix. Mais il n'y a pas là argument contre l'efficacité de l'organisation internationale. Il y a seulement une preuve des limites de l'efficacité d'une *Internationale idéologiquement hétérogène*. Pareille organisation pouvait préparer les principes généraux de l'action ouvrière politique concrètement engagée par des partis ouvriers de masse. Dès que ceux-ci se développèrent dans les principaux pays, l'Internationale devait renaître, mais sous une forme nouvelle, sur un plan supérieur, en tant qu'Internationale se plaçant consciemment et résolument sur le terrain du marxisme.

C'est ce qu'Engels avait prévu dès 1874, quand il écrivit à Sorge le 12 septembre de cette année, en prenant note de la disparition de la I^{re} Internationale :

Je crois que la prochaine Internationale sera — quand les

écrits de Marx auront durant quelques années produit leur effet — nettement communiste et arborera absolument nos principes...

Ce n'est pas sous-estimer l'œuvre de Marx mais constater une simple vérité historique que les décisions et la tradition de la I^e Internationale ont fait davantage pour atteindre cet heureux résultat que la lecture, hélas toujours rare et incomplète du *Capital*.

La révolution russe et la III^e Internationale ont joué dans une large mesure un rôle comparable à celui de la I^e Internationale pour susciter un nouvel essor du mouvement ouvrier politique après le terrible effondrement de l'Internationale en 1914. Par suite de circonstances entièrement nouvelles, l'isolement et la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier sont, elles aussi, devenues objectivement des obstacles pour une période à la formation de partis révolutionnaires à la hauteur de leurs tâches dans les principaux pays du monde. La tâche qu'Engels a résolue avec des noyaux marxistes dans les principaux pays, à savoir le maintien de la continuité du mouvement théorique et politique de l'avant-garde entre le déclin de la I^e et l'essor de la II^e Internationale, cette tâche a été remplie par Léon Trotsky et le mouvement trotskyste international entre le déclin de la III^e Internationale et l'essor futur de la IV^e Internationale de masse. Grâce au travail théorique et politique de la IV^e Internationale d'avant-garde d'aujourd'hui, les noyaux révolutionnaires des différents pays ont été mieux armés que par le passé pour résoudre à la fois leurs tâches nationales particulières et les tâches internationales du prolétariat à notre époque. Et comme ce travail s'effectue dans le cadre d'une époque de montée sans précédent du mouvement des masses sur l'ensemble du globe, nous pouvons dire aujourd'hui avec plus de justification encore qu'Engels ne le disait en 1874 : l'Internationale révolutionnaire de masse de demain — quand notre travail d'intégration dans les masses et d'éducation de ces masses aura produit tout son effet — sera nettement trotskyste et arborera résolument nos principes.

28 septembre 1954.

III

Rosa Luxemburg et la social-démocratie allemande *

La place de Rosa Luxemburg dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire reste à préciser. Depuis le déclin du monolithisme stalinien on est pratiquement unanime à souligner ses mérites, mais on se hâte souvent d'ajouter qu'elle « appartient au monde d'avant 1914 »¹. En fait, les classificateurs sont d'autant plus gênés qu'ils abordent l'histoire du mouvement ouvrier à l'aide de critères essentiellement subjectifs. Les mérites de Rosa se répartissent dès lors, selon l'inclination de l'auteur, sur la mise à nu des racines de l'impérialisme, la défense sans compromis du marxisme contre le révisionnisme bernsteinien, l'attachement aux principes d'action et de spontanéité des masses, voire la défense des principes de démocratie ouvrière contre les « excès » bolchéviques.

La difficulté disparaît dès qu'on aborde l'histoire du mouvement ouvrier avec des critères objectifs, où l'on applique au marxisme lui-même la règle d'or du matérialisme historique : en dernière analyse, c'est l'existence matérielle qui explique la conscience et non l'inverse. C'est à partir de la transformation de la réalité sociale qu'il faut interpréter les changements intervenus dans la pensée du mouvement ouvrier international, y compris les interprétations successives, d'enrichissement ou d'appauvrissement du marxisme. Dans ce cadre, le rôle de Rosa dans l'évolution du mouvement ouvrier d'avant 1914, sinon d'avant 1919, au lieu d'apparaître dispersé et fragmentaire, regagne son unité. C'est seulement à l'aide d'une telle méthode

* *Quatrième Internationale*, mars 1971.

que l'importance-clé de l'activité et de l'œuvre de Rosa surgit pleinement, se dégageant de la chronique et des activités spécialisées.

« La vieille tactique éprouvée » entre en crise

Pendant trente ans, la tactique de la social-démocratie allemande, « die alte bewährte Taktik » (la vieille tactique éprouvée), a complètement dominé le mouvement ouvrier international. En vérité, abstraction faite de l'expérience, somme toute isolée, de la Commune de Paris, et des quelques secteurs du mouvement ouvrier international à prédominance anarchiste, c'est un demi-siècle d'histoire des luttes de classes qui est marqué du sceau de la social-démocratie. Cette influence était à tel point prépondérante que même ceux qui, comme Lénine et la fraction bolchévique, avaient rompu en pratique avec cette tradition sur le plan national, continuaient à se référer religieusement au modèle allemand comme à un modèle de tactique universellement valable.

La « vieille tactique éprouvée » avait des titres de noblesse évidents à citer à sa défense. Pendant les quinze dernières années de sa vie Frédéric Engels, malgré quelques hésitations significatives², s'en était fait le défenseur acharné, au point d'en dresser une véritable charte dans son « testament politique », l'introduction qu'il rédigea en 1895 à la nouvelle édition allemande de l'ouvrage de Karl Marx, *Les luttes de classes en France (1848-1850)*. Les passages les plus célèbres de cette introduction ont été cités d'innombrables fois, dans toutes les langues d'Europe, entre 1895 et 1914. Les sociaux-démocrates poursuivirent cette routine entre 1918 et 1929, jusqu'à ce que la crise économique mondiale et la crise de la social-démocratie elle-même firent cesser ces exercices stériles : « Partout on a imité l'exemple allemand de l'utilisation du droit de vote, de la conquête de tous les postes qui nous sont accessibles, partout le déclenchement sans préparation de l'attaque est mis à l'arrière-plan... »

Les deux millions d'électeurs qu'elle (la social-démocratie allemande) envoie au scrutin, y compris les jeunes gens et les femmes qui sont derrière eux en qualité de non-électeurs, constituent la masse la plus nombreuse, la plus compacte, le

« groupe de choc » décisif de l'armée prolétarienne internationale. Cette masse fournit déjà maintenant plus d'un quart des voix exprimées... Sa croissance se produit aussi spontanément, aussi constamment, aussi irrésistiblement, et, en même temps, aussi tranquillement qu'un processus naturel. Toutes les interventions gouvernementales pour l'empêcher se sont avérées impuissantes. Dès aujourd'hui, nous pouvons compter sur deux millions et quart d'électeurs. Si nous allons ainsi de l'avant, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive dans le pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non. Maintenir sans cesse cet accroissement, jusqu'à ce que de lui-même il devienne plus fort que le système gouvernemental au pouvoir, ne pas user dans des combats d'avant-garde ce " groupe de choc " qui se renforce journallement, mais le garder intact jusqu'au jour décisif, telle est notre tâche principale. » (Marx-Engels, *Œuvres choisies*, tome I, pages 131, 133, Moscou, Editions du Progrès, 1955) (Souligné par nous).

Bien sûr nous savons aujourd'hui que les dirigeants sociaux-démocrates allemands avaient scandaleusement tronqué le texte d'Engels et en avaient dénaturé le sens, éliminant tout ce qui restait foncièrement révolutionnaire chez le vieux lutteur, compagnon de Marx³. Mais là n'est pas l'essentiel. Le passage que nous venons de citer est authentique. Il justifie pleinement « la vieille tactique éprouvée » : organiser le maximum de membres, éduquer le maximum de travailleurs, obtenir le maximum de voix aux élections, mener de bonnes grèves pour augmenter les salaires et conquérir des lois sociales (avant tout la réduction de la semaine de travail) — le reste viendra de lui-même, automatiquement : « il faudra (sic) que toutes les autres puissances s'inclinent devant nous » ; notre montée est « irrésistible » ; il faut « garder intactes nos forces jusqu'au jour décisif » (re-sic)...

Plus convaincante que la bénédiction du doyen vénérable du socialisme international était le verdict des faits. Ces faits donnaient raison aux Bebel, Vandervelde, Victor Adler et autres pragmatiques qui se contentaient de suivre cette routine dorénavant consacrée. Les votes s'accroissaient d'une élection

à l'autre. S'il y avait quelquefois un revers inattendu (les « élections Hottentots » en Allemagne, en 1907), il était suivi d'une revanche particulièrement triomphante : aux élections du Reichstag de 1912, la social-démocratie emporta un tiers des voix. Les organisations ouvrières se renforçaient continuellement, s'étendant dans tous les domaines de la vie sociale, s'articulaient en une véritable « contre-société » permettant un développement continu de la conscience de classe. Les salaires augmentaient, les lois de protection ouvrière s'accumulaient ; la misère était refoulée sans disparaître pour autant. La montée semblait à tel point irrésistible qu'elle n'enivrait pas seulement les convaincus mais même les adversaires.

Comme toujours la conscience retardait déjà sur la réalité. Toute cette « montée irrésistible » avait été le reflet d'un essor du capitalisme international, d'une réduction séculaire de « l'armée de réserve industrielle » en Europe notamment par l'émigration, d'une surexploitation croissante des pays coloniaux et semi-coloniaux par le capitalisme impérialiste. Au début du xx^e siècle, les ressources alimentant cette atténuation temporaire des contradictions socio-économiques en Occident commencèrent à s'épuiser. Dorénavant, c'était l'aggravation et non l'atténuation des contradictions sociales qui était à l'ordre du jour. Ce qui frappait à la porte, ce n'était pas une ère de progrès pacifique, mais l'ère des guerres impérialistes, des guerres de libération nationale et des guerres civiles. A une longue phase d'amélioration allaient succéder deux décennies de stagnation voire de recul des salaires réels. L'époque de l'évolution était révolue ; l'époque des révolutions allait commencer.

La « vieille tactique éprouvée » perdait tout son sens dans cette ère nouvelle ; d'un principe d'organisation elle allait se transformer en un piège désastreux pour le prolétariat européen. L'immense majorité des contemporains ne l'a pas compris avant le 4 août 1914. Même Lénine ne le comprit pas pour les pays à l'ouest de l'Empire tsariste ; Trotsky hésitait. *Le mérite de Rosa, c'est d'avoir été la première à saisir clairement et systématiquement la nécessité d'une modification fondamentale de la stratégie et de la tactique du mouvement ouvrier occidental, face au changement des conditions objectives, face à l'ère impérialiste qui s'ouvrait* ⁴.

Les racines de la lutte de Rosa contre la « vieille tactique éprouvée »

Certes, la nouvelle réalité objective a été saisie *partiellement* par les marxistes les plus perspicaces dès la fin du XIX^e siècle. Les phénomènes de l'extension des empires coloniaux, des débuts de l'impérialisme en tant que politique d'expansion du grand capital, sont analysées. Hilferding dresse ce monument remarquable qu'est le *Capital financier*. On enregistre l'apparition des cartels, des trusts, des monopoles (les révisionnistes s'en servent d'ailleurs pour proclamer que le capitalisme sera de plus en plus organisé, et de ce fait, ses contradictions de plus en plus atténuées : il n'y a décidément rien de nouveau sous le soleil). A partir du congrès de l'Internationale tenu à Stuttgart, la méfiance de Lénine, de la gauche hollandaise et polonaise, de la gauche belge et italienne, à l'égard des concessions de Kautsky aux révisionnistes, s'accroît, surtout dans le domaine de la lutte contre la guerre impérialiste. L'opportunisme électoraliste, les pactes « tactiques » avec la bourgeoisie libérale de tel ou tel groupe régional ou national (les « Badois » en Allemagne ; la majorité du P.O.B. belge ; les jaouessistes en France, etc.) sont soumis à dure critique. Mais tout cela reste partiel et fragmentaire, et surtout n'aboutit pas à substituer à la « vieille tactique éprouvée » — plus que jamais *tabou* — une stratégie et une tactique de rechange.

La seule tentative entreprise dans ce sens pendant la période 1900-1914, à l'ouest de la Russie, est celle de Rosa. Ce mérite exceptionnel n'est pas seulement dû à son génie indéniable, à sa lucidité, et à son attachement absolu à la cause du socialisme et du prolétariat international. Il s'explique surtout par les conditions historiques et géographiques, c'est-à-dire sociales, dans lesquelles sont nées et se sont développées son action et sa pensée.

Sa position exceptionnelle de membre dirigeant de deux partis sociaux-démocrates, le parti polonais et le parti allemand, la plaça à un poste d'observation qui facilita l'enregistrement de deux tendances contradictoires dans la social-démocratie internationale : d'une part l'enlissement dangereux dans une routine bureaucratique de plus en plus conservatrice en

Allemagne ; d'autre part la montée de nouvelles formes et méthodes de lutte dans l'empire tsariste. Elle put ainsi opérer, sur le plan de la tactique du mouvement ouvrier, le même renversement audacieux que Trotsky avait opéré sur celui des perspectives révolutionnaires. Ce n'était plus nécessairement le pays « avancé » qui montrait au pays « retardataire » l'image de son propre avenir. C'était au contraire le mouvement ouvrier du pays « retardataire » (la Russie, la Pologne), qui montrait aux pays avancés d'Occident l'adaptation tactique urgente qu'il fallait appliquer.

Certes, à ce propos encore, il y eut des précurseurs. Parvus publia dès 1896 une longue étude dans la *Neue Zeit*, dans laquelle il envisageait l'emploi de l'arme de la « grève politique de masse » contre une menace de coup d'Etat supprimant le suffrage universel⁵. Cette étude était elle-même inspirée d'une motion que Kautsky avait soumise, dès 1893, à la 10^e commission du congrès socialiste de Zürich sur la riposte à des menaces contre le suffrage universel ; Engels avait soulevé une menace implicite analogue. Mais tous ces ballons d'essai restèrent isolés. Ils ne donnèrent lieu à aucune élaboration stratégique ou tactique systématique.

Ayant une grande familiarité avec les mouvements ouvriers polonais et russe, Rosa fut en outre aidée par une étude approfondie de deux crises politiques qui secouèrent l'Europe occidentale vers la fin du siècle ; la crise provoquée par l'affaire Dreyfus en France, la grève générale de 1902 pour le suffrage universel en Belgique. De cette double expérience elle puisa une profonde répugnance à l'égard du crétinisme parlementaire et une conviction croissante que la « vieille tactique éprouvée » allait échouer « le jour décisif », si les masses n'étaient pas éduquées, longtemps à l'avance, à manier l'action politique extra-parlementaire autant que la routine électorale et la pratique des grèves économiques.

Mais l'expérience de la révolution russe de 1905 fut l'événement qui permit à Rosa de rassembler les éléments épars d'une critique systématique de la « vieille tactique éprouvée » de la social-démocratie occidentale. Rétrospectivement, c'est sans doute l'année 1905 qui marque la fin du rôle essentiellement progressif de la social-démocratie internationale et fait débiter la phase d'ambiguïté, combinant des traits progressifs

qui se prolongent et des influences réactionnaires qui apparaissent et se renforcent, pour aboutir au désastre de 1914.

Pour comprendre l'importance de la révolution russe de 1905, il faut rappeler tout d'abord que ce fut la première explosion révolutionnaire sur grande échelle que l'Europe connaissait depuis la Commune de Paris, c'est-à-dire depuis 34 ans ! Il était naturel qu'une révolutionnaire passionnée comme Rosa Luxemburg en étudiât avec soin toutes les manifestations et tous les traits particuliers, afin d'en dégager des conclusions quant au destin des révolutions futures en Europe. Marx et Engels avaient fait de même par rapport aux révolutions de 1848 et à la Commune.

Du point de vue de l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique de rechange de la social-démocratie internationale par rapport à celle du S.P.D., un trait particulier de la révolution russe de 1905 joue un rôle décisif. Pendant des décennies, le débat entre anarchistes et syndicalistes d'une part, sociaux-démocrates d'autre part, avait opposé les tenants de *l'action directe minoritaire* aux tenants de *l'action de masse organisée*, essentiellement « pacifique » (électorale et syndicale). Mais la révolution russe de 1905 fit apparaître une combinaison imprévue de part et d'autre : *l'action directe des masses, mais de masses qui, loin de se complaire dans l'état d'inorganisation et de spontanéité, s'organisent précisément par suite de l'action et en vue d'actions futures encore plus audacieuses.*

Lénine et Rosa tous deux, soulignèrent le fait, peu compris en Occident, que la révolution de 1905 sonnait le glas du syndicalisme révolutionnaire en Russie, alors que pendant longtemps, les syndicalistes révolutionnaires avaient opposé le mythe de la grève générale à l'électoratisme social-démocrate, et ce au moment même où la grève générale triomphait pour la première fois quelque part en Europe ! Ils auraient dû y ajouter — Lénine ne le comprit qu'après 1914 ! — que cet effacement des syndicalistes révolutionnaires en Russie s'explique par le fait que la social-démocratie russe et polonaise (ou du moins son aile radicale), loin de s'opposer à la grève de masse ou de la freiner de quelque manière que ce soit, en devint l'organisatrice et la propagatrice enthousiaste, c'est-à-dire surmonta définitivement le vieux dualisme : « action graduelle — action révolutionnaire ⁶ ».

Rosa fut éblouie par l'expérience de la révolution de 1905, expérience qui eut des répercussions profondes au sein du prolétariat de plusieurs pays à l'ouest de l'Empire des tsars, à commencer par l'Autriche où elle provoqua une grève générale qui conquiert le suffrage universel. Les 14 années qui lui restèrent à vivre ne furent qu'un effort ininterrompu pour transférer cet enseignement fondamental au prolétariat allemand : il faut abandonner le gradualisme, il faut de nouveau se préparer à des luttes de masse révolutionnaires. L'éclatement de la Première Guerre mondiale, de la révolution russe de 1917, de la révolution allemande de 1918, confirmèrent qu'elle avait vu juste dès 1905.

Le 1^{er} février 1905, elle écrit :

« Mais pour la social-démocratie internationale aussi, le soulèvement du prolétariat russe constitue un phénomène nouveau, qu'il faut d'abord assimiler spirituellement. Nous tous, quelque dialectique que soit notre pensée, restons d'incorrigibles métaphysiciens collant à l'immuabilité des choses, dans nos états de conscience immédiats... C'est seulement dans l'explosion volcanique de la révolution qu'on s'aperçoit quel travail rapide et approfondi la jeune taupe avait exécuté. Et combien gaiement est-elle en train de saper le sol sous les pieds de la société bourgeoise d'Europe occidentale. Vouloir mesurer la maturité politique et l'énergie révolutionnaire latente de la classe ouvrière à l'aide de statistiques électorales et de chiffres de membres des sections locales, c'est vouloir mesurer le Mont Blanc à l'aide d'une aune de tailleur. »

Le 1^{er} mai 1905, elle poursuit :

« L'essentiel est ceci : il faut comprendre et assimiler que la révolution actuelle dans l'empire des tsars provoquera une colossale accélération de la lutte de classes internationale, qui nous confrontera aussi dans les pays de la " vieille " Europe, dans un délai pas si long, avec des situations révolutionnaires et de nouvelles tâches tactiques. »

Et le 22 septembre 1905, au congrès d'Iéna, confrontée avec les syndicalistes réformistes du type de Robert Schmidt, elle s'exclama indignée :

« Lorsqu'on a entendu les discours prononcés ici jusqu'à maintenant sur la grève politique de masse, on a vraiment envie de prendre sa tête dans les mains et de se demander :

Vivons-nous vraiment l'année de la glorieuse révolution russe, ou bien sommes-nous encore dix années avant qu'elle ne surgisse ? Vous lisez tous les jours les comptes rendus dans les journaux de la révolution, vous lisez les dépêches, mais il semble que vous n'avez pas d'yeux pour voir ni d'oreilles pour entendre... Robert Schmidt ne voit-il pas que le moment est venu que nos grands maîtres Marx et Engels avaient prévu, le moment où l'évolution se transforme en révolution ? Nous voyons la révolution russe et nous serions des ânes si nous n'apprenions rien d'elle⁷. »

Rétrospectivement nous sommes convaincus qu'elle avait eu raison. De même que la victoire de la révolution russe de 1917 aurait été infiniment plus difficile sans l'expérience de la révolution de 1905 et sans l'énorme apprentissage révolutionnaire qu'elle a représenté pour des dizaines de milliers de cadres ouvriers russes, de même une victoire de la révolution allemande en 1918-1919 aurait été énormément facilitée par des expériences de luttes de masses politiques, extra-parlementaires, pré-révolutionnaires ou révolutionnaires, avant 1914. On ne peut apprendre à nager sans se mettre à l'eau ; on ne peut acquérir une conscience révolutionnaire sans expérience d'actions révolutionnaires. Si dans l'Allemagne entre 1905 et 1914 il était impossible d'imiter 1905, il était parfaitement possible de transformer de fond en comble la pratique quotidienne de la social-démocratie, de la réorienter vers une pratique et une éducation de plus en plus révolutionnaires, préparant les masses à l'affrontement avec la classe bourgeoise et l'appareil d'Etat. En refusant d'opérer ce tournant, en se cramponnant à des formules qui perdaient de plus en plus tout sens réel, concernant la victoire « inévitable » du socialisme, le recul « inévitable » de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois devant la « force tranquille et pacifique » des travailleurs, les dirigeants du S.P.D. ont, au cours de ces années décisives, semé la graine qui a produit les récoltes amères de 1914, de 1919 et de 1933.

Le débat sur la grève des masses

C'est dans ce contexte qu'il faut examiner le débat sur la « grève des masses » déclenché au sein de la social-démo-

cratie allemande à la suite de la révolution de 1905. Les étapes principales de ce débat sont marquées par le congrès d'Iéna de 1905 (dans un certain sens le congrès le plus « gauchiste » d'avant 1914, sous la pression évidente de la révolution russe), le congrès de Mannheim de 1906, la parution la même année d'une brochure de Kautsky et d'une brochure de Rosa Luxemburg, consacrées toutes deux au problème de la « grève de masse », le débat entre Rosa Luxemburg et Kautsky en 1910, le débat entre Kautsky et Pannekoek⁸.

Schématiquement on pourrait ainsi résumer le débat. Après avoir combattu pendant des décennies l'idée de grève générale comme « bêtise générale » (« Generalstreik ist Generalunsinn »), sous prétexte qu'il fallait d'abord organiser la grande majorité des ouvriers avant qu'une grève générale puisse réussir, les dirigeants sociaux-démocrates furent secoués par la grève générale belge de 1902-1903, mais n'entamèrent la révision de leurs conceptions « pacifistes » que de façon fort hésitante⁹. En 1905, au congrès d'Iéna, un conflit éclate entre les dirigeants des syndicats et ceux du parti, conflit au cours duquel les chefs syndicaux vont jusqu'à suggérer que tous les partisans de la grève générale aillent mettre leurs idées en pratique en Russie et en Pologne¹⁰. Avec réticence, mais non sans verve, Bebel descend dans l'arène pour critiquer les dirigeants syndicaux, admettant la possibilité d'une grève politique de masse « par principe ». Mais un compromis s'élabore entre le congrès d'Iéna et celui de Mannheim. A Mannheim, en 1906, la paix est rétablie au sein de l'appareil. Dorénavant seuls les chefs des syndicats seront reconnus comme « compétents » pour « proclamer » la grève y compris la grève de masse politique, après avoir fait l'inventaire de « l'organisation », de la caisse, des « rapports de forces », etc. Après le malencontreux intervalle de la révolution russe, nous voilà heureusement ramenés à la « vieille tactique éprouvée ».

Rosa fulmine, ronge son frein. Elle attend l'occasion de frapper un grand coup pour la nouvelle stratégie et la nouvelle tactique. Le moment propice se présente lorsque l'agitation pour obtenir le suffrage universel aux élections de la Diète de Prusse est déclenchée en 1910. Les masses réclament l'action. Rosa tient une douzaine de meetings de masse auxquels assistent des milliers et des milliers de travailleurs et de militants.

Après des escarmouches avec des « interdictions » de la police, une manifestation centrale, au parc de Treptow à Berlin, rassemble 200 000 participants. Mais la direction social-démocrate n'aime pas ce remue-ménage ; ce qui lui importe c'est préparer de « bonnes élections » pour 1912. Aussi l'agitation est-elle étouffée aussi vite qu'elle fut déclenchée. Et cette fois-ci, c'est le « gardien de l'orthodoxie », Karl Kautsky lui-même, qui prend la tête de la lutte théorique et politique de l'appareil contre la gauche, avec des articles et des brochures pédants qui font preuve d'une incompréhension totale de la dynamique du mouvement de masse ¹¹.

A première vue, un renversement d'alliance semble s'être produit. Au début du siècle, Rosa et Kautsky (la gauche et le centre) sont alliés à l'appareil du parti autour de Bebel et de Singer, contre la minorité révisionniste autour de Bernstein. En 1905 au congrès de Mannheim, l'appareil syndical est passé ouvertement dans le camp des révisionnistes et l'alliance Bebel-Kautsky-Rosa semble renforcée et cimentée. Comment expliquer ce brusque renversement en l'espace de quatre ans (1906-1910) ? En réalité les données sociales et idéologiques du problème différaient sensiblement des apparences. Bebel et l'appareil du parti étaient attachés à la « vieille tactique éprouvée », en 1900 comme en 1910. Ils étaient foncièrement conservateurs, c'est-à-dire *partisans du statu quo au sein du mouvement ouvrier* (sans pour cela avoir abandonné les convictions et même la passion socialistes, mais orientées vers un avenir indéfini). Bernstein et les révisionnistes risquaient de renverser l'équilibre délicat entre la « vieille tactique éprouvée » (c'est-à-dire la pratique quotidienne réformiste), la propagande socialiste, l'espoir et la foi des masses dans le socialisme, l'unité du parti, l'unité entre les masses et le parti. Voilà pourquoi Bebel et l'appareil du parti s'opposèrent à lui : à des fins essentiellement conservatrices, pour que rien ne soit chambardé.

Mais lorsque la révolution russe de 1905 — et les répercussions de l'ère impérialiste sur les rapports de classes en Allemagne même — provoquèrent une aggravation des tensions au sein du mouvement ouvrier, et que l'appareil social-démocrate manqua de se casser en deux, au lendemain du congrès d'Iéna, Bebel, Ebert, Scheidemann, préférèrent l'unité

de l'appareil à l'unité avec les ouvriers radicalisés ; c'est ainsi qu'eux interprétèrent la « primauté de l'organisation ». Dès lors l'appareil dans son ensemble rompit avec la gauche, puisque cette fois-ci c'était la gauche qui réclamait qu'on bouscule la « vieille tactique éprouvée », non seulement la théorie, mais encore — péché suprême — la pratique routinière. Les dés étaient jetés.

La seule question restant ouverte pendant un certain temps fut celle de l'alignement de Kautsky : allait-il se ranger du côté de l'appareil contre la gauche ou du côté de la gauche contre l'appareil ?

Après la révolution de 1905, il pencha un instant vers la gauche. Mais un incident significatif allait décider de son sort. En 1908, Kautsky rédigea une brochure intitulée *Le Chemin du pouvoir*, où il examinait précisément la question, pendante depuis la fameuse préface d'Engels de 1895, du passage de la conquête de la majorité des masses laborieuses pour le socialisme (le but à atteindre par la « vieille tactique éprouvée ») à la conquête du pouvoir politique lui-même. Ses formules étaient en somme modérées et n'impliquaient aucune agitation révolutionnaire systématique ; il n'y était même pas question de la suppression de la monarchie (on parle pudiquement de la « démocratisation de l'empire et des Etats qui le composent »). Mais il y avait trop de paroles « dangereuses » dans cette brochure pour un *Parteivorstand* bureaucratise mesquin et conservateur. On y parlait de la possibilité d'une « révolution ». On y disait même : « *Personne ne sera assez naïf pour prétendre que nous passerons pacifiquement et imperceptiblement de l'Etat militariste... à la démocratie.* » Ces formules-là étaient « dangereuses ». Elles pouvaient même « provoquer un procès ». Le *Parteivorstand* décida donc de mettre la brochure au pilon¹².

Il s'ensuivit une tragi-comédie qui décida du sort de Kautsky en tant que révolutionnaire et théoricien. Il en appela à la commission de contrôle du parti qui lui donna raison. Mais Bebel dit toujours « non ». Kautsky accepta alors de passer sous les fourches caudines de la censure du parti et de mutiler son propre texte : tout ce qui pouvait provoquer le scandale fut éliminé par lui du texte qui devint alors anodin. Kautsky sortit de cette affaire comme un homme sans carac-

tère ni épine dorsale. La rupture avec Rosa, le centrisme, le rôle de serviteur de l'appareil dans le débat de 1910-1912, la capitulation ignoble de 1914, etc., sont contenus en germe dans cet épisode.

Ce n'est pas par hasard que l'épreuve décisive, pour Kautsky et tous les centristes, fut la question de la lutte pour le pouvoir, de la réinsertion du problème de la révolution dans une stratégie tout entière fondée sur la routine réformiste quotidienne. C'était effectivement la question décisive pour la social-démocratie internationale depuis 1905.

L'analyse de la première version du *Chemin du pouvoir* montre que les éléments du centrisme sont déjà présents avant même que s'abatte la censure bureaucratique. Car si, dans cette première version, la description des éléments qui aggravent les antagonismes de classes (impérialisme, militarisme, expansion économique freinée, etc.) est perspicace, la philosophie fondamentale reste celle de la « vieille tactique éprouvée » : l'industrialisation travaille pour nous ; la concentration du capital travaille pour nous ; notre montée est irrésistible, pour peu qu'un accident n'intervienne. L'hypothèse d'un abandon de fatalisme attentiste n'est soulevée que pour le cas où « nos adversaires commettent une bêtise » : un coup d'Etat ou la guerre mondiale. En somme on en est toujours au point où Parvus avait formulé le problème en 1896...

De « grèves révolutionnaires », d'explosions de masse, il n'est pas question dans *Le Chemin du pouvoir*. La révolution russe n'est invoquée que pour démontrer qu'elle ouvre une nouvelle ère de révolutions en Orient (ce qui est exact), qu'à travers les conflits inter-impérialistes, cette ère de révolutions orientales aura de profondes répercussions sur les conditions en Occident (ce qui est encore exact) et exacerbera incontestablement les tensions et l'instabilité. Mais rien ne transperce des répercussions de la révolution russe et de cette instabilité sur le comportement des masses laborieuses en Occident. L'élément actif, le facteur subjectif, l'initiative politique, font complètement défaut. Guetter la bêtise que pourrait commettre l'adversaire, se préparer pour l'heure H par des moyens purement organisationnels, en laissant soigneusement l'initiative à l'ennemi, voilà en quoi se résume toute la sagesse

centriste kautskyenne, plus tard prolongée par celle des austromarxistes, dont la faillite éclatera en 1934.

La supériorité de Rosa éclate dès lors dans tous les domaines, au cours de ce débat crucial. Aux fades références, aux statistiques avec lesquelles Kautsky justifiait sa thèse selon laquelle « la révolution ne peut jamais éclater de façon prématurée », Rosa opposa une compréhension profonde de l'immaturité des conditions que connaîtra chaque révolution prolétarienne à ses débuts :

« ... ces attaques " prématurées " du prolétariat constituent en elles-mêmes un facteur très important, qui crée les conditions politiques de la victoire finale, parce que le prolétariat ne peut atteindre le degré de maturité politique, qui le rendra capable d'effectuer le grand bouleversement ultime, que dans le feu de luttes longues et opiniâtres ¹³. »

C'est dès 1900 que Rosa avait écrit ces lignes, qu'elle avait formulé en réalité les premiers éléments d'une théorie des conditions subjectives nécessaires à une victoire révolutionnaire, alors que Kautsky reste accroché à l'examen des seules conditions objectives, allant jusqu'à nier que le problème soulevé par Rosa existe ! Avec son instinct si fin pour la vie, les aspirations, la température et l'action des masses, Rosa, soulève dès le débat de 1910 le problème-clé de la stratégie ouvrière du ^{xx} siècle, à savoir qu'il serait vain d'attendre une montée ininterrompue de la combativité des masses, et que si celles-ci sont déçues par le manque de résultats et de directives des directions, elles peuvent retomber dans la passivité ¹⁴.

Lorsque Kautsky affirme que le succès d'une grève générale « capable d'arrêter toutes les usines » dépend de l'organisation préalable de tous les ouvriers, il pousse la « primauté de l'organisation » jusqu'à l'absurde. L'histoire lui a donné tort et a donné raison à Rosa. Nous avons connu de nombreuses grèves générales qui ont pleinement réussi à paralyser toute la vie économique et sociale de nations modernes, alors que seule une minorité de travailleurs était organisée. La grève générale française de Mai 68 n'est que la dernière confirmation d'une vieille expérience.

Lorsque Kautsky oppose à Rosa que « les mouvements spontanés de masses inorganisées sont toujours incalculables » et pour cette raison dangereux pour un « parti révolution-

naire », il révèle une mentalité petite-bourgeoise de fonctionnaire qui s'imagine une « révolution » se déroulant selon un horaire de chemin de fer soigneusement mis au point. Rosa a mille fois raison de souligner, contre lui, qu'un parti révolutionnaire comme la social-démocratie russe et polonaise de 1905 se distingue précisément par sa capacité à comprendre et à saisir tout ce qu'il y a de progressif dans cette inévitable et salutaire spontanéité des masses, pour en concentrer l'énergie sur le dessein révolutionnaire qu'il a formulé et incarné dans son organisation¹⁵. Il a fallu tout le conservatisme borné de la bureaucratie stalinienne pour reprendre contre Rosa l'accusation infondée que son analyse des processus révolutionnaires de 1905 accorde « trop de place » à la spontanéité des masses, « trop peu de place au rôle du parti¹⁶ ».

Si Rosa est coupable d'une « théorie de la spontanéité » (chose qui est loin d'être démontrée), ce n'est certes pas dans son jugement sur le caractère inévitable d'initiatives spontanées des masses au cours d'explosions révolutionnaires — sur ce plan elle a raison à 100 p. cent —, ni dans une quelconque illusion qu'il suffirait de s'en remettre à cette initiative spontanée pour que la révolution triomphe ou, ce qui revient au même, pour que de cette initiative surgisse l'organisation qui conduira la révolution à la victoire, que pareille théorie se manifeste. Elle n'a jamais été coupable de ces enfantillages chers aux spontanéistes d'aujourd'hui.

Ce qui donne à la « grève politique de masse » une place exceptionnelle dans le dessein de Rosa, c'est qu'elle y voit le moyen essentiel d'éduquer et de préparer les masses pour les collisions révolutionnaires à venir (mieux : de les éduquer et de créer les conditions propices pour qu'elles puissent parfaire cette éducation par leur action propre). Sans avoir élaboré une stratégie de revendications transitoires, elle avait tiré la conclusion de toute l'expérience passée qu'il fallait en finir avec la pratique quotidienne qui se résume dans les luttes électorales, les grèves économiques et la propagande abstraite « pour le socialisme ». La « grève politique de masse » était, pour elle, le moyen essentiel de dépasser cette routine.

Confrontation avec l'appareil d'Etat, élévation de la conscience politique de masse, apprentissage révolutionnaire, tout cela était visé en fonction d'une perspective révolutionnaire

claire qui entrevoyait des crises révolutionnaires à échéance relativement courte. Si Lénine avait fondé le bolchevisme sur la conviction de l'actualité de la révolution en Russie, s'il n'a étendu cette notion au reste de l'Europe qu'après le 4 août 1914, c'est à Rosa que revient le mérite d'avoir la première conçu une stratégie socialiste fondée sur cette même imminence de la révolution, en Occident même, dès le lendemain de la révolution russe de 1905.

Qu'elle ait eu une vision réaliste — et hélas prophétique ! — du rôle que l'appareil bureaucratique du mouvement ouvrier pouvait jouer dans une telle crise révolutionnaire, ressort de son discours au congrès d'Iéna, dès septembre 1905 :

« Les révolutions antérieures, et notamment celles de 1848, ont démontré qu'au cours de situations révolutionnaires, ce ne sont pas les masses qu'il faut freiner, mais les avocats parlementaires, pour les empêcher de trahir les masses ¹⁷. »

Après l'expérience amère qu'elle enregistra entre 1906 et 1910, ses paroles furent bien plus désabusées encore quand elle revint sur le même sujet en 1910 :

« Si la situation révolutionnaire vient à se déployer pleinement, si les vagues de la lutte se sont déjà élevées bien haut, alors il n'y aura aucun frein des dirigeants du parti qui pourra atteindre grand-chose, alors la masse écartera simplement ses dirigeants qui voudraient s'opposer à la tempête du mouvement. Cela pourrait se produire un jour en Allemagne. Mais je ne crois pas que du point de vue de l'intérêt de la social-démocratie, il soit nécessaire et souhaitable d'aller dans cette direction ¹⁸. »

L'unité de l'œuvre de Rosa Luxemburg

Dans le contexte du « grand dessein » de Rosa — amener la social-démocratie à abandonner la « vieille tactique éprouvée » et à se préparer aux luttes révolutionnaires qu'elle jugeait imminentes — l'ensemble de son activité acquiert une unité manifeste.

L'analyse de l'impérialisme ne correspond pas seulement à des préoccupations théoriques autonomes, bien que ces préoccupations aient été réelles ¹⁹. Elle a pour but de mettre à

nu un des ressorts principaux de l'aggravation des contradictions au sein du monde capitaliste dans son ensemble, et au sein de la société allemande (européenne) en particulier. De même l'internationalisme n'est pas simplement conçu comme un thème propagandiste plus ou moins platonique, mais en fonction de deux exigences, celle concernant l'internationalisation progressive des grèves, et celle concernant la préparation du prolétariat à la lutte contre la guerre impérialiste qui vient. La campagne internationaliste systématique que Rosa a menée pendant vingt ans dans la social-démocratie internationale était fonction d'une perspective révolutionnaire et d'un choix stratégique, tout comme sa campagne pour la « grève politique de masse » et son analyse approfondie de l'impérialisme.

Il en va de même pour sa campagne anti-militariste et anti-monarchiste. Contrairement à une idée largement répandue, et que même des commentateurs favorablement disposés à l'égard de Rosa répètent quelquefois²⁰, la campagne anti-militariste de Rosa n'était pas seulement en rapport avec sa « haine » (ou sa « crainte » de la guerre), mais avec une compréhension précise du rôle de l'Etat bourgeois qu'il fallait abattre pour faire triompher une révolution socialiste. Dès 1899, elle écrit dans la *Leipziger Volkszeitung* :

« *La puissance et la domination, tant de l'Etat capitaliste que de la classe bourgeoise, se concentrent dans le militarisme. De même que la social-démocratie représente le seul parti politique qui combat le militarisme pour des raisons de principe, de même cette lutte principielle contre le militarisme appartient à la nature même de la social-démocratie. Abandonner le combat contre le système militaire aboutirait en pratique à nier la lutte contre l'ordre social tout court* »²¹.

Et dans *Réforme ou révolution*, elle répétera l'an suivant de manière succincte, dans ses commentaires sur le service militaire obligatoire, que si celui-ci prépare les fondements matériels de l'armement général du peuple, il le fait « sous la forme du militarisme moderne, qui exprime de la manière la plus frappante la domination du peuple par l'Etat militariste, le caractère de classe de l'Etat ». Qu'on compare ces formules d'une clarté lumineuse, et on verra la distance qui les sépare, non seulement des élucubrations d'un Bernstein, mais encore

de la phraséologie chèvre et chou de Kautsky sur la « démocratisation (sic) de l'Empire ».

On comprend dès lors quelle immense colère a dû saisir Rosa quand elle vit les mêmes réformistes, qui lui avaient reproché de « risquer de verser le sang des ouvriers » par sa « tactique aventuriste²² », faire verser le sang des ouvriers après août 1914 sur une échelle mille fois plus vaste, non pour leur propre cause, mais pour celle de leurs exploités. C'est cette indignation qui lui inspira ses formules sévères : « la social-démocratie n'est plus qu'un cadavre puant », « les sociaux-démocrates allemands sont les scélérats les plus grands et les plus infâmes qui ont vécu dans ce monde²³ ».

Même ses erreurs sont fonction du grand dessein qui domina sa vie. Si elle s'est trompée effectivement dans l'appréciation réciproque des bolcheviks et des mencheviks en Russie, si elle a combattu l'« ultra-centralisme » de Lénine, tout en approuvant le régime de fer ultra-centraliste que Léo Jogisches avait instauré dans son propre parti polonais clandestin²⁴, si elle était encline à faire trop confiance à l'éducation socialiste de l'avant-garde ouvrière, et à sous-estimer la nécessité de forger des cadres ouvriers capables de guider les masses plus larges, entrées spontanément en action au début de la révolution, si pour cette même raison elle a négligé la formation d'une tendance et d'une fraction de gauche organisée au sein du S.P.D. dès 1906 (la formation d'un nouveau parti était impossible avant que la trahison des dirigeants ne se soit concrétisée par des actes compréhensibles aux masses ouvrières), ce qui a coûté cher au jeune *Spartakusbund* et au jeune K.P.D., qui dut sélectionner une direction en pleine crise révolutionnaire au lieu d'avoir mis à profit la décennie précédente pour arriver à cette fin, c'est qu'elle était dominée par une méfiance croissante envers les appareils de fonctionnaires et de secrétaires professionnels, dont elle put juger les méfaits sur place, beaucoup mieux et beaucoup plus tôt que Lénine.

Lénine arriva aux mêmes conclusions que Rosa sur la social-démocratie allemande en 1914. Il en déduisit que ce qui est essentiel pour le prolétariat, ce n'est pas « l'organisation » tout court, mais l'organisation dont le programme et la fidélité pratique, quotidienne, à ce programme, garantissent qu'elle sera un moteur et non un frein au soulèvement révolutionnaire

des masses. Rosa arriva à la même conclusion que Lénine quant à la nécessité d'une organisation séparée de l'avant-garde révolutionnaire en 1918, quand elle avait compris à fond qu'il était insuffisant de faire confiance à l'élan des masses ou à leur spontanéité pour briser le frein des fonctionnaires sociaux-démocrates dorénavant contre-révolutionnaires. Mais le mérite qui revient à Rosa dans l'élaboration du marxisme révolutionnaire contemporain est immense. Elle fut la première à avoir soulevé, et commencé à résoudre, le problème de la stratégie et de la tactique marxiste révolutionnaire en vue de faire triompher les soulèvements de masse dans des pays capitalistes hautement industrialisés.

25 février 1971.

1. C'est notamment le jugement de J.P. Nettl, qui a rédigé la biographie la plus ample de Rosa à ce jour (J.P. Nettl : *Rosa Luxemburg*, vol. I, pp. 23-24, éd. Maspero, Paris, 1972. Nettl combine une énorme compilation de détails et un jugement souvent impressionnant dans des questions partielles, avec un manque de compréhension presque total pour les problèmes d'ensemble de la stratégie ouvrière, du mouvement de masse, et des perspectives révolutionnaires, précisément les problèmes qui dominèrent la vie et les préoccupations de Rosa.

2. Ainsi, quand le danger de guerre se précisa une première fois au début des années 90, Engels affirma qu'en cas de guerre, la social-démocratie serait obligée de prendre le pouvoir, et exprima la crainte que cela se terminerait mal. Il exprima dans la même lettre à Bebel sa conviction que « nous serions au pouvoir avant la fin du siècle » (lettre du 24 octobre 1891). Dans une lettre précédente, du 1^{er} mai 1891, il se rebella contre la censure que Bebel voulait apporter à la publication des critiques du programme de Gotha, et fustigea la suppression de la liberté de critique et de discussion au sein du parti. (August Bebel : *Briefwechsel mit Friedrich Engels*, Mouton et Co, 1965, pages 465, 417.)

3. Engels écrivait à Kautsky le 1^{er} avril 1895 : « Je vois aujourd'hui dans le *Vorwärts* un extrait de mon introduction, reproduit à mon insu et arrangé de telle façon que j'y apparais comme un paisible adorateur de la légalité à tout prix. Aussi désirais-je d'autant plus que « l'Introduction » paraisse sans coupure dans la *Neue Zeit*, afin que cette impression honteuse soit effacée. » Sous prétexte de menaces de poursuites légales, Bebel et Kautsky refusèrent de s'exécuter. Engels se laissa amadouer et n'insista plus sur une reproduction intégrale de « L'Introduction ». Celle-ci n'eut lieu qu'après 1918, par les soins de l'Internationale communiste.

4. Trotsky avait exprimé un avis analogue à celui de Rosa Luxemburg dans *Bilan et perspectives*, rédigé en 1906, mettant l'accent sur le caractère de plus en plus conservateur de la social-démocratie. Mais en fonction des luttes de fraction dans la social-démocratie russe et des positions conciliatrices qu'il y adopta, il se rapprocha de nouveau de Kautsky en 1908, et l'appuya contre Rosa dans le débat « grève poli-

tique de masse ». Lénine adopta une attitude très prudente à l'égard du conflit Kautsky-Rosa en 1910, voulant empêcher un « bloc » entre Kautsky et les mencheviks. Dans son article « Deux mondes », consacré à la social-démocratie allemande, il affirma que les divergences entre les marxistes (parmi lesquels il rangeait non seulement Rosa et Kautsky mais encore Bebel) ne sont que de nature tactique et somme toute mineures. Il vantait la « prudence » de Bebel et justifiait la thèse selon laquelle il est préférable d'abandonner à l'ennemi l'initiative d'ouvrir les hostilités (*Œuvres*, vol. XVI, pp. 322 à 330, Paris-Moscou).

5. L'article intitulé « Staatsstreich und politischer Massenstreike » fut publié d'abord dans la *Neue Zeit*. Il est reproduit dans l'anthologie « Die Massenstreikdebatte », publiée par la Europäische Verlagsanstalt (Francfort 1970), pages 46-95.

6. Dans *Réforme ou Révolution ?* Rosa écrivait déjà : « Il était réservé à Bernstein de considérer la basse-cour du parlementarisme bourgeois comme l'organisme appelé à réaliser la transformation sociale la plus formidable de l'histoire, à savoir le passage de la société capitaliste à la société socialiste. » Toute cette critique du parlementarisme, toute cette analyse du déclin du parlement bourgeois, rédigée en 1900, conserve une fraîcheur et une actualité sans comparaison aucune avec une analyse quelconque d'un auteur marxiste consacrée à l'Europe occidentale avant 1914. Rosa explique dans la même veine le renforcement du syndicalisme révolutionnaire en France par la profonde déception du prolétariat français avec le parlementarisme jaussiste (article paru dans la *Sächsische Arbeiterzeitung* du 5-6 décembre 1904. R. Luxemburg : *L'Etat bourgeois et la révolution*, éd. de la Brèche, 1978).

7. Ces citations sont extraites d'un article paru dans la *Neue Zeit* « Nach dem ersten Akt », dans la *Sächsische Arbeiterzeitung*, « Im Feuerscheine der Revolution », et du discours prononcé au congrès social-démocrate d'Iéna (voir Rosa Luxemburg : *Ausgewählte Reden und Schriften*, tome II, Dietz Verlag, Berlin 1955, pages 220-221, 234-235 et 244).

8. Un bon résumé de ce débat est fourni par l'introduction d'Antonia Grunenberg à *Die Massenstreikdebatte*, op. cit., pages 5-44.

9. Par exemple dans son article « Die Lehren des Bergerbeiterstreik » (Les leçons de la grève des mineurs) paru dans la *Neue Zeit* en 1903.

10. Rosa Luxemburg : discours du 21 septembre 1905 à Iéna (*Ausgewählte Reden und Schriften*, II, pages 240-241).

11. Voir notamment son article « Et maintenant ? » (*Neue Zeit*, 1910), avec ses distinguos entre « grève d'avertissement » et « grève comminatoire » (une distinction qui vient du livre qu'Henriette Roland-Horst avait consacré à la grève de masse), « grèves économiques » et « grèves politiques », « stratégie d'épuisement » et « stratégie d'assaut », etc. (*Die Massenstreikdebatte*, pages 96-121).

12. Voir l'édition du *Chemin du pouvoir*, aux Editions Anthropos (Paris, 1969), avec une présentation et des lettres en annexe qui éclairent cette triste affaire.

13. Rosa Luxemburg : *Ausgewählte Reden und Schriften*, II, page 136.

14. *Ibid.*, pages 325-326, 330. Il s'agit d'extraits d'un article paru dans la *Dortmunder Arbeiterzeitung* et intitulé : « Was Weiter ? ».

15. C'est une simple calomnie répandue par les staliniens (et « innocemment » répétée par les spontanéistes d'aujourd'hui) que Rosa aurait attribué « tout le mérite » de la révolution de 1905 aux

« masses inorganisées », sans mentionner le rôle du parti social-démocrate. Voici, parmi bien d'autres, une citation qui prouve le contraire : « Et même si, au premier moment, la direction du soulèvement a pu tomber dans les mains de dirigeants fortuits, même si le soulèvement peut être apparemment troublé par toutes sortes d'illusions et de traditions, il n'est qu'un résultat de l'énorme somme d'éducation politique qui a été répandue pendant les deux dernières décennies par l'agitation social-démocrate souterraine des femmes et des hommes dans les couches de la classe ouvrière russe. En Russie comme dans le monde entier, la cause de la liberté et du progrès social est entre les mains du prolétariat conscient » (8 février 1905, dans *Die Gleichheit. Ausgewählte Reden und Schriften*, I, page 216).

16. Cf. la biographie de Rosa par Fred Oelssner, Dietz-Verlag, Berlin, 1951, notamment pages 50-53.

17. *Ausgewählte Reden und Schriften*, I, page 245.

18. « Theorie und Praxis » (*Neue Zeit*, 1910, reproduit dans *Die Massenstreikdebatte*, op. cit., page 231).

19. Rosa écrit elle-même qu'en rédigeant son « Introduction à l'économie politique » elle s'était heurtée à une difficulté théorique lorsqu'elle voulut démontrer les entraves à la réalisation de la plus-value. De là son projet de rédiger *L'Accumulation du capital*.

20. Notamment Antonia Grunenberg, dans la Préface (« Einleitung ») à *Die Massenstreikdebatte* (op. cit., page 43), où elle affirme qu'à l'opposé de Kautsky et de Rosa, Pannekoek aurait formulé des conceptions stratégiques sur la conquête du pouvoir, posant la question de la lutte contre le pouvoir d'Etat.

21. *Ausgewählte Reden und Schriften*, I, page 47.

22. *Ibid.*, page 245.

23. Discours sur le programme prononcé par Rosa au congrès de fondation du K.P.D. (in *Œuvres II, écrits politiques 1917-1918*, éd. Maspero, p. 101). Son courroux était particulièrement fort lorsque après l'armistice de 1918 les chefs du S.P.D. essayèrent d'utiliser les soldats allemands contre la révolution russe dans les pays baltes.

24. Tout récemment, Edda Werfel a fait paraître en Pologne la correspondance Rosa Luxemburg - Leo Jogisches, qui fournira d'importants matériaux supplémentaires pour étudier l'attitude pratique et théorique de Rosa sur la « question d'organisation », au sein de son propre parti polonais. On annonce une traduction partielle de cette correspondance en français aux Editions Anthropos et en allemand à la Europäische Verlagsanstalt.

IV

Trente questions et trente réponses au sujet de la nouvelle « Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique » *

Au XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Anastase Mikoyan affirma, en passant, que le *Précis d'histoire du Parti communiste bolchévique de l'U.R.S.S.*, publié en 1938 par une commission du comité central de ce parti, n'était ni suffisant, ni vraiment marxiste. D'autres orateurs, citant des exemples précis, lui emboîtèrent le pas. L'historienne Pankratova affirma audacieusement que le *Précis* contenait des falsifications historiques, et réclama qu'une nouvelle version, scientifique, de l'histoire du Parti soit publiée. Dans son rapport secret Khrouchtchev ridiculisa la manière dont Staline avait fait rédiger son propre éloge dans cette histoire.

Après trois années d'efforts, voici que la nouvelle version de l'histoire du Parti communiste soviétique vient de voir le jour. Elle est l'œuvre d'un collectif à savoir : Ponomarev, Volkov, Voline, Zaintsez, Kuckine, Mints, Slepov, Sobolev, Timofeieski, Khovtov et Chiateghine. Il s'agit pour la plupart d'auteurs peu connus, à part Ponomarev, qui est un des chefs de la section *agit prop* du comité central du P.C. soviétique. Une première traduction de ce long ouvrage vient de paraître en Italie (Editori Riuniti) ; elle ne compte pas moins de 812 pages. C'est cette traduction que nous soumettrons ici à un examen critique.

La nouvelle *Histoire* diffère de l'ancien *Précis* stalinien par trois aspects principaux, dont deux sont formels et un

* *Quatrième Internationale*, juillet 1960 et octobre-novembre 1960.

substantiel. Elle allonge l'analyse de certains phénomènes objectifs ainsi que celle des principaux ouvrages de Lénine, et retrace en plus grand détail la préhistoire du mouvement ouvrier russe. Elle poursuit l'histoire de l'U.R.S.S., arrêtée dans le *Précis* à l'année 1938, jusqu'au XXI^e Congrès, c'est-à-dire jusqu'au début de l'année 1959. Elle modifie — et bouleverse en partie — le jugement porté par la version stalinienne sur la nature de certains problèmes politiques et économiques qui se sont posés à l'Etat soviétique et au Parti communiste entre 1918 et 1938, supprimant les falsifications staliniennes les plus monstrueuses. Le plus gros *tournant* concerne les procès de Moscou, auxquels le *Précis* de 1938 avait consacré tout un sous-chapitre. Dans la nouvelle version, on ne réhabilite pas les vieux bolchéviks, dirigeants du Parti, membres du Comité central léniniste, créateurs de l'Etat soviétique, qui ont été faussement et ignominieusement accusés des pires crimes au cours de ces procès. On n'affirme pas non plus que ces procès étaient d'infâmes mises en scène. On passe simplement sous silence tout cet épisode significatif de ce que l'opinion officielle aujourd'hui en U.R.S.S. appelle *le culte de la personnalité*. Les procès de Moscou deviennent ainsi un *non-fait* (an un-fact), pour parler comme George Orwell.

Ce phénomène reflète un tragique paradoxe : parti pour effacer une falsification historique, le collectif d'auteurs précités a, en définitive, remplacé celle-ci par une nouvelle falsification. Cette dernière est, certes, moins monstrueuse que l'ancienne. Elle n'en reste pas moins une falsification. Elle est typique de l'ouvrage dans son ensemble où les interprétations abusives, les mensonges par omissions, sinon les falsifications pures et simples, se comptent encore par centaines — même si un pas timide en direction de la vérité a été fait.

Mais en faisant ce pas timide, tout en maintenant de nombreux faux ou en en fabriquant de nouveaux, les auteurs se sont empêtrés dans d'inextricables contradictions.

La version stalinienne de l'histoire du Parti bolchévique était, elle, cohérente. L'histoire était franchement manichéenne. D'un côté, il y avait les *bons*, essentiellement Staline et ses *compagnons fidèles* (avec, au second plan, Lénine). De l'autre côté, il y avait les *mauvais*, traîtres et espions, vendus aux puissances capitalistes et qui voulaient rétablir le capitalisme

dès 1918 : c'étaient tous ceux qui s'étaient opposés à Staline, à un quelconque moment de son ascension vers le pouvoir.

Pour faire entrer l'histoire dans ce schéma simpliste, il fallait, bien sûr, travailler dans les faits comme dans une matière plastique. Les dates, les personnes, les événements, furent impitoyablement transformés — sans parler des idées. Cette *Histoire* se rapporte à l'histoire réelle comme le cauchemar à la réalité vécue. Ses acteurs empruntent au réel le pâle visage des vivants et les formes extérieures des choses : là s'arrêtent les liens patents entre la vérité et la mythologie. Il n'empêche qu'on ne peut contester à ce *Précis* la vertu de la cohésion interne — à quelques contradictions grossières près¹.

La nouvelle *Histoire* a conservé la plupart de ces vices. Mais elle a en même temps perdu cette vertu unique. Le manichéisme a disparu ; c'était pourtant le fil conducteur de cette interprétation démoniste de l'histoire, propre à Staline et au stalinisme. On ne l'a remplacé par aucun autre fil conducteur. La nouvelle version apparaît ainsi comme un ramassis de contradictions.

Le héros de l'histoire de l'U.R.S.S., ce n'est plus Staline, c'est le *comité central léniniste*. Mais les auteurs se gardent bien de nommer les membres de ce comité central, que ce soit en 1917, en 1920, en 1923, ou même en 1927. Et pour cause : la plupart de ceux-ci sont morts assassinés par la terreur stalinienne !

Les divers oppositionnels ne sont plus des espions, des agents payés de l'impérialisme. Ils deviennent des *opportunistes*, des *révisionnistes*, des *adversaires implacables du léninisme*. De ce fait, ils apparaissent comme des représentants de courants idéologiques. Mais les auteurs se gardent bien de préciser quelles étaient leurs idées, de citer leurs ouvrages, leurs plates-formes, leurs articles. Et pour cause : la justesse de ces idées, à la lumière des révélations du rapport secret de Khrouchtchev au XX^e Congrès, éclaterait aux yeux de tous les citoyens soviétiques !

Les pires excès de l'ère stalinienne ne sont plus passés sous silence, tant en ce qui concerne la *violation de la légalité soviétique*, qu'en ce qui concerne les erreurs catastrophiques de la politique économique (notamment l'échec patent de la politique agricole). Mais ces événements, qui ont bouleversé le sort

de millions d'êtres humains, qui ont coûté au peuple soviétique des sacrifices inhumains parfaitement évitables, qui ont entraîné la disparition de tout ce fameux *Comité central léniniste* qu'on prétend être le véritable créateur de l'Etat soviétique — ces événements sont expliqués par la seule référence au *culte de la personnalité*, et même, en partie, excusés !

Etranges marxistes qui interprètent un des drames les plus poignants de l'histoire de notre époque, sans référence aucune à la lutte de classes, aux luttes entre groupes sociaux, aux problèmes économiques et sociaux — mais exclusivement par un appel à la psychopathologie...

Aussi ne faut-il pas être prophète pour prédire que si l'ancien *Précis* ne fut considéré comme la *bible* des partis communistes que pendant 15 ans (1938-1953), il ne faudra certainement pas tant d'années pour que la nouvelle *Histoire* rejoigne ce *Précis* sur le tas d'ouvrages de circonstances oubliés et méprisés, sinon plus directement sous le pilon. D'autres *histoires* paraîtront, qui suivront le même chemin de l'oubli, jusqu'à ce qu'une histoire paraisse sans falsifications ni faux, quel que soit le jugement politique de ses auteurs concernant les divers événements rapportés.

Cette évolution est d'autant plus inéluctable que, petit à petit, le voile du silence commence à se lever en U.R.S.S. sur les premières phases de l'histoire de la République des soviets. Les procès-verbaux des comités centraux de 1917 ont été republiés ; ceux de 1918 sont en cours de parution. L'ouvrage célèbre de John Reed (*Dix jours qui ébranlèrent le monde*), les mémoires d'Antonov Ovsénko, des récits de témoins oculaires de la Révolution d'Octobre, ont fini par être réimprimés. Le testament de Lénine, les lettres et notes scandaleusement supprimées dans les premières éditions de ses *Œuvres complètes* par Staline², ont vu le jour. Dans ces conditions, il suffit que les jeunes historiens, les jeunes économistes et plus simplement les jeunes communistes, en U.R.S.S. et ailleurs, comparent ces originaux à la version courante de l'*Histoire* pour attraper immédiatement ses auteurs en flagrant délit de déformation. Ils ne manqueront pas de le faire, du moment que la police a perdu le pouvoir de les en empêcher, ou de punir de déportation ce crime de lèse-bureaucratie.

La reconstitution de la vérité historique est, en U.R.S.S.,

un corollaire nécessaire et inévitable de l'abolition du régime bureaucratique. Nécessaire, parce que la renaissance de la pensée marxiste ne peut se faire dans le vide et doit partir du meilleur acquis du passé (ce qui ne signifie point qu'elle s'identifie avec celui-ci). Inévitable, parce que, dans sa lutte pour une véritable démocratie soviétique, la jeune génération communiste commencera par condamner les violations de cette démocratie commises à l'égard de toutes les tendances communistes soviétiques, à l'époque stalinienne.

Aussi le caractère hybride de l'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique* — à mi-chemin entre les falsifications staliniennes et la vérité historique — n'est-il, somme toute, que le reflet de la réalité soviétique d'aujourd'hui, où la pression des masses et des conditions objectives a obligé la bureaucratie à abolir les aspects les plus monstrueux de la dictature stalinienne, mais où subsistent en même temps les caractéristiques fondamentales de la dégénérescence bureaucratique.

Un des aspects les plus typiques de l'idéologie stalinienne fut de mettre en question le caractère et l'utilité d'une science objective — du moins en ce qui concerne les sciences sociales. L'histoire doit être un instrument de la lutte de classes, affirmait-on. Et si pour conserver l'Etat soviétique, pour assurer l'avenir du genre humain, pour défendre les intérêts de millions de prolétaires, il faut falsifier quelques faits historiques *mineurs*, seuls des *objectivistes petits-bourgeois* pourraient se rebiffer. Aujourd'hui encore, cette théorie n'est pas entièrement abandonnée dans les milieux des cadres staliniens.

En réalité, les marxistes affirment précisément que la vérité historique est une arme de la lutte de classes — du moins entre les mains de classes ou de formations sociales progressives. Ce sont des formations historiques conservatrices ou réactionnaires, ayant des privilèges à défendre et des vices à cacher, qui doivent voiler la vérité ou la déformer.

Certes, dans la lutte de classes, le prolétariat ou son parti ne peuvent pas s'engager à dire en toutes circonstances la vérité à l'ennemi. Aucun commandant ne révélera l'état exact de ses forces ou de ses projets à l'adversaire, à la veille d'une bataille ; aucun dirigeant syndicaliste sérieux ne révélera au début d'une grève au patronat ses intentions, sa stratégie ou l'état de sa caisse de résistance. Mais il ne s'agit là ni de science, ni d'his-

toire. Déformer l'histoire à l'intention de sa propre classe ou de son propre parti, c'est galvauder un outil théorique indispensable aux combats et aux victoires, présents et futurs. Mentir à sa propre classe, c'est en abaisser le niveau de conscience. Lénine s'est exprimé avec toute la clarté voulue à ce propos, quand il a affirmé, dans *la Maladie infantile*, qu'il faut savoir appliquer toute tactique « de manière à élever, et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre ».

Or, lorsqu'on falsifie l'histoire, qu'on ment à l'intention de sa propre classe, qu'on la met en état de découvrir tôt ou tard ces mensonges, on ne peut que semer la démoralisation, le scepticisme et le cynisme à l'égard du Parti et du marxisme en général. Si la méthode marxiste, d'un instrument d'analyse critique de la réalité objective, est transformée en un instrument d'apologie servile de telle ou telle *tactique* subjective d'un *chef génial*, victime du *culte de sa propre personnalité* ; si au lieu d'analyser le réel on le travestit de manière grossière, on se rend incapable d'élaborer une stratégie et une tactique correctes, qui doivent partir du réel. On sape de même la confiance des travailleurs dans leurs propres forces et dans celles de leur parti³.

Ne fût-ce que pour cette raison, la rectification — que nous entreprenons dans les pages qui suivent — de quelques-unes des falsifications historiques les plus éclatantes contenues dans la nouvelle *Histoire du P.C. de l'Union soviétique* est hautement utile et nécessaire. Certains diront que tout cela est déjà vieux jeu et dépassé. Mais celui qui ignore l'histoire de son propre mouvement et de sa propre classe n'est pas armé pour redresser des erreurs anciennes ou nouvelles. Il sera incapable de résoudre les tâches que lui poseront les batailles à venir.

La rectification des faux et des mensonges par omission contenus dans la nouvelle *Histoire* ne sert pas seulement une cause qui nous tient particulièrement à cœur : la réhabilitation pleine et entière de Léon Trotsky, de l'Opposition de gauche soviétique, de tous les vieux bolchéviks. Elle apporte aussi des enseignements politiques extrêmement importants aux révolutionnaires des pays arriérés, aux militants de la révolution coloniale, qui se trouvent posés devant des problèmes stratégi-

ques et tactiques comparables à ceux qui confrontaient les bolchéviks avant et après 1917. L'étude de la véritable histoire du P.C. de l'Union soviétique les aiderait énormément à résoudre ces problèmes. De même que le *précis* de 1938, la nouvelle *Histoire du P.C. de l'Union soviétique* est un obstacle à surmonter sur la voie d'une telle étude.

I. — Déroulement et enseignement de la révolution d'Octobre

1^{re} QUESTION : Tout au long de cette *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, on présente le *comité central léniniste* comme le véritable inspirateur, organisateur et garant de la victoire de la grande Révolution d'Octobre. Mais on cache soigneusement au lecteur la composition de ce même Comité central léniniste. Quels en furent les membres, avant, pendant et après la victoire d'Octobre, et quel a été leur sort ultérieur ?

RÉPONSE : En août 1917, 21 bolchéviks ont été élus membres du comité central. De ces 21, 7 sont morts d'une mort naturelle : Sverdlov, Lénine, Noguine, Dzerjinsky, Artem, Kollontaï et Staline. Deux ont été assassinés par la contre-révolution : Ouritzky et Chaoumian. Onze sont tombés victimes de la terreur stalinienne : un assassiné par un agent du Guépéou à l'étranger (Trotsky), et dix dans les geôles staliniennes (Zinoviev, Kamenev, Rykov, Boukharine, Milioutine, Krestinsky, Sokolnikov, Boubnov, Smilga, Berzine) ; le vingt et unième, Mouranov, a disparu sans laisser de traces ; il a vraisemblablement aussi été liquidé en 1938.

Entre 1918 et 1921, trente et un bolchéviks ont été membres du comité central. De ces trente et un, huit sont morts de mort naturelle (Lénine, Djerjinsky, Sverdlov, Artem, Noguine, Stoutchka, Staline, Kalinine). Un a été assassiné par la contre-révolution (Ouritzky). Un a été poussé au suicide par Staline (Tomsy). Dix-huit ont été assassinés sous la terreur stalinienne : Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Smirnov, Trotsky, Radek, Serebriakov, Sokolnikov, Rykov, Boukharine, Rakovsky, Bielogorodov, Smilga, Krestinsky, Roudzoutak, Boubnov, Milioutine et Préobrajensky. Une a été victime de la terreur stalinienne mais a survécu (Stassova). Un a disparu sans laisser de traces :

Mouranov. Un est encore en vie et siège au Comité central (Andréev).

En octobre 1917, un bureau politique du comité central fut élu pour la première fois. Il était composé de sept membres : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kaménev, Sokolnikov, Boubnov et Staline. Deux de ces sept membres (Lénine et Staline) sont morts de mort naturelle ; les cinq autres ont été tués par la terreur stalinienne. Jusqu'en 1923, ont fait partie du bureau politique : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kaménev, Boukharine, Staline, Préobrajensky, Sérébriakov, Tomsy et Rykov. De ces dix personnes, huit ont été victimes de la terreur stalinienne.

La conclusion est claire : la grande majorité des membres du *comité central léniniste* ont été tués sous le règne de Staline. Dans l'ancienne version de l'histoire du Parti (le *Précis* de 1938), on expliquait que ces révolutionnaires étaient au fond des contre-révolutionnaires, des agents de l'impérialisme, des espions, voire des fascistes et des hitlériens. Inévitablement, les mérites de Lénine s'en trouvaient réduits : que penser, en effet, d'un dirigeant révolutionnaire qui s'entoure d'une majorité de contre-révolutionnaires comme collaborateurs les plus fidèles ?

Aujourd'hui, Lénine a été *réhabilité* ; son comité central est porté aux nues. Comment ne pas conclure que l'extermination de la majorité des membres de ce comité central ne pouvait être ni un *accident regrettable*, ni un simple caprice de psychopathe (*le culte de la personnalité*), mais qu'elle constitue la preuve la plus tangible d'une colossale transformation politique qui a eu lieu en U.R.S.S. entre l'époque de Lénine et le triomphe de Staline ? Comment ne pas conclure qu'il y a eu contre-révolution, et plus exactement contre-révolution politique, ainsi que nous le préciserons plus loin ?

2^e QUESTION : Parle-t-on dans l'*Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique* du rôle que les membres de ce *comité central léniniste* ont joué dans l'histoire du mouvement ouvrier russe avant 1917 ?

RÉPONSE : On en parle... exclusivement pour en dire du mal ! Lorsqu'on cite les *éminents collaborateurs de Lénine*, les *organisateur du parti*, etc., on ne les mentionne guère. Leur nom n'est cité que lorsqu'il s'agit d'émettre des critiques veni-

meuses. Il y a là quelque chose de totalement illogique. La place nous manque ici pour examiner toutes ces critiques. Mais, même si elles étaient exactes, il y aurait encore mensonge par omission. Comment supposer en effet que Lénine aurait proposé tout au long de la révolution et des premières années du pouvoir soviétique un comité central dont les membres n'auraient à leur crédit que... des erreurs ?

Quelquefois ces mensonges par omission atteignent le grotesque. Ainsi on *oublie* de mentionner (p. 193, tome I) que Kaménev fut envoyé en Russie par le comité central en 1914 pour diriger la fraction de la Douma et la *Pravda*. On *oublie* de mentionner que Zinoviev fut élu président de l'Internationale communiste au Congrès de fondation, et qu'il occupa ce poste jusqu'en 1926. On *oublie* même de mentionner la composition de la délégation bolchévique à ce congrès, et pour cause : elle était composée de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Staline, Boukharine et Tchitchérine. On *oublie* de signaler que les Soviétiques membres de l'exécutif de l'I.C. étaient Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine et Radek. On *oublie* d'indiquer que c'est Trotsky qui parla au nom de la fraction bolchévique au Préparlement, afin d'annoncer que cette fraction allait quitter l'assemblée (pp. 253-4, tome I). On *oublie* de mentionner que Trotsky fut le premier président bolchévique du soviet de Pétrograd et qu'en cette qualité il présida aussi le comité militaire révolutionnaire de ce soviet, chargé de préparer l'insurrection. On *oublie* de donner la composition du premier gouvernement révolutionnaire (le Conseil des commissaires du peuple présidé par Lénine, élu au II^e Congrès panrusse des soviets) (p. 260, tome I). On peut pourtant la trouver dans le livre de John Reed vendu actuellement en U.R.S.S. : Lénine, Milioutine, Chliapnikov, Antonov-Ovsénko, Krylenko, Dybenko, Noguine, Lounatcharsky, Stépanov, Trotsky, Lomov, Théodorovitch, Avilov, Staline...

3^e QUESTION : Quelles étaient les tâches à résoudre par la Révolution russe de 1917 ?

RÉPONSE : La Révolution russe a renversé le pouvoir de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers, établi la dictature du prolétariat et ouvert la voie à l'expropriation des capitalistes et à la nationalisation des moyens de production. En même

temps, elle a résolu les principales tâches de la révolution démocratique bourgeoise, que la bourgeoisie s'était avérée incapable de résoudre : réforme agraire radicale, question nationale, unification du pays, etc.

Cependant, l'*Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique* sème à ce sujet une confusion extrême. Cette confusion provient du fait que les auteurs de l'ouvrage ne veulent toujours pas admettre l'évidence, à savoir que Lénine (et, après lui, la majorité du Parti bolchévique) modifia la stratégie bolchévique en avril 1917, et qu'il adopta pour l'essentiel la théorie de la révolution permanente.

Lors de la révolution russe de 1905, trois positions étaient en présence dans le parti ouvrier social-démocrate russe :

— la position des menchéviks qui, partant de la constatation du fait que la Russie n'avait pas encore traversé une révolution bourgeoise victorieuse, affirmaient que la révolution avait essentiellement pour but le renversement du tsarisme et l'élimination des restes semi-féodaux de l'économie et de la société russe. Le prolétariat devait appuyer de manière critique la bourgeoisie libérale, afin de l'obliger à réaliser cette révolution de la manière la plus radicale, tout en combattant en même temps pour ses propres revendications immédiates (droit de grève, suffrage universel, journée de huit heures, etc.) ;

— la position des bolchéviks qui partaient de la constatation que la bourgeoisie, à l'époque contemporaine, en présence d'un prolétariat industriel hautement concentré et conscient, organisé dans les partis marxistes, était incapable de réaliser les tâches classiques de la révolution démocratique bourgeoise, par peur de l'action révolutionnaire des masses. En même temps, Lénine constatait que, vu le nombre réduit de prolétaires dans la société et la faiblesse de l'infrastructure capitaliste du pays, le parti du prolétariat ne pouvait pas espérer conquérir seul le pouvoir. En poussant la révolution jusqu'au bout, celle-ci aboutirait à une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », au sein de laquelle le parti ouvrier pouvait participer à un gouvernement de coalition ensemble avec un parti paysan. Cette révolution victorieuse ne serait qu'une révolution démocratique bourgeoise radicale, et ne prendrait pas immédiatement la forme d'une révolution socialiste ;

— la position de Trotsky. Comme les menchéviks et Lénine, Trotsky comprenait que la question clé était la question agraire. Mais, alors que les menchéviks croyaient que la bourgeoisie libérale pouvait réaliser une réforme agraire radicale, et que Lénine croyait que cette réforme pouvait être l'œuvre d'un gouvernement de coalition entre un parti ouvrier et un parti paysan, Trotsky affirmait que seule la dictature du prolétariat était capable de donner de manière radicale la terre aux paysans. Il précisait, en effet, que l'histoire avait démontré que la paysannerie était incapable de constituer de grands partis nationaux réellement *paysans*, et qu'elle suivait toujours soit la direction d'un parti bourgeois, soit la direction d'un parti ouvrier.

L'histoire de la Révolution d'Octobre a donné raison à Trotsky, puisque ce n'est qu'au moment où le pouvoir fut conquis par le prolétariat, où le gouvernement bolchévique fut constitué, que le décret sur la distribution des terres aux paysans fut voté.

Pour permettre la victoire d'Octobre, Lénine a modifié l'orientation du Parti à la conférence d'avril 1917, a modifié le programme du Parti qui réclamait seulement la constitution d'une république démocratique, et a fait inscrire comme but la constitution immédiate de la dictature du prolétariat, d'un État soviétique.

Tout cela est très clair aujourd'hui. Mais l'*Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique* s'efforce de noyer le poisson de diverses manières. Elle s'efforce de nier qu'il y a eu un changement de stratégie du Parti bolchévique en avril 1917.

Pour cela, elle définit le but des Thèses d'avril élaborées par Lénine et des décisions de la conférence d'avril 1917 du Parti bolchévique, comme la « lutte pour le passage de la révolution démocratique-bourgeoise à la révolution socialiste » (p. 225, tome I). Nous reviendrons plus loin sur ce que cette formule est d'erroné. Mais nous pouvons déjà constater qu'elle est en opposition avec le *but stratégique* des bolchéviks en 1905, tel que l'*Histoire* elle-même le définit, puisqu'elle affirme correctement (p. 92, tome I) que la « dictature démocratique des ouvriers et paysans », envisagée par Lénine en 1905, n'était pas une dictature socialiste, mais seulement une dictature démocratique ». Les auteurs de l'*Histoire* veulent-ils peut-être

contester que la Révolution d'Octobre a établi une dictature prolétarienne, socialiste, en Russie ?

Contre cette tentative désespérée de nier le changement d'orientation stratégique de Lénine en 1917 — tentative qui rend obscur l'ensemble du problème de la stratégie du parti révolutionnaire dans un pays arriéré, notamment dans les pays coloniaux — s'inscrivent pourtant en faux d'innombrables témoignages de l'époque. Citons-en deux, que les auteurs de *l'Histoire* pourront difficilement récuser.

En 1924, Molotov publia un article intitulé *Lénine et le Parti à l'époque de la Révolution de février*, dont nous extrayons le passage que voici :

« Mais il faut le dire ouvertement : le Parti n'avait pas cette clarté de vue et cet esprit de décision qui étaient exigés par le moment révolutionnaire. Il ne les avait pas, parce qu'il n'avait pas une attitude claire d'orientation vers la révolution socialiste. En général, l'agitation, et toute la pratique du parti révolutionnaire, manquaient de fondement solide, car la pensée n'était pas encore avancée jusqu'à la conclusion audacieuse de la nécessité d'une lutte immédiate pour le socialisme, et pour la révolution socialiste. »

La pensée de Trotsky avait tiré cette « conclusion audacieuse » dès 1905. Lénine y était arrivé dès le début de la Révolution de février 1917. Voilà la vérité historique.

Le tome XX des *Œuvres complètes* de Lénine parut en 1928. L'édition fut assurée par l'Institut Lénine, sous le contrôle du comité central. Le premier volume de ce tome traite notamment de la conférence d'avril 1917 du parti bolchévique. Voici ce qu'affirme une note en pages 557-8 (édition allemande) au sujet de cette conférence :

« A cette conférence, il y eut un petit groupe, composé essentiellement d'une partie des délégués du comité de Moscou et de la région de Moscou (Noguine, Rykov, Smidovitch, Ovsianikov, Angarski et autres) ; sa conception de la révolution correspond à peu près à la position des bolchéviks de l'année 1905 (formule « dictature du prolétariat et de la paysannerie »)... Kaménev, qui avait une position proche de celle de ce groupe, fut chargé, par lui, de présenter un contre-rapport. »

C'est à cette position « moscovite » que Lénine se réfère

en lui opposant la thèse de la conquête du pouvoir par les soviets (pp. 334-6). Il est vrai qu'il considère que ce pouvoir ne sera « pas encore » socialiste, tout en étant déjà « plus que démocratique bourgeois ». Mais sur ce point, l'histoire a corrigé le camarade Lénine. Personne ne contestera aujourd'hui le caractère socialiste de la Révolution d'Octobre. Ne pas vouloir comprendre ce problème, c'est se fermer toute possibilité d'aider les partis communistes des pays coloniaux à élaborer une stratégie exacte. C'est perdre de vue non seulement l'enseignement de la Révolution d'Octobre, mais encore les enseignements de la Révolution yougoslave et de la Révolution chinoise — sans parler, hélas, des dizaines d'enseignements *négatifs*, partout où les partis communistes se sont cramponnés aux thèses dépassées de 1905, et ont refusé de s'orienter vers la dictature du prolétariat, s'appuyant sur la paysannerie pauvre.

4^e QUESTION : Quels sont les enseignements généraux de la Révolution d'Octobre en cette matière ?

RÉPONSE : L'enseignement de la Révolution d'Octobre au sujet des forces motrices principales de la révolution dans des pays n'ayant pas encore connu une révolution démocratique bourgeoise achevée, c'est que l'alliance entre ouvriers et paysans, seule capable de parachever la réforme agraire radicale, ne peut être réalisée que par la dictature du prolétariat (la conquête du pouvoir par le prolétariat). Cet enseignement est confirmé par l'histoire de la Révolution russe, l'histoire de la Révolution chinoise et l'histoire de la Révolution yougoslave. Il n'y a, dans l'histoire des quarante dernières années, aucun exemple d'un pays qui ait réussi à accomplir les tâches classiques de la révolution bourgeoise sans passer par la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Il y a par contre d'innombrables exemples de révolutions qui, du fait qu'elles n'aboutirent pas à la dictature du prolétariat, se sont arrêtées après la conquête de l'indépendance politique (Inde, Indonésie, Birmanie, Égypte, Maroc, Tunisie, etc.) ou après le renversement des agents politiques de l'impérialisme (Irak, Venezuela), mais n'ont pas réussi à résoudre le problème agraire, sans parler de celui de l'industrialisation du pays. L'histoire de la deuxième révolution chinoise (1925-27) confirme le même enseignement.

5^e QUESTION : Les auteurs de l'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique* ont-ils formulé cet enseignement ?

RÉPONSE : Ils ne l'ont pas fait, alors qu'il se trouve pourtant consigné dans de nombreux documents de l'Internationale, ainsi que dans le texte suivant de Lénine :

« Notre expérience nous a appris — et nous en trouvons la confirmation dans le développement de toutes les révolutions du monde, si l'on considère la nouvelle époque, disons, les cent cinquante dernières années — que partout et toujours il en a été de même : toutes les tentatives faites par la petite bourgeoisie en général, et par les paysans en particulier, pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur manière l'économie et la politique, ont abouti à un échec. Ou bien ils doivent se placer sous la direction du prolétariat, ou bien sous celle des capitalistes. Il n'y a pas de milieu. Ceux qui rêvent d'un moyen terme sont des rêveurs, des songe-creux. » (Discours au Congrès des ouvriers des transports, mars 1921, *Œuvres Choisies*, tome II, pages 838-9.)

Or, c'est exactement la même idée qui guida Trotsky dans l'élaboration de sa théorie de la révolution permanente. Trotsky écrivait, en 1905 :

« La révolution russe empêche... la constitution d'un quelconque régime constitutionnel bourgeois, qui pourrait résoudre les tâches les plus primitives de la démocratie... Pour cette raison, le sort des intérêts révolutionnaires les plus élémentaires de la paysannerie — même de l'ensemble de la paysannerie en tant que couche — est lié au sort de l'ensemble de la révolution, c'est-à-dire au sort du prolétariat. Le prolétariat au pouvoir apparaîtra aux paysans comme la classe qui les libère. Mais peut-être la paysannerie repoussera-t-elle le prolétariat et occupera-t-elle sa place ? Cela est impossible. Toute l'expérience historique se révolte contre pareille hypothèse. Elle montre que la paysannerie est absolument incapable de jouer un rôle politique indépendant.

« La bourgeoisie russe a légué toutes les positions révolutionnaires au prolétariat. Elle devra lui abandonner également l'hégémonie révolutionnaire sur la paysannerie. »

Au lieu d'admettre franchement cette identité de vues, ou du moins de l'esquisser, les auteurs de l'*Histoire* radotent (dans

le plus pur style stalinien) au sujet de ce que « Trotsky voulait sauter par-dessus l'étape de la révolution démocratique bourgeoise », et qu'il « niait le rôle révolutionnaire de la paysannerie », qu'il voulait « isoler le prolétariat de la paysannerie » (p. 95, tome I). Il suffit de comparer cette *analyse* de la théorie de la révolution permanente à la définition que son auteur en donnait lui-même et que nous venons de citer, pour comprendre tout le caractère déformé, sinon falsifié de cette analyse.

6^e QUESTION : Les staliniens et les khrouchtchéviens ont-ils du moins observé cet enseignement en pratique, même s'ils en font fi en théorie ?

RÉPONSE : Il n'en est malheureusement rien. Dans tous les cas où des partis communistes ont été confrontés avec de puissants mouvements révolutionnaires dans les colonies, bien loin de lutter pour l'hégémonie du prolétariat, ils ont idéalisé la bourgeoisie nationale, conclu des alliances durables avec elle, lui ont subordonné le mouvement de masse, et ont fini par être brutalement réprimés par cette même bourgeoisie. Cela a commencé par la tragique expérience avec Tchang Kai-chek en 1925-27 ; cela s'est poursuivi en Iran avec Mossadegh, au Guatemala avec Arbenz, en Egypte avec Nasser, en Argentine avec Frondizi, au Maroc avec le roi Mohammed V. Cela se poursuit actuellement en Irak avec Kassem, en Inde avec Nehru, en Indonésie avec Sukarno. L'issue n'en sera pas plus brillante.

Certes, il ne s'agit pas d'exiger d'un parti communiste qu'il lutte pour le pouvoir dans n'importe quelles conditions de rapports de forces, ni de lui interdire d'accorder un appui critique à un mouvement national bourgeois aussi longtemps que celui-ci dirige effectivement un mouvement de masse contre l'impérialisme. Malheureusement, tous les cas précités indiquent que, sous Staline comme sous Khrouchtchev, les communistes ont gaspillé des chances énormes de devenir à bref ou à moyen terme la force dominante dans le peuple, parce qu'ils se sont soumis servilement à la direction nationale bourgeoise et ont contribué à asseoir ses assises dans les masses.

Les seules exceptions frappantes sont celles du P.C. yougoslave et du P.C. chinois qui, à l'encontre des *directives* de Staline, ont engagé et gagné la lutte pour le pouvoir. En éta-

blissant la dictature du prolétariat, ils ont résolu *en passant* les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, sans pouvoir s'arrêter à cette étape, mais en passant rapidement aux *mesures collectivistes*, ainsi que Trotsky l'avait prévu... dès 1905.

7^e QUESTION : Quelle a été la nature de la Révolution de février ?

RÉPONSE : *L'Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique* caractérise la Révolution de février 1917 comme une révolution démocratique bourgeoise qu'il fallait *transformer* en révolution prolétarienne (p. 220, tome I). Il est vrai que quelques phrases prononcées par Lénine en avril 1917 — phrases qui ne se retrouvent plus dans aucune analyse ultérieure de la révolution russe par Lénine — donnent du poids à cette définition. En réalité, les données que nous offrent les auteurs de *L'Histoire* eux-mêmes permettent de souligner le caractère confus, ou du moins incomplet, de cette définition.

La Révolution de février 1917 n'a été qu'une *révolution démocratique bourgeoise* qui n'a pas résolu la tâche principale. Les auteurs de *L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique* expliquent en effet à la page 214 que le gouvernement provisoire créé par la Révolution de février ne pouvait pas et ne voulait pas donner la terre aux paysans. Ils précisent en même temps que la Révolution d'Octobre « qui accomplit directement des tâches socialistes, a également conduit jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise » (p. 273). Or, *L'Histoire* affirme ailleurs que la tâche la plus brûlante de la révolution démocratique bourgeoise russe était « la destruction du pouvoir des propriétaires fonciers... » (p. 78), ou, mieux encore, « la liquidation de tout vestige de féodalisme » (p. 205). Manifestement ces objectifs n'ont pas été réalisés en février 1917 ; s'ils l'avaient été, la paysannerie n'aurait jamais donné son appui à la Révolution d'Octobre. En affirmant à la p. 212 que : « la révolution démocratique bourgeoise de février a accompli le premier objectif du parti, le renversement du tsarisme, et ouvert la possibilité de liquider le capitalisme et d'instaurer le socialisme », les auteurs de *L'Histoire* sautent eux-mêmes par-dessus la tâche principale de *l'étape démocratique bourgeoise*, à savoir la distribution des terres, et ignorent eux-mêmes le poids décisif

de la paysannerie. Toutes ces tristes contradictions résultent de la tentative d'ignorer la théorie de la révolution permanente...

8^e QUESTION : Qui a dirigé la Révolution d'Octobre, et quand et comment a-t-elle triomphé ?

RÉPONSE : L'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique* répète à ce sujet — en les atténuant — les falsifications grossières du *Précis* publié en 1938. Celui-ci ne s'était pas gêné d'écrire qu'à la séance historique du comité central du 10 octobre 1917, qui décida de l'insurrection.

« Trotsky ne vota pas directement contre la résolution, mais il présenta un amendement qui devait faire échouer, réduire à néant, l'insurrection. Il proposa de ne pas commencer l'insurrection avant l'ouverture du II^e Congrès des soviets ; c'eût été faire traîner en longueur l'insurrection, en annoncer d'avance la date, avertir le gouvernement provisoire. »

Entre-temps, l'ouvrage célèbre de John Reed les *Dix Jours qui ébranlèrent le monde* ayant été republié, cette falsification outrancière qui présente Trotsky, le principal organisateur et dirigeant de l'insurrection, comme ayant voulu en fait la faire échouer (sic), a dû être abandonnée. Le livre de John Reed n'est en effet pas n'importe quel ouvrage. La préface en a été rédigée par Lénine. Reproduite dans le nouveau tome XXXVI de ses *Œuvres complètes*, cette préface caractérise de la manière suivante le livre de John Reed :

« C'est de tout cœur que je recommande cet ouvrage aux ouvriers de tous les pays. Je souhaite que ce livre soit diffusé à des millions d'exemplaires, et traduit dans toutes les langues, car il rapporte d'une façon véridique et extraordinairement vivante des événements qui sont si importants pour comprendre ce qu'est la révolution prolétarienne, ce qu'est la dictature du prolétariat. »

Or, le livre de John Reed dit qu'à cette même réunion Lénine et Trotsky défendirent l'idée de l'insurrection ; que dès le lendemain Lénine publia dans la *Pravda* un article défendant l'idée de l'insurrection immédiate ; que le gouvernement apprenant ainsi *le secret*, prit tout de suite des mesures... et que finalement l'insurrection eut tout de même lieu, comme Trotsky l'avait proposé, au moment de la convocation à Pétrograd du II^e Congrès panrusse des soviets (pp. 42 et suivantes, de l'édition

allemande de 1927). Le livre de John Reed ne laisse vraiment pas subsister un seul mot de la falsification stalinienne.

La nouvelle version des événements offerte par les auteurs de l'*Histoire* est cependant à peine plus véridique. Pouvant être confrontée par tous les lecteurs soviétiques (et communistes dans le monde entier) avec l'ouvrage de John Reed, elle frise le ridicule.

On commence par reprendre le passage susmentionné en le corrigeant :

« A la réunion du comité central, Trotsky ne vota pas contre la résolution sur l'insurrection. Mais il insista pour que l'insurrection soit renvoyée jusqu'à la convocation du II^e Congrès des soviets, ce qui signifiait en pratique faire échouer l'insurrection, puisque les S-R et les mencheviks auraient pu retarder la convocation du Congrès et que le gouvernement aurait pu avoir la possibilité de concentrer le jour de son ouverture des forces suffisantes (!) pour la défaite de l'insurrection. »

L'auteur de cette *correction* ne brille guère par la suite dans les idées. Il oublie de nous expliquer pourquoi l'insurrection, qui a en effet coïncidé avec la convocation du II^e Congrès panrusse des soviets, n'a pas échoué « pour cette raison ». Il oublie de nous rappeler que si Trotsky avait proposé cette coïncidence, c'était précisément parce que les forces militaires dont disposait le gouvernement étaient insuffisantes pour faire échouer l'insurrection, puisqu'elles passaient, régiment après régiment, sous le commandement du soviets de Pétrograd. Et il oublie de nous expliquer pourquoi le gouvernement, qui était au courant de *la date* de l'insurrection, n'a pas compris ce que Staline, Ponomarev et Cie, apercevaient... vingt ans plus tard.

Dans le *Précis* de 1938, il était dit :

« Le 16 octobre se tint une séance élargie du Comité central du Parti. Elle élut un centre du Parti pour diriger l'insurrection, avec le camarade Staline à sa tête. Ce fut ce centre, noyau dirigeant (sic) du Comité militaire révolutionnaire près le soviets de Pétrograd, qui guida pratiquement l'insurrection. »

Dans la nouvelle version, cette falsification a été légèrement corrigée :

« L'organe chargé d'effectuer l'insurrection dans la capitale fut le Comité militaire révolutionnaire, créé sur proposition du C.C. du parti près du soviets de Pétrograd. » (p. 255).

Il est exact que ce Comité a effectué tout le travail pratique de l'insurrection. Le seul mensonge par omission que commettent ici les auteurs de cette *Histoire*, c'est de ne pas rappeler que le président en fut Léon Trotsky.

Une page plus loin, on affirme que le 16 octobre.

« En fin de séance fut élu un Centre militaire révolutionnaire pour diriger l'insurrection, composé de Boubnov, Dzerjinsky, Sverdlov, Staline et Ouritzky. On décida que le Centre militaire révolutionnaire entre dans le Comité militaire révolutionnaire du soviet » (p. 256).

En d'autres termes : l'organe qui devait *diriger* entra simplement dans l'organe déjà existant et n'en modifia ni le travail, ni les tâches, ni le personnel dirigeant, puisque Trotsky en resta le président, Antonov Ovséenko et Podvoïsky les principaux lieutenants *techniques*. Et pour mettre le bouquet à leurs *corrections* maladroites, les auteurs ajoutent :

« Tout le travail d'organisation de l'insurrection fut dirigé par Lénine » (p. 256)...

Chez John Reed (pp. 67-68) on peut pourtant lire que tout le travail d'organisation a été effectué par le Comité militaire révolutionnaire. Et, pour citer finalement un témoin peu suspect de sympathies... trotskystes, voici ce qu'affirma Staline lui-même :

« Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection fut placé sous la direction immédiate du président du soviet de Pétrograd, le camarade Trotsky. On peut affirmer avec certitude, que le Parti doit le passage rapide de la garnison dans le camp des soviets et la méthode de travail adroit du Comité militaire révolutionnaire avant tout et essentiellement au camarade Trotsky. » (*Pravda*, 6 novembre 1918.)

9^e QUESTION : Qui a créé l'Armée Rouge ? Qui a dirigé ses opérations durant la guerre civile ?

RÉPONSE : L'*Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* fait ici également preuve d'un esprit mesquin de falsification. Elle ne signale pas que Léon Trotsky fut le premier Commissaire du peuple à la Défense, sans même parler du fait qu'il fut le créateur de l'Armée Rouge et le *père de la victoire*, ainsi que l'atteste le décret qui lui accorda l'Ordre du Drapeau Rouge, le 7 novembre 1919.

Elle cite pêle-mêle quelques-uns des principaux dirigeants militaires et politiques de l'Armée : Frounzé, Vorochilov, Boudienny et d'autres ; S. Kaménev, Karbichev, Chapochnikov, Stankievitch et Nikolaïev à la p. 307, tome I ; Andréev, Boubnov ; Vorochilov ; Goussev ; Dzerjinsky ; Jdanov (sic) ; Ziemliecka, Kalinine ; Kirov ; Kossior ; Kouibychev ; Mechlis ; Mikoyan ; Ordzonikidé ; Pétrovsky ; Postychev ; Sverdlov ; Staline ; Frounzé ; Khrouchtchev (sic) ; Chvernik ; Chiadenko ; Iaroslavsky. Mais cette liste *oublie* les principaux chefs communistes de l'armée, tels les futurs maréchaux Toukhatchevski et Yégorov. Elle oublie tous les dirigeants bolchéviques placés à la tête des opérations militaires.

L'*Histoire* ne nous apprend qu'en passant qu'il y eut « à un moment » un Conseil de guerre révolutionnaire. Elle *oublie* que toutes les opérations militaires furent dirigées par ce Conseil de guerre révolutionnaire de la République des soviets. A sa constitution, en 1918, ce Conseil fut composé de Trotsky (président), Sklianski (vice-président) et de Vatzétis, I. N. Smirnov, Rosengoltz, Raskolnikov, Mouralov et Youréniev. Sur ces huit membres, cinq furent par la suite *liquidés* par Staline. En 1919, I. N. Smirnov, Rosengoltz et Raskolnikov furent remplacés par Smilga et Goussev. Pour diriger les opérations en Ukraine, le comité central détacha notamment Piatakov, Smilga et Lachévitch, qui allaient tous trois tomber victimes de la terreur stalinienne.

Le rôle déterminant joué par Trotsky comme créateur de l'Armée Rouge peut être attesté par trois témoins que les milieux officiels de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui pourront difficilement récuser : Jacques Sadoul, Gorki et Lénine lui-même.

Prenant la parole au I^{er} Congrès de l'I.C., Jacques Sadoul a déclaré :

« Nous devons beaucoup de gratitude aux dirigeants de cette Armée (Rouge), mais en premier lieu au camarade Trotsky, dont l'énergie indomptable, unie à une haute intelligence et à un véritable génie, a pu rendre une nouvelle force vitale à l'armée russe, qui se trouvait en décomposition totale. » (Compte rendu intégral en allemand, p. 63.)

Dans la première édition des *Œuvres complètes* de Lénine en russe (vol. XVI, p. 73), Lénine célèbre Trotsky parce qu'il a

pu créer l'Armée « avec les briques laissées par l'édifice détruit de l'ancien régime ».

Dans son ouvrage, « Lénine et le Paysan russe », Gorki rapporte une entrevue avec Lénine qui lui dit au sujet de Trotsky :

« Montrez-moi un autre homme capable d'organiser une armée presque modèle en une seule année, et de gagner le respect des experts militaires. Nous avons un homme de ce genre » (pp. 95-6).

Il est vrai que ces deux passages ont été éliminés (ou adoucis) dans les éditions ultérieures des *Œuvres complètes* (sic) de Lénine et de l'ouvrage de Gorki. Mais il ne faudra plus longtemps pour que la vérité historique retrouve ses droits à ce propos également.

Ajoutons que la nouvelle *Histoire* ajoute même une mesquinerie supplémentaire aux falsifications de l'ancien *Précis*. Celui-ci, parlant des avatars de l'intervention étrangère contre la République des soviets, note :

« C'est ainsi, par exemple, que les marins français, guidés par André Marty, s'étaient révoltés à Odessa. »

Dans la nouvelle *Histoire*, la révolte est restée (p. 316, tome I) ; le nom d'André Marty a disparu...

Quant aux innombrables falsifications concernant les opérations de l'Armée Rouge, il est impossible de les rectifier ici ; il faudrait trop de place. Le lecteur intéressé se référera utilement au chapitre les concernant de *Ma Vie*, de Trotsky, et surtout du *Prophète armé*, d'Isaac Deutscher, qui a rassemblé une bibliographie impressionnante pour dénouer les légendes staliniennes.

II. — Origine et luttes de l'Opposition de gauche dans le Parti bolchévique

10^e QUESTION : Trotsky a-t-il été partisan de la *militarisation du travail* en Russie ?

RÉPONSE : Afin de dénaturer le sens de la lutte systématique menée par l'Opposition de gauche contre la menace de dégénérescence bureaucratique du Parti bolchévique et de l'Etat soviétique, l'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique*, suivant les

traces du *Précis*, présente les choses comme si, à la veille de la formation de l'Opposition, Trotsky se serait « prononcé contre le développement de la démocratie syndicale, préférant les méthodes militaires et administratives qu'il appliqua d'ailleurs lui-même dans le syndicat des ouvriers des transports ferroviaires et fluviaux, lorsqu'il présida le comité central de cette organisation » (p. 354, tome I). Deux pages plus loin, l'*Histoire* accuse même Trotsky d'avoir préconisé l'emploi des méthodes de coercition à la place des méthodes de persuasion dans les syndicats (p. 356).

Il s'agit d'une déformation grossière de la vérité historique.

Tout d'abord, la formule de *militarisation de l'économie* et d'emploi d'*armées de travail*, n'est pas une formule inventée par Trotsky en 1920, c'est une formule employée par tout le Parti, ainsi que l'atteste la résolution du IX^e Congrès du Parti bolchévique, citée à la page 335 par l'*Histoire* elle-même ! Il s'agissait d'éviter que la démobilisation de l'armée à la fin de la guerre civile, à un moment où les forces productives étaient tombées au niveau le plus bas, n'éparpille cette avant-garde prolétarienne, ne la condamne au chômage, ne la disperse à la campagne. Il fallait l'employer au contraire à des tâches de reconstruction économique, en lui faisant exécuter de grands travaux d'urgence pour le relèvement du pays. Comme la discipline militaire était elle-même, à cette époque, une discipline communiste, c'est-à-dire très éloignée des mœurs actuelles de l'armée soviétique ; comme il y avait liberté de discussion au sein de cette armée et que les méthodes de persuasion y furent largement employées, même la formule des *armées du travail* adoptée par tout le Parti ne fut pas exactement synonyme de « substitution de la coercition à la persuasion ».

Le véritable objet du débat de 1921 sur la question syndicale était ailleurs. Il s'agissait de déterminer la place des syndicats et de la classe ouvrière au sein de l'industrie socialisée. Trois thèses furent en présence. La thèse anarcho-syndicaliste qui voulait tout de suite remettre l'administration de l'industrie aux syndicats et supprimer toute administration centralisée ; la thèse de Lénine et des dirigeants syndicaux qui voulaient conserver l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat, les syndicats étant considérés en tant qu'instrument de défense des intérêts de consommateurs des travailleurs, tout en

ne modifiant pas le système de gestion de l'industrie ; la thèse de Trotsky et de Boukharine qui voulait assurer une participation décisive des syndicats et des travailleurs à la gestion de l'industrie nationalisée.

Si nous examinons aujourd'hui ce débat à la lumière de l'expérience postérieure, nous remarquons tout de suite que les thèses de Lénine et celles de Trotsky étaient toutes les deux partiellement correctes et partiellement fausses. Lénine avait certainement raison quand il insistait sur la nécessité de conserver l'indépendance des syndicats à l'égard d'un Etat ouvrier *bureaucratiquement déformé* (la formule est de Lénine). Mais Trotsky n'avait pas moins raison lorsqu'il précisait que la lutte contre la bureaucratie était utopique aussi longtemps que celle-ci n'était pas frappée au centre réel de ses pouvoirs : l'administration de la grande industrie.

La vérité, c'est que la lutte contre la déformation bureaucratique de l'Etat ouvrier, à l'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme, exige à la fois l'indépendance des syndicats (comme instrument de défense des intérêts des travailleurs en tant que consommateurs), et une participation de plus en plus active des travailleurs à l'administration de l'industrie (pour défendre leurs intérêts en tant que producteurs). L'instrument le plus adéquat pour assurer cette participation n'est cependant pas le syndicat mais le conseil ouvrier (conseil d'usine).

11^e QUESTION : Quelle fut la thèse défendue par Lénine au sujet de l'administration de l'industrie soviétique ?

RÉPONSE : Voulant justifier les mesures prises postérieurement par Staline, en 1930, qui réuniront tous les pouvoirs dans l'entreprise entre les seules mains du directeur, l'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique* résume (p. 291, tome I), de la manière suivante, la position de Lénine en la matière :

« Les intérêts du socialisme — enseigna Lénine — exigent l'obéissance inconditionnelle des masses à l'unique volonté du dirigeant du processus du travail. Pour cette raison, la direction de l'économie devait être centralisée et à la tête des entreprises devaient se trouver des directeurs nommés par le pouvoir soviétique. La direction centralisée de la part de l'Etat et l'unité de direction devaient se combiner avec la participation active

et consciente des masses à la vie économique et avec un contrôle de la base sous de nombreuses formes. »

Il est utile de souligner en passant que ce dernier passage concernant les « formes multiples de contrôle par en bas » ne se trouve guère dans le *Précis* de 1938. Et pour cause ! Sous le régime de Staline, il n'y avait plus aucune trace d'un tel *contrôle* à partir des années 1932-33. L'administration de l'économie et la direction des usines, étaient complètement bureaucratismées. Et si les réformes de Khrouchtchev ont introduit un semblant de contrôle par en bas, il n'y a guère d'exemples d'une véritable participation des travailleurs à la gestion des entreprises soviétiques d'aujourd'hui. Mais c'est là un sujet sur lequel nous reviendrons plus loin.

La description de la conception de Lénine par la nouvelle *Histoire* est-elle conforme à la vérité ? Elle pêche grandement par omission. Voici ce que Lénine écrit à ce sujet dans *les Tâches immédiates du pouvoir des soviets* :

« Plus résolument nous devons nous affirmer aujourd'hui pour un pouvoir fort et impitoyable, pour la dictature personnelle dans tels processus de travail, à tel moment de l'exercice de fonctions purement exécutives, — et plus variés doivent être les formes et moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser toute ombre de possibilité de déformation du pouvoir des soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie bureaucratique » (*Œuvres choisies, II*, pp. 403-4).

Première différence entre Lénine et la nouvelle *Histoire* : Lénine n'affirme pas que le principe de la *direction unique* est un principe absolu mais qu'il n'est valable qu'*aujourd'hui*, c'est-à-dire qu'il découle des conditions particulières dans lesquelles se trouvaient l'Etat soviétique et la classe ouvrière russe au lendemain de la victoire d'Octobre. Transformer une nécessité momentanée et pénible en un principe général, c'est déjà commettre une erreur de taille.

Deuxième différence entre Lénine et la nouvelle *Histoire* : Lénine reconnaît franchement que le principe momentané de la *direction unique* implique un danger de déformation bureaucratique. L'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique* se tait à ce sujet. Or, dans la même brochure, Lénine se prononce durement au sujet de ceux qui taisent ce genre de dangers devant les masses :

« Cacher aux masses le fait qu'attirer les spécialistes bourgeois en leur offrant des traitements fort élevés, c'est s'écarter des principes de la Commune de Paris, signifierait tomber au niveau des politiciens bourgeois et tromper les masses. Expliquer franchement comment et pourquoi nous avons fait ce pas en arrière, examiner ensuite publiquement par quels moyens l'on peut se rattraper — c'est éduquer les masses et apprendre avec elles, par l'expérience, à construire le socialisme » (p. 378, tome II des *Œuvres choisies*).

C'est donc au niveau de « politiciens bourgeois » qui « trompent le peuple » que sont tombés les auteurs de *L'Histoire* qui ont ainsi tronqué la pensée de Lénine.

Troisième différence entre Lénine et ces auteurs : Lénine affirme implicitement que si l'on n'accroît pas et si l'on amplifie pas les formes de contrôle par en bas, la déformation bureaucratique sera inévitable, ou du moins extrêmement probable. Il l'affirme d'ailleurs explicitement au sujet des hauts traitements momentanément accordés aux *spécialistes* :

« On ne saurait contester l'influence démoralisante que les hauts traitements exercent sur le pouvoir soviétique... aussi bien que sur la masse ouvrière. Mais tous les éléments honnêtes et réfléchis parmi les ouvriers et les paysans pauvres seront d'accord avec nous pour reconnaître que nous ne sommes pas en mesure de nous débarrasser d'emblée du funeste héritage légué par le capitalisme ; que nous ne pouvons affranchir la République soviétique du *tribut* de 50 à 100 millions de roubles (tribut que nous payons pour notre propre retard dans l'organisation du recensement et du contrôle exercés d'en bas par le peuple entier), qu'en nous organisant, en renforçant la discipline parmi nous... Si les ouvriers d'avant-garde et les paysans pauvres conscients réussissent, en l'espace d'une année (sic), avec l'aide des institutions soviétiques, à s'organiser, à se discipliner, à tendre leurs forces, à créer une puissante discipline du travail, alors au bout d'un an, nous nous débarrasserons de ce tribut... » (pp. 379-380, *Œuvres choisies*, tome II).

Et Lénine précise même :

« Il existe une tendance petite-bourgeoise qui cherche à transformer les membres des soviets en *parlementaires* ou, d'un autre côté, en bureaucrates. Il faut combattre cette ten-

dance en faisant participer pratiquement tous les membres des soviets à la gestion du pays. En maints endroits les sections des soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les commissariats. Notre but est de faire participer pratiquement tous les pauvres sans exception au gouvernement du pays ; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra —, doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, légalisée. Notre but est de faire remplir gratuitement les fonctions d'Etat par tous les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de *tâche* dans la production. La transition à cet ordre de choses est particulièrement difficile, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme » (*Ibid.*, p. 401).

Or, pendant toute la période 1930-1955, non seulement les méthodes de contrôle « par en bas » ou « d'exécution gratuite des fonctions d'Etat par tous les travailleurs » ne furent pas « multipliées », mais elles furent complètement abolies. Les traitements élevés ne furent pas réduits, ils furent même étendus aux membres et dirigeants du parti (la fameuse *démoralisation* prévue par Lénine !) Les fonctions d'Etat ne furent pas remplies gratuitement par tous les travailleurs, ni lorsque ceux-ci travaillèrent huit heures par jour, ni lorsqu'ils travaillèrent sept heures ou même six, comme c'est le cas déjà aujourd'hui dans certaines industries soviétiques. Par conséquent, le socialisme ne s'est pas « définitivement consolidé », « l'ivraie bureaucratique » n'a pas été « extirpée », mais elle s'est monstrueusement développée, la déformation bureaucratique s'est de plus en plus affirmée jusqu'à devenir une dégénérescence. Voilà les conclusions inéluctables du même passage de Lénine citée (de manière tronquée) par *L'Histoire...*

12^e QUESTION : Lénine a-t-il émis cet avis concernant le danger d'une déformation bureaucratique de l'Etat soviétique seulement de manière occasionnelle ?

RÉPONSE : Non. Les avertissements de Lénine à ce sujet constituent un véritable leitmotiv des dernières années de son activité politique. Ils se font de plus en plus pressants au fur et à mesure qu'il abandonne la direction quotidienne du Parti et de l'Etat. On a l'impression que, mû par un pressentiment

tragique, Lénine fait l'impossible pour mobiliser les cadres du Parti contre ce danger — en vain, hélas ! comme l'histoire allait le démontrer. Seule l'Opposition de gauche et, plus tard, l'Opposition unifiée suivirent ses conseils.

Ainsi, au cours des discussions contre l'Opposition ouvrière (Chliapnikov, Sapronov, Kollontaï, etc.) au IX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., et au lendemain du IX^e Congrès, Lénine revient constamment sur le problème du bureaucratisme, et admet que l'Opposition ultra-gauche a en partie raison. Parlant devant la conférence du parti de la province de Moscou, il affirme :

« La tâche du pouvoir des soviets consiste à détruire complètement l'ancien appareil et à donner le pouvoir aux soviets. Mais dans notre programme, nous admettons déjà que le bureaucratisme est réapparu, que les fondements économiques d'une société réellement socialiste n'existent pas encore... Il est compréhensible que le bureaucratisme né dans les institutions soviétiques devait exercer une influence dissolvante également sur les organisations du parti, car les sommets du parti sont les sommets de l'appareil soviétique » (pp. 616-7, tome XXX des *Œuvres complètes*, éd. allemande de 1930).

Plus loin dans le même discours, Lénine souligne que, dans les affirmations de l'Opposition ouvrière, il y a « beaucoup de choses saines, nécessaires et inévitables » (*Ibid.*, p. 617). Il ajoute que la lutte contre la bureaucratie à l'aide de l'Inspection ouvrière et paysanne (dirigée par Staline) est très difficile, car elle est elle-même une institution bureaucratifiée, elle n'existe qu'en tant que « vœu pieux ».

En 1921, lors de la discussion syndicale au X^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., Lénine corrige Trotsky lorsque celui-ci parle de l'U.R.S.S. comme un *Etat ouvrier* ; il précise que la République des soviets est un *Etat ouvrier bureaucratiquement déformé*.

Dans son rapport au XI^e Congrès du Parti, le 27 mars 1922, Lénine déclare :

« Si nous considérons Moscou — 4 700 communistes responsables — et si nous considérons cette machine bureaucratique, cette montagne, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent

cette montagne. A vrai dire, ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés » (p. 962, *Œuvres choisies*, tome II).

Dans le même rapport, Lénine affirma d'ailleurs que l'appareil d'Etat est « franchement mauvais ».

Le 23 janvier 1923, il revient sur le même sujet dans une proposition faite au XII^e Congrès du Parti :

« Je ne nie pas que la question de notre appareil d'Etat et de son perfectionnement ne soit très difficile : elle est loin d'être résolue, et c'est en même temps une question éminemment pressante.

Notre appareil d'Etat, excepté le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères, constitue dans une très grande mesure une survivance du passé, qui a subi le minimum de modifications sérieuses. Il n'est que légèrement embelli à la surface ; pour le reste, il est le vrai type de notre ancien appareil d'Etat » (*Ibid.*, p. 1026).

Dans son dernier article, *Mieux vaut moins, mais mieux*, écrit le 2 mars 1923, la même idée revient comme une véritable obsession :

« Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement comment combattre ses défauts qui, ne l'oublions pas, remontent au passé... »

« Notre nouvelle Inspection ouvrière et paysanne, nous l'espérons, laissera loin derrière elle cette qualité que les Français dénomment pruderie, et que nous pourrions appeler affectation ridicule ou ridicule ostentation, et qui fait supérieurement le jeu de toute notre bureaucratie, tant de nos institutions soviétiques que du Parti, car, soit dit entre parenthèses, la bureaucratie existe chez nous non seulement dans les institutions soviétiques mais aussi dans celle du Parti » (souligné par nous — *Ibid.*, pp. 1031, 1038).

Dans le tome XXXVI des *Œuvres complètes* où viennent d'être réunis des écrits non publiés dans la précédente édition dite *complète* des Œuvres de Lénine, on trouve des dizaines d'exemples de cette obsession :

« Tout a sombré chez nous dans l'infect marais bureaucratique des *administrations*. Pour lutter tous les jours contre cela, il faut beaucoup d'intelligence, d'autorité et de force. Les

administrations ? De la saloperie ! Les décrets ? De la saloperie ! » (21/2/1922). (*Lettre à Tsiouroupa*, tome XXXVI, p. 578.)

« La Banque d'Etat actuellement n'est qu'un jeu de transcription bureaucratique du papier. La voilà, la vérité, si c'est la vérité que vous voulez connaître, et non les boniments tout sucre et tout miel des bureaucrates communistes... » (28/2/1922). (*Au président de la Banque d'Etat*, tome XXXVI, p. 579.)

« Ne pas craindre de révéler les erreurs et l'incompétence ; donner une large popularité et faire de la publicité de toutes nos forces à tout travailleur sur place qui se distingue un tant soit peu, le donner en exemple. Plus on fera un tel travail, plus nous plongerons dans la pratique vivante, en détournant notre attention et celle de nos lecteurs de cette atmosphère empuantie des bureaucrates et des intellectuels de Moscou (et, en général, des bureaucrates soviétiques), et plus nous verrons d'améliorations... » (12/4/1922). (*Lettre à Ossinski*, tome XXXVI, p. 590.)

« Je vois les choses ainsi : quelques dizaines d'ouvriers qui entreraient au comité central pourraient mieux que quiconque entreprendre de vérifier, d'améliorer et de remanier notre appareil... Les ouvriers qui feront partie du comité central ne doivent pas, à mon sens, être recrutés surtout parmi ceux qui ont fait un long stage de travail au sein des soviets (parmi les ouvriers que je désigne dans ce passage de ma lettre, je classe partout aussi les paysans) parce que chez ces ouvriers se sont déjà créés certaines traditions et certains préjugés qu'il faudrait précisément combattre.

« Parmi les ouvriers membres du comité central doivent principalement figurer les ouvriers situés au-dessous de cette couche qui, depuis cinq ans, a rejoint les rangs des fonctionnaires des soviets, et appartenant plutôt au nombre des simples ouvriers et des simples paysans... » (26/12/1922). (*Lettre au Congrès*, troisième codicile du *Testament*, tome XXXVI, pp. 609-610.)

En relisant tous ces passages (et nous pourrions en citer encore des dizaines d'autres), on ne peut s'empêcher de conclure : à la veille de sa mort, Lénine était obsédé par la

pensée de la déformation et de la dégénérescence bureaucratique possible de l'appareil d'Etat et de l'appareil du Parti !

13^e QUESTION : La direction du Parti a-t-elle suivi les conseils de Lénine et répondu à ses avertissements ?

RÉPONSE : Non. Elle a caché au Parti (sauf aux délégués au XIII^e Congrès) le texte de son testament, et a même publiquement nié qu'il existe. Elle a — sur proposition de Trotsky — voté en 1923 une résolution mettant la lutte contre la bureaucratie à l'ordre du jour et affirmant qu'on pouvait élargir la démocratie ouvrière. Mais lorsque Trotsky publia en 1923 *Cours Nouveau*, dans lequel il reprit — quelquefois même textuellement — l'appel de Lénine pour un *renouvellement de l'appareil*, elle réagit violemment, s'identifiant avec la bureaucratie.

Au lieu de se joindre à cette lutte de Trotsky contre la bureaucratie au nom du Testament de Lénine, elle se joignit à la bureaucratie « contre le trotskysme » foulant ainsi les derniers vestiges de la démocratie ouvrière, aboutissant à la dictature bonapartiste de la bureaucratie, qu'on s'efforce aujourd'hui de présenter sous l'euphémisme de *culte de la personnalité*.

Ce choix de la direction du Parti fut décisif. Car si la puissance de la bureaucratie dans la Russie de 1923 découlait sans aucun doute des conditions objectives (la révolution isolée dans un pays arriéré ; le poids du passé et de l'entourage capitalistes ; le manque de culture et de qualification technique des masses laborieuses ; le nombre réduit et le poids spécifique insuffisant du prolétariat dans la population, etc.) et était dans ce sens inévitable, l'attitude du facteur subjectif — de la direction et des cadres du Parti — à son égard n'était pas inévitable.

Le Parti pouvait réagir contre cet état de choses, en élargissant les bases démocratiques du pouvoir, en faisant participer un nombre croissant d'ouvriers du rang à l'exercice du pouvoir, en approfondissant la liberté de discussion et de critique dans le Parti et dans les soviets, en menant une politique économique qui accélère l'industrialisation et augmente le poids des ouvriers dans le pays.

C'est dans ce sens que l'appela Lénine de toutes les forces qui lui restèrent. C'est dans ce sens que l'appelèrent par la suite Trotsky et l'Opposition de gauche. C'est parce qu'elle n'a

pas compris ou a compris trop tard le danger de dégénérescence bureaucratique, que la direction du P.C. de l'U.R.S.S. s'est transformée d'un obstacle à cette dégénérescence en son véhicule principal. La plupart des dirigeants du Parti ont d'ailleurs payé de leur vie cette erreur tragique.

14^e QUESTION : *L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique* rétablit-elle la vérité historique au sujet du Testament de Lénine ?

RÉPONSE : Dans le *Précis* de 1938, le Testament de Lénine est totalement passé sous silence. Dans la nouvelle *Histoire*, on le cite à la page 397, tome I, mais de manière singulièrement tronquée et falsifiée.

Ainsi, l'*Histoire* passe sous silence tous les éloges énoncés par Lénine à l'égard des bolchéviks qu'il désigne nommément dans son testament (Trotsky, Zinoviev, Kaménev, Boukharine, Piatakov) et n'en retient que les critiques. Elle tait l'opinion de Lénine selon laquelle Trotsky est le membre du comité central *le plus doué*. Elle tait l'opinion de Lénine selon laquelle Boukharine et Piatakov étaient *les compétences les plus marquantes parmi les plus jeunes*. Elle tait l'opinion de Lénine selon laquelle Boukharine est « un théoricien des plus marquants et de très haute valeur (qui) jouit à bon droit de l'affection du Parti tout entier ».

A ces omissions s'ajoutent deux falsifications avérées. Selon l'*Histoire*, Lénine mettait le Parti en garde contre le *non bolchévisme* de Trotsky ; en réalité, Lénine écrit qu'il ne fallait plus rappeler le passé non bolchévique de Trotsky, pas plus que les erreurs commises par Zinoviev et Kaménev à la veille de la Révolution d'Octobre. Selon l'*Histoire*, Lénine mit le parti en garde contre « les retours très dangereux de Trotsky au menchevisme récidiviste ». Il n'y a pas une ligne dans tout le Testament qui fasse allusion à pareil *retour* !

Ces omissions et ces falsifications sont d'autant plus grotesques, que le Testament a été publié en U.R.S.S., et que chaque lecteur peut se rendre compte, en comparant les deux textes, combien les bureaucrates rédacteurs continuent à « tromper le peuple », comme de vulgaires « politiciens bourgeois », pour reprendre la formule de Lénine.

15^e QUESTION : Pourquoi fut constituée l'Opposition de gauche du P.C. d'Union soviétique ?

RÉPONSE : *L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique* affirme que l'Opposition de gauche date d'octobre 1923 :

« Profitant du fait que le chef du Parti, Lénine, était gravement malade et n'était pas en mesure de se battre, Trotsky reprit la lutte contre le comité central léniniste et contre le Parti. Il crut que les difficultés créées dans le pays pourraient favoriser son projet : prendre la direction du Parti et adopter une ligne qui, en dernière analyse, aurait conduit à la restauration du capitalisme.

« Au début d'octobre 1923, Trotsky envoya une lettre au comité central dans laquelle en substance il calomnia l'activité de cet organe... Peu de temps après la lettre de Trotsky, le comité central reçut la *déclaration des 46*, signée par les trotskystes, les detsistes et des éléments qui appartenaient déjà auparavant aux groupes des communistes de gauche et de l'Opposition ouvrière. La déclaration fut signée également de quelques membres du C.C. Les 46 affirmèrent de manière calomniatrice que l'appareil avait pris la place du parti et essayèrent de dresser les communistes contre l'appareil dirigeant » (p. 392 du tome I).

Si la dénonciation de la place prise par l'appareil dans le parti et l'Etat est du *menchévisme* et signifie œuvrer... *en dernière analyse* à la restauration du capitalisme, alors le plus coupable d'une telle déviation est Lénine lui-même qui, dans le 3^e codicile de son testament, réclame également « le renouvellement de l'appareil ». Nous avons vu avec quelle violence Lénine attaqua la *pourriture bureaucratique*. La plate-forme oppositionnelle des « 46 » répéta les formules de Lénine avec moins de vigueur, mais réclama surtout des mesures concrètes pour permettre la relance de la démocratie ouvrière, dans le Parti et dans les soviets. La justification de ces demandes, nous la trouvons dans les attaques ci-dessus mentionnées de Lénine.

L'Histoire poursuit avec un amalgame grossier, affirmant que l'Opposition « exprima au fond (!) les revendications des menchéviks, des S-R et de la nouvelle bourgeoisie, qui dési-

raient apparaître ouvertement sur la scène politique en conformité (?) avec la N.E.P. » (p. 393 du tome II).

Cette calomnie *oublie* un petit détail : c'est que la même Opposition de gauche, qui prétendument « exprima au fond » les intérêts des Nepmen et des éléments bourgeois, voulut qu'on prenne des mesures économiques contre eux, alors que la majorité du C.C. voulut les protéger. Quant à l'affirmation que Trotsky voulut *en dernière analyse* rétablir le capitalisme, il est curieux que les contemporains ne s'en soient pas aperçus, puisqu'ils l'ont laissé pendant des années à des fonctions dirigeantes de l'Etat et du Parti. Il s'agit là de calomnies sans fondement aucun, misérables vestiges des calomnies staliniennes qu'on a dû supprimer par suite de la condamnation du *culte de la personnalité*.

L'aspect tragi-comique de toute cette thèse falsificatrice, c'est que la majorité des membres de ce fameux comité central d'octobre 1923 qui prétendument incarne les vertus léninistes... fut par la suite *liquidée* par Staline comme contre-révolutionnaire. Les auteurs de l'*Histoire* se trouvent dès lors devant la tâche impossible de devoir condamner à la fois cette majorité et l'Opposition ; ils passent plutôt sous silence la composition de ce Comité central, qui les gênerait trop...

16^e QUESTION : Quelle fut la politique économique proposée par l'Opposition de gauche dès octobre 1923 ?

RÉPONSE : Il suffit de poser cette question pour se rendre compte combien la calomnie selon laquelle l'Opposition exprima « au fond », « objectivement en dernière analyse » la « pression » de « l'ennemi de classe », des koulaks, des Nepmen, de la « nouvelle bourgeoisie », est intenable et facile à démasquer. L'Opposition de gauche réclama dès sa constitution une politique d'industrialisation accélérée, de lutte accrue contre les koulaks, de lutte de classe plus prononcée à la fois à la ville (en renforçant les positions économiques et politiques des ouvriers) et à la campagne (en s'appuyant sur les paysans pauvres et en favorisant le développement de coopératives de production).

E. H. Carr, pourtant en gros hostile envers Trotsky et approuvant les *faits établis*, décrit les propositions de l'Opposition de la manière suivante : un plan économique d'ensem-

ble et plus de crédits pour l'industrie lourde (*A History of Soviet Russia*, tome IV : The Interregnum, pp. 91-92). Il suffirait de prendre une publication communiste quelconque de l'époque pour s'en rendre compte.

Ainsi, dans la *Pravda* des 1^{er}, 3 et 4 janvier 1924 apparaît le texte d'un long débat entre Rykov, parlant pour la majorité du Comité central, et les porte-parole de l'Opposition (Ossinski, Préobrajensky, Piatakov et I.N. Smirnov). Le projet de résolution de l'Opposition attribue la crise économique dont souffre à ce moment l'U.R.S.S. « au manque d'un plan unifiant le travail de tous les secteurs de l'économie de l'Etat ».

Et ce projet de résolution insiste sur le fait que c'est le développement de l'industrie qui est la clé de l'essor économique, et rejette l'idée de la suprématie du marché en faveur de l'idée du plan économique. Il faut, seulement ajouter que Mikoyan, porte-parole de la fraction stalinienne, attaqua l'idée *trotskyste* d'un plan de développement unique de l'industrie comme « le sommet de l'utopie » (Carr, *Ibid.*, p. 128).

On pourrait continuer à citer. Mais à quoi bon ? Il suffirait de reproduire n'importe quelle revue ou journal communiste russe des années 1923-27, pour s'apercevoir qu'en effet l'Opposition fit systématiquement campagne en faveur d'un plan d'industrialisation accélérée et d'une lutte plus accentuée contre les koulaks. Il est vrai que, pour cette raison, la bureaucratie au pouvoir maintient tous ces textes sous le boisseau. Pour des raisons analogues Staline évita soigneusement que le public ait accès aux documents de 1917-18 qui permettent de montrer le rôle réel de Trotsky, des vieux bolchéviks et... son rôle propre à lui avant, pendant et après la Révolution d'Octobre. Or, ces textes sont aujourd'hui en voie de publication. Il ne faudra plus longtemps pour que la jeunesse soviétique apprenne la vérité au sujet de la lutte de l'Opposition, dans les documents de l'époque, et malgré les mensonges de l'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique*.

17^e QUESTION : Est-il exact que l'Opposition « lança des mots d'ordre aventuristes » d'augmentation des impôts agricoles et des prix des produits de consommation dans ses propositions d'industrialisation du pays ?

RÉPONSE : Nous voyons ici comment l'accumulation des faux aboutit à des contradictions éclatantes ! A la page 393 du tome I, *l'Histoire* affirme que les Oppositionnels ne faisaient qu'appuyer les Nepmen ; mais, à la page 390, Trotsky est accusé d'avoir prôné « le développement de l'industrie par l'exploitation des paysans ». *Exploiter* le koulak est un moyen étrange de *l'appuyer*... La même accusation revient plus nettement encore dans le tome II, p. 16 :

« Particulièrement dangereuses furent les propositions trotskystes d'augmenter l'impôt agraire frappant les paysans, et d'augmenter les prix de vente des produits industriels... La politique de capitulation (?) des trotskystes et des zinoviévistes aurait conduit en pratique à la restauration du capitalisme dans le pays soviétique ».

Comment une politique qui accroît l'impôt que les paysans doivent payer serait-elle en même temps une politique de *capitulation* devant ces paysans, ou devant les éléments bourgeois de la paysannerie (que Trotsky proposa de taxer spécialement ; nous y reviendrons), voilà un mystère que seule la logique bureaucratique peut éclaircir.

Qu'en était-il réellement ? Dès 1923, Trotsky avait dévoilé le phénomène des ciseaux : les prix des produits agricoles baissaient, sous la pression d'une reprise de la production plus accentuée dans l'agriculture que dans l'industrie. Les prix des produits industriels augmentaient sous la pression d'une demande de ces biens supérieurs à l'offre. Il n'est donc pas exact que Trotsky fut partisan d'une augmentation des prix des produits industriels. Au contraire, il espérait que, grâce à un développement plus rapide de l'industrie, les prix industriels pourraient augmenter moins rapidement que les prix agricoles ou même baisser par rapport à eux. C'était le moyen le plus sûr de maintenir l'alliance entre les ouvriers et les paysans.

Mais la paysannerie n'était pas une classe unie. Dès 1923, Trotsky et l'Opposition de gauche attirèrent l'attention du Parti sur le fait que le blé vendu à la ville l'était en proportion croissante par les seuls koulaks ; ceux-ci commençaient à concentrer entre leurs mains tous les surplus agricoles. Profitant de la liberté du commerce, les Nepmen, commerçants et trafiquants privés des villes concentraient également une bonne partie du

fonds d'accumulation entre leurs mains. Préobrajensky évaluait cette accumulation privée pendant les années 1923-25 à quelque 500 millions de roubles-or. L'Opposition proposa qu'une bonne partie de ces deux surplus, qui se trouvaient entre les mains des couches exploiteuses de la société, soient épongés par une politique fiscale et une politique des prix appropriées. Les fonds ainsi obtenus devaient être employés pour accélérer l'industrialisation et améliorer notamment la situation des paysans pauvres.

Cette politique ne fut pas adoptée. Pendant cinq ans, la direction du Parti nia les dangers dénoncés par Trotsky et l'Opposition. Boukharine et Staline affirmèrent qu'il n'y avait pas de contradiction entre l'accumulation privée et les intérêts du développement économique de l'Etat. Ils affirmèrent que l'Opposition *exagérait* les dangers des koulaks. Ils accusèrent les propositions de l'Opposition de risquer de précipiter une rupture de *l'alliance* entre les ouvriers et les paysans.

Mais les événements allaient donner raison de manière dramatique à Trotsky et à l'Opposition. Ainsi que le constate *l'Histoire du P.C. soviétique* elle-même (tome II, p. 33), pendant l'hiver 1927-29 « les koulaks, qui possédaient de grandes réserves de céréales, se refusèrent à vendre (ce blé) à l'Etat aux prix fixés par le pouvoir soviétique », ainsi que l'Opposition l'avait prédit pendant des années³. A la page 54, cet argument est répété avec plus de force encore. La réaction de la fraction stalinienne ne fut pas moins violente : elle « confisqua le grain » des koulaks ! (p. 33).

En d'autres termes : après avoir accusé Trotsky d'avoir voulu « détruire l'alliance entre les ouvriers et les paysans » en taxant davantage les koulaks, elle fut obligée d'exproprier ceux-ci purement et simplement, ce qui provoqua une terrible crise sociale et une chute de la production agricole qui fut une catastrophe, dont on continue à ressentir les effets même aujourd'hui.

Si l'avis de l'Opposition avait été suivi, on aurait saisi des parties croissantes des surplus des koulaks dès 1923. L'industrialisation aurait été accélérée dès la même année. L'effort concentré entre les années 1928-1934 aurait pu être étendu sur la période 1923-1934. Les sacrifices imposés de ce fait au peuple soviétique auraient été infiniment moins lourds, les

pertes et gaspillages beaucoup plus réduits, et les résultats beaucoup plus impressionnants que ceux obtenus par l'industrialisation tardive mais fiévreuse décidée par Staline.

Tout cela, la jeunesse soviétique le constatera par elle-même, en étudiant et en comparant les documents de l'époque. Toutes les falsifications de l'*Histoire du P.C. soviétique* ne cacheront plus longtemps cette vérité éclatante.

18^e QUESTION : L'*Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* affirme qu'au centre des désaccords de principes entre le parti et le bloc trotskyste-zinoviéviste se trouvait la question de la possibilité de victoire du socialisme en U.R.S.S... Le bloc antiparti trotskyste-zinoviéviste nia obstinément la possibilité de victoire du socialisme dans un seul pays, en U.R.S.S. Il fut composé de capitulards couverts, hostiles aux conquêtes de la révolution socialiste d'Octobre » (pp. 15, 16, tome II). Est-ce exact ?

RÉPONSE : Il est exact que la possibilité d'achever victorieusement la construction du socialisme dans un seul pays fut une des principales questions théoriques débattues entre l'Opposition de gauche et la fraction stalinienne du comité central, au cours des années 1923-1927. Mais, contrairement à ce qu'insinuent les auteurs de l'*Histoire*, cette question ne porta pas sur le problème de l'industrialisation de l'U.R.S.S., de l'élaboration des plans quinquennaux, du développement des forces productives. Elle ne pouvait porter sur ces problèmes puisque ce fut l'Opposition et non la fraction majoritaire qui élaborait la première les projets dans ce sens, contre la résistance et les sarcasmes prononcés de la fraction stalinienne.

Le véritable problème ne fut pas celui du lancement de l'industrialisation, du commencement de la construction du socialisme, mais celui de l'achèvement de cette construction dans un seul pays. Il s'agissait donc, au fond, du moins apparemment, d'une querelle de définition.

Si l'on définit comme société socialiste une société dans laquelle les grands moyens de production sont pour l'essentiel propriété collective, alors, bien sûr, il est possible d'achever ce processus dans un grand pays (bien qu'en U.R.S.S., il ne l'est pas encore aujourd'hui : les kolkhozes possèdent encore de nombreux moyens de production ; ils viennent même d'ob-

tenir la propriété des machines agricoles ; et les paysans privés, possèdent encore une bonne partie du cheptel et des millions d'hectares de terre).

Mais cette définition *inventée* par Staline ne correspond nullement à la tradition marxiste-léniniste. On ne peut la justifier qu'à l'aide de quelques rares citations de Lénine, tirées hors de leur contexte, où Lénine emploie le terme de « socialisme » comme un synonyme de révolution socialiste (notamment le fameux article de 1915 sur les *Etats-Unis d'Europe*, invoqué des milliers de fois à ce propos par des auteurs staliniens). Il existe, par contre, de très nombreux passages où Marx et Lénine définissent la société socialiste comme une société où toutes les classes ont disparu, où l'Etat a, du même fait, également disparu, où le niveau de développement des forces productives et de la productivité du travail est fortement supérieur à celui des pays capitalistes les plus avancés, etc. Dans ce sens classique du terme, l'U.R.S.S. est loin d'avoir *achevé la construction du socialisme* aujourd'hui, sans parler de l'année 1936, où cet *achèvement* fut officiellement *proclamé* (discréditant de ce fait le socialisme, qui fut identifié aux yeux des masses ouvrières de nombreux pays avec un niveau de vie inférieur à celui des pays capitalistes les plus avancés).

Citons seulement quelques passages de Lénine à l'appui de cette définition classique de la formule *achever la construction du socialisme* :

« Pour la victoire du socialisme, il ne suffit pas de renverser le capitalisme ; il faut encore supprimer les différences entre prolétariat et paysannerie » (*Discours du 3^e Congrès pan-russe des syndicats — Œuvres complètes*, tome XXV, p. 175 de l'édition allemande 1930).

« Est-ce que jamais quelqu'un parmi les bolchéviks a contesté que la révolution ne peut vaincre définitivement que lorsqu'elle aura englobé tous les pays ou tout au moins quelques-uns des pays les plus avancés ? » (*Œuvres complètes*, tome XVI de la première édition russe, p. 195).

« La révolution sociale dans un seul pays ne peut mener à une victoire définitive qu'à deux conditions : à la condition qu'elle sera appuyée à temps par la révolution sociale dans un pays ou dans plusieurs pays avancés. La deuxième condition est un accord du prolétariat, qui réalise sa dictature et prend

entre ses mains le pouvoir d'Etat, avec la majorité de la population paysanne... » (*Œuvres complètes*, tome XVIII de la première édition russe, pp. 137-8.)

Staline lui-même écrivit encore en 1924 dans son livre *Lénine et le léninisme* :

« Pour renverser la bourgeoisie, les efforts d'un seul pays suffisent. Mais pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un pays et notamment d'un pays agricole tel que la Russie, sont insuffisants. Pour cela, il faut les efforts des ouvriers d'un certain nombre de pays très développés », (pp. 40-41).

Même dans la première édition des *Question du léninisme* nous retrouvons la même formule !... Ajoutons que si, aujourd'hui, le problème de l'achèvement du socialisme obtient un certain aspect réaliste (dans un avenir encore assez lointain, il est vrai), c'est parce que :

1) l'isolement de la Révolution russe a été rompu par la grande Révolution chinoise et la création de nombreux Etats ouvriers déformés en Europe et en Asie ;

2) l'U.R.S.S., contrairement à ce qu'elle était en 1923-28, est devenue une puissance industrielle des plus avancées, la deuxième du monde.

On peut se poser la question : pourquoi le débat sur ce point obscur de la théorie marxiste, débat somme toute purement académique, qui tourne autour d'une question de définition, a pu occuper une telle place dans l'histoire du Parti bolchévique ? Certains ont affirmé qu'en s'opposant à la théorie du *socialisme dans un seul pays*, Trotsky « opposa l'extension internationale de la révolution à l'industrialisation de l'U.R.S.S. ». Nous avons déjà démontré que cette interprétation de la lutte de fraction dans le parti russe est fautive, puisque l'Opposition réclama à la fois l'industrialisation accélérée et l'abandon de la « théorie de la possibilité d'achever la construction du socialisme dans un seul pays ».

Il faut donc renverser les termes du problème. Si pour une partie des dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S. le problème de cette *possibilité* prit tant d'importance, c'est qu'il refléta déjà objectivement la formation nationaliste, petite-bourgeoise, de leur pensée, qui voulut subordonner le développement de la révolution internationale aux prétendus intérêts de la cons-

truction du socialisme en U.R.S.S. Cela amena la fraction stalinienne à des erreurs politiques catastrophiques d'abord, notamment dans la deuxième révolution chinoise et en Allemagne 1930-33, qui aboutirent à la prise du pouvoir par Hitler. Cela l'amena par la suite à une politique ouvertement contre-révolutionnaire en France, en Espagne, etc. (1934-1938), en France, en Italie, etc. (1944-1948). Cette idéologie ne fait qu'exprimer les intérêts sociaux particuliers d'une formation sociale déterminée, la bureaucratie soviétique.

Car il est clair qu'objectivement, loin d'aider l'essor économique du pays ou de lui assurer un temps de répit avant une agression impérialiste, cette politique de la fraction stalinienne a causé un tort immense à l'U.R.S.S. Elle a permis à Hitler de réunir les forces concentrées de toute l'Europe contre l'Union soviétique, ainsi que l'*Histoire* le reconnaît aux pages 162-163 du tome II. Une politique qui aboutit à un tel résultat désastreux est contraire aux intérêts de l'U.R.S.S. Elle n'est conforme qu'aux intérêts de la caste bureaucratique.

19^e QUESTION : « En matière de politique extérieure, les trotskystes et les zinoviévistes niaient (!) la nécessité de défendre l'U.R.S.S. contre une intervention impérialiste » écrit l'*Histoire* (p. 16, tome II). Est-ce exact ?

RÉPONSE : Il s'agit encore une fois d'une calomnie pure et simple. Trotsky a lutté jusqu'au dernier souffle de sa vie pour le principe marxiste de la défense de l'U.R.S.S., Etat ouvrier, fût-il dégénéré, contre l'impérialisme. Tous ses écrits en témoignent. La dernière bataille politique qu'il a menée — voir son livre *En défense du marxisme* — se rapportait précisément à cette question. La IV^e Internationale, trotskyste, est restée aujourd'hui fidèle à ce même principe marxiste. L'histoire attestera en tout cas que les trotskystes surent rester fidèles aux principes et faire rigoureusement abstraction de tout *subjectivisme politique* car ils sont restés attachés à la défense de l'U.R.S.S. malgré (et au moment même) des pires excès commis par la bureaucratie soviétique contre eux (assassinats des vieux oppositionnels en U.R.S.S. ; assassinats et enlèvements en Espagne et ailleurs ; assassinat contre Trotsky ; assassinats commis pendant et au lendemain immédiat de la Seconde Guerre mondiale).

20^e QUESTION : L'Opposition de gauche était-elle favorable à la constitution d'un deuxième parti soviétique ?

RÉPONSE : Jusqu'en 1934, l'Opposition de gauche a défendu le point de vue qu'il était inutile de créer un nouveau parti, qu'il fallait lutter pour le redressement du P.C. de l'U.R.S.S., de l'Internationale communiste et de tous les Partis communistes déformés par la direction stalinienne. L'Opposition lutta d'abord comme tendance, ensuite comme fraction, parce qu'elle y fut obligée par la répression bureaucratique.

Dans un parti démocratique sain, dont la politique générale est correcte, les formations de tendance conservent un caractère passager. Il en fut ainsi dans le parti bolchévique à l'époque de Lénine. Lorsque les fractions apparaissent, c'est l'indice d'un mal objectif. Lénine interpréta ainsi les choses, même à l'époque de la fraction de Chliapnikov (*Opposition ouvrière*) qu'il combattit pourtant. Staline ne voulut pas l'admettre. Il substitua à la conception marxiste-léniniste du parti révolutionnaire en tant qu'association d'égaux, la conception bureaucratique et conservatrice selon laquelle toute tendance en désaccord avec la majorité du comité central était automatiquement et nécessairement une *agence objective de l'ennemi de classe*. L'application pratique de cette conception devait en fait empêcher toute discussion démocratique dans le parti.

Or, la théorie autant que l'expérience enseignent qu'il est absurde de supposer que la majorité des organismes dirigeants arrivent automatiquement, et chaque fois, à adopter une position juste. Les problèmes posés devant un parti révolutionnaire — et *a fortiori* devant un parti révolutionnaire qui exerce le pouvoir dans un Etat ouvrier — sont souvent des problèmes nouveaux dont la solution n'est guère assurée par référence aux classiques, une confrontation d'expériences nouvelles et successives permet de trouver en définitive cette solution.

A plus d'une reprise, Marx et Lénine, pour ne prendre que ces deux exemples, se sont trouvés en minorité dans les organismes dirigeants des partis auxquels ils adhéraient. Etrangler la discussion et la lutte de tendance, c'est en définitive rendre plus difficile le processus par lequel le parti révolutionnaire s'approprie la réalité sans cesse mouvante, pour réagir de la manière la plus conforme aux intérêts du prolétariat.

On ne peut pas non plus défendre la thèse selon laquelle cette discussion ne devrait être admise qu'au sein des comités centraux et d'autres organismes dirigeants. En effet, toute pratique de ce genre fait pencher la balance en faveur de la majorité du comité central et de l'appareil du parti. Or, si l'on admet que cette majorité peut se tromper, empêcher une discussion démocratique à la base, c'est rendre plus difficile la correction des erreurs commises, ce qui peut entraîner des conséquences désastreuses pour le parti, la classe ouvrière et l'Etat ouvrier.

Une discussion démocratique suppose que les diverses tendances du comité central puissent librement exposer avant des congrès leurs positions devant la base, dans les plates-formes et des débats oraux et écrits autour de ces plates-formes. En d'autres termes, elle suppose la liberté d'organiser des tendances. Mais si on interdit les fractions, on peut étouffer toute lutte de tendances en accusant une tendance minoritaire de se transformer en fraction. Et si on supprime le droit à la constitution de divers partis soviétiques, on peut étouffer la lutte de fractions ou de tendances en affirmant que la minorité se transforme *objectivement* en un deuxième parti.

En pratique d'ailleurs, lorsque des divergences politiques sur lesquelles l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot deviennent trop aiguës et se manifestent pendant trop de temps, il est préférable, du point de vue des intérêts mêmes du parti, d'admettre qu'une minorité s'organise à part, plutôt que de paralyser dans une large mesure la vie du parti par une lutte incessante. C'est du choc entre les plates-formes de divers partis soviétiques que finira par jaillir la position juste.

Les staliniens — et les khrouchtcheviens — justifient leur opposition au droit à la formation de divers partis soviétiques, au droit à la formation de fractions et au droit de tendance, par des arguments *objectifs* et *subjectifs* également spécieux.

L'argument *objectif*, c'est que lorsqu'il n'y a pas d'oppositions de classe, l'existence de divers partis ne se justifie pas. Cet argument suppose d'abord qu'en U.R.S.S. il n'y a pas de conflits d'intérêts de classe, et ensuite que chaque classe, historiquement, exprime ses intérêts dans un seul parti. Ces deux affirmations sont fausses. Il y a en U.R.S.S. deux classes sociales, dont les intérêts historiques et immédiats diffèrent souvent. L'histoire nous enseigne ensuite que diverses classes

sociales connaissent en leur sein des intérêts de couches, de groupes, de sections, suffisamment différents pour justifier l'existence de divers partis pendant de longues périodes.

Quant à l'argument *subjectif*, il insiste sur la situation difficile dans laquelle se trouve l'Etat soviétique, entouré d'ennemis, forteresse assiégée, classe ouvrière largement minoritaire. Cet argument a une certaine valeur pour la période de la guerre civile aiguë, pendant laquelle une certaine limitation de la démocratie soviétique peut être inévitable.

Mais n'est-il pas frappant qu'en pleine guerre civile, il y eut non seulement à plusieurs reprises des luttes de tendances démocratiques au sein du parti bolchévique, mais qu'existèrent encore divers partis soviétiques (notamment les S-R de gauche, les menchéviks, les anarchistes, le bund) légalisés pendant d'importantes périodes, alors que dans l'U.R.S.S. d'aujourd'hui, qui n'est plus désarmée, ni encerclée ni appuyée par un prolétariat minoritaire, mais la deuxième puissance militaire et industrielle du monde, il n'y a ni liberté de constituer des partis soviétiques, ni droit de fraction, ni droit de tendance ?

L'*histoire du P.C. de l'Union soviétique* affirme (tome II, p. 20) que l'Opposition de gauche aurait *ouvertement violé les lois soviétiques* en organisant des manifestations publiques lors du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. En réalité, rien dans la Constitution soviétique de l'époque n'interdit l'organisation de divers partis soviétiques, l'organisation de réunions publiques, ou l'organisation de manifestations de rue. Ces droits démocratiques traditionnels des travailleurs n'ont jamais été révoqués formellement. L'affirmation cynique de l'*Histoire* fait ressortir l'abîme qui sépare la légalité soviétique de la pratique arbitraire de la bureaucratie.

21^e QUESTION : Pourquoi l'Opposition de gauche a-t-elle été exclue du Parti communiste de l'Union soviétique ?

RÉPONSE : L'Opposition de gauche fut exclue parce que ses membres refusèrent de renier leurs convictions. Cela ressort clairement de la résolution du XV^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique qui affirmait notamment :

« Le Congrès réclame le désarmement idéologique et organique de l'Opposition, demande qu'on rapporte les vues exposées plus haut comme antiléningistes et menchévistes, ainsi que

l'acceptation de l'obligation de défendre partout les conceptions et les décisions du parti, des congrès du parti, des conférences du parti et du C.C. du parti. »

Rykov, dans son discours de clôture au XV^e Congrès, parlant au nom de la majorité du C.C., avait d'ailleurs précisé :

« A l'égard de chacun des participants actifs de l'Opposition, dans la mesure où il renoncera à ses erreurs idéologiques et pratiques, le parti le reprenant dans son sein, devra élaborer les mesures et des conditions qui excluront la possibilité du renouvellement de ce qui s'est passé au cours des deux dernières années » (*Correspondance internationale*, 1927, n^o 129, p. 1991).

L'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique* répète d'ailleurs substantiellement la même idée (tome II, p. 31).

Au nom de l'Opposition, Kaménev avait répondu à l'avance à cette revendication inadmissible (Trotsky et Zinoviev, les deux principaux porte-parole de l'Opposition, avaient été exclus du Parti à la veille du XV^e Congrès, et n'avaient pu y prendre la parole). Il avait déclaré :

« (Nous décidons de) nous soumettre à toutes les décisions du Congrès du parti, quelque dures qu'elles puissent être pour nous (Interruption : « C'est formel ») et de les exécuter.

En agissant ainsi, nous agissons de façon bolchévique ; mais si, à cette soumission complète et sans condition à toutes les décisions du Congrès du parti, au renoncement complet, à la liquidation complète de toute lutte fractionnelle sous toutes ses formes et à la dissolution des organisations fractionnelles, nous ajoutons encore à tout cela le renoncement à nos points de vue, ce ne serait pas, à notre avis, bolchévique. Cette demande de renonciation à ses propres opinions n'a jamais été posée dans notre parti. S'il se produisait de notre part une renonciation aux opinions que nous défendions, il y a encore une semaine ou deux, ce serait de l'hypocrisie, et vous ne nous accorderiez aucun crédit. » (*Correspondance internationale*, 1927, n^o 128, p. 1965.)

Deux conceptions d'organisation différentes sont ici confrontées : celle du centralisme démocratique, qui rend obligatoire l'exécution, l'application et la défense en public, des décisions prises par la majorité, mais qui laisse aux minorités

le droit de conserver leurs opinions, de les défendre à l'intérieur du parti et de remettre en question les décisions majoritaires après une certaine épreuve des faits, au cours des périodes de discussion décidées par les organismes de direction (notamment dans les périodes précédant les congrès et les conférences nationales), et la conception du centralisme bureaucratique qui oblige les minorités à *désarmer idéologiquement*, à abandonner la défense de leurs idées également à l'intérieur du parti, à renoncer à toute tentative de révision des décisions majoritaires, et qui empêche de ce fait une correction d'erreurs commises par la majorité. Inutile de dire que toute la pratique léniniste est contraire au centralisme bureaucratique, et que Lénine n'a jamais exigé des bolchéviks qui n'étaient pas d'accord avec lui sur telle ou telle question, qu'ils renoncent à leurs idées pour pouvoir rester dans le parti.

Cette affaire a eu, on le sait, une suite tragique. Contrairement à la propre déclaration ferme que nous venons de reproduire, Kaménev et ses amis de tendance, à la conclusion du XV^e Congrès, ont fait une déclaration de renonciation à leurs idées. Comme on pouvait s'y attendre — comme l'Opposition l'avait prévu, et Kaménev l'avait lui-même annoncé — bientôt les dirigeants du Parti commencèrent à accuser les oppositionnels capitulards de « duplicité », d' « hypocrisie », etc. (*Histoire du P.C. de l'Union soviétique*, tome II, p. 32, p. 103 et al). Ils ne pouvaient croire que de vieux bolchéviks avaient vraiment abandonné des convictions qu'ils avaient défendues pendant des années. Mais pourquoi avaient-ils dès lors exigé pareille abjuration publique, sinon pour briser ces hommes moralement, et les conduire sur la route qui mènerait aux *aveux* monstrueux des Procès de Moscou ?

III. — L'explication marxiste du « culte de la personnalité », c'est-à-dire de l'époque de dictature stalinienne

22^e QUESTION : Comment fut collectivisée l'agriculture soviétique et quels furent les résultats de cette forme particulière de la collectivisation ?

RÉPONSE : L'agriculture soviétique fut collectivisée par la force, contre la résistance de la grande majorité des paysans,



tant riches que moyens. Les résultats en furent désastreux : abattage systématique du bétail et baisse désastreuse de la production agricole. Il s'ensuivit une crise d'approvisionnement des villes (et des travailleurs) soviétiques qui, de l'aveu même de Khrouchtchev, n'était pas encore résolue 25 ans plus tard.

D'après le Recueil statistique *L'Economie nationale de l'U.R.S.S.*, publié par le gouvernement soviétique (Editions en langues étrangères, Moscou, 1957), le cheptel bovin s'élevait en 1928 (dans la limite des frontières actuelles de l'U.R.S.S.) à 66,8 millions d'unités. En 1930, il était tombé à 50,6 millions, en 1931 à 42,5 millions, en 1932 à 38,3 millions et en 1934 à 33,5 millions : la moitié du cheptel avait disparu au cours de cinq années ! L'évolution de la production de céréales ne fut pas moins catastrophique. Il fallut attendre 1937 pour rattraper le niveau de la production de 1927, et la production de 1937 par tête d'habitant n'est même pas encore égale en 1960...

En regard de ces faits incontestables, certaines affirmations de *l'Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* prennent un caractère véritablement odieux. Ainsi, on y affirme (tome II, p. 40) que la formation des kolkhozes fut en retard (!) sur « l'ampleur du mouvement des masses paysannes » vers la collectivisation, et on parle explicitement des masses de paysans pauvres et moyens. Or, les paysans pauvres et moyens constituaient 85 % de la paysannerie soviétique. Si vraiment cette masse s'était ruée avec enthousiasme vers les kolkhozes, comment expliquer le fait tragique que, chemin faisant, elle abattit la moitié de son cheptel pour ne pas devoir le livrer aux coopératives de production ?

Aux pages 44-45 et 51 (tome II), les auteurs de *l'Histoire* assurent que la collectivisation intégrale de l'agriculture soviétique fut *préparée* par le Parti et l'Etat par une série de mesures économiques, qui permirent la création d'une base technique et agrotechnique adéquate des grandes entreprises kolkhoziennes. En réalité, nous avons vu comment les dirigeants de la fraction dirigeante du P.C. avaient refusé d'écouter les avertissements de l'Opposition de gauche, refusé de préparer la collectivisation progressive de l'agriculture, et précisément agi à partir de 1928 sous l'effet de la panique, sans préparation adéquate.

Pendant de longues années, les kolkhozes ne disposèrent pas de la base technique nécessaire pour une élévation marquée de la productivité du travail. Pis encore : la force de traction

détruite par l'abattage en masse des chevaux fut supérieure à la force de traction des tracteurs jusque vers le milieu des années 50 ! Et malgré une forte extension des cultures, la production n'augmenta guère (sauf pour les plantes industrielles), ce qui prouve que la productivité n'avait pas augmenté mais diminué.

Plus loin, les auteurs de l'*Histoire* admettent d'ailleurs que « des erreurs et des excès » avaient été commis dans la collectivisation, et que « beaucoup de paysans, cédant aux provocations des koulaks, avaient abattu vaches, porcs, moutons et poules » (p. 59, tome II). Mais, répétons-le, si plus de la moitié du cheptel soviétique fut abattu, il ne s'agissait pas seulement de « beaucoup de paysans », mais d'une bonne partie (la moitié, presque la moitié ou plus de la moitié) de la paysannerie qui était hostile à la collectivisation et fut obligée par la force d'entrer dans les kolkhozes. Et s'il en fut ainsi, comment peut-on encore accorder crédit à l'affirmation des auteurs de l'*Histoire* selon laquelle « le passage à la collectivisation intégrale marque un tournant radical des masses paysannes fondamentales vers le socialisme » ? (tome II, p. 51).

23^e QUESTION : Pourquoi les erreurs de la politique agricole stalinienne ne furent-elles pas corrigées pendant 25 ans ?

RÉPONSE : Tirant le bilan du premier plan quinquennal, l'*Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* ne souligne pas seulement les bonds en avant incontestables et impressionnants de la production industrielle, mais encore « l'amélioration radicale de la situation matérielle des travailleurs » à la ville comme à la campagne (tome II, p. 84). Elle affirme plus loin (pp. 105-106) que dès 1934 le problème de l'approvisionnement des villes en blé fut entièrement résolu.

Or, 21 ans plus tard, en 1955, Khrouchtchev avoua brutalement que ce problème de l'approvisionnement n'était toujours pas résolu, et deux ans plus tard il prit violemment à partie Malenkov pour avoir affirmé le contraire en 1952. C'est dire combien l'affirmation des auteurs de l'*Histoire* est légère et sans fondement.

En réalité, la politique agricole stalinienne a provoqué une crise d'approvisionnement en vivres du peuple soviétique qui a duré de 1928 jusqu'en 1955-56, c'est-à-dire pendant 27 ans,

qui a imposé au peuple de terribles sacrifices qui auraient pu être évités. Il est manifestement impossible d'expliquer un phénomène social d'une telle envergure par un simple fait psychologique (*le culte de la personnalité*). En tant que marxistes, nous partons de la conception que des phénomènes sociaux (des phénomènes impliquant des millions d'individus) doivent trouver une explication sociale, et ne peuvent être expliqués par le rôle de certains individus, rois ou généraux, césars ou tribuns.

L'impossibilité pour le P.C. de l'U.R.S.S. de modifier cette politique erronée pendant plus d'un quart de siècle, malgré ses conséquences désastreuses pour le pays, pour sa classe ouvrière, et pour l'alliance entre les ouvriers et les paysans, démontre péremptoirement que quelque chose était pourri dans ce parti, qu'il n'y avait plus ni centralisme démocratique ni liberté de discussion, au sommet comme à la base. La thèse selon laquelle ce parti avait subi un processus de dégénérescence bureaucratique, thèse défendue par l'Opposition de gauche à partir de 1927, se trouve ainsi confirmée.

Mais cette dégénérescence bureaucratique d'un parti ouvrier gouvernant un Etat ouvrier ne peut pas être comprise comme un phénomène purement politique (absence de démocratie ouvrière). Elle doit avoir des racines sociales précises. Il faut les mettre à nu. C'est ce que nous ferons plus loin.

24^e QUESTION : Comment Hitler a-t-il pu prendre le pouvoir ?

RÉPONSE : L'arrivée au pouvoir de Hitler est le fait dominant de l'histoire mondiale des années 30. Elle a eu des effets terribles, d'abord sur la classe ouvrière allemande, ensuite pour la classe ouvrière européenne, enfin pour le peuple et l'Etat soviétiques eux-mêmes, auxquels elle a coûté 20 millions de morts et des dévastations incalculables.

A la suite des auteurs du *Précis* de 1938, les auteurs de *l'Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* se contentent de constater que, malgré le « réveil révolutionnaire » de la classe ouvrière allemande qui « se manifesta avec une force particulière », les bourgeois « décidèrent de donner le pouvoir aux hitlériens » (p. 89 du tome II). Un point, c'est tout.

Mais, dans un pays déchiré par la lutte de classe, la déci-

sion d'une des parties en présence ne suffit pas pour arracher la victoire. Il faut encore que les rapports de forces lui soient favorables, ou que la politique suivie par l'autre camp lui permette de s'imposer. En Allemagne, la puissance de la classe ouvrière était telle qu'imposer au pays une dictature fasciste et détruire toutes les organisations ouvrières ne fut possible que par suite de la division et de la passivité de la classe ouvrière.

Incontestablement, les dirigeants sociaux-démocrates ont une lourde responsabilité dans cet état de choses. Elle fut soulignée dans le *Précis* de 1938 (p. 285) ; elle est supprimée dans l'*Histoire* de 1959 ! Mais qu'en est-il des communistes ? Le *Précis* de 1938 mentionne qu'ils avaient remporté 6 millions de voix ; l'*Histoire* de 1959 supprime pudiquement ce fait significatif, sans doute pour qu'on ne se pose pas la question : pourquoi cette force impressionnante n'a-t-elle pas été capable de barrer la route au fascisme ?

Les faits nous donnent la triste réponse à cette question. Les dirigeants communistes de l'époque, y compris Staline, avaient totalement sous-estimé l'importance du danger fasciste. Ils avaient cru que *l'aventure hitlérienne* ne serait qu'un bref interlude avant la conquête du pouvoir par le P.C. allemand. Ils n'avaient pas compris du tout les effets désastreux d'une victoire fasciste, et sur la classe ouvrière allemande et sur la situation en Europe.

Malgré la montée du danger fasciste, ils avaient en pratique saboté la politique de l'unité d'action de la classe ouvrière, en affirmant que la social-démocratie était le « danger principal », en reprenant la thèse idiote de Staline selon laquelle « social-démocratie et fascisme sont des jumeaux », la théorie du social-fascisme⁵. Trotsky et le mouvement trotskyste international mirent les communistes russes, allemands et internationaux en garde contre cette politique fautive. Ils appelèrent à la constitution d'un front unique communiste-socialiste, du sommet à la base, pour refouler l'offensive fasciste et, avec les forces ainsi cimentées, partir ensuite à l'assaut du capitalisme. Et lorsque Hitler fut nommé chancelier, et que les organisations ouvrières conservèrent encore quelques mois de répit, aucune tentative ne fut entreprise pour organiser un soulèvement anti-fasciste⁶.

25^e QUESTION : Que s'est-il passé en U.R.S.S. entre l'assas-

sinat de Kirov et la démission de Iéjov comme chef du Guépéou ?

RÉPONSE : Selon l'*Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.*, entre le 1^{er} décembre 1934 et le 1^{er} novembre 1936, au sein du P.C. de l'U.R.S.S., il n'y a qu'un seul fait qui se soit produit et qui mérite d'être rapporté : le contrôle des cartes de membre du parti (tome II, pp. 103-4). Comme l'assassin de Kirov, premier secrétaire du P.C. à Leningrad, avait la carte de membre du Parti, on décida de vérifier ces cartes afin d'expulser les éléments indignes. On commit cependant l'erreur d'expulser des éléments passifs.

C'est incroyable, mais c'est vrai : voilà tout ce que l'*Histoire* (sic) du P.C. de l'U.R.S.S. trouve à dire sur les événements quelque peu tumultueux de ces années.

Le *Précis* de 1938 était déjà un peu plus explicite. Il affirme (p. 308) que l'assassinat de Kirov avait été perpétré « par cette bande de trotskystes et de zinoviévistes réunis ». Il poursuit en déclarant que cette « bande » s'était vendue « aux services d'espionnages fascistes ». Il décrit ensuite avec complaisance les trois procès de Moscou où « ces scélérats » (les membres du fameux comité central léniniste !) avaient avoué avoir préparé l'assassinat « de tous (!) les autres dirigeants du Parti et du gouvernement » (ib. p. 308). Finalement on y explique pourquoi ces « rebuts du genre humain » (p. 327 ib.) furent exécutés, après avoir perpétré des « forfaits pendant vingt ans ».

De tout cela, aucune trace ne subsiste dans l'*Histoire* de 1959. La seule chose que celle-ci retient, c'est « la vérification des cartes de membre du Parti »...

Mais pour connaître la vérité pleine et entière sur les événements qui se sont alors produits en U.R.S.S., nous disposons aujourd'hui d'un témoin de poids : N.I. Khrouchtchev, premier secrétaire du P.C. de l'U.R.S.S., a déclaré dans son fameux rapport *secret* au XX^e Congrès du P.C., ce qui suit :

« Il a été établi que sur les 139 membres suppléants du C.C. du parti élus au 17^e Congrès, 98 personnes, soit 70 %, furent arrêtées et fusillées (la plupart en 1937-38)... C'est le même sort qu'ont subi non seulement les membres du C.C. mais aussi la majorité des délégués au 17^e Congrès du Parti. Des

1 956 délégués avec voix délibérative ou consultative, 1 108 furent arrêtés, sous l'inculpation de crimes contre-révolutionnaires, c'est-à-dire plus de la moitié. Ce fait même montre combien fantastiques et contraires au sens commun étaient les accusations de crimes contre-révolutionnaires portées, comme nous le voyons maintenant, contre la majorité des participants au 17^e Congrès (1934)... Ce fut le résultat des abus de pouvoir par Staline qui commença à recourir à la terreur de masse contre les cadres du parti. »

Dans un autre discours *secret*, Khrouchtchev a évalué à « plusieurs millions » le nombre des communistes qui ont été liquidés pendant la période 1935-1938. Mais toute cette succession de tragédies et de crimes sur une échelle colossale, qui ont abouti à la liquidation physique de la majeure partie des cadres communistes en U.R.S.S., tout cela se réduit pour les auteurs de l'*Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* à... la vérification des cartes de membre.

Il est vrai que plus loin — en dehors de tout rapport avec l'affaire Kirov ou avec les persécutions contre les oppositionnels, ou avec les procès de Moscou — l'*Histoire* mentionne « la répression de masse contre les ennemis idéologiques politiquement vaincus », dont furent également victimes « de nombreux (!) communistes et citoyens honnêtes », et des « persécutions et morts » dont furent auteurs Iéjov et Béria. Mais il ne s'agit que de deux ou trois phrases dans un passage sur *le culte de la personnalité*, lui-même intégré — on a peine à le croire, mais c'est ainsi ! — dans un long développement concernant « le renforcement de la démocratie soviétique » et « la démocratie plus grande dans le parti » !!! (tome II, pages 124-127)...

26^e QUESTION : Les *erreurs* de Staline, dues au *culte de la personnalité* fournissent-elles une explication suffisante de tous ces phénomènes déroutants ?

RÉPONSE : Successivement, nous avons examiné trois *erreurs* de Staline qui ont eu les conséquences les plus funestes pour l'Etat et la classe ouvrière soviétiques, ainsi que pour le prolétariat mondial : la collectivisation forcée, avec ses suites de misère et de semi-famine ; la politique du social-fascisme, avec l'arrivée au pouvoir de Hitler, la destruction du mouvement ouvrier organisé dans une grande partie de l'Europe, l'invasion de

l'U.R.S.S. que Staline n'avait d'ailleurs pas voulu prévoir malgré de multiples avertissements (tome II, p. 163) ; la destruction physique d'une bonne partie des cadres du P.C. soviétique par une « terreur de masse ».

Il n'est absolument pas satisfaisant, du point de vue marxiste, d'expliquer des phénomènes sociaux d'une telle envergure par un seul accident de psycho-pathologie individuelle. Comme nous l'avons déjà indiqué, des phénomènes sociaux ne peuvent avoir qu'une explication sociale. La seule explication marxiste valable du phénomène stalinien, c'est qu'une couche bureaucratique ayant des privilèges à défendre — mais jouissant de ces privilèges sur la base du mode de production né de la Révolution d'Octobre — a usurpé le pouvoir politique en U.R.S.S. et exproprié politiquement le prolétariat.

Cette thèse marxiste — défendue par Léon Trotsky et par la IV^e Internationale — permet d'expliquer à la fois les deux aspects contradictoires de la réalité soviétique des trente dernières années : le magnifique essor industriel et culturel, qui atteste l'existence d'un mode de production supérieur à celui du capitalisme ; les terribles crimes commis contre les intérêts du prolétariat soviétique et international par cette même bureaucratie soviétique. Affirmer qu'en U.R.S.S. le *socialisme a triomphé*, ou affirmer qu'il y règne un *capitalisme d'Etat* ne permet pas d'expliquer à la fois ces deux faces de la médaille soviétique.

27^e QUESTION : La bureaucratie soviétique est-elle une nouvelle classe ?

RÉPONSE : Non. Elle n'a pas de racines propres dans le processus de production ou dans la vie économique du pays ; elle n'a pas un rôle historique particulier à jouer. Il s'agit d'une excroissance parasitaire apparue dans le prolétariat soviétique, dans l'Etat ouvrier, à une époque particulière de son histoire, due à des phénomènes historiques tout à fait particuliers : l'isolement du premier Etat ouvrier, son maintien malgré le reflux temporaire de la révolution mondiale, mais son maintien dans un pays pauvre et exsangue, souffrant d'un énorme retard économique et culturel.

Aussi, pour supprimer la dégénérescence bureaucratique, il ne faut pas une révolution sociale, il ne faut pas renverser le

mode de production ou l'ordre social ; il suffit d'une révolution politique, d'un changement de forme de gouvernement, rétablissant les libertés politiques pour les prolétaires soviétiques, la démocratie interne dans le Parti, les soviets et l'Etat.

28° QUESTION : Les événements qui se sont produits en U.R.S.S. depuis la mort de Staline ne démontrent-ils pas que la bureaucratie n'est pas une couche sociale ayant des intérêts propres, des privilèges à défendre ?

RÉPONSE : Giuseppe Boffa, envoyé spécial à *l'Unità* à Moscou de 1953 à 1958, et porte-parole intelligent des thèses khrouchtchéviennes, écrit dans *le Grand Tournant — de Staline à Khrouchtchev* :

« L'accusation d'origine trotskyste et social-démocrate — puis yougoslave — qui veut que la *bureaucratie stalinienne* soit devenue une *classe nouvelle* tombe d'elle-même. Elle ne put jamais altérer en sa faveur les rapports de production. Aucun principe essentiel du communisme ne fut jamais menacé. C'est dans la nature des éléments bureaucratiques de tendre à se différencier et à se stratifier, à se détacher du peuple ! Mais cette tendance ne peut s'accorder avec la structure de la société soviétique ; elle entre en conflit ouvert avec elle. C'est ce que confirme l'histoire de ces dernières années. L'action anti-bureaucratique que mène aujourd'hui l'Union soviétique a, au travers des discours et des publications, l'accent même d'une *lutte de classe*. Cette méthode a été critiquée avec raison, car elle grossissait trop la cible. Elle montre bien cependant l'intolérance de ce peuple à l'égard de tout ce qui, de près ou de loin, semble s'attaquer à ses principes. Lénine avait remarqué que la lutte contre les phénomènes bureaucratiques s'étendait sur des dizaines d'années ; la société socialiste contient les conditions de leur défaite définitive » (p. 113 de l'édition française, Edit. Fr. Maspero).

Nous avons tenu à dessein à citer ce long texte d'un idéologue officiel des partis communistes, afin de mettre à nu les déformations et les contradictions que renferme cette idéologie.

Nous venons de rappeler que Léon Trotsky et le mouvement trotskyste n'ont jamais considéré la bureaucratie soviétique comme étant une nouvelle classe. Pour être juste, il faut ajouter que les communistes yougoslaves n'ont également pas

adopté pareille position, sauf pendant la brève période pendant laquelle Milovan Djilas exerça sur eux une influence idéologique prédominante. Quant aux sociaux-démocrates, adversaires depuis toujours de la Révolution d'Octobre et de l'Union soviétique, c'est un pur amalgame que de confondre leurs positions avec celles de tendances communistes comme les trotskystes ou les titistes.

Dans le passage de Boffa que nous venons de citer, on admet que « l'action anti-bureaucratique » menée aujourd'hui en U.R.S.S. prend l'accent même d'une *lutte de classe*, ou pour parler plus exactement, d'une lutte sociale. L'affirmation selon laquelle c'est l'Union soviétique, c'est-à-dire l'Etat lui-même qui mène cette action est contredite dans la phrase suivante, puisqu'on y affirme que « cette méthode a été critiquée avec raison ». En réalité, c'est l'Etat qui a critiqué, et ce sont des couches sociales déterminées (des jeunes, des intellectuels progressistes, des ouvriers) qui ont mené avec vigueur « l'action anti-bureaucratique ».

Mais si ces couches ont effectivement mené l'action anti-bureaucratique en tant que lutte sociale, comment pourrait-on continuer à contester qu'il s'agit effectivement d'un phénomène social, c'est-à-dire de l'apparition d'une couche de gens privilégiés ?

Reprenant la position de Lénine sur le problème de la bureaucratie, Boffa souligne à juste titre que le fondateur de l'Etat soviétique en a mis en relief le caractère complexe et de longue durée. Mais il se garde bien de reprendre les citations que nous avons reproduites ici et qui confirment que Lénine n'excluait pas la possibilité d'une dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. Faut-il rappeler que même Staline n'excluait pas cette possibilité, encore en 1925 ?

L'affirmation que la bureaucratie soviétique n'a jamais pu « altérer en sa faveur les rapports de production » semble exacte. En réalité, elle se fonde sur un malentendu. La bureaucratie n'avait aucun intérêt à « altérer » les rapports de production existants, pour la bonne raison que ceux-ci n'empêchaient guère l'éclosion et l'extension de ses privilèges. Ces privilèges sont *grosso modo* limités à la sphère de la distribution. Mais pour pouvoir s'assurer ces privilèges, la bureaucratie doit conserver la main haute sur tout le surproduit social. C'est dans

ce contrôle, à la fois arbitraire et parasitaire, du surproduit social soviétique par une couche de gens bien délimitée que réside en dernière analyse la racine de la dégénérescence bureaucratique. Cette raison n'a pas été extirpée depuis la mort de Staline ou depuis le XX^e Congrès.

Mais si elle a été un peu atténuée, l'inégalité sociale en U.R.S.S. continue à être extraordinaire pour un pays qui se proclame socialiste. Des directeurs de trusts, d'autres bureaucrates haut placés, gagnent facilement 10 à 20 fois plus qu'un ouvrier moyennement qualifié (sans parler des couches les plus mal payées, balayeurs de rue, employées de commerce, etc. dont le salaire est parfois 30 fois dépassé). La gestion des entreprises et de l'économie dans son ensemble est strictement réservée aux membres de la couche privilégiée. Il n'y a ni véritable cogestion ouvrière, ni même semblant d'un contrôle ouvrier démocratique. La masse des travailleurs n'a aucun moyen de peser collectivement sur les décisions centrales en matière de planification et de politique économique. Elle peut tout au plus protester contre les effets de cette politique sur son niveau de vie immédiat, et exercer ainsi une pression sur le gouvernement.

L'avènement de l'ère Khrouchtchev n'a pas modifié les traits fondamentaux de ce régime. La seule *démocratisation* s'est opérée au sommet de la bureaucratie, pour laquelle le Comité central est devenu un véritable petit Parlement. Encore des minorités (comme le *groupe anti-parti*) n'ont-elles pas eu la possibilité de défendre leurs thèses devant la base. Certes, de nombreuses réformes de l'ère khrouchtchévienne ont amélioré les conditions de vie et de travail des masses ; mais elles ont été concédées aux masses sous une pression croissante, au cours des années 1953-1956, pression qui a trouvé son aboutissement logique dans les révolutions polonaise et hongroise que Khrouchtchev s'est efforcé à tout prix d'éviter en U.R.S.S. Ces réformes n'attestent pas plus la disparition du régime bureaucratique en U.R.S.S. que les réformes arrachées au capitalisme en Occident depuis la montée du mouvement ouvrier n'attestent la disparition du capitalisme.

Boffa, affirmant qu'aucun principe essentiel du communisme ne fut jamais menacé, s'était contredit lui-même quelques pages plus tôt, lorsqu'il rappelle que, contrairement à l'enseignement de Lénine, les traitements élevés pour les « spécia-

listes » furent étendus aux fonctionnaires du parti et de l'Etat, violant ainsi les « règles de la Commune de Paris ».

Or, Lénine a affirmé explicitement — suivant d'ailleurs Marx — que ces traitements élevés constituent la source principale d'une « démoralisation possible » du pouvoir soviétique, de sa dégénérescence bureaucratique possible. C'est donc bien de cela qu'il s'agit en U.R.S.S., depuis la victoire de Staline.

29^e QUESTION : La politique étrangère étant le prolongement naturel de la politique intérieure, atteste-t-elle à son tour d'une dégénérescence bureaucratique en U.R.S.S. ?

RÉPONSE : Sans aucun doute. Pour ne pas remonter aux phénomènes d'avant la Seconde Guerre mondiale (défaite de la Révolution chinoise, arrivée au pouvoir de Hitler, politique de Front Populaire en France et en Espagne, etc.), nous pouvons en puiser les preuves dans les développements (fort brefs) du tome II de l'*histoire du P.C. de l'Union soviétique* concernant la politique internationale d'après-guerre de l'Union soviétique.

Ainsi, l'*histoire* mentionne bien la conquête du pouvoir par le P.C. yougoslave et le P.C. chinois, mais elle se garde de préciser que, dans les cas de ces deux seules révolutions sociales victorieuses qui se sont produites au cours et après la Seconde Guerre mondiale, ce fut Staline, ce fut le P.C. soviétique, qui déconseillèrent à Tito et à Mao-Tsé-Toung la prise du pouvoir. N'est-il pas bizarre qu'un Etat ouvrier pur, qu'un gouvernement *socialiste* freine le développement du communisme dans le monde ?

Lorsque les auteurs de l'*Histoire* traitent de la première phase d'après-guerre (pp. 230-231, tome II), ils mentionnent bien le renforcement des partis communistes français et italien, l'aggravation de la lutte de classe. Mais tout de suite ils enchaînent sur... l'offensive de la bourgeoisie et la menace de régimes fascistes et crypto-fascistes !

La question se pose : pourquoi ces partis communistes n'ont-ils pas essayé d'employer d'abord l'arme offensive, profitant de l'affaiblissement terrible du capitalisme dans leurs pays respectifs que l'*Histoire* admet ? La réponse est bien connue : au moment où le capitalisme y était le plus affaibli, les P.C. français, italien, belge, jetant par-dessus bord l'enseignement de Lénine, sont entrés dans des gouvernements de coalition bour-

geois, ont collaboré à la reconstruction de l'appareil d'Etat bourgeois (Maurice Thorez : « Un seul Etat, une seule armée, une seule police »), ont freiné les grèves, ont poussé de toutes leurs forces à la reconstruction de l'économie capitaliste. Ce n'est que lorsque cette politique criminelle eut suffisamment renforcé le capitalisme, que la bourgeoisie put passer à la contre-offensive, à partir de 1947-48, les masses ayant été démoralisées et déçues par la politique réformiste suivie par ces P.C.

Pareille politique, pourtant dictée par Moscou, peut-elle être l'émanation d'un gouvernement vraiment communiste ?

Finalement, à partir du XX^e Congrès, le P.C. de l'U.R.S.S. prône avec une force croissante qui suppose que la guerre peut être évitée sans la destruction du capitalisme, que le capitalisme peut s'effondrer sans révolution prolétarienne, que la victoire mondiale du socialisme peut être le résultat plus ou moins automatique, plus ou moins direct, du renforcement de l'économie soviétique. Pareille synthèse désarme les travailleurs, sème la passivité et le scepticisme sur les possibilités révolutionnaires du prolétariat mondial, et contrecarre en pratique des révolutions authentiques, qui ont éclaté malgré la politique des P.C., comme la Révolution algérienne.

Par ailleurs, incontestablement, le gouvernement soviétique a mené une guerre victorieuse contre l'impérialisme nazi, organisé la destruction du capitalisme (par en haut, sans révolution) dans les pays de l'Europe orientale, et favorisé l'émancipation de pays coloniaux. Mais ces deux aspects contradictoires de la politique internationale soviétique ne sont que le reflet de la nature contradictoire de la bureaucratie : elle est attachée aux formes de propriété et au mode de production nouveaux, nés de la Révolution d'Octobre, tout en constituant une force conservatrice qui exploite pour ses intérêts égoïstes ces formes nouvelles. Nous retrouvons bien ce double aspect de la bureaucratie dans sa politique internationale.

30^e QUESTION : L'Union soviétique est-elle une société sans classes, une société socialiste ?

RÉPONSE : Les auteurs de l'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique* affirment (tome II, p. 113) que les classes exploitteuses ont été supprimées en U.R.S.S. Cette affirmation est exacte. Mais il n'empêche que deux classes distinctes subsistent

dans le pays : la classe ouvrière et la classe paysanne, dont les intérêts sans être en permanence antagonistes, se heurtent souvent, et de manière violente.

La survivance de ces deux classes est due, en dernière analyse, au degré insuffisant de développement des forces productives. La survivance de la production marchande, de l'argent, du salaire, a en définitive les mêmes racines. En tant que marxistes, nous comprenons que la survivance de l'Etat est due également à cette cause. L'affirmation selon laquelle la survivance de l'Etat serait due à la nécessité d'organiser l'économie ou de défendre le pays (tome II, p. 129), est intenable du point de vue marxiste ; car ces fonctions peuvent être remplies bien plus adéquatement dans une société sans classes, par d'autres formes d'organisation sociale.

Par conséquent, l'U.R.S.S. n'a pas encore achevé la construction du socialisme d'une société sans classe ; elle se trouve encore dans une phase de transition du capitalisme au socialisme. Et au fur et à mesure que les forces productives se développeront et que le niveau culturel s'élèvera, les masses balayeront le régime bureaucratique qui est un obstacle à l'essor optimum de la société.

1. Le *précis* affirme d'une part que les *trotskyistes, zinoviévistes, boukharinistes, etc.*, d'un courant idéologique se transforment en un *ramassis contre-révolutionnaire* à partir de 1932 ; il affirme, d'autre part, qu'ils étaient des espions étrangers dès... 1918 !

2. Dans l'introduction du tome XXXVI des « Œuvres Complètes » de Lénine, il est dit :

« Par décision du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, l'Institut du marxisme-léninisme publie cinq tomes (36 à 40) en complément à la quatrième édition des Œuvres de Lénine. Le tome 36 comprend des œuvres qui figuraient dans la troisième édition, mais qui n'ont pas été incluses dans la quatrième, ainsi que des textes de Lénine publiés postérieurement [!] à la quatrième édition de ses œuvres [complètes]... »

3. Au XX^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique, Pankratova déclara :

« En présentant la réalité historique de manière non conforme à la vérité, on peut entraver les efforts de nos cadres et de nos amis à l'étranger de valoriser correctement les expériences valables de la lutte du Parti communiste de l'Union soviétique. Malheureusement, nous ne menons pas une lutte résolue contre la déviation de la manière dont Lénine jugeait les événements historiques, contre tous les éléments anti-historiques et de simplification, contre l'attitude subjectiviste envers

l'histoire, contre la modernisation [!] de l'histoire et une conception de l'histoire adaptée [!] à chaque situation donnée et purement conjoncturelle [!]. »

4. Boukharine, parlant à la 7^e session de l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste au nom de la majorité du C.C. contre l'Opposition (selon le compte rendu, il est « accueilli par de vifs applaudissements. Les délégués chantent l'Internationale »), déclara notamment :

« Quel était le plus fort argument de notre Opposition contre le comité central ? (J'ai en vue l'année 1925). Elle disait alors : les contradictions croissent outre mesure et le comité central n'est pas en état de le comprendre. Elle disait : les koulaks, qui ont accaparé presque tout l'excédent de céréales, organisent contre nous « la grève des céréales »... Or, les résultats disent le contraire. » (*Correspondance internationale*, 14 janvier 1957, 7^e année, n° 6, p. 92).

Un an plus tard, « les résultats » confirmèrent complètement ce pronostic de l'Opposition, et l'*Histoire du P.C. de l'Union soviétique* décrit, en page 54 du tome II, le même phénomène avec les mêmes termes : grève des livraisons de blé par les koulaks...

5. Voir *Ecrits*, tome III, de Léon Trotsky, en grande partie consacré à ces problèmes.

Le véritable testament de Léon Trotsky *

Celui qui ne lègue rien à la postérité ne court point le danger de voir sa succession disputée. Seul un héritage important attire les faussaires de testament, dans les romans policiers comme dans la vie politique. Qu'on ait vu ces derniers mois les organes les plus divers, du *Libertaire* anarchiste à la vulgaire feuille à sensation *France-Dimanche*, présenter des documents grossièrement falsifiés comme étant probablement ou sûrement le testament de Léon Trotsky, voilà ce qui témoigne avant tout de l'immense capital politique que représente aujourd'hui l'héritage du vieux leader révolutionnaire assassiné.

D'autre part, l'opinion publique *officielle* tente toujours d'annexer les noms glorieux des chefs les plus représentatifs du mouvement révolutionnaire dans sa lutte sordide contre ce même mouvement. Trotsky n'a pu échapper à ce sort que Marx et Lénine avaient connu avant lui. Aujourd'hui, les deux ailes de l'intelligentsia pliant sous la pression des puissances matérielles dominantes de ce moment, l'aile stalinisante et l'aile *démocratique* s'efforcent toutes les deux de se couvrir de l'autorité de Trotsky dans leur lutte contre le mouvement trotskyste international. Cette manœuvre ne peut qu'indiquer l'autorité grandissante dont jouit l'œuvre du dirigeant révolutionnaire, dominant complètement la pensée de notre époque, ainsi que le danger potentiel que représente pour les classes dominantes et leurs agents le mouvement révolutionnaire vivant, malgré sa faiblesse matérielle apparente.

* Revue Quatrième Internationale, août-septembre 1948.

Politique internationale et lutte de classe

Le socialisme scientifique part de la *lutte de classe* pour expliquer la réalité sociale et son développement historique. Trotsky nous a légué des chefs-d'œuvre d'analyses politiques précisément parce qu'il a su mettre à nu le mécanisme de la lutte de classe qui détermine en dernière analyse tous les événements tumultueux de notre époque. Historiens et journalistes petits-bourgeois ont depuis longtemps assimilé la *technique* de la méthode marxiste pour éclaircir, comme ils le disent avec une bonhomie désarmante, « tel ou tel aspect de la réalité sociale ». Mais quand il s'agit d'appliquer rigoureusement cette même méthode à *l'ensemble* de l'actualité immédiate, leur pensée se heurte invariablement à sa propre nature sociale. La Deuxième Guerre mondiale comme la Première, leur apparaît comme une lutte entre « le bien et le mal », ou, ce qui revient au même, entre « les peuples épris de paix et de liberté » et « le militarisme (totalitarisme) avide d'expansion ». Avant même d'avoir éclaté, la Troisième Guerre mondiale s'annonce déjà pour eux sous le même aspect.

Il est significatif de la profonde dégénérescence du mouvement ouvrier *officiel* que ce dernier ait lui-même abandonné le critère de la lutte de classe, non seulement dans ses jugements sur la politique internationale, mais même dans ses efforts pour justifier sa propre ligne *tactique* fort tortueuse. Si l'on veut ramener à un dénominateur commun l'interprétation actuelle de la politique par les staliniens, les sociaux-démocrates et les multiples groupes de centristes de droite ou de *gauche*, on peut dire qu'ils opèrent, comme la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, avec la notion de la *lutte entre puissances* déterminant et dominant les conflits sociaux¹. Pour les staliniens, les progrès des *forces progressives* se mesurent essentiellement par l'expansion territoriale, stratégique et économique de l'U.R.S.S. et de son *glacis*. Les sociaux-démocrates appliquent *grosso modo* le théorème renversé : les progrès de la *démocratie* se mesurent par le recul du *totalitarisme stalinien*. Il faut admettre que les staliniens appliquent leur théorème avec plus de suite dans les idées ; en outre, ils ne souffrent pas autant que les sociaux-démocrates d'une mauvaise conscience chronique. En pratique

cependant, la différence est négligeable. Ces deux forces politiques essentielles du mouvement ouvrier actuel présentent les luttes sociales dans le monde comme fonction du progrès ou du recul du parti « américain » ou du parti « russe ». Les différentes variétés de centristes appliquent des critères identiques et si certaines d'entre elles s'abstiennent de choisir leurs positions en fonction de ce critère, c'est le plus souvent, comme dans le cas des shachtmanistes ** parce qu'ils considèrent le camp de la démocratie impérialiste « inefficace » face à la « menace stalinienne ».

Suivant les exemples que Trotsky lui a laissés, la IV^e Internationale aborde de façon fondamentalement différente l'analyse de la politique internationale. Pour elle, ce sont les contradictions sociales qui déterminent en dernière instance les contradictions internationales et non le contraire. Les grandes puissances elles-mêmes, traitées comme des entités par l'opinion publique officielle et par la longue traînée de ses suiveurs dans le mouvement ouvrier, loin de faire une politique déterminée par la *soif du pouvoir*, apparaissent comme mues par des contradictions internes inhérentes à leur système social. L'expansionnisme impérialiste des Etats-Unis comme l'expansionnisme stalinien de l'U.R.S.S. sont pour elle des indices de la *crise sociale* qui ébranle ces systèmes. Dans la plupart des pays du monde les contradictions sociales, ayant atteint un degré d'exacerbation inconnu dans le passé, précipitent des crises politiques constantes sur lesquelles *se greffent* les contradictions internationales sans jamais enlever à celles-là leur caractère prédominant.

Deux méthodes d'analyse fondamentalement différentes s'éprouvent à travers les résultats opposés auxquels elles aboutissent. Partant de critères formels, superficiels et formalistes, la meute des journalistes petits-bourgeois, considéra, en 1940, la guerre de Finlande comme une preuve de l'affermissement de l'alliance entre Hitler et Staline : le « front unique international des agresseurs » s'était consolidé, semblait-il, sur les champs de neige ensanglantés. Sur la base de l'analyse correcte que Trotsky fit de ces événements, il n'était pas difficile de

** Partisans de Shachtman qui rompirent avec le S.W.P., section américaine de la IV^e Internationale, refusant de soutenir l'U.R.S.S. contre Hitler au début de la Deuxième Guerre mondiale.

tirer la conclusion diamétralement opposée : que l'invasion de la Finlande était un réflexe de défense de Staline devant sa peur d'une attaque hitlérienne. Les événements qui ont suivi n'ont plus laissé de doute quant à la validité de cette seconde conclusion. Nous venons aujourd'hui de vivre une expérience similaire. Le *coup de Prague* constituait pour les stalinophobes professionnels la preuve *définitive* de la stabilisation du stalinisme, de sa poussée vers la domination mondiale, de l'approche de la guerre, etc. Nous n'avons pas cessé un seul instant d'opposer à ce pronostic impressionniste une perspective basée sur une analyse des forces sociales en jeu : les efforts de la bureaucratie stalinienne pour *stabiliser* son glacis n'étaient qu'une étape vers la conclusion d'un compromis avec Wall Street : ce compromis était absolument inévitable pour Staline de par sa faiblesse interne, de par les contradictions qui déchiraient la bureaucratie stalinienne. Aujourd'hui, de nouveau, personne ne peut plus douter quelle méthode s'est avérée exacte d'après les résultats obtenus.

La poussée instinctivement révolutionnaire du prolétariat

Trotsky ne nous a pas seulement transmis la méthode marxiste, appliquée de main de maître, aux problèmes de notre temps. Il nous a également laissé le résultat fondamental de cette analyse, une *caractéristique fondamentale de notre époque* : la contradiction entre la poussée instinctivement révolutionnaire du prolétariat et le caractère profondément et ouvertement contre-révolutionnaire de sa direction traditionnelle.

D'innombrables critiques, reflétant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel politique, ont soumis cette thèse centrale de Trotsky et du programme de la IV^e Internationale, à une critique violente depuis la fin de la guerre.

Prenons d'abord le second terme de cette thèse. Stalino-philés (*Bataille Socialiste* en France, Nenni en Italie, etc.), d'un côté, stalinophobes de l'autre (centristes du genre Marceau Pivert, schachtmanistes, ultra-gauches de différentes espèces, anarchistes, etc.), s'efforcent tous les deux de démontrer à la lumière des événements d'après-guerre, l'action *révolutionnaire* de la direction stalinienne par rapport à la bourgeoisie — les

uns en lui donnant un caractère progressif, les autres en caractérisant cette révolution comme barbare et réactionnaire (la notion d'une *révolution réactionnaire* ne représente aucune contradiction pour eux). Une analyse tant soit peu sérieuse des événements nous permet de juger cette critique à sa juste valeur. Jamais dans l'histoire du capitalisme celui-ci ne s'est trouvé si près de son écroulement complet sur les trois quarts du globe, que durant les mois cruciaux de 1944-45. Jamais aucun mouvement politique, y compris le fascisme, n'a à ce point contribué objectivement à empêcher cet écroulement comme le stalinisme à ces moments-là. Si l'on contemple l'incroyable degré de décomposition qui caractérise encore aujourd'hui, trois ans plus tard, la plupart des pays capitalistes, on comprend que Roosevelt a agi en dirigeant conscient de sa classe en passant à Téhéran et à Yalta l'accord avec Staline qui permit la liquidation à froid de la guerre mondiale. Que la bureaucratie stalinienne ait demandé et obtenu une *compensation* pour ce formidable service qu'elle rendit à l'impérialisme, qui peut s'en étonner ? Nous n'avons jamais décrit la bureaucratie soviétique, pas plus d'ailleurs que la bureaucratie réformiste, comme des serviteurs altruistes ou idéologiques de l'impérialisme. Que cette *compensation* qui prenait la forme de privilèges à l'intérieur de l'appareil d'état bourgeois pour la bureaucratie réformiste, ait pris pour la bureaucratie stalinienne, de par sa nature sociale, la forme d'une expansion territoriale ou de *zone d'influence*, il n'y a là non plus rien d'extraordinaire. Qu'à l'étape suivante l'impérialisme désire s'emparer de nouveau des positions qu'il a dû abandonner précédemment pour *sauver l'essentiel*, cela non plus ne représente nullement un phénomène imprévu. On peut retourner la question comme on veut, sur le plan *mondial* le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme est plus apparent que le caractère contre-révolutionnaire de la social-démocratie allemande ne l'a jamais été après 1918.

Sur le premier terme de la thèse trotskyste nous nous heurtons également à une critique symétrique de la part des agents staliniens et des stalinophobes les plus hystériques. Les premiers, pour justifier la politique stalinienne, nous expliquent « que le prolétariat est entraîné dans la décomposition du capitalisme » ; que sa composition sociale s'étant modifiée, il ne peut plus triompher sans l'appui de toutes les classes moyennes ;

que pour cette raison (?) la stratégie léniniste n'est plus applicable, et qu'il faut appliquer la tactique de la « démocratie nouvelle », etc.². Les autres, pour expliquer la base de masse dont le mouvement stalinien continue à jouir dans la plupart des pays, affirment « que le recul de la conscience ouvrière » se reflète dans « l'incompréhension » des travailleurs devant le phénomène stalinien. Les uns comme les autres considèrent la thèse trotskyste comme infirmée par les événements « parce que la répétition sur grande échelle d'Octobre 1917 ne s'est pas produite ».

En réalité, Trotsky n'a jamais prédit des *victoires* prolétaires comme résultat de la guerre ; moins encore a-t-il prédit la possibilité pour le prolétariat de se libérer de sa direction traditionnelle dès le début de la vague révolutionnaire d'après-guerre. Au contraire, dans ses derniers écrits en particulier, il a maintes fois répété qu'indubitablement, la première vague révolutionnaire serait dirigée encore par les staliniens. Nous retrouvons cette prédiction clairement formulée dans son dernier article, resté inachevé et publié dans le numéro d'octobre 1940 de la revue *Fourth International*, en tant que traduction littérale d'un texte enregistré en russe au dictaphone :

« Les staliniens ne se placeront-ils pas à la tête d'une « nouvelle vague révolutionnaire et ne pourront-ils pas la « ruiner comme ils l'ont fait en Espagne et avant cela en Chine ? « Il n'est pas du tout permis de considérer pareille possibilité « comme exclue, par exemple en France. La première vague « de la révolution a souvent, ou plus exactement, toujours, « conduit à l'apogée ces partis de *gauche* qui ne s'étaient pas « encore complètement discrédités durant la période précédente « et qui ont une imposante tradition politique derrière eux, « etc. »

Loin donc de s'opposer au *schéma* de Trotsky, les événements qui se sont déroulés depuis 1943 ont confirmé la poussée instinctivement révolutionnaire des travailleurs, malgré la présence des dirigeants staliniens qui ont condamné cette première vague d'efforts révolutionnaires à l'échec. L'argument selon lequel le fait que les ouvriers ont suivi leur direction stalinienne prouve que leur poussée n'était pas révolutionnaire, est un simple jeu de mots. Il est évident que la poussée *instinctivement révolutionnaire* du prolétariat s'oppose à la prostration de la

classe et ne s'identifie nullement avec une poussée *consciemment* révolutionnaire. Nous avons précisément porté le poids essentiel de nos arguments sur la prédiction que, *malgré* le fait que les ouvriers suivraient encore leur direction traditionnelle, ils feraient des actes *objectivement* révolutionnaires : des efforts de prendre en main les usines et le pouvoir. Piètre révolutionnaire que celui qui se laisse égarer par la *forme* de l'action des masses et qui ne reconnaît pas la poussée instinctivement révolutionnaire des masses dans la lutte des partisans yougoslaves et grecs avec leurs comités, leur système de distribution égalitaire, leur combat farouche contre la propre bourgeoisie ; dans la commune de Varsovie et ses décisions sur la milice ouvrière et le contrôle ouvrier ; dans le mouvement des masses en France et en Italie, avec l'armement des travailleurs et l'occupation des usines ; dans les mouvements puissants en Extrême-Orient, l'insurrection de la flotte aux Indes, les comités en Indochine, Indonésie, Corée et ailleurs, partout accompagnés d'un armement des masses. Et qui ne saisit pas cette poussée dans la magnifique action que les travailleurs italiens viennent de déclencher — horreur ! pour la défense d'un chef stalinien pour lequel, d'après les conseils des plus *malins* de nos critiques, il ne faudrait pas tendre le petit doigt... — en occupant les usines, prenant les bourgeois comme otages, élisant de véritables soviets, occupant gares et postes d'émission, d'une façon totalement spontanée, sans aucun *chef d'orchestre* d'où qu'il vienne ? Que toute la période dans laquelle nous sommes entrés avec la fin de la Seconde Guerre mondiale est une période qui se caractérise par cette poussée du prolétariat, voilà ce qui permet d'envisager la possibilité objective de la construction du parti révolutionnaire en tant que nouvelle direction des travailleurs. C'est en réalité dans cette conclusion que se résume la thèse de Trotsky.

Le fameux « dilemme » de Trotsky

C'est ici que nos adversaires et critiques de toute couleur reviennent à la charge en rangs serrés pour opposer à cette conclusion la célèbre citation de Trotsky, utilisée également par les faussaires du Guépéou :

« Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fer-

mement, une révolution prolétarienne, celle-ci doit inévitablement mener au renversement de la bureaucratie en U.R.S.S. et à la régénérescence de la démocratie soviétique à un niveau économique et culturel infiniment plus élevé qu'en 1918. Dans ce cas, la question de savoir si la bureaucratie stalinienne est une *classe* ou une excroissance de l'Etat ouvrier sera automatiquement résolue. Pour toute personne, il deviendra clair que dans le processus du développement de la révolution mondiale, la bureaucratie soviétique ne fut qu'une chute épisodique.

« Si cependant il est admis que la guerre actuelle ne provoquerait pas la révolution mais le déclin du prolétariat, alors il reste aussi une autre alternative : un nouveau déclin du capitalisme monopoliste, sa fusion plus intime avec l'Etat et le remplacement de la démocratie, partout où elle existe encore, par un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat à prendre en ses mains la direction de la société pourrait effectivement conduire sous ces conditions à la croissance d'une nouvelle classe exploiteuse à partir de la bureaucratie bonapartiste fasciste. Cela serait d'après toutes les indications un régime de décadence, indiquant le déclin de la civilisation. »

Pour bien comprendre le sens de cette citation, il faut y ajouter l'explication que Trotsky en a donné lui-même dans son article : *Encore et toujours sur la nature de l'U.R.S.S.* :

« Je me suis efforcé de démontrer dans mon article « *L'U.R.S.S. en guerre*, que la perspective d'une société d'exploitation, non ouvrière et non bourgeoise, ou *collectivisme bureaucratique*, est la perspective de défaite et de déclin « complet du prolétariat international... »

En d'autres termes, Trotsky précise dans cette seconde citation, que ce qu'il a posé dans la première, ce n'est pas un *pronostic* à court ou long terme, mais une *hypothèse historique* qu'il faut comprendre de cette façon : ou bien le prolétariat prouvera sa poussée instinctivement révolutionnaire, et alors s'ouvrira une période de luttes révolutionnaires dans laquelle de nouvelles directions révolutionnaires pourront se forger, ou bien il restera passif et se laissera réduire en esclavage, et alors il faut revoir l'ensemble de l'analyse marxiste du capitalisme, etc.

Pour nous, il ne fait aucun doute que cette analyse s'est prouvée complètement valable à la lumière des événements.

Gilles Martinet, le théoricien de la capitulation devant le stalinisme en juge autrement. Pour lui, admettre la « possibilité théorique » du collectivisme bureaucratique constitue déjà une révision du marxisme et fait de Trotsky en quelque sorte, le père spirituel de Burnham. Martinet ne se rend pas compte que son objection s'attaque non pas à Trotsky, mais à Marx qui a posé, le premier, le dilemme *socialisme ou barbarie*. Le contenu de la citation de Trotsky n'est rien d'autre qu'une précision de ce vieux dilemme de Marx. Etant donné que le capitalisme se trouve en pleine décomposition et que le socialisme ne peut être instauré qu'à travers l'action révolutionnaire du prolétariat, Trotsky pose, tout à fait correctement, que si le prolétariat restait passif pendant toute une période historique la barbarie triompherait. Il ajoute : nous aurons bientôt l'occasion de vérifier ce dilemme apparent ; nous verrons si le prolétariat restera passif à la fin de la guerre, etc. Pour tout homme de bonne foi il est clair que Trotsky basait sa perspective sur une confiance entière dans les capacités de lutte révolutionnaire du prolétariat, confiance qui s'est entièrement justifiée. Martinet, par contre, qui a perdu confiance dans ces capacités, contre toute évidence, s'efforce de démontrer que la bureaucratie est une étape nécessaire vers... le socialisme. Après avoir ainsi justifié politiquement le rôle de la bureaucratie, il retourne cette accusation contre Trotsky de la façon typiquement casuiste dont usent les jésuites, quand ils découvrent une *justification* de la religion dans un dilemme scientifique du genre : ou bien nous réussirons à la longue à produire la matière vivante dans le laboratoire, ou bien nous devons admettre que des forces supra-naturelles interviennent dans sa production.

Fidèlement symétrique à la critique stalinophile se présente de nouveau la critique des stalinophobes. Pour eux, la citation de Trotsky « enferme » les possibilités révolutionnaires du prolétariat dans les limites du capitalisme. C'est ce que nous explique Hal Draper dans le numéro de décembre 1947 de la revue *New International*. D'après cet auteur, la tendance vers le socialisme a existé sous une forme utopique avant l'existence du capitalisme. Sous le capitalisme, cette tendance a reçu sa forme scientifique. Nous avons toute raison d'assurer qu'elle garderait cette même forme dans une nouvelle société d'exploitation — *le collectivisme bureaucratique* — conclut l'auteur, car il

s'agirait là de lutter pour la démocratie politique, et les moyens de production étant concentrés entre les mains de l'Etat, la conquête de l'Etat par les masses signifierait la révolution socialiste. Nous avons peine à croire que l'auteur de cette nouvelle théorie continue à se revendiquer du marxisme. Comme c'était le cas avec Martinet, son reproche à l'adresse de Trotsky s'adresse en réalité à Marx et au *Manifeste Communiste*. Toute la théorie marxiste est basée sur le fait que le capitalisme prépare les conditions objectives et subjectives pour le socialisme. La destruction du capitalisme dans une société barbare d'un type nouveau ne peut être conçue qu'en tant que destruction de ces prémices. Ce serait un régime de déclin de la civilisation, de stagnation et décomposition des forces productives, de dépérissement des masses en tant qu'esclaves totalitaires, sans doute de plus en plus rejetés du processus de production. Il est évident que si l'on part de l'hypothèse que le prolétariat s'avérera incapable de profiter de la décomposition du capitalisme, pour instaurer le socialisme, alors que les meilleures conditions pour résoudre cette tâche sont réunies, compter sur la capacité des éventuels esclaves totalitaires pour construire une société sans classe devient une utopie complète.

Ces raisonnements peuvent sembler de peu d'intérêt au lecteur. Cependant, ils impliquent non seulement un jugement de la plus grande importance sur les perspectives d'avenir de l'humanité, mais également un jugement définitif sur l'activité des révolutionnaires. Il est évident qu'aussi bien Martinet que Draper comptent avec la possibilité (pour ne pas dire la probabilité) que le capitalisme disparaîtra sans qu'une révolution prolétarienne ne lui ait donné le coup de grâce. Martinet place le signe + devant le nouveau régime. Draper le signe —. Tous les deux sont ainsi forcés de réviser les bases fondamentales du socialisme scientifique. Et pour achever ce parallélisme vraiment remarquable, Martinet et Draper terminent leur *critique* par un effort de ridiculiser ce qu'ils appellent notre « foi » dans le prolétariat. Leur propre perspective est contenue dans l'espoir parfaitement vain que la bureaucratie abandonnera un beau jour ses privilèges « quand la société sera mûre pour le socialisme intégral » ou que « le merveilleux rêve socialiste » ne s'éteindra pas dans la société d'esclaves.

La nature sociale du stalinisme

Nous nous sommes heurtés jusqu'à ce point, constamment au problème du stalinisme. Qui s'en étonnerait ? Si tous nos critiques, des faussaires du Guépéou jusqu'aux vertueux moralistes du *Libertaire*, rattachent tous nos péchés au péché originel de notre *position sur la question russe*, la logique comme l'expérience nous justifient bien davantage à leur renvoyer la thèse opposée : c'est parce qu'ils ont cessé depuis longtemps de baser leur politique quotidienne concrète sur la capacité révolutionnaire intacte du prolétariat mondial, qu'ils peuvent s'adonner à cœur joie à la gymnastique gratuite de leurs différentes *théories* sur la question russe !

Pour qu'un programme soit cohérent, il faut que chacune de ses parties puisse reconduire au critère fondamental. Le critère de classe appliqué à la politique internationale ne permet pas de nier le fait que dans la plupart des pays européens et asiatiques les aspirations révolutionnaires du prolétariat se sont traduites par leur adhésion au mouvement stalinien. L'attitude de l'avant-garde révolutionnaire envers ce mouvement doit donc refléter ce fait contradictoire que les deux tendances fondamentales de notre époque, la poussée instinctivement révolutionnaire du prolétariat et la politique ouvertement contre-révolutionnaire de sa direction, se sont, pour ainsi dire, concentrées pendant toute une époque à l'intérieur des mêmes partis. Ce phénomène perd son caractère étrange et paradoxal à partir du moment où l'on considère le stalinisme comme le reflet de la réalité russe actuelle qui, elle-même, combine les produits de la révolution la plus audacieuse de l'histoire avec ceux de la contre-révolution la plus abjecte. La contradiction que nos adversaires s'efforcent donc de découvrir entre notre caractérisation du stalinisme et nos perspectives révolutionnaires est une contradiction matérielle, objective, qui vit dans les événements de ce temps, et qu'on s'efforcerait en vain de faire disparaître en la niant en paroles.

Si, d'autre part, l'on considère le stalinisme comme une force sociale étrangère au prolétariat — représentant l'ancienne ou une hypothétique nouvelle classe dominante — on ne peut échapper à la conclusion que *l'incompréhension* du prolétariat mondial devant cette force sociale *ennemie* représenterait un

indice grave d'une dégénérescence de cette classe. C'est pourquoi la position de nos adversaires et critiques ne manque pas, elle aussi, de logique, fût-ce de la logique du découragement et de la prostration. On ne peut combiner une analyse sociale du stalinisme avec la compréhension de la poussée instinctivement révolutionnaire du prolétariat que si l'on part de l'hypothèse que la bureaucratie soviétique n'a pas encore tranché le cordon ombilical qui la relie à la classe ouvrière. Quelque repoussante que cette hypothèse paraisse face aux crimes monstrueux du stalinisme, elle reste pourtant la seule qui soit compatible à la fois avec les données générales de la théorie marxiste et avec les données sociologiques, politiques et idéologiques du phénomène stalinien. C'est là, d'ailleurs, que se précise également sur le plan IDÉOLOGIQUE la contradiction fondamentale inhérente au stalinisme.

Aussi longtemps que celui-ci se basera sur une FALSIFICATION du léninisme, aucune force matérielle au monde ne pourra empêcher les meilleurs militants communistes de la jeunesse de saisir la nature VÉRITABLE du léninisme et de rompre avec Staline. C'est une expérience qui se répète tous les jours, aussi bien dans les pays où les P.C. possèdent une large base de masse que dans ceux où le stalinisme est pour le moment l'idéologie officielle. Ce n'est pas par hasard que dans ces pays-ci, la lutte contre le trotskysme, pourtant le plus souvent inexistant comme force organisée, est mise à l'ordre du jour permanent dans toutes les écoles de cadre staliniennes ! L'histoire du jeune P.C. albanais, que nous publierons bientôt en apportera une nouvelle preuve. Elle montre comment vingt ans après la victoire de Staline, dans un pays complètement dénué de tradition marxiste, dans des conditions de contrôle militaire de l'appareil stalinien, toute une génération de jeunes leaders communistes est amenée sur la base de son instinct de classe et de l'enseignement marxiste falsifié, reçu de l'école stalinienne elle-même, à une rupture complète avec la politique et les méthodes d'organisation du stalinisme. « A ce moment on nous accusait de trotskysme », nous a dit un des leurs qui vient de rejoindre les rangs de la IV^e Internationale. « Nous qui ignorions ce que c'est que le trotskysme, nous avons protesté violemment. Aujourd'hui, j'ai compris qu'à ce moment-là, nous étions effectivement des trotskystes sans le savoir... »

Comment ces paroles ne nous rempliraient-elles pas de confiance dans le sort de notre mouvement ! Oui, le stalinisme distille fatalement des *déviations trotskystes* aussi longtemps qu'il ne rompt pas intégralement avec des militants ouvriers, avec la tradition ouvrière, avec la terminologie et les écrits de base du marxisme. Au moment de notre Congrès Mondial *, nos critiques arrêterent le chronomètre de l'histoire et déclarèrent que « les prévisions de Trotsky quant à l'instabilité de la bureaucratie se sont avérées fausses ». Trois mois après, l'affaire Tito rend une justice éclatante à la profonde analyse que Trotsky a fait des forces centrifuges dans la bureaucratie. La lourde dalle totalitaire cache encore au monde le puissant processus de désaffection de la jeune avant-garde communiste russe par rapport au stalinisme. Les amateurs des dates fixées feront cependant bien de comprendre le sens de la leçon que les événements viennent de leur enseigner. Qu'il soit proche ou plus lointain, le jour viendra où la vérité éclatera également au sujet de la fermentation politique accentuée au sein de l'avant-garde ouvrière russe. Ce jour-là, des milliers de jeunes communistes russes s'avèreront être des « trotskystes sans le savoir ».

La construction du parti révolutionnaire

L'héritage idéologique que Trotsky nous a laissé paraît ainsi comme un tout cohérent, ou s'entrepénètrent inséparablement la conscience lucide des tendances décomposantes de la société contemporaine, la définition objective des forces révolutionnaires qui, seules, peuvent renverser le cours de l'humanité vers la barbarie en une ascension vers le socialisme, l'étude scientifique des conditions subjectives nécessaires pour la victoire révolutionnaire, dont fait partie la compréhension de la nature exacte de la direction traître du prolétariat. Mais l'ensemble monumental de ces conceptions n'a jamais été autre chose pour Trotsky qu'un moyen pour faciliter L'ACTION révolutionnaire, pour lui donner des objectifs clairs et historiquement justifiés. Rien n'est aussi étranger à Trotsky comme au trotskysme que le fatalisme, l'abstentionnisme politique ou la passivité. Aussi bien dans le cas de la grossière falsification du

* II^e congrès mondial de la IV^e Internationale tenu en avril-mai 1948.

Guépéou que dans celui de l'interprétation plus subtile de Martinet ou des shachtmanistes des idées de Trotsky, l'esprit qu'on veut lui imputer s'avère de prime abord un faux parce qu'il reflète la profonde démoralisation de ses véritables auteurs, en contradiction complète avec l'inébranlable SANTÉ RÉVOLUTIONNAIRE dont Trotsky a fait preuve jusqu'au dernier souffle de sa vie.

Ici réapparaît notre vieille connaissance, l'homme au chronomètre mystérieusement synchronisé avec le mouvement de l'histoire, pour nous démontrer, preuves à l'appui, que nous aurions échoué dans cette tâche de construction. Il a attendu des résultats spectaculaires que Trotsky, que nous tous lui avons annoncés dans un délai trop limité, et maintenant il est déçu. Avec lui se présente tout l'essaim des mouches du coche, dont chacune bourdonne à nos oreilles l'exposé de sa propre panacée particulière pour résoudre ce problème crucial. Il y a 15 ans, il y avait les gens du « Sex-Bel » qu'on a oubliés aujourd'hui. Maintenant, il y a nos amis de l'A.S.R. qui nous expliquent qu'il faut temporairement mettre de côté le programme *intégral* et nous dissoudre dans un mouvement centriste plus large (d'ailleurs inexistant) ; Martinet, qui nous enseigne les finesses de la politique du « Front Populaire » comme voie d'issue ; les shachtmanistes qui nous appellent à « rassembler toutes les forces socialistes non-réformistes et anti-staliniennes » à travers une tactique d'entrisme universel ; et les plus naïfs qui expliquent avec sincérité qu'il suffira de modifier notre position sur la question russe pour obtenir des résultats positifs. Le malheur de nos bons conseillers, c'est qu'ils ont eux-mêmes essayé de construire des partis à leur façon et ont lamentablement échoué.

Pour juger correctement ce qui a été atteint, il faut abandonner tout critère de temps à la mesure d'une vie humaine dans le jugement des périodes historiques. Nous avons l'habitude de parler de la « croissance organique » du mouvement social-démocrate à la fin du XIX^e siècle. Cependant, près de 15 années s'écoulèrent entre l'effondrement de l'Association des Communistes de Marx et la construction de l'Association générale des travailleurs allemands de Lassalle. La résurrection du mouvement ouvrier français en tant que force organisée ne vint que vingt ans après la chute de la Commune.

A son tour, la résurrection du mouvement révolutionnaire après 1914 prend aujourd'hui, à la lumière de l'histoire, une forme bien différente de ce qu'elle parut aux contemporains. En réalité, les masses qui affluèrent vers les sections de la III^e Internationale étaient des masses INSTINCTIVEMENT RÉVOLUTIONNAIRES, dont le degré de CONSCIENCE COMMUNISTE ne différait que quantitativement de celui d'aujourd'hui. La direction de ces partis était, dans le meilleur des cas, une direction centriste au sein de laquelle le nombre des éléments véritablement bolchéviques était sans doute inférieur à celui des militants actuels de la IV^e Internationale. Aussi, la fusion opérée un moment PAR LA RÉVOLUTION RUSSE entre l'avant-garde révolutionnaire internationale et les larges masses n'était-elle, somme toute, qu'une fusion APPARENTE. Les années suivantes en ont donné la preuve irréfutable. Il fallut recommencer, définir à nouveau le programme, éduquer de nouveaux cadres, pénétrer de nouveau dans les masses, et cela dans une période de profonde réaction. Qui peut s'étonner que cette tâche exige plus de temps pour sa solution qu'on ne l'avait escompté il y a deux décades ?

En 1939, au commencement de la guerre, notre mouvement était réduit dans tous les pays, à une ou deux exceptions près, à de petits groupes isolés d'intellectuels, émigrés ou illégaux, ou dans le meilleur des cas semi-actifs. Aujourd'hui, nous pouvons nous rendre compte du progrès qui a été réalisé depuis lors. Il ne se chiffre pas par un nombre sensationnel d'adhérents. Mais il se concrétise en Angleterre, en Chine et dans de multiples pays d'Amérique latine, où, après des années de désarroi, notre mouvement a changé sa vieille peau pour une nouvelle, a liquidé les cercles fermés et les groupements d'intellectuels dilettantes, a pénétré dans les syndicats et les usines, a effectivement commencé à regrouper l'avant-garde des TRAVAILLEURS sur l'échelle modeste où ce travail est possible dans les conditions existant dans ces pays. Il se concrétise en France et en Italie par la jeune génération de DIRIGEANTS OUVRIERS TROTSKYSTES qui monte, la première de son genre depuis l'origine de notre mouvement. Il se concrétise, aux Indes et aux Etats-Unis où les cadres trotskystes ayant des années d'expérience de luttes sont devenus de véritables leaders de masse dans des secteurs déterminés. Partout notre

mouvement est maintenant ancré dans sa classe, il se développe avec elle, son destin se confond avec celui du prolétariat qu'il finira par conduire vers sa destinée historique. C'est un chemin plus long que celui escompté, mais c'est le seul chemin possible. C'est là le véritable testament de Trotsky : que tout au long de notre époque secouée par des crises révolutionnaires, les jeunes cadres de la IV^e Internationale doivent trouver à travers de multiples et successives expériences de lutte la voie vers la pénétration et la conquête des masses. Et ce testament, nous avons commencé à l'exécuter.

1^{er} août 1948.

1. Il n'est pas sans intérêt de noter que *la guerre civile d'Espagne* a été une première occasion où cette modification profonde dans la méthode de jugement du mouvement ouvrier *officiel* s'est vérifiée. Pour les staliniens et les sociaux-démocrates, il ny avait pas de guerre civile mais bien « la guerre de défense du peuple espagnol contre les agresseurs fascistes ». Les ultra-gauches considéraient de leur côté cette guerre comme « la répétition générale de la guerre impérialiste, les deux camps représentant les deux futurs camps de la guerre mondiale ». Notre mouvement contraire analysait les événements comme l'expression de la guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie espagnole, n'accordant tout à fait correctement au facteur de *l'intervention étrangère* qu'une importance tout à fait secondaire.

2. Voir par exemple l'article *De Trotsky à Burnham*, par Gilles Martinet, dans la *Revue Internationale*.

VI

Le marxisme de Trotsky

1. CRITIQUE D'UNE CRITIQUE *

La critique par Nicolas Krasso de la pensée et des activités politiques de Trotsky offre une bonne occasion de démêler certaines conceptions erronées et certains préjugés qui hantent encore bon nombre d'intellectuels de gauche non alignés. Les racines de ces fausses conceptions sont faciles à trouver. L'aveu et la dénonciation publiques des pires crimes de Staline par les dirigeants soviétiques d'aujourd'hui ne s'accompagnent, en aucune façon, de l'adoption de la politique pour laquelle Trotsky lutta durant les quinze dernières années de sa vie. Ni dans l'organisation interne des pays « socialistes », ni dans leur politique internationale (à la seule exception de Cuba), les dirigeants de ces pays ne sont revenus aux principes de la démocratie soviétique et de l'internationalisme révolutionnaire que Trotsky défendait.

Pourtant, historiquement, le fait que Staline a été débouloonné de son piédestal et que maintes accusations lancées contre lui par Trotsky sont à présent reconnues comme vraies constitue une formidable revanche historique pour celui qu'un agent de Staline a assassiné, le 20 août 1940, à Coyoacan.

Tous ceux qui restent en dehors de la lutte pour faire enfin triompher le programme de Trotsky — sa revanche politique complète — essaieront par conséquent de justifier leur abstention par les défauts, les erreurs et les faiblesses de ce

* *Les Temps modernes*, n° 277-78, 1969.

programme. Ce faisant, ils ne répéteront pas les grossières exagérations et falsifications forgées par les staliniens des années trente, quarante et cinquante : Trotsky aurait été un *contre-révolutionnaire* et un *agent de l'impérialisme* ; il aurait souhaité ou, du moins, favorisé objectivement la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Ils devront ainsi se rabattre sur les arguments avancés par les adversaires plus raffinés et plus intelligents qui reprochaient à Trotsky, au cours des années vingt, d'être en réalité un *non-bolchévik*, un *social-démocrate de gauche* qui n'avait rien compris aux particularités de la Russie, à la subtilité de la théorie léniniste de l'organisation ou à la dialectique complexe de la lutte prolétarienne à l'Ouest et à l'Est. Voilà exactement ce que Krasso est en train de faire.

. — Classes, partis et autonomie des institutions politiques.

La thèse centrale de Krasso est simple : le péché capital de Trotsky serait son manque de compréhension du rôle d'un parti révolutionnaire ; il aurait cru que les forces sociales pouvaient directement, immédiatement, façonner l'histoire ; qu'elles étaient transportables telles quelles en organisations politiques. Cela l'aurait empêché à jamais de comprendre la théorie léniniste de l'organisation et l'aurait amené à un *sociologisme* grossier et au volontarisme. Son éviction du bolchévisme en 1904, son rôle dans la révolution d'Octobre, la création de l'Armée rouge, sa défaite dans les luttes internes du parti de 1923-1927, sa conception de l'histoire et sa « vaine tentative » de bâtir la IV^e Internationale, tout est conditionné par le sociologisme et le volontarisme. Le marxisme de Trotsky, selon Krasso, « forme une unité cohérente et caractéristique de la prime jeunesse à la vieillesse ».

Personne ne contestera que Trotsky a rejeté l'essentiel de la théorie de l'organisation de Lénine avant 1917¹. Nous n'allons pas contester que le parti, l'idéologie et la psychologie des classes sociales peuvent acquérir un certain degré d'autonomie dans le processus historique, ni que le marxisme, pour citer Krasso (et pas seulement le marxisme-léninisme, mais toutes les autres interprétations fidèles de la doctrine de Marx),

« est bien défini par la notion d'une totalité complexe dans laquelle tous les niveaux — l'économique, le social, le politique et l'idéologique — sont toujours opérationnels et se relaient en tant que foyer principal des contradictions ». Mais c'est là une base très pauvre pour justifier la thèse de Krasso. Quand nous essayons d'analyser la véritable pensée de Trotsky et son développement sur près de quarante années, nous nous heurtons à chaque pas à l'insuffisance et à l'infidélité du tableau brossé par Krasso.

Tout d'abord, il est faux de dire que, en rejetant la théorie léniniste de l'organisation, Trotsky ait emprunté son propre modèle au parti social-démocrate, au S.P.D. allemand — en tant que « parti englobant la classe ouvrière tout entière ». Historiquement, il serait beaucoup plus exact de soutenir le contraire, en montrant que la théorie léniniste de l'organisation a été empruntée en grande partie aux théoriciens de la social-démocratie allemande et autrichienne, Kautsky et Adler². L'opposition injustifiée de Trotsky à la théorie de Lénine était fondée sur sa méfiance à l'égard de l'appareil social-démocrate occidental, considéré comme essentiellement conservateur. Krasso lui-même admet, quelques pages plus loin, que Trotsky, en 1905 déjà, avait une attitude plus critique que Lénine envers la social-démocratie occidentale. Comment aurait-il pu calquer son idée du Parti sur cette social-démocratie³ ?

En second lieu, il est complètement faux d'insinuer que Trotsky continua de méconnaître ou de rejeter la théorie léniniste de l'organisation après avoir reconnu que Lénine avait eu finalement raison, en 1917. Cette hypothèse est dénuée de fondement, Lénine lui-même déclara — après que Trotsky eut compris que l'union avec les menchéviks était impossible⁴ — qu'« il n'y avait pas de meilleur bolchévik que Trotsky⁵ ». Tous les écrits de Trotsky postérieurs à 1917 insistent sur le rôle décisif, à notre époque, du parti révolutionnaire. A chaque tournant de sa carrière, en 1923 avec les *Leçons d'Octobre* et le *Cours Nouveau*, en 1926 avec la *Plate-forme de l'Opposition de gauche* ; dans sa critique de la politique désastreuse du Komintern en Chine, en Allemagne, en Espagne et en France ; au cours des années trente dans son *Histoire de la Révolution russe* et dans ses testaments politiques, *Le Programme de transition de la IV^e Internationale* et le *Manifeste de la Conférence*

extraordinaire de la IV^e Internationale (mai 1940), il a souligné inlassablement que la question de la construction des partis révolutionnaires est le problème clé de cette époque : « La crise historique de l'humanité se résume dans la crise de direction révolutionnaire ⁶. » Façon étrange, en vérité, de « négliger » le rôle de l'avant-garde et de croire que les forces sociales peuvent façonner directement et immédiatement l'histoire...

Il est exact que, pour Trotsky, une avant-garde révolutionnaire n'était pas simplement une machine politique habilement bâtie et bien huilée. Une telle conception — qui, comme on sait, a son origine dans la politique bourgeoise américaine souvent difficile à distinguer du gangstérisme — était totalement étrangère à Lénine, au bolchévisme ou au mouvement ouvrier international tout entier, jusqu'au jour où Staline l'introduisit et la mit en pratique dans le Komintern. Pour Trotsky comme pour Lénine et pour toute tendance marxiste, un parti révolutionnaire d'avant-garde doit se juger objectivement en premier lieu à la lumière de son *programme déclaré et de sa politique réelle*. Dans tous les cas où le parti, si bien qu'il fonctionne, si fort qu'il soit, se met à agir contre les intérêts de la révolution et de la classe ouvrière, il faut mener la lutte pour le redresser. Chaque fois que ses actions deviennent contraires, de façon non épisodique et pour toute une période, aux intérêts du prolétariat, il ne peut être considéré en aucune façon comme un parti révolutionnaire d'avant-garde — et alors la tâche s'impose, immédiatement, d'en construire un nouveau ⁷.

Naturellement, ni Lénine ni Trotsky n'ont jamais *identifié* un *parti* révolutionnaire à un programme correct. Lénine a déclaré explicitement qu'une politique correcte ne pouvait faire la preuve de sa justesse, sur une longue période, que par sa capacité à gagner une partie importante de la classe ouvrière — en fait, sa majorité ⁸. Mais les deux éléments sont les compléments indispensables à l'édification d'un parti révolutionnaire d'avant-garde. Faute d'un programme et une politique correcte, un parti peut devenir objectivement contre-révolutionnaire, quelle que soit l'étendue de son emprise sur la classe ouvrière. Faute d'acquérir, à la longue, une influence de masse au sein de la classe ouvrière, les révolutionnaires armés du meilleur programme dégèneront en une secte stérile.

Nous voyons donc, en troisième lieu, que, loin de résoudre

le problème en affirmant « l'autonomie des institutions politiques », que Trotsky, nous dit-on, n'aurait pas comprise, Krasso a simplement posé une question sans en fournir la réponse. Car le problème consiste précisément à comprendre tout à la fois l'autonomie des institutions politiques et le *caractère relatif* de cette autonomie. Après tout, ce sont Marx et Engels, et non Trotsky, qui ont dit que toute l'histoire est en dernière analyse l'histoire de la lutte des classes⁹ ! Les institutions politiques sont des organismes fonctionnels. S'ils en viennent à se couper des forces sociales qu'ils sont supposés servir, ils perdent très rapidement leur efficacité et leur pouvoir — à moins d'être utilisés par d'autres forces sociales. Voilà précisément ce qui est arrivé à Staline et à sa fraction au sein du parti bolchévique.

Krasso prétend que Trotsky fut la victime perpétuelle de sa « continuelle sous-estimation du pouvoir autonome des institutions politiques ». En réalité, la foi de Staline dans les possibilités autonomes de la « politique de puissance », devient la *Némésis* du secrétaire général, parce qu'elle l'a transformé en instrument inconscient de forces sociales dont il semblait ignorer l'existence jusqu'à la fin de ses jours. Si, au début des années vingt, Staline avait été convaincu qu'en suivant la voie qu'il avait choisie, il serait forcé d'assassiner les trois quarts des cadres supérieurs et moyens des vieux bolchéviks, de liquider le Komintern¹⁰, d'introduire le travail forcé dans les usines et d'établir l'un des codes du travail les plus impitoyables des temps modernes, il aurait probablement reculé avec horreur : après tout, à cette époque, il était encore plus ou moins bolchévique.

La « pure » politique de puissance que Krasso semble admirer si fort dégrade ses protagonistes au point qu'ils perdent tout contrôle sur leurs propres actions. Le lien entre les fins conscientes et les conséquences objectives de ces actions s'estompe jusqu'à disparaître. Les marxistes, au contraire, attachent la plus haute importance à l'action consciente ; et la conscience implique la conscience du rôle décisif des forces sociales et des limites que ce rôle impose inévitablement à l'action de tout individu. L'incompréhension de Krasso pour ce rapport dialectique entre parti et classe, sa méconnaissance du problème sont cause de la faiblesse fondamentale de son essai.

La classe ouvrière ne peut triompher sans parti d'avant-garde. Mais le parti d'avant-garde est, à son tour, un produit de la classe ouvrière quoique pas seulement d'elle. Il ne peut jouer son rôle que s'il a le soutien de la partie la plus active de cette classe¹¹. D'autre part, en l'absence de conditions objectives favorables, la classe ouvrière ne peut produire un tel parti d'avant-garde, ni le parti d'avant-garde conduire la classe ouvrière à la victoire. Finalement, faute d'une compréhension claire de ces problèmes, aucun parti d'avant-garde ne surgira, même si les conditions sont favorables, et les chances de victoire de la révolution seront irrévocablement perdues pour longtemps.

A partir de 1916, Trotsky a parfaitement compris ce rapport dialectique et l'a appliqué à une variété de situations concrètes de façon si magistrale qu'il est absurde d'affirmer, comme le fait Krasso, qu'« il n'a pas su discerner le pouvoir autonome des institutions politiques ». Krasso lui-même définit les essais de Trotsky sur le fascisme allemand comme « les seuls écrits marxistes de cette époque où sont prévues les conséquences catastrophiques du nazisme et de la politique folle que, durant sa Troisième Période, le Komintern a pratiqué à l'égard de celui-ci ». Mais comment Trotsky a-t-il pu réussir une analyse si correcte de l'évolution de la société allemande entre 1929 et 1933 sans examen détaillé et sans compréhension non seulement des classes sociales et des fractions de classe mais aussi de leurs partis ? Ces écrits brillants ne démontrent-ils pas sa capacité à apprécier correctement l'importance des partis, surtout de ceux qui exercent une influence dans la classe ouvrière ? Ses avertissements ne furent-ils pas résumés dans ce cri de Cassandre : « Ou *parti* communiste et social-démocratie combattront Hitler ensemble ou Hitler écrasera la classe ouvrière allemande pour une longue période » ? Cet appel n'était-il pas précisément fondé sur la compréhension par Trotsky de l'*incapacité* de la classe ouvrière d'affronter la menace fasciste sans l'union des *partis* ouvriers ? Toute cette analyse n'allait-elle pas de pair avec une étude également minutieuse de l'évolution des institutions politiques bourgeoises, analyse qui permit à Trotsky de découvrir la valeur universelle, à notre époque, de la catégorie marxienne du bonapartisme ? A la lumière de tous ces faits, que reste-t-il de la thèse de Krasso selon laquelle Trotsky

aurait « sous-estimé le pouvoir autonome des institutions politiques » jusqu'à la fin de sa vie ?

II. — La lutte pour le pouvoir et les conflits sociaux en Union soviétique (1923-1927).

Lorsqu'il étudie la « lutte pour le pouvoir » au sein du Parti communiste soviétique entre 1923 et 1927, Krasso est tiraillé entre deux lignes de pensée contradictoires. D'une part, il prétend que Trotsky a commis erreur sur erreur, sous-estimant l'autonomie des institutions politiques. Il a refusé de s'allier à la droite contre Staline et, ce faisant, il a assuré la victoire de Staline ; car le seul moyen d'empêcher cette victoire était d'unir tous les vieux bolchéviks contre Staline. D'autre part, il soutient que Trotsky n'avait aucune chance de victoire en raison de l'attitude de toute la vieille garde bolchévique, virtuellement unie contre lui en 1923 : « En effet, Staline était déjà le maître de l'organisation du parti en 1923. » Ces deux lignes de pensée sont contradictoires. Dans le premier cas, la victoire de Staline était la conséquence des fautes de son adversaire ; dans le second cas, cette victoire était inévitable.

La faiblesse de l'analyse de Krasso ressort clairement de ce que les deux *versions* n'apportent aucune *explication* ; les faits — ou plutôt l'interprétation partiellement fautive qu'en donne Krasso — les faits sont simplement présumés. On ne sait pas *pourquoi*, selon la première version, non seulement Trotsky, mais aussi tous les vieux bolchéviks ont négligé les avertissements de Lénine au sujet de la puissance de Staline et s'unirent à lui contre Trotsky, au lieu de se joindre à Trotsky dans sa lutte contre Staline. On ne sait pas *pourquoi*, selon la deuxième version, Staline est soudainement devenu le maître du parti dès 1923, alors que Lénine était encore en vie. Était-ce seulement grâce à son habileté manœuvrière au sein du parti, à sa « capacité de persuader les individus et les groupes d'accepter la politique qu'il préconisait », ou même à sa « grande patience » ? Mais s'il en est ainsi, alors Staline a surgi comme un géant parmi les nains, et même Lénine s'est laissé manœuvrer par le rusé secrétaire général...

Dans ce cas l'histoire devient complètement incompréhensible.

sible pour la science sociale, elle n'est plus, dans un vide social, qu'une arène pour la « conquête du pouvoir ». Les millions de victimes de la collectivisation forcée et de la *Yejevchtchina* ; la conquête du pouvoir par Hitler ; la défaite des républicains espagnols et les cinquante millions de victimes de la Seconde Guerre mondiale seraient essentiellement dus à l'accident génétique de la conception de Joseph Djougachvili. Ici, nous voyons le résultat final de l'insistance sur une autonomie absolue des institutions politiques, coupées des forces sociales, et du refus de considérer les luttes politiques comme reflétant, en dernière analyse, les intérêts contradictoires des forces sociales. Marx, dans sa préface à la seconde édition du *18-Brumaire de Louis Bonaparte*, a noté que Victor Hugo, en considérant la prise de pouvoir de Louis Bonaparte comme le coup de force d'un individu, « l'agrandissait au lieu de le diminuer, en lui attribuant une puissance d'initiative personnelle sans précédent dans l'histoire ¹² ». Combien minuscules apparaissent les conséquences de la prise du pouvoir par Louis Bonaparte, en comparaison avec celles qu'eut la prise du pouvoir par Staline.

La méthode correcte pour *comprendre et expliquer* ce qui est arrivé en Russie entre 1923 et 1927, ou, plutôt, entre 1920 et 1936, est de montrer, ainsi que le suggère Marx dans la préface mentionnée ci-dessus, « comment la lutte des classes a pu créer des circonstances et une situation dans laquelle un personnage médiocre » a pu devenir un héros et un dictateur.

Dans ce contexte, l'important, dans la méthode non marxiste de Krasso, n'est pas uniquement le fait qu'il considère les luttes internes de parti comme « focalisées sur l'exercice du pouvoir en tant que tel », c'est-à-dire dans une certaine mesure même séparées des questions politiques qu'elles soulèverent. L'important est surtout qu'il refuse de relier, directement ou indirectement, aux contradictions sociales la lutte politique telle qu'elle s'exprime notamment, lorsqu'elle se donne pour enjeu des idées ou des programmes divergents. Ici l'idée d'autonomie des institutions politiques est poussée au point où elle devient incompatible avec le matérialisme historique. En fait, lorsque Krasso reproche à Trotsky d'avoir écrit que « même des différends épisodiques et des nuances d'opinion *peuvent* exprimer la pression *cachée* d'intérêts sociaux distincts » (souligné par nous), il lui reproche d'être marxiste ! Car cette phrase précise ne pose

pas, comme Krasso semble le prétendre, une « identité » éventuelle entre les partis et les classes, mais simplement le fait que les partis, en dernière analyse, représentent des intérêts sociaux, et ne peuvent être compris historiquement que comme porte-parole des différents intérêts sociaux. C'est, somme toute, ce que Marx a exposé en détail dans *La Lutte des classes en France, 1848-1850*, et dans *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, pour ne parler que des œuvres les mieux connues.

Il n'est guère étonnant que, dans ces conditions, Krasso n'ait même pas mentionné une seule fois la couche sociale qui rend toute l'histoire russe des années vingt intelligible en termes socio-historiques : la bureaucratie. On ne doit pas considérer comme une idiosyncrasie personnelle l'insistance réitérée de Trotsky sur le rôle de la bureaucratie en tant que force sociale dont les intérêts sont séparés¹³ de ceux du prolétariat. Dès 1871, Marx et Engels, dans leurs écrits sur la Commune de Paris, ont attiré l'attention sur le danger qu'une bureaucratie puisse dominer un Etat prolétarien, et ils ont énuméré une série de règles simples pour prévenir ce danger¹⁴. Kautsky, dans la meilleure période de sa maturité, quand Lénine se considérait comme son disciple, signala ce danger en 1898 d'une manière prophétique¹⁵. Lénine dans *L'Etat et la Révolution* et dans le premier programme bolchévique qui suivit la révolution d'Octobre, souligne la gravité de ce problème¹⁶.

On aurait pu s'attendre qu'un écrivain comme Krasso, qui se considère comme un grand admirateur de Lénine, ait, au moins prêté un peu d'attention à ce qui est devenu le principal combat final de Lénine, la préoccupation obsédante de la dernière partie de sa vie : la lutte contre la bureaucratie. Déjà en 1921, il refusait de définir l'Union soviétique comme Etat ouvrier et déclarait au contraire que la Russie était un « Etat prolétarien à déformations bureaucratiques ». Son appréhension et son inquiétude grandirent de mois en mois. On peut suivre cette évolution d'article en article, dans tous ses derniers écrits, jusqu'aux sombres prophéties de son dernier essai et de son Testament¹⁷.

Lénine saisit, sans aucun doute, l'interaction concrète entre le processus social — passivité politique croissante de la classe ouvrière et puissance croissante de la bureaucratie dans l'appareil du Parti et dans la société, accompagnées d'une bureaucra-

tisation croissante de l'appareil du parti — et les luttes internes dans le Parti. Trotsky, suivant la même méthode, a sans aucun doute compris — au bout d'un certain temps — cette interaction et a agi en conséquence¹⁸. La tragédie fut que les autres membres du Parti bolchévique ne virent pas à temps le danger de la bureaucratie et de l'ascension de Staline en tant que représentant de la bureaucratie soviétique. Tous finirent par voir le danger, à un moment ou à un autre, mais ni en même temps ni assez tôt. C'est là la raison fondamentale de la facilité apparente avec laquelle Staline a conquis le pouvoir.

Il est hors de doute que Trotsky a commis des fautes tactiques dans la lutte — fautes particulièrement évidentes aujourd'hui pour des auteurs tels que Krasso, doués de cette source unique d'intelligence politique qu'est la perspicacité rétrospective¹⁹. Mais Lénine a également commis des fautes. Après tout, ce fut bien Lénine qui créa l'appareil du Parti qui commençait maintenant de dégénérer. Ce fut Lénine qui ne s'opposa pas à l'élection de Staline au poste de secrétaire général. Ce fut Lénine qui couvrit de son autorité personnelle une série de mesures institutionnelles et administratives qui favorisèrent puissamment la victoire de la bureaucratie, et dont nous savons aujourd'hui — encore par perspicacité rétrospective — qu'elles auraient pu être évitées sans détruire la révolution : la règle de l'autorité unique du directeur d'usine ; la trop grande importance accordée aux stimulants matériels : l'identification exagérée du Parti et de l'Etat ; la suppression des vestiges des partis ou groupements soviétiques autres que le Parti bolchévique à un moment où la guerre civile était terminée (et alors que ces mêmes groupements avaient été tolérés, pendant la guerre civile, à la condition de ne pas pactiser avec la contre-révolution) ; la suppression du droit traditionnel des membres du Parti bolchévique à former des fractions²⁰.

On peut dire, d'une façon beaucoup plus générale, qu'après la fin de la guerre civile et le début de la N.E.P., Lénine a exagéré le danger immédiat qui pouvait naître du relâchement de la discipline dans le Parti, et qu'il a sous-estimé le danger que la suppression des libertés civiles (dont jouissaient jusque-là les tendances non bolchéviques) et la réduction de la démocratie interne du Parti n'accélérent le processus de bureaucratisation qu'il redoutait à juste titre. L'origine de cette erreur réside pré-

cisément dans une identification trop étroite entre Parti et prolétariat, et dans la croyance que le Parti défendait de façon autonome les conquêtes du prolétariat. Quelques années plus tard, Lénine comprit à quel point il s'était trompé — mais il était trop tard pour étouffer dans l'œuf le danger de bureaucratisme de l'appareil du parti.

Krasso est complètement dans l'erreur lorsqu'il pense que Trotsky a sous-estimé l'autonomie du pouvoir des institutions politiques au cours de sa lutte dramatique au sein du Parti, entre 1923 et 1927. C'est le contraire qui est vrai. Toute sa stratégie politique, dans cette période, ne peut être comprise qu'à la lumière de son appréhension du rapport dialectique particulier entre les conditions objectives de la société soviétique, entourée d'Etats capitalistes hostiles, les forces respectives des groupements sociaux dans la société soviétique et le rôle autonome du Parti bolchévique *dans cette période particulière et dans ces conditions concrètes*.

Parce que Krasso n'a pas compris cette stratégie, et qu'il désire évidemment expliquer les positions de Trotsky par le prétendu péché originel de celui-ci, il s'étonne et dénonce son incohérence totale. « Trotsky, dit-il, n'a jamais envisagé de façon concrète le problème de la mise en œuvre de sa politique économique au cours des années vingt. » Cette politique économique, selon Krasso, ne serait que le résultat des « talents d'administrateur » de Trotsky et non celui d'une élaboration politique correcte tenant compte des différentes forces sociales de l'U.R.S.S. En outre cette politique ne découlait pas de sa théorie de la révolution permanente qui implique que « le socialisme dans un seul pays n'est pas viable », car il succomberait à la « subversion » par le marché mondial et à l'agression impérialiste étrangère... Devant tant de déformations de l'histoire, on se demande si les incohérences que Krasso impute à Trotsky n'existent pas que dans l'esprit de Krasso.

Il est incohérent, en effet, d'opposer le programme économique d'urgence de Trotsky à son concept de « révolution permanente ²¹ ». Comment est-il possible qu'un marxiste, qui donnait une telle prépondérance aux idées et les reliait — selon Krasso — d'une façon si « immédiate » aux groupements sociaux, ait pu, à la fois, lutter pour une croissance économique accélérée de l'Union soviétique et soutenir que tout dépen-

dait d'une révolution internationale imminente, sans laquelle l'Union soviétique devait s'effondrer ? Est-ce que la seconde affirmation ne rend pas la lutte économique illusoire ? Voilà une contradiction implicite de la version *falsifiée* de la théorie de la révolution permanente, qu'aussi bien les critiques staliniens d'hier et d'aujourd'hui que quelques stupides pseudo-disciples d'extrême gauche n'ont jamais pu résoudre. Le mystère est facile à élucider lorsque le problème est posé en termes corrects : tout ce que Trotsky a affirmé dans sa troisième « loi de la Révolution permanente », c'est qu'une société socialiste accomplie, c'est-à-dire une société sans classes, sans commerce, sans monnaie ni Etat, ne pourra jamais se réaliser dans les frontières d'un seul Etat (alors plus retardataire que la plupart des Etats capitalistes avancés à cette époque²²). Il n'a pas un seul instant nié la nécessité de *commencer* à édifier le socialisme et de réaliser dans ce dessein une croissance économique accélérée qui devrait être poursuivie aussi longtemps que la révolution ne serait faite que dans un seul pays. Ce fut bien lui, après tout, qui le premier a proposé concrètement une politique d'accélération de l'industrialisation.

Si tout le débat ne portait que sur le problème théorique abstrait de l'*achèvement* du socialisme (distinct du communisme, lequel est caractérisé par la disparition totale de la division sociale du travail) alors, on pourrait se demander, pourquoi la discussion fut aussi acharnée ? Trotsky n'a-t-il pas commis une grave faute tactique en s'engageant personnellement dans pareil combat difficilement compréhensible pour la grande majorité des membres du Parti ?

La vérité est que ce ne fut pas du tout Trotsky qui souleva le problème, mais Staline et sa fraction. Sans aucun doute, ce fut un « habile » mouvement tactique tendant à couper Trotsky et ses partisans des cadres bolchéviques plus pragmatiques. Pourtant, la plus grande partie de la vieille garde bolchévique, y compris la veuve de Lénine, se rangea aux côtés de l'Opposition de gauche unie ; Zinoviev et Kaménev, en particulier, se lancèrent dans la bataille. L'opposition de Trotsky à la théorie du « socialisme dans un seul pays » devint ainsi le terrain de sa collaboration la plus étroite avec la vieille garde depuis la guerre civile.

Ni les jongleries idéologiques de Staline ni la résistance

que leur opposa la vieille garde ne furent accidentelles. Dans la théorie du « socialisme dans un seul pays », la bureaucratie exprimait la conscience naissante de son pouvoir et tournait le dos avec arrogance aux principes élémentaires du marxisme-léninisme. Elle « s'émancipait » non seulement de la révolution mondiale, mais encore de tout l'héritage théorique de Lénine et, incidemment, pensait avoir mieux à faire que de compter sur l'action consciente de la classe ouvrière soviétique et mondiale. En s'opposant à ce rejet de la théorie marxiste la plus élémentaire, la vieille garde démontrait ses qualités fondamentales. Elle était prête à suivre Staline pour « sauvegarder l'unité du Parti », pour « ne pas compromettre la dictature du prolétariat ». Elle répugnait à aller jusqu'à l'abandon avoué des principes de bases de la théorie de Lénine. Comme nous l'avons dit plus haut, la tragédie des années vingt fut, en fait, la tragédie de cette vieille garde — c'est-à-dire du parti de Lénine sans Lénine. Mais Staline lui rendit le suprême hommage d'une extermination physique totale, indiquant par là sa conviction que la vieille garde était par nature « irrécupérable » pour la sombre dictature bureaucratique des années trente et quarante.

Là où Krasso fragmente la pensée de Trotsky, au cours des années vingt, en autant de morceaux épars et incohérents, il y a en réalité unité dialectique et cohérence. Trotsky était convaincu que la société soviétique, qui passait du capitalisme au socialisme, ne pourrait résoudre ses problèmes graduellement, dans le cadre de la N.E.P. Il rejetait l'idée de la coexistence pacifique entre une petite production marchande et une industrie socialiste, envers bien connu de ce qu'est la « coexistence pacifique » du capitalisme et de l'Etat ouvrier dans l'arène mondiale. Il était convaincu que, tôt ou tard, les forces sociales antagonistes en viendraient à s'affronter sur le plan national et international. Sa politique peut se résumer ainsi : favoriser toute tendance qui, sur le plan national ou international, renforce le prolétariat, sa puissance numérique et qualitative, sa confiance en soi et sa direction révolutionnaire ; affaiblir toutes les tendances qui, sur le plan national ou international, tendent à diviser la classe ouvrière ou à amoindrir sa capacité et sa volonté d'autodéfense.

De ce point de vue, tout devient cohérent et il n'y a plus

aucun mystère. Trotsky est partisan de l'industrialisation parce qu'elle est indispensable au renforcement du prolétariat au sein de la société soviétique. Il est partisan de la collectivisation graduelle des campagnes pour atténuer la pression des paysans riches sur l'Etat prolétarien et le chantage qu'ils risquent d'exercer sur les villes en menaçant de couper les livraisons de céréales. Il est partisan de combiner l'industrialisation accélérée et la collectivisation graduelle des terres parce qu'il est nécessaire de créer l'infrastructure technique des fermes collectives (tracteurs et machines agricoles²³), sans laquelle la collectivisation risquait de provoquer la famine dans les villes. Il est partisan d'un élargissement de la démocratie des soviets afin de stimuler l'activité et la conscience politiques de la classe ouvrière. Il est partisan d'éliminer le chômage et d'augmenter les salaires réels — car l'industrialisation, accompagnée d'une baisse du niveau de vie des ouvriers, diminue au lieu d'augmenter l'activité politique autonome du prolétariat²⁴. Il est partisan d'une ligne du Komintern qui mette à profit toutes les conditions favorables à la victoire prolétarienne dans d'autres pays, améliorant ainsi le rapport international des forces en faveur du prolétariat. La combinaison de ces mesures n'aurait pas évité une première épreuve de force avec l'ennemi ; mais celle-ci aurait alors eu lieu dans des conditions beaucoup plus favorables qu'en 1928-1932, à l'intérieur, et en 1941-1945, à l'extérieur.

Ce programme était-il « irréaliste » ? Non, car les conditions *objectives* de sa réalisation existaient. Aucun historien non prévenu ne peut douter, aujourd'hui, que si cette autre ligne avait été suivie, le prolétariat et le peuple soviétique auraient évité d'innombrables sacrifices et souffrances, et que l'humanité aurait échappé, sinon à une guerre, au moins au fléau du fascisme victorieux répandu sur l'Europe avec ses dizaines de millions de morts. Mais ce programme était irréaliste, oui, pour autant que les conditions *subjectives* de sa réalisation n'existaient pas. Le prolétariat soviétique était passif et fragmenté. Il considérait le programme de l'Opposition de gauche avec sympathie mais n'avait pas assez d'énergie militante pour lutter pour lui. Contrairement à ce que semble penser Krasso, Trotsky n'a jamais eu la moindre illusion à ce sujet.

Quitter immédiatement le Parti bolchévique, fonder un nouveau parti (illégal), c'était compter trop exclusivement sur une classe ouvrière de plus en plus passive. Compter sur l'armée, organiser un coup d'Etat, signifiait, en fait, substituer un appareil bureaucratique à un autre et se condamner à devenir soi-même le prisonnier de la bureaucratie. Tous ceux qui reprochent à Trotsky de n'avoir pas emprunté une de ces deux voies ne comprennent pas la situation en termes de forces sociales et politiques fondamentales. La tâche d'un révolutionnaire prolétarien n'est pas de « s'emparer du pouvoir » par n'importe quel moyen, dans n'importe quelles conditions ; c'est de prendre le pouvoir pour mettre en œuvre un programme socialiste. Si le pouvoir ne peut être obtenu que dans des conditions qui vous éloignent des objectifs de ce programme au lieu de les rendre plus proches, il est mille fois préférable de rester dans l'opposition. Les admirateurs non marxistes d'un pouvoir abstrait, détaché de la réalité sociale, y voient une « faiblesse ». Tout marxiste convaincu y verra au contraire la plus grande force de Trotsky et son apport à l'histoire, et non le défaut de sa cuirasse.

La lutte de Trotsky pendant les années vingt ne fut-elle qu'une « pose » qu'il prit pour l'histoire, en vue de « sauver le programme » ? Soit dit en passant, même s'il en avait été ainsi, Trotsky aurait été, historiquement, parfaitement justifié. Aujourd'hui, il devrait être évident que la réappropriation du marxisme authentique par la nouvelle avant-garde révolutionnaire mondiale est grandement facilitée du fait que Trotsky, presque seul, a sauvé l'héritage et la continuité du marxisme pendant les « noires années trente ».

Mais, en réalité, la lutte de Trotsky a eu un objectif plus concret. La classe ouvrière soviétique était passive — mais sa passivité sur une longue période n'était pas prédéterminée. Toute poussée de la révolution internationale, toute modification dans le rapport des forces sociales à l'intérieur pouvait provoquer une renaissance. Les instruments immédiats de ces changements ne pouvaient être que le Komintern et le Parti communiste de l'Union soviétique. Trotsky s'est battu pour que le Parti freine le processus de dégénérescence bureaucratique, ce dont Lénine l'avait chargé. L'histoire a montré, *a posteriori*, que l'appareil du Parti avait déjà été bureaucra-

tisé à un point tel qu'il agissait comme un moteur et non comme un frein sur le processus d'expropriation politique du prolétariat. A priori, le résultat de cette lutte dépendait des options politiques concrètes de la direction du P.C.U.S. — les vieux bolchéviks. Un infléchissement dans le bon sens, au bon moment, aurait pu inverser le processus — non pas au point d'éliminer entièrement la bureaucratie (ce qui était impossible dans un pays sous-développé menacé par le capitalisme) mais assez pour diminuer son influence néfaste et pour redonner confiance en lui-même au prolétariat. L'« échec » de Trotsky fut ainsi celui de la vieille garde — qui comprit trop tard la vraie nature du monstrueux parasite auquel la révolution avait donné naissance. Mais cet « échec » même fait ressortir que Trotsky avait bien compris les rapports complexes entre forces sociales, institutions politiques et idées des années vingt.

III. — Une extension internationale de la Révolution était-elle impossible entre 1919 et 1949 ?

Nous en arrivons maintenant au troisième volet de la critique de Krasso, le plus important mais aussi le plus faible : le reproche qu'il fait à Trotsky d'avoir espéré et prévu des révolutions étrangères après 1923.

Toute cette partie de l'essai de Krasso est dominée par un étrange paradoxe. Krasso commence par accuser Trotsky d'avoir sous-estimé le rôle du Parti. Mais l'espoir de Trotsky en des révolutions victorieuses en Europe occidentale, déclare maintenant Krasso, était fondé sur son incapacité « à comprendre les différences fondamentales entre les structures sociales russes et celles de l'Europe occidentale ». En d'autres termes, les *conditions objectives* rendaient impossible une révolution mondiale, au moins entre les deux guerres. En opposition au « volontarisme » qu'il reproche à Trotsky, Krasso défend ici un grossier déterminisme économique et social : puisque les révolutions n'ont pas réussi (jusqu'à présent) en Occident, cela prouve qu'elles ne pouvaient pas l'emporter ; si elles ne pouvaient pas l'emporter, c'est à cause des « structures sociales spécifiques » de l'Occident. Le rôle

du Parti, de l'avant-garde, de la direction, l'« autonomie des institutions politiques », tout cela est maintenant éliminé du tableau — par Krasso lui-même, et en polémique *contre* Trotsky. Etrange renversement, en vérité...

Mais Lénine ? Comment Krasso explique-t-il que Lénine qui, pour citer Krasso, « a fait la théorie du rapport nécessaire entre parti et société », était aussi passionnément convaincu que Trotsky de la nécessité de fonder des partis communistes et une Internationale communiste ? Krasso considère-t-il cette position de Lénine comme un « volontarisme vain » ? Comment explique-t-il que, des années après Brest-Litovsk (Krasso déforme ici l'histoire en insinuant le contraire), Lénine ait continué à penser qu'une extension internationale de la révolution vers l'Ouest et l'Orient était inévitable ²⁵ ?

Krasso ne peut établir une différence entre la position de Lénine et celle de Trotsky en ce qui concerne le rapport dialectique entre la révolution d'Octobre et la révolution internationale, qu'en attribuant à Trotsky trois idées mécanistes et infantiles : l'idée que des révolutions étaient « imminentes » en Europe ; que dans tous les pays capitalistes (du moins dans ceux d'Europe) les conditions d'une révolution étaient réalisées et que la victoire de ces révolutions était « certaine ». Inutile de dire que Krasso serait incapable d'étayer une seule de ces allégations. Il est facile de trouver des preuves accablantes du contraire.

Déjà au troisième congrès du Komintern (1921), Trotsky et Lénine (tous deux siégeaient « à l'aile droite » de ce congrès) déclaraient avec raison qu'après la première vague révolutionnaire de l'après-guerre, le capitalisme avait obtenu un répit en Europe. Ce qui était à l'ordre du jour n'était pas la « révolution immédiate », mais la préparation des partis communistes à la révolution *future*, c'est-à-dire l'élaboration d'une politique juste destinée à gagner la majorité de la classe ouvrière et à créer un cadre et une direction capables de conduire des partis à la victoire quand de nouvelles situations révolutionnaires se présenteraient ²⁶. Critiquant le *Projet de Programme de l'Internationale communiste* de Boukharine et Staline, Trotsky déclarait explicitement en 1928 : « Le caractère révolutionnaire de l'époque ne consiste pas à permettre, à chaque instant de réaliser la révolution, c'est-à-dire de prendre

le pouvoir. Ce caractère révolutionnaire est assuré par de profondes et brusques oscillations, par des changements fréquents et brutaux : on passe d'une situation franchement révolutionnaire, où le Parti communiste peut prétendre arracher le pouvoir, à la victoire de la contre-révolution fasciste ou semi-fasciste, et de cette dernière au régime provisoire du juste milieu (« Bloc des gauches », entrée de la social-démocratie dans la coalition, avènement au pouvoir du parti de Mac Donald, etc.), qui rend ensuite les contradictions tranchantes comme un rasoir et pose nettement le problème du pouvoir²⁷. » Dans ses derniers écrits, il ne cesse de décrire notre époque comme une rapide succession de révolutions, de contre-révolutions et de « stabilisations temporaires », succession qui justement crée les *conditions objectives* pour bâtir un parti révolutionnaire d'avant-garde de type léniniste.

C'est naturellement ici que se trouve le nœud de la question que Krasso n'a même pas posée ; voilà pourquoi il ne pouvait évidemment y répondre. Quel est l'hypothèse de base sur laquelle se fonde le concept d'organisation de Lénine ? Comme Georg Lukacs l'a si justement dit, c'est l'hypothèse de l'*actualité de la révolution*²⁸, c'est-à-dire la préparation consciente et délibérée du prolétariat à prendre le pouvoir lorsque des situations révolutionnaires se présentent, et la conviction profonde, fondée sur les lois objectives d'évolution de la société russe, que de telles situations *doivent* se présenter tôt ou tard. Lénine, lorsqu'il écrivit son livre sur l'*Impérialisme* influencé par le *Finanzkapital* d'Hilferding²⁹, et lorsqu'il dressa l'inventaire de la Première Guerre mondiale, a justement étendu cette notion d'actualité de la révolution au système du monde impérialiste tout entier ; les maillons les plus faibles seront brisés les premiers et la chaîne tout entière cassera progressivement³⁰. Telle était la justification de son appel à former la III^e Internationale. Tel était le programme du Komin-tern naissant.

Or, il s'agit là d'une conception centrale avec laquelle on ne badine pas. Ou bien elle est théoriquement juste et confirmée par l'histoire — et dans ce cas non seulement la « troisième loi de la révolution permanente » est juste, mais les défaites de la classe ouvrière de 1920 à 1943 doivent être imputées carrément aux insuffisances de la direction révolutionnaire. Ou bien

ce qui devint, après le 4 août 1914, la conception fondamentale de Lénine était faux — l'expérience montrant que les conditions objectives n'étaient pas mûres pour l'apparition périodique de situations révolutionnaires dans le reste de l'Europe — et dans ce cas ce n'est pas seulement, comme le prétend Krasso, la « troisième loi de la révolution permanente » de Trotsky qui est une « erreur théorique », mais c'est tout l'effort de Lénine pour édifier des partis communistes et les organiser en vue de conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir qui se trouverait alors condamné en tant qu'activité scissionniste criminelle. N'est-ce pas cela, après tout, que les social-démocrates ont soutenu voici plus de cinquante ans, en usant du même argument : les « conditions politico-sociales » à l'Ouest n'étaient pas « mûres » pour la révolution, et Lénine n'était pas capable de comprendre les différences fondamentales entre les structures sociales de la Russie et celle de l'Europe occidentale ?

L'inventaire peut être dressé très rapidement, au moins en ce qui concerne les expériences historiques. Si nous laissons de côté les petites nations, il y a eu situation révolutionnaire, en Allemagne, en 1918-1919, en 1920, en 1923, et de grandes chances de faire tourner une défense victorieuse contre la menace nazie en une nouvelle situation révolutionnaire au début des années 1930 ; il y a eu situation révolutionnaire en Espagne en 1931, 1934, 1936 et 1937 ; il y a eu situation révolutionnaire en Italie en 1920, en 1945 et en 1948 (au moment de l'attentat contre Togliatti) ; il y a eu situation révolutionnaire en France en 1936 et en 1944 et 1947. Même en Grande-Bretagne, il y a eu une grève générale, en 1926... De nombreux écrits, y compris ceux de non-communistes et de non-révolutionnaires, attestent que, dans toutes les situations, le refus des masses de supporter plus longtemps le système capitaliste et leur désir instinctif de prendre en main l'avenir de la société coïncidait avec la confusion, la division, sinon la paralysie des classes dirigeantes — ce qui, selon Lénine, est la définition même d'une situation révolutionnaire classique. Si nous appliquons le schéma du reste du monde, pour y faire entrer la révolution chinoise des années vingt, l'insurrection vietnamienne du début des années trente et leur amplification, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en deux révolutions puissantes qui ont stimulé le mouvement révolutionnaire dans tous les pays coloniaux,

alors la définition de ce demi-siècle comme l'« âge de la révolution permanente » — titre choisi par Isaac Deutscher et Georges Novack pour une anthologie de textes de Trotsky ³¹ — rend fort bien compte de ce bilan historique.

Venons-en maintenant à l'affirmation la plus extravagante de Krasso : les échecs de la révolution européenne dans les années vingt, trente, et au début des années quarante prouveraient que « la supériorité des vues de Staline sur celles de Trotsky est indéniable ». Parce que Trotsky prévoyait des révolutions victorieuses alors que Staline « faisait peu de cas des possibilités de réussite des révolutions en Europe ». Mais n'était-ce pas exactement l'inverse ? Trotsky ne croyait pas du tout aux révolutions automatiquement victorieuses ni en Europe ni ailleurs. Il n'a fait que lutter inlassablement pour une *politique correcte* du mouvement communiste, qui aurait, en fin de compte, rendu possible — sinon la première fois, du moins la deuxième ou la troisième — la transformation de situations révolutionnaires en victoires révolutionnaires. En soutenant une politique incorrecte, Staline contribua lourdement aux échecs de ces révolutions. Il prescrivit aux communistes chinois de faire confiance à Tchang Kaï-chek et, dans un discours public, à la veille même du massacre des travailleurs de Shangaï ordonné par Tchang Kaï-cheik, il exprima son entière confiance dans leur bourreau en le qualifiant d'« allié fidèle ³² ». Il décréta que la social-démocratie était le pire ennemi des communistes allemands et qu'Hitler serait ou incapable de conquérir le pouvoir ou incapable de le conserver plus de quelques mois : les communistes seraient bientôt les vrais vainqueurs. Il conseilla aux communistes espagnols d'arrêter leur révolution et de « gagner d'abord la guerre » en s'alliant à la bourgeoisie « libérale ». Il conseilla aux communistes français et italiens de bâtir une « nouvelle démocratie » qui ne serait plus entièrement bourgeoise puisqu'il y aurait quelques ministres communistes et quelques nationalisations.

Partout, cette politique se solda par des désastres. Pourtant, même quand Krasso dresse le bilan des catastrophes, il conclut que les vues de Staline étaient indéniablement supérieures à celles de Trotsky parce que Staline « faisait peu de cas des possibilités de réussite des révolutions en Europe » !

Peut-être la direction par Staline de la III^e Internationale, la transformation du Komintern, primitivement instrument de la révolution mondiale, en outil diplomatique du gouvernement soviétique et la théorie du socialisme dans un seul pays, ont-ils quelque chose à voir avec l'échec des révolutions en Europe ? Ou Krasso irait-il jusqu'à dire que Staline organisa délibérément ces défaites pour « démontrer » la « supériorité » de ses propres vues sur celles de Trotsky ?

Comme marxistes, nous devons poser une dernière question. On ne peut pas expliquer les « erreurs » commises par Staline à la direction de l'Internationale communiste en disant qu'elles sont des résultats accidentels de son « manque de compréhension » ou de son « provincialisme russe », pas plus qu'on ne peut expliquer les résultats désastreux de sa politique intérieure par la formule foncièrement non marxiste du « culte de la personnalité ³³ ». Jamais ses « erreurs » de tactique ne coïncidaient avec les intérêts du prolétariat soviétique ou international. Elles ont coûté des millions de morts qui auraient pu être sauvés, des années de sacrifices inutiles et de souffrances horribles sous l'oppression fasciste. Comment expliquer que, durant quelque trente années, partout, sauf dans la zone d'influence de l'Armée rouge, Staline se soit systématiquement opposé à toutes les tentatives des partis communistes pour s'emparer du pouvoir ou les ait sabotées ³⁴ ? Assurément on doit trouver une explication *sociale* à ce fait étonnant. Une politique aussi systématique ne peut être expliquée qu'en tant qu'expression des *intérêts particuliers d'un groupe social déterminé*, au sein de la société soviétique : la bureaucratie.

Ce groupe n'est pas une nouvelle classe. Il ne joue pas un rôle particulier ni objectivement nécessaire dans le processus de production. Il est un produit privilégié du prolétariat, né après la conquête du pouvoir, dans des conditions objectivement défavorables à l'épanouissement de la démocratie socialiste. Comme le prolétariat, il est fondamentalement attaché à la propriété collective des moyens de production et opposé au capitalisme : c'est pourquoi Staline a fini par écraser les *koulaks* et s'est dressé contre l'invasion nazie. La bureaucratie n'a pas détruit les conquêtes socio-économiques fondamentales de la révolution d'Octobre ; au contraire, elle les

a conservées, fût-ce par des moyens de plus en plus opposés aux buts fondamentaux du socialisme. Le mode de production socialisé, né de la révolution d'Octobre, a résisté avec succès à tous les assauts de l'extérieur et à tous les sabotages de l'intérieur. Il a prouvé sa supériorité à des centaines de millions d'hommes. C'est ce fait historique fondamental qui explique aussi pourquoi la révolution mondiale, au lieu d'être retardée pour des décennies — comme l'affirment les pessimistes — pouvait ressurgir si facilement et remporter des victoires importantes après la Seconde guerre mondiale.

Mais, à l'opposé du prolétariat, la bureaucratie est foncièrement conservatrice et craint toute nouvelle poussée de la révolution mondiale qui, en stimulant la combativité ouvrière à l'intérieur, menacerait son pouvoir et ses privilèges. La théorie et la pratique du « socialisme dans un seul pays », puis la théorie et la pratique de la « coexistence pacifique » reflètent parfaitement la nature, socialement contradictoire, de cette bureaucratie. Elle se défend résolument lorsqu'elle est menacée d'extermination par l'impérialisme ; elle cherche à étendre sa zone d'influence quand elle ne risque pas, par là, de détruire l'équilibre social des forces à l'échelle mondiale. Mais elle est fondamentalement attachée au *statu quo*. Les hommes d'Etat américains ont fini par s'en apercevoir. Krasso devrait au moins montrer cette continuité de la politique extérieure soviétique depuis la mort de Lénine et essayer d'en donner une explication sociale. Il n'en trouvera pas d'autre que celle que Trotsky a formulée.

La bureaucratie et ses défenseurs peuvent certes essayer de rationaliser cette politique en soutenant qu'elle cherchait simplement à défendre l'Union soviétique contre la menace de tous les pays capitalistes qui se seraient ligués contre elle s'ils s'étaient sentis « provoqués », où que ce soit, par des révolutions. C'est de la même façon que les sociaux-démocrates ont constamment soutenu qu'ils ne s'opposaient aux révolutions que pour défendre les organisations et les conquêtes de la classe ouvrière qui serait écrasée par la réaction si la bourgeoisie se sentait « provoquée » par un activisme révolutionnaire. Mais Marx nous a enseigné précisément à ne pas juger les partis et les groupes sociaux sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes ni sur leurs intentions, mais sur leur rôle objectif au

sein de la société et sur les résultats objectifs de leurs actions. De même la véritable nature sociale de la bureaucratie soviétique se trouve reflétée dans la somme de ses actions ; de même, selon Lénine, la véritable nature sociale de la bureaucratie syndicale et des cadres supérieurs petits-bourgeois de la social-démocratie dans les pays impérialistes *explique* leur opposition logique à la révolution socialiste.

Nous voici de nouveau à notre point de départ. Les marxistes comprennent l'autonomie relative des institutions politiques, mais cette compréhension implique une recherche constante de l'enracinement social de ces institutions et des intérêts sociaux qu'elles servent en dernière analyse. Cela implique que plus ces institutions s'élèvent au-dessus des classes sociales qu'elles sont censées servir, à l'origine, plus elles tendent à l'autodéfense et à l'autoconservation, et plus elles peuvent entrer en conflit avec les intérêts historiques de la classe dont elles sont issues. C'est ainsi que Marx et Lénine ont compris le problème. Dans ce sens, lorsque Krasso accuse Trotsky d'avoir « sous-estimé » la possibilité d'autonomie des « partis » et des « nations », il l'accuse en somme d'avoir été marxiste et léniniste. Nous sommes persuadés que Trotsky aurait volontiers accepté cette accusation.

1. Pour rendre justice à Trotsky, il convient d'ajouter qu'avant 1917 Lénine également avait rejeté la nécessité d'adopter comme objectif stratégique pour la révolution russe qui approchait l'établissement de la dictature du prolétariat. La victoire de la révolution d'Octobre a résulté d'une combinaison historique de la théorie et de la pratique léninistes du parti de l'avant-garde révolutionnaire avec la théorie et la pratique trotskystes de la révolution permanente.

2. Le programme de Hainfeld de la social-démocratie autrichienne, en 1889, affirme clairement que la « conscience socialiste est par conséquent quelque chose qui doit être introduit de l'extérieur dans la lutte de classe prolétarienne ». Kautsky a consacré un article dans *Die Neue Zeit* du 17 avril 1901 (« Akademiker und Proletarier ») au problème du rapport entre intellectuels et ouvriers révolutionnaires, dans lequel il a formulé la plupart des concepts de l'organisation léniniste. Il n'est pas douteux, vu la date de la publication, que cet article (un d'une série de deux) a directement inspiré le « Que faire ? » de Lénine.

3. Il faudrait ajouter que la méfiance instinctive de Trotsky envers les intellectuels dilettantes qui entrent dans un parti ouvrier, méfiance héritée de Marx, était entièrement partagée par Lénine, point que Krasso oublie habilement. Cf. Marx-Engels, lettre circulaire à Bebel, Liebknecht, Bracke, etc., du 17-18 septembre 1879 (pp. 455-456 dans

Marx-Engels, *Ausgewählte Schriften*, vol. II, éditions en langues étrangères, Moscou 1950) et V. I. Lénine ; « Un pas en avant, deux pas en arrière » (*Œuvres*, t. 7, éditions en langues étrangères, Paris-Moscou, 1966), où Lénine stigmatise « les intellectuels bourgeois qui craignent la discipline et l'organisation du prolétariat ». Krasso voit une « ironie suprême » dans le fait que Trotsky, à la fin de sa vie, devait discuter avec les « intellectuels de salon » qu'il avait toujours détestés et méprisés, du type Burnham ou Schachtman ; il oublie que Engels devait discuter avec Dürhing et Lénine avec Boulgakov qui certainement n'étaient pas supérieurs à Burnham ou Schachtman. C'est Krasso qui ne comprend pas ici la fonction qu'ont ces polémiques éducatives dans l'*édification du parti*, une fonction bien comprise par tous les maîtres du marxisme.

4. Comme le texte de Trotsky cité par Krasso le montre nettement Trotsky comprit que « l'union avec les menchéviks était impossible » dès l'instant où il prit conscience de la politique de conciliation des menchéviks pendant la révolution de 1917.

5. Isaac Deutscher, *Le Prophète armé*, Julliard.

6. *The Founding Conference of the Fourth International*, publié par le Socialist Workers Party, New York 1939, p. 16.

7. Déjà le 1^{er} novembre 1914, Lénine écrivait : « La II^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme... La III^e Internationale a le devoir d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes. » (Lénine-Zinoviev : *Gegen den Strom*, p. 6, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1912).

8. Déjà en 1908, Lénine écrit : « La précondition fondamentale de cette réussite est naturellement que la classe ouvrière, dont l'élite a créé la social-démocratie, se distingue de toutes les autres classes de la société capitaliste, pour des raisons économiques objectives, par sa capacité à s'organiser. Hors de cette condition préalable, l'organisation des révolutionnaires professionnels ne serait rien d'autre qu'un jeu, une aventure... Le pamphlet *Que faire?* souligne sans cesse que l'organisation des révolutionnaires professionnels qui y est préconisée, n'a de sens qu'en rapport avec « la classe réellement révolutionnaire qui surgit de façon élémentaire pour la lutte » (Lénine : *Que faire?* in *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 5, pp. 476 et suiv.).

9. « Ce fut précisément Marx qui découvrit le premier la loi selon laquelle toutes les luttes historiques, qu'elles soient conduites sur le plan politique, religieux, philosophique ou dans tout autre domaine idéologique, ne sont en fait que l'expression plus ou moins nette des luttes de classes sociales ; loi en vertu de laquelle l'existence de ces classes et par suite aussi leurs affrontements sont à leur tour conditionnés par le degré de développement de leur situation économique, par leur mode de production et d'échanges... » (Engels, préface à la 3^e édition allemande du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 14 ; éd. Sociales, Paris, 1968).

10. L'un des documents les plus pathétiques des années vingt est précisément le pamphlet de Staline *Questions et réponses*, écrit en 1925, dans lequel il déclare que la dégénérescence du parti et de l'Etat sont possibles, « pourvu » que la politique étrangère du gouvernement soviétique abandonne l'internationalisme prolétarien, partage avec l'impérialisme le monde en sphères d'influence ou dissolve le Komintern — éventualités que, naturellement, il écartait complètement, mais qu'il devait réaliser lui-même dix-huit ans plus tard.

11. Dans *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme*, Lénine

insiste sur la nécessité pour l'avant-garde communiste de gagner le soutien de « la classe laborieuse tout entière », des masses les plus larges » avant de pouvoir conquérir victorieusement le pouvoir (*Œuvres*, Paris-Moscou, 1961, t. 31, p. 19 et chap. VI en particulier).

12. Marx-Engels, *Selected Works*, vol. I, p. 244, éditions en langues étrangères. Moscou 1958.

13. Pas complètement séparés toutefois — de même que la bureaucratie fasciste ne peut jamais se séparer complètement du capitalisme de monopole. Pourtant, dans les deux cas, la défense des intérêts historiques de classe (propriété collective dans le premier cas, propriété privée dans l'autre) sont combinés avec une profonde expropriation politique de cette classe, et même avec de grandes souffrances individuelles de beaucoup de ses membres.

14. Marx-Engels, *la Guerre civile en France*, « Introduction à l'édition allemande de 1891 », éd. Sociales, Paris, 1968, pp. 298 à 301.

15. Kautsky, *Der Ursprung des Christentums*, 13^e édition, Dietz, p. 499, Stuttgart 1923.

16. Dans son discours sur le Programme du Parti, avant le VIII^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (19 mars 1919), Lénine évoque plusieurs fois le problème de la bureaucratie : « Le manque de culture en Russie... corrompt le pouvoir soviétique et recrée la bureaucratie..., la bureaucratie se camoufle en communistes... ; combattre le bureaucratisme jusqu'à la fin, jusqu'à la victoire totale, n'est possible que si le peuple entier participe à l'administration du pays... » (Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, 1962, t. 29, pp. 177 et 182).

17. Exemples : « Nous voyons surgir devant nous le mal [le bureaucratisme] d'une manière plus claire, plus précise et plus menaçante » (21 avril 1921) ; « le recours aux grèves dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat ne peut s'expliquer et se justifier que par les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien... » (17 janvier 1922) ; « pourtant, si nous considérons Moscou — 4 700 responsables communistes — et si nous considérons cette machine bureaucratique, cette montagne, qui gouverne et qui est gouverné ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes gouvernent cette montagne. En vérité ils ne gouvernent pas ; ils sont gouvernés » (27 mars 1922) ; « La bureaucratie existe dans notre pays non seulement dans les institutions soviétiques, mais aussi dans celle du parti » (2 mars 1923). Dans le troisième codicile ajouté à son Testament, rédigé le 26 décembre 1922, Lénine propose que plusieurs dizaines de travailleurs entrent au Comité central, et qu'ils ne soient pas choisis parmi ceux qui ont travaillé dans l'appareil soviétique, car ils seraient déjà infectés par le virus bureaucratique.

18. Il est inexact de dire, comme le fait Krasso, que Lénine, dans son Testament, « ne lui accordait pas une confiance particulière » (à Trotsky). Le Testament présente Trotsky comme le membre le plus capable du comité central. Il souligne, il est vrai, ce que Lénine considère être ses faiblesses, mais prédit aussi qu'un conflit aigu doit éclater entre Trotsky et Staline, et propose d'éliminer Staline de sa position centrale dans l'organisation.

19. L'énumération de ces erreurs est inexacte sur de nombreux points. Krasso attribue fausement à Trotsky l'idée de « militarisation de la main-d'œuvre », qui est en réalité une décision collective du parti adoptée au IX^e Congrès du P.C.U.S. Il allègue que Trotsky n'a pas lutté pour la publication du Testament de Lénine ; en réalité, sur ce point, Trotsky fut battu par la direction du parti, et il ne voulut pas enfreindre la discipline pour des raisons que nous verrons ultérieurement. Trotsky

« fut totalement incapable de voir que Staline était décidé à l'évincer du parti », affirme Krasso. Cela peut avoir été vrai en 1923 — mais à ce moment, personne ne s'en rendait compte et Staline lui-même ne pensait probablement pas recourir à cette mesure extrême. En revanche, Trotsky reconnut plus tôt que tous les autres chefs bolchéviques la gravité de la situation dans le parti et dans l'Etat, situation qui, étant donné le caractère de Staline, devait conduire à des expulsions, puis à des répressions sanglantes. Krasso écrit que Trotsky n'accorda aucune attention à l'éclatement de la troïka Staline-Kamenev-Zinoviev. Il oublie d'ajouter que de cet éclatement naquit l'opposition unifiée de la gauche entre Trotsky, d'une part, Zinoviev et Kamenev, d'autre part, et que ce front uni ne fut pas brisé en 1927-1928 par Trotsky et ses amis, mais bien par les partisans de Zinoviev.

20. Pour rendre justice à Lénine, il faut ajouter que tandis qu'il commettait ces fautes, il tentait aussi d'introduire une série de mesures de sauvegarde destinées à freiner le processus de bureaucratisation de l'Etat et du parti. Le système de la troïka limita réellement l'autorité des directeurs dans les usines. Les droits des syndicats furent accrus (sur ce point, Lénine critiqua à juste titre les propositions de Trotsky concernant les syndicats). Le principe de « salaire maximum » pour les cadres du parti fut maintenu. En même temps que les fractions étaient supprimées, le droit à former des tendances fut consolidé et Chliapnikov reçut la promesse que ses idées oppositionnelles seraient imprimées à des centaines de milliers d'exemplaires. Mais l'histoire a montré que plus le prolétariat devient politiquement passif et plus s'étend le pouvoir de la bureaucratie, plus il est aisé pour celle-ci d'abolir ces mesures de sauvegarde par quelques attaques-éclair ; ce qu'elle fit entre 1927 et le début des années trente.

21. Krasso dit de la formule « révolution permanente » qu'elle est « impropre et indicatrice d'un manque de précision scientifique même dans ses intuitions les plus profondes ». Il semble ignorer que cette formule fut inventée par Marx lui-même.

22. Dans un chapitre de sa critique du *Projet de Programme du Komintern*, Trotsky montre d'une façon très détaillée que Staline et ses alliés ont délibérément confondu le problème de la possibilité d'une victoire de la révolution socialiste dans un seul pays — qui implique la nécessité d'un *début* d'organisation socialiste et de construction socialiste de l'économie — avec le problème de la victoire *finale* du socialisme, c'est-à-dire de l'établissement d'une société socialiste pleinement développée (*L'Internationale communiste après Lénine*, Paris, P.U.F., 1969, pp. 94-129). Il est intéressant de noter qu'encore en 1924, dans la première édition russe de *Lénine et le léninisme*, Staline lui-même écrivait : « Pour la victoire finale du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, particulièrement d'un pays aussi paysan que la Russie, sont insuffisants. » Confuses chez Krasso, les raisons économiques données par Trotsky de l'impossibilité du « socialisme dans un seul pays » deviennent parfaitement intelligibles si on les considère du point de vue de la « victoire finale » et non de celui, du « début de l'édification ». Evidemment, une économie socialiste parvenue à maturité doit posséder une productivité du travail plus grande que les économies capitalistes les plus avancées ; sur ce point, même Staline et Boukharine ont été d'accord. Trotsky soutenait simplement que, dans une économie essentiellement autarcique, il serait impossible d'atteindre un niveau de productivité supérieur à celui que les pays impérialistes atteignent grâce à leur division internationale du tra-

vail. Nulle part il ne prétend que cela doive conduire à une inévitable « subversion » de l'économie planifiée de l'Union soviétique. Il déclare simplement que cela pourrait devenir une source de conflits violents et de contradictions qui ne permettraient pas à l'Union soviétique de réaliser une société sans classe. L'histoire a pleinement confirmé ce diagnostic.

23. Ce n'est là qu'un exemple du fait que Staline n'a pas adopté le programme de Trotsky, mais seulement des parties de ce programme, sans tenir compte de sa logique interne. Dès 1923, l'Opposition a lutté pour la construction d'une usine de tracteurs à Tsaritsyne. Le projet en fut accepté. Mais l'usine ne fut construite qu'en 1928. Si des tracteurs avaient été produits dès 1924-1925 et que les kolkhozes aient été développés graduellement, attirant les paysans pauvres, sur la base du volontariat, grâce à la plus haute productivité du travail et aux revenus plus élevés du secteur coopératif, la combinaison de l'industrialisation et de la collectivisation de l'agriculture aurait conduit à une situation entièrement différente de celle, tragique, des années 1928-1932, dont l'Union soviétique continue encore à souffrir.

24. L'opposition a proposé, comme autres sources d'accumulation, qu'à la place de l'impitoyable baisse du niveau de vie des ouvriers et des paysans ordonnée par Staline, un impôt spécial soit levé uniquement sur les paysans riches, et que soit décidée une réduction radicale des dépenses administratives, représentant une économie d'un milliard de roubles-or par an. Les objectifs du premier plan quinquennal, étalés sur huit ou dix ans à partir de 1923-1924 au lieu de cinq, auraient imposé des restrictions beaucoup moins lourdes aux masses populaires.

25. Deux citations seulement : « La première révolution bolchévique a arraché la première centaine de millions d'hommes à l'étreinte de la guerre impérialiste, à l'étreinte du monde impérialiste. Les révolutions futures arracheront l'humanité entière à l'étreinte de ces guerres et de ce monde » (14 octobre 1921) ; « Il vous faut apprendre d'une manière spéciale pour comprendre réellement l'organisation, la construction, la méthode et le contenu du travail révolutionnaire. Si vous y arrivez, alors je suis convaincu que la révolution mondiale sera non seulement bonne, mais excellente » (15 novembre 1922, *Œuvres*, tome 33, p. 50 et 444).

26. Voilà un exemple typique de « sous-estimation de l'autonomie des institutions politiques », sans doute...

27. Trotsky, *l'Internationale communiste après Lénine*, op. cit., p. 179.

28. Georg Lukacs, *Lénine*, pp. 28-29, E.D.I., Paris, 1965.

29. Rudolf Hilferding, *Das Finanzkapital*, éd. Wiener Volksbuchhandlung, Vienne, conclut à la page 447 par un paragraphe sur la finance en tant que dictature parfaite des grandes entreprises et prédit « une formidable collision d'intérêts [sociaux] antagonistes » qui, finalement, transformera la dictature des grandes entreprises en dictature du prolétariat.

30. Le pamphlet *L'Effondrement de la Seconde Internationale* écrit par Lénine en 1915 (Lénine-Zinoviev, *A contre-courant*, pp. 129-170), est centré sur l'idée qu'une situation révolutionnaire se développe en Europe et que les socialistes révolutionnaires doivent agir afin de stimuler les sentiments et les actions révolutionnaires des masses. Ses déclarations aux deux premiers Congrès de l'Internationale communiste étendent cette analyse à tous les pays sous régime colonial ou semi-colonial.

31. Ed. Laurel, Dell Publishing Company, New York, 1964.

32. La direction maoïste du Parti communiste chinois, en travestissant délibérément la vérité historique, continue de faire de Chen Tu-hsui, chef du Parti communiste chinois de la période 1925-1927, le principal responsable de ces « erreurs » ; elle omet de dire qu'il agissait selon les instructions directes et pressantes de l'Internationale communiste et en premier lieu, selon celles de Staline en personne.

33. Beaucoup de gens se demandent (comme Krasso) si la politique de Staline n'a pas été justifiée par la victoire de l'U.R.S.S. dans la Seconde Guerre mondiale. Voir les choses ainsi, c'est présenter un tableau faussé de la réalité, passer complètement sous silence le prix effroyable payé pour cette victoire, les innombrables victimes inutiles, les innombrables défaites (y compris les défaites militaires : toute une littérature a surgi sur ce thème en Union soviétique). Un homme habitant au cinquième étage refuse de prendre l'ascenseur ou même d'appuyer sur le commutateur pour avoir de la lumière, mais tient à descendre dans l'obscurité par un escalier étroit. Il glisse, comme on pouvait s'y attendre, dégringole les marches, mais grâce à sa constitution robuste, il ne se rompt pas le cou, seulement bras et jambes ; au bout de quatre ans, il remarque enfin avec des béquilles. Cela est évidemment la preuve d'une forte constitution ; mais est-ce un argument contre l'utilisation des ascenseurs ?

34. Comme nous le savons aujourd'hui, Staline a également essayé d'influencer les communistes yougoslaves et chinois en leur déconseillant de prendre le pouvoir. Il a donné ses instructions au Parti communiste vietnamien pour qu'il reste au sein de l'empire colonial français, rebaptisé « Union française ». Le parti cubain, éduqué par lui, a refusé obstinément durant plusieurs années de s'engager aux côtés de Fidel Castro en vue d'une révolution socialiste victorieuse à Cuba. Ces faits ont-ils besoin d'une explication *sociologique* ou simplement *psychologique* ?

2. REPOSE A NICOLAS KRASSO *

Nicolas Krasso a essayé d'expliquer la victoire de Staline, lors des luttes internes du Parti bolchévique des années vingt, par deux prétendues faiblesses fondamentales du « marxisme de Trotsky » : son « sociologisme », c'est-à-dire la sous-estimation constante du rôle autonome des institutions politiques ; et son « administrativisme », qui conduirait à rendre Trotsky responsable des plus rigoureuses mesures répressives que le régime bolchévique fut amené à prendre contre la classe laborieuse pendant la période 1920-1921. Nous avons montré combien ces affirmations correspondent peu à la vérité historique et donnent une explication inadéquate du destin de la révolution russe après 1917 (sans parler du destin de la révolution mondiale).

* *Les Temps modernes*, n° 279, 1969.

Krasso, dans sa réponse, essaye de défendre son hypothèse à la fois par des arguments généraux et théoriques et par une réfutation de certains faits réels que j'avais introduits dans le débat. Ces deux tentatives se soldent par un échec. Elles démontrent encore plus clairement que dans son premier article la faiblesse fondamentale d'une analyse, qui s'écarte de la méthode marxiste par laquelle on peut comprendre, interpréter et agir sur l'histoire contemporaine.

L' « empirisme » et l'historiographie marxiste : première approche.

Krasso écrit : « Mon analyse avait pour but d'essayer de reconstruire l'unité de la pensée et des actes de Trotsky en tant que marxiste : le caractère particulier et la cohérence de cette unité. Dans sa réponse Mandel ne tente en aucune façon de rechercher cette unité. » En d'autres termes, Krasso essaie de voir la pensée de Trotsky et son action comme un *tout* régi par certains principes fondamentaux qu'il cherche à découvrir. Refuser de lui répondre au même niveau (ou refuser d'accepter sa définition de l'*unicité* du marxisme de Trotsky, ou encore substituer d'autres « principes fondamentaux » aux siens pour une interprétation de Trotsky) est une attitude condamnée pour « empirisme ».

A la fin de cet essai nous reviendrons sur ce que nous considérons comme la *caractéristique spécifique* du marxisme de Trotsky. Mais tout d'abord voyons ce que vaut l'argument théorique de Krasso. Du point de vue de la dialectique de Marx, les processus ne sont pas commandés par des idées fondamentales mais par des forces contradictoires. Tout processus historique est régi par des contradictions dont la nature est sociale. C'est faire machine arrière par rapport à Marx et retourner à Hegel que concevoir la vie d'un homme comme étant essentiellement gouvernée et explicable par des idées. Considérer ces idées comme immuables, permanentes et sans relation ni avec leurs contradictions internes ni avec les contradictions qu'elles ont entre elles ou avec l'action pratique, c'est rétrograder de Hegel à Kant.

C'est une profonde erreur d'affirmer que la vie de Trotsky

constitue un « tout » dont la clef est une « conception » idéologique ; d'identifier cette conception au péché originel de « sociologisme » ; de nier, ce qui est un fait historique, qu'après avoir rejoint le Parti bolchévique, Trotsky attachait la plus grande importance au rôle du « facteur subjectif » dans les domaines historique et politique, qu'il devint le plus dévoué défenseur de la théorie léniniste du parti et qu'il nous donna, à la fois comme politicien et comme historien, quelques-uns des plus beaux exemples d'une compréhension exacte du « rôle autonome des institutions politiques ». C'est là une explication erronée du marxisme de Trotsky, une construction abstraite et arbitraire de l'esprit, coupée de la réalité tant sur le plan théorique que pratique.

La faiblesse méthodologique de la thèse de Krasso est encore plus grande que son échec à pouvoir expliquer logiquement tous les aspects essentiels des activités de Trotsky. (La supériorité de la théorie dialectique sur l'empirisme ne réside pas dans une négation des données empiriques, mais dans une aptitude à les expliquer de manière cohérente ; et on ne peut donner de l'action et de la théorie de Trotsky dans les années 1917, 1923, 1933 ou 1938 aucune explication cohérente si l'on parle de l'idée qu'il a « sous-estimé le rôle autonome des institutions politiques ».) Cette faiblesse nous conduit au cœur d'une des questions les plus intéressantes de l'historiographie et de la sociologie marxistes : les rapports entre l'individu et le processus historique.

Nous ne saurions nier que tout individu peut être considéré comme un sujet d'étude digne d'intérêt ni que sa vie puisse être examinée dialectiquement et expliquée. Mais cette activité relève évidemment de la psychologie individuelle et non pas de la sociologie¹. C'est une démarche qui convient tout à fait tant qu'il ne s'agit que d'individus ayant un rôle marginal dans le processus historique.

La grande contribution de Marx à la compréhension de l'histoire fut précisément de souligner qu'on ne pouvait expliquer un processus historique par une simple interaction des psychologies individuelles, par l'enchevêtrement d'une myriade « d'histoires particulières ». Comprendre l'histoire, cela requiert l'intervention d'un nouveau concept : celui de classe sociale. L'histoire du monde n'est pas l'histoire d'individus en conflit

(bien que ces individus et leurs conflits soient très réels et quelquefois très importants) ; l'histoire du monde c'est l'histoire de la *lutte des classes*. Les aspirations des individus, leurs besoins, leurs luttes et leurs idées, qu'il faut comprendre pour comprendre l'histoire, constituent des classes sociales par leur combinaison. Les conflits qui façonnent l'histoire d'un monde civilisé ne sont autres que les conflits entre les classes sociales ou à l'intérieur des classes sociales².

Les individus qui jouent un rôle déterminant dans l'histoire ne le peuvent que parce qu'ils arrivent à exprimer, de façon magistrale, à un moment décisif, les besoins et les aspirations de groupes sociaux³. Après les avoir propulsés sur la scène de l'histoire, le rapport unique et particulier des forces sociales se modifie foncièrement, et le rôle historique de ces hommes est terminé.

Tout jugement sur Trotsky part sur des bases fausses si l'on cherche à expliquer son rôle dans l'*histoire* par sa « pensée », c'est-à-dire en le considérant en tant qu'individu. Nous ne nions pas l'utilité de compléter une analyse historique par la psychologie individuelle, bien que tout ce que nous possédions, à ce jour, sur ce sujet soit assez peu probant. Mais nous contestons énergiquement la possibilité d'expliquer l'histoire par la psychologie individuelle. La lutte politique en Union soviétique dans les années vingt, la lutte politique dans le mouvement communiste mondial au cours des années vingt et trente, engageaient le destin de centaines de millions d'êtres humains. Expliquer les résultats d'un conflit de telles dimensions par la personnalité de tel ou tel individu (X avait la maladie de la persécution, Y avait un ulcère à l'estomac, Z « sous-estimait le rôle autonome des institutions politiques ») n'est pas seulement non marxiste, c'est grotesque.

C'est là que la pensée de Krasso est d'une faiblesse fondamentale. Sa « Réponse à Ernest Mandel » n'apporte sur ce point aucun argument nouveau. Il nous parle longuement de ce que Trotsky et Lénine pensaient ou ne pensaient pas, à tel ou tel moment de la lutte politique et sociale en Union soviétique. Cependant, il ne donne aucune explication des hauts et des bas de la révolution qui tienne compte des forces sociales, tant en Russie que dans le reste du monde. Et quand Krasso essaie timidement de fournir une explication de cet

ordre à un aspect épisodique du problème (le débat syndical de 1921), il en arrive à nier jusqu'à l'existence même des classes sociales, en l'occurrence celle du prolétariat. Dans ces conditions, toute historiographie scientifique est impossible. L'incompréhension de Krasso concernant le marxisme de Trotsky le conduit à abandonner le marxisme lui-même.

Lénine, Trotsky, et la théorie du parti.

Krasso s'étonne que nous puissions dire : « Ce fut Lénine et non Trotsky qui, dans une large mesure, emprunta la théorie de l'organisation du Parti aux théoriciens allemands et autrichiens de la social-démocratie. » Mais s'étonner n'est pas apporter la preuve du contraire. C'est n'en apporter aucune non plus que de tenter d'identifier la théorie de Lénine sur le parti avec la notion de révolutionnaires professionnels, ni d'affirmer « qu'aucun indice ne montre que, par la suite, Trotsky [qui ne l'avait pas comprise tout d'abord — E. M.] ait vraiment compris la leçon de Lénine sur le parti ».

Krasso semble oublier que la notion de révolutionnaires professionnels n'est aucunement un principe de base de la théorie de Lénine sur le Parti ; elle ne fait que découler d'autres principes de base. Il avait lui-même très justement dit, à propos de la « thèse fondamentale » de Lénine sur un parti révolutionnaire, que « la théorie socialiste devait être apportée de l'extérieur à la classe ouvrière par l'intermédiaire d'un parti comprenant une intelligentsia révolutionnaire ». C'est cette thèse fondamentale qui, comme nous le disions, a été inspirée par Victor Adler et Kautsky. Et si Krasso faisait l'effort de se reporter aux sources que nous avons citées, il serait obligé de reconnaître que les éléments essentiels de la théorie de Lénine sur le parti révolutionnaire proviennent bien des sociaux-démocrates allemands (et austro-allemands) des années 1890.

Lénine lui-même n'a jamais caché que sa théorie sur le Parti s'inspirait de la social-démocratie allemande. Naturellement, Lénine exagère lorsqu'il se dit convaincu d'une affiliation idéologique très proche avec Kautsky et autres. C'est dans l'ardeur d'une lutte de fraction qu'il énonça cette opinion.

Il est également vrai que Lénine, quand il revint à ce problème, après l'expérience de la révolution de 1905, exprima une conception bien plus large que dans *Que faire?*, particulièrement en ce qui concerne les rapports de l'avant-garde du Parti et de la classe ouvrière. Nous avons indiqué tout cela dans notre première réponse à Krasso.

Mais nous sommes ici en dehors de la question. Nous insistions sur le fait que la conception léniniste de l'organisation, avant 1917, était plus proche de celle de Trotsky que de celle de la social-démocratie. La raison en est claire : Lénine, de même que les sociaux démocrates, insistait sur le rôle prépondérant que devaient jouer les ouvriers *organisés* auprès de ceux qui ne l'étaient pas ; Trotsky a sous-estimé l'importance de cette organisation mais, de même que Rosa Luxemburg, il comprit avant Lénine que l'organisation n'est pas en elle-même la garantie de pouvoir diriger la révolution ; qu'elle pouvait même devenir le piège qui empêcherait la classe ouvrière d'avancer sur le chemin de la révolution. Il présentait, avec acuité, le *conservatisme potentiel* que comporte l'appareil d'un parti. Toute théorie marxiste du Parti qui écarte ce point de vue en le taxant de « sociologisme » montre une totale incompréhension de l'histoire du mouvement ouvrier depuis 1914.

C'est à dessein que nous disons depuis 1914. Ce qui fait complètement défaut à l'analyse de Krasso, c'est l'évolution de l'attitude de Lénine envers le Parti et l'Internationale, évolution déterminée par l'expérience dramatique qu'il avait vécue après le 4 août 1914. Ce n'est pas par hasard que l'analyse de Krasso présente ce hiatus. Il néglige les écrits de Lénine sur la social-démocratie, éliminant ainsi très commodément ce qui devint, à partir de ce moment-là, la clef de voûte du léninisme : *la combinaison d'une théorie du Parti avec un programme et une action révolutionnaires*. Si l'on néglige cette combinaison, « l'organisation » du Parti devient non seulement une coquille vide du point de vue de la lutte des classes, mais elle peut véhiculer des forces sociales hostiles. Quand Krasso reproche à Trotsky d'avoir, par la suite, « fétichisé » le programme, et lui oppose la « structure du Parti qui était la base de la pensée de Lénine », il calomnie Trotsky comme Lénine. Après s'être rallié aux bolchéviks, Trotsky n'a jamais séparé le programme de la structure du parti. Après 1914, jamais

Lénine n'a séparé la structure du Parti de l'action et du programme révolutionnaires ; il avait tiré la leçon du 4 août 1914⁴.

Il serait trop long d'énumérer ici tous les exemples où Trotsky, après mars 1917, montre, par ses pensées et par son action, qu'il avait compris la théorie de Lénine sur le Parti⁵. Nous nous bornerons à une seule citation :

« La minorité agissante, à laquelle la théorie syndicaliste assigne un rôle dirigeant, la plaçant véritablement au-dessus des organisations syndicales de la masse prolétarienne, ne peut rester sans structure. Mais si cette minorité agissante de la classe ouvrière est correctement organisée, si elle est renforcée par une discipline intérieure, en rapport avec les difficultés implacables de l'époque révolutionnaire, si elle est soutenue par une doctrine adéquate, la doctrine de la révolution scientifiquement élaborée — alors nous obtiendrons que le parti communiste, et lui seul, dominant les syndicats aussi bien que toute autre forme de mouvement ouvrier, les développe idéologiquement et dirige toutes leurs actions.

« ... D'où la nécessité impérieuse de créer un parti communiste français qui devra absorber à la fois l'aile révolutionnaire déjà existante du parti socialiste et la branche révolutionnaire du syndicalisme français. Le Parti doit créer son propre appareil, absolument indépendant, rigoureusement centralisé, et séparé du parti socialiste actuel comme de la C.G.T. et des syndicats locaux.

« ... Le chemin à suivre sera de construire immédiatement un parti communiste centralisé, et surtout de fonder dans les principaux centres du mouvement ouvrier, des journaux quotidiens qui (contrairement à ceux qui existent actuellement) ne feront pas la propagande abstraite, mais qui seront plutôt des organes d'agitation révolutionnaire directe et de directives politiques pour la lutte des masses prolétariennes. » (*A propos du prochain congrès du Komintern*, 22 juillet 1920⁶.)

Il serait difficile, même pour Nicolas Krasso, de distinguer la théorie que Lénine a développée dans *Que faire ?* et cette déclaration faite par Trotsky en 1920.

Les options en 1923.

Krasso voudrait présenter Trotsky comme un mythe romantique et un symbole, mais la pierre d'achoppement essentielle à cette thèse est le programme de rechange précis et concret que Trotsky proposa à la fois au Parti bolchévique russe et à l'Internationale communiste entre 1923 et 1933. La « contradiction » que Krasso voit entre la théorie de la révolution permanente (telle qu'il l'interprète) et la lutte que mena Trotsky pour accélérer l'industrialisation en Union soviétique ne repose sur aucun fondement. Là où Krasso n'a vu qu'illogisme (ce qui est bien la preuve de l'illogisme de son « interprétation » de Trotsky), il y avait en réalité une relation interne logique : la volonté consciente de renforcer la puissance du prolétariat sur le plan national et international.

Dans sa « Réponse à Ernest Mandel », Krasso va encore plus loin et nie tout simplement que Trotsky et l'Opposition de gauche aient présenté un programme de rechange à la politique de Staline dans les années vingt. Pour étayer ce raisonnement il inflige quelques entorses à la chronologie : il dit que le prolétariat était réduit des deux tiers en 1921 et que la politique de mobilisation progressive et de repolitisation de ce prolétariat en 1923-1924 était irréaliste, que les propositions de Trotsky pour l'accélération du développement industriel « n'avaient aucune commune mesure avec la situation économique désespérée de 1928 et le véritable blocus des villes par les koulaks ». On reste confondu devant une telle « logique ».

Admettons que le prolétariat ait été réduit des deux tiers en 1921 (on peut en douter et nous essaierons de démontrer, une autre fois, que ces chiffres sont très exagérés). Mais il est certain qu'en 1923, sans parler de 1926, le prolétariat n'était plus « désintégré et dispersé », pour reprendre les termes de Krasso. Selon les statistiques soviétiques officielles que cite Salomon Schwartz, le nombre des salariés qui était passé entre 1897 et 1913 de 7,9 millions à 11,2 millions, tomba à 6,6 millions en 1922 et 1923, puis remonta rapidement à 7,4 millions en 1923-1924, à 10,2 millions en 1924-1925, à 10,9 millions

en 1925-1927, et à 11,6 millions en 1928. Dans la grande industrie le nombre des ouvriers, qui était tombé de 2,8 millions en 1913 à 1,7 million en 1922-1923, remonta à 1,8 million en 1923-1924, à 2,2 millions en 1924-1925, à 2,7 millions en 1925-1926, à 2,8 millions en 1926-1927 et à 3,1 millions en 1928. Le nombre des ouvriers du bâtiment monta en flèche, passant de 200 000 en 1923-1924 à 500 000 en 1926-1927 et à 700 000 en 1928. Etant donné que les chiffres d'avant la guerre comprennent un nombre très important de domestiques (plus de 2 millions) et que cette catégorie est tombée à 200 000 dans les années vingt, on peut dire qu'aux alentours de 1926, le prolétariat industriel, au sens propre du mot, était déjà plus nombreux qu'avant la révolution. Nous sommes véritablement très loin d'un prolétariat « désintégré et dispersé⁷ ».

En admettant toujours que le prolétariat était réellement « réduit des deux tiers en 1921 », les chiffres que nous venons de citer montrent à l'évidence un processus de reconstitution numérique, économique et sociale du prolétariat de 1921 à 1928. Personne ne peut nier qu'une classe sociale qui produit plus de 60 % du revenu national (ce qui était le cas dès 1926) représente un pouvoir social. Mais nous rappellerons à Krasso que Trotsky n'a pas proposé de rendre dans l'immédiat à la classe ouvrière son rôle de meneur dans l'Etat et dans l'économie en 1921, alors qu'elle était réduite à une grande faiblesse économique et sociale. Ce fut là l'erreur politique et la position irréaliste de l'Opposition ouvrière que Trotsky rejeta. Pour que la classe ouvrière retrouve son rôle de classe politique dirigeante, les conditions suivantes étaient nécessaires : redressement de l'activité économique (et industrielle) ; réouverture des usines ; renaissance de la classe ouvrière. C'est pourquoi Trotsky a approuvé fermement la N.E.P. ainsi que les priorités immédiates à accorder à la renaissance économique.

Mais ce n'était que le début d'un processus. Une fois que l'économie fut remise en route, les salaires augmentèrent, le nombre des salariés s'accrut, leur importance dans l'économie devint déterminante en raison de l'accroissement de la production industrielle. C'est alors que se réalisèrent les conditions d'une renaissance politique du prolétariat. C'est à ce stade que le Parti par son intervention pouvait favoriser cette résurrection politique ou la freiner. Le programme de l'Opposition de

gauche visait à faciliter cette renaissance en proposant la suppression du chômage, une industrialisation accélérée, l'élargissement du champ d'action de la démocratie soviétique, l'encouragement des masses laborieuses à s'exprimer et à agir par elles-mêmes, et le renforcement des chances de succès de la révolution internationale, laquelle, en retour, ferait renaître chez les ouvriers soviétiques la confiance en soi et l'esprit militant.

La fraction dirigeante fit tout ce qui était en son pouvoir pour réduire l'esprit militant et la volonté d'agir du prolétariat : elle laissa le chômage persister et les « soviets » abandonner progressivement tout rôle important dans la gestion de l'Etat et de l'économie ; elle laissa les vestiges de la démocratie ouvrière extérieure au Parti s'amenuiser ainsi que les traditions démocratiques au sein du Parti lui-même. Voilà le véritable bilan.

Quand Krasso écrit : « C'était le nœud du problème : non pas la « passivité » du prolétariat (comme le dit Mandel), c'est-à-dire une conjoncture subjective, mais sa désintégration et sa dispersion, c'est-à-dire une structure objective », il résume parfaitement le problème et, en même temps, il y fournit une réponse implicite qui détruit sa propre thèse. Il est clair qu'on ne peut prétendre qu'une « désintégration » et une « dispersion » représentaient une réalité objective entre 1923 et 1928 alors que le rendement industriel atteignait et dépassait les chiffres antérieurs à la révolution. La *possibilité objective*, après 1923, de surmonter la « conjoncture subjective » d'une passivité existait bel et bien. Si ce résultat ne fut pas atteint, ce fut à cause du rôle prépondérant du Parti. Cela étant posé, toute autre interprétation « sous-estime le rôle autonome des institutions politiques ».

Au sujet du programme de l'Opposition de gauche, qui prévoyait de financer les investissements par un impôt spécial sur les paysans riches et par une réduction des dépenses de l'Etat, Krasso croit devoir faire ce commentaire : « Financer le développement en réduisant les dépenses de l'Etat est le rêve utopique de tout pays attardé. » On peut dire aussi que mener à bien la révolution socialiste et construire un Etat soviétique dans un pays attardé est un « rêve utopique » ; plus d'un menchevik, jeune ou vieux, serait ici d'accord avec Krasso.

On en arrive à se demander si Krasso a jamais lu *l'Etat et la Révolution* de Lénine et ses commentaires très complets sur un « Etat bon marché » ; s'il a jamais lu, de Lénine, aucun autre écrit économique. Le Lénine qui écrivit tout cela étant sans doute un « trotskyste romantique » à ne pas confondre avec le Lénine « réaliste » qui ne se préoccupait que de la « structure de l'organisation ». Et son projet, probablement, était destiné à l'Angleterre ou à l'Allemagne, et non à la Russie sous-développée ?

Un impôt visant les paysans riches n'a rien d'une utopie. C'est justement ce qu'ont essayé de réaliser plusieurs Etats ouvriers depuis l'expérience désastreuse de la politique agricole de Staline. Mao qui est un « réaliste » a vigoureusement préconisé des mesures de ce genre. Il est encore moins « utopiste » d'essayer de réduire les dépenses de l'Etat (dont une énorme partie est gaspillée dans les pays sous-développés) en les faisant contrôler de très près par la base et en transférant un nombre croissant de fonctions publiques aux mains des paysans et des ouvriers⁸. Les mesures suggérées par le programme de l'Opposition de gauche à ce propos furent mises au point par quelques-uns des économistes les plus éminents de l'U.R.S.S., parmi lesquels Préobrasjensky et Piatakov qui devaient plus tard mettre sur pied l'industrie lourde au cours du premier plan quinquennal. Il n'est pas très sérieux de taxer ces experts de rêveries romantiques.

En réalité, les chiffres cités par le programme de l'Opposition de gauche rejoignent ceux que Krijanovsky avait établis dans son premier plan d'industrialisation du pays dans les années vingt. Ils s'accordent aussi avec ce qui s'est réellement passé durant le premier plan quinquennal.

La différence est que selon le programme de l'Opposition de gauche le financement des dépenses aurait été étalé sur dix ans et non sur quatre ans et demi. On aurait pu alors faire peser le financement sur les couches privilégiées de la population et non sur les ouvriers et les petits paysans.

Les inconvénients qui auraient affecté la moyenne de productivité (rendement des investissements) auraient ainsi été négligeables. Tandis que l'effet des sacrifices resserrés dans le temps a été désastreux pour cette productivité.

Finalement, avec le programme de l'Opposition de gauche, les pertes auraient été moindres, alors que le plan d'industrialisation de Staline les a décuplées. La rentabilité des investissements en fut abaissée de façon désastreuse, ce qui rendit nécessaire la nomination de centaines de milliers de surveillants et de policiers qui « disciplinaient » la population, et dont le salaire était pur gaspillage du point de vue de la croissance économique.

Dans cette perspective on peut dire que la cadence de la croissance économique, la consommation des producteurs et le degré de démocratisation sont étroitement liés, mais d'une manière inverse à celle que défendent généralement les apologistes de Staline (et qui semble être celle de Krasso). Une démocratie soviétique plus poussée, une plus grande consommation des producteurs augmentent considérablement le rendement des investissements, réduisent la consommation improductive et accélèrent, au lieu de la freiner, la croissance économique.

Le facteur temps, que Krasso escamote si commodément de son argumentation, est en réalité primordial. C'est également du facteur temps qu'il faut parler pour répondre à Krasso lorsqu'il affirme, un peu sottement, que la politique économique de rechange proposée par Trotsky, en 1923, ne portait pas remède au blocus des villes par les koulaks, en 1928. Il est évident qu'elle ne pouvait le faire, puisque cette politique de rechange était avant tout destinée à empêcher qu'on en arrive à se trouver dans une situation comme celle de 1928.

Dès 1923, Trotsky et ses partisans avaient lancé un avertissement selon lequel le développement de la petite production marchande accentuerait inévitablement les inégalités dans les régions rurales. Il déclara que cela aboutirait à concentrer de plus en plus les excédents alimentaires dans les mains de la paysannerie riche, ce qui lui donnerait ainsi un pouvoir politique grandissant dans les villages. Staline et Boukharine nièrent tout cela avec énergie, alléguant que la prospérité de la petite production avantagerait la paysannerie moyenne et non la paysannerie riche. Là où Trotsky prévoyait l'accroissement de la lutte de classes, ils voyaient la venue d'une harmonie sociale. Ils proposèrent « d'intégrer » l'agriculture privée dans « la construction du socialisme » au point de vouloir

financer l'expansion de l'industrie socialiste par la vente d'obligations d'Etat aux propriétaires agricoles.

Trotsky rejeta cette conception rêveuse et utopique de l'harmonie sociale et mit en garde le Parti et le prolétariat contre le danger que constituaient les koulaks, bien des années avant qu'il ne devienne sérieux. Il put prédire avec exactitude la forme que ce danger prendrait : refus de livrer des vivres à la ville tant que celle-ci ne livrerait pas au village davantage de biens industriels. Il prédit les effets politiques que provoquerait cette « grève des livraisons ». Et il avait une politique réaliste à proposer en remplacement de celle de Staline et de Boukharine qui favorisait la concentration des surplus de vivres dans les mains des koulaks. Cette politique de remplacement était la suivante : d'une part, industrialisation accélérée grâce à des impôts payés par les koulaks ; d'autre part, collectivisation progressive de l'agriculture avec création de fermes coopératives très mécanisées, qui verraient affluer les paysans pauvres, car le revenu et les conditions de vie y seraient meilleures que dans leurs fermes vétustes et misérables.

Accélération de l'industrialisation, jetant les bases d'une agriculture progressivement mécanisée ; mesures différentielles au sein de la paysannerie, non pas en faveur des paysans riches mais à leurs dépens ; accession accélérée des pauvres à l'activité politique, tant dans les villes que dans les campagnes ; par conséquent démocratisation accélérée, — voilà en quoi consistait essentiellement le programme de Trotsky. Krasso a beau affirmer que ce programme « n'apporte pas de solution politique au problème paysan », il n'avance aucune preuve à l'appui de ce surprenant jugement.

Nature de la bureaucratie soviétique.

Krasso a beau retourner dans tous les sens le problème social le plus important des années vingt en Union soviétique, celui de la bureaucratie, il n'arrive pas à reconnaître qu'elle constituait une *couche sociale autonome*. C'est ce qui l'empêche de voir, dans les luttes internes du P.C. de l'Union soviétique à cette époque, autre chose qu'une affaire de pouvoir politique et de psychologie individuelle inadaptés.

Même la terminologie employée par Krasso montre bien qu'il refuse d'y voir un problème social. Il parle alternativement de « bureaucratisme », d'« étatisme bureaucratique et administratif », « de tendances vers le bureaucratisme et l'autoritarisme ». Il emploie même le terme absurde de « restauration bureaucratique » (quel que puisse être le sens de ce mot). Une fois seulement, et dans une citation de mon essai, il utilise le concept bien connu de « bureaucratie ».

C'est là une habitude inspirée directement du stalinisme des années vingt et trente, et qui revint durant la période post-stalinienne des années cinquante. On se lamente à propos « d'habitudes bureaucratiques » ou de « tendances bureaucratiques et étatistes » et l'on masque ainsi un problème social derrière des observations sur des « habitudes » ou des « erreurs » individuelles. Le bureaucratisme peut aider à faire naître une bureaucratie privilégiée ; mais il ne saurait être confondu avec elle. L'apparition d'une bureaucratie monopolisant le pouvoir politique et la gestion du produit de la société et dominant, par conséquent, tous les secteurs de cette société était déjà reconnue par Marx en 1871 comme un danger que courrait une société qui aurait renversé le capitalisme. Ce danger fut aussi reconnu par Kautsky et par les anarchistes peu avant 1900. Lénine s'y attarde longuement dans tous ses écrits postérieurs au début de la révolution de 1917.

Krasso écrit : « Lénine n'a justement jamais posé le problème de façon idéaliste, avec le « de deux choses l'une » du romantisme politique. Pour Lénine la question n'était pas de savoir s'il fallait éliminer toute bureaucratie ou non. Lénine connaissait parfaitement les contradictions insurmontables qui dominaient la politique intérieure comme la politique extérieure... Le but de Lénine n'était pas un triomphe complet et impossible sur le bureaucratisme ; il était plutôt partisan de lui apporter des *correctifs*. »

La bureaucratie naît d'une division sociale du travail mal maîtrisée. Elle résulte d'une insuffisance du niveau de développement des forces productrices et d'une insuffisance du niveau technique et culturel de la classe ouvrière. C'est pourquoi on ne peut pas la supprimer par décrets, pas plus que l'on ne peut supprimer par décrets la production marchande, la monnaie ou l'Etat. Il est seulement possible d'en réduire l'importance jus-

qu'à l'instauration d'une société sans classes. Dans ce sens, on peut dire que la question n'est pas de savoir si la bureaucratie « sera ou non éliminée ». C'est même une évidence simplette. Supprimer immédiatement et complètement la bureaucratie, c'est-à-dire tous les fonctionnaires de l'Etat, du Parti et des syndicats payés à plein temps ; tous ceux qui gèrent l'économie en exerçant leurs fonctions à plein temps et séparément de la main-d'œuvre productrice ; tous les intellectuels séparés du travail productif, etc. est chose impossible au lendemain de la victoire d'une révolution socialiste. C'est chose encore plus impossible dans un pays sous-développé.

Trotsky savait tout cela aussi bien que Lénine. Nulle part et à aucun moment il n'a proposé de plan pour « supprimer immédiatement et totalement la bureaucratie ». Mais comprendre que la bureaucratie est un *mal* inévitable est une chose, et la trouver bonne parce qu'elle est inévitable en est une autre. On peut dire : « Nous tolérerons l'inégalité dans la mesure où elle nous aide à atteindre plus vite l'égalité. Pendant cette période, nous ne fermerons pas les yeux sur la corruption que cette inégalité provoquera et nous tenterons de la réduire par tous les moyens dont nous disposerons. » Mais c'est tout autre chose de proclamer hardiment que l'égalité est un « idéal petit-bourgeois » et que le « réalisme » requiert de renforcer les inégalités sociales. Bref, il est très différent de permettre à une politique de réduire progressivement le poids et le pouvoir de la bureaucratie ou d'accroître par à-coups ce poids et ce pouvoir. La première attitude est celle des partisans de la révolution prolétarienne, de Lénine à Trotsky. La seconde est l'attitude des porte-parole de la bureaucratie, de Staline à Brejnev. On se demande où se situe Krasso dans ce débat.

Dire que Lénine ne cherchait à apporter que des *correctifs* à la bureaucratie, c'est véritablement calomnier ce grand révolutionnaire. Il voyait très clairement l'immense danger que représentait la bureaucratie dans l'édification d'une société socialiste. Tout en comprenant qu'il était impossible de supprimer cette bureaucratie d'un seul coup, il faisait tous ses efforts pour en réduire le poids *autant qu'il était possible*. Il ne s'agit pas de trouver des « *correctifs* », mais de trouver les forces sociales et les moyens politiques susceptibles d'empêcher, dans toute la mesure du possible, l'Etat ouvrier, déformé par la bureaucratie,

de sombrer dans la dégénérescence bureaucratique et d'être envahi par un cancer qui rongerait les parties saines de son organisme⁹. La force capable de réduire progressivement le poids de la bureaucratie ne peut être que le prolétariat exerçant par lui-même un nombre croissant de fonctions dans l'administration de l'Etat et dans l'économie.

L'attitude de Trotsky devant le problème de la bureaucratie n'était pas fondamentalement différente de celle de Lénine. Il ne s'est jamais bercé de l'illusion que l'on pourrait supprimer la bureaucratie d'un seul coup. Il s'est efforcé de réduire les effets néfastes qu'elle avait sur la société soviétique et de prendre des mesures qui auraient accéléré la diminution de cette bureaucratie. La seule chose que l'on puisse dire c'est que sa réaction devant ce grave danger fut plus lente que celle de Lénine, bien qu'il ait perçu avant Lénine les racines économiques du pouvoir bureaucratique qui se joignaient aux racines sociales, politiques et culturelles¹⁰. Mais Lénine et Trotsky comprirent tous deux que la bureaucratie était une couche sociale et qu'il fallait absolument l'empêcher de grandir. La plupart des « vieux bolcheviks » ne comprirent rien à ce problème. C'est l'erreur idéologique qui causa leur perte.

Krasso ne fait que la réitérer. L'idée que le Parti aurait pu neutraliser lui-même la bureaucratie est une illusion que les « vieux bolcheviks » partagèrent. Lorsque la passivité du prolétariat augmente, il est inévitable que le Parti lui-même se bureaucratise, et donc qu'il devienne un véhicule du pouvoir bureaucratique et non un obstacle pour l'enrayer.

Retour sur le problème du socialisme dans un seul pays.

Dans notre essai précédent, « critique d'une critique », nous avons expliqué en détail les erreurs de Krasso sur la question du « socialisme dans un seul pays » et de la « révolution permanente », et pourquoi, encore aujourd'hui, Krasso semble ne pas comprendre sur quoi porte la discussion : sur le *but final* du processus d'édification d'une société sans classes et en aucune façon sur le début de ce processus.

Krasso n'essaie même pas de réfuter notre analyse. Il se

borne à railler quelque peu notre « banalisation » du concept de révolution permanente. S'appuyant sur deux phrases qu'il tire de *la Révolution permanente* de Trotsky, il prétend que celui-ci redoutait « un effondrement économique ou militaire de l'U.R.S.S. ». On ne peut prendre très au sérieux ce genre de polémique.

Krasso ne cite pas la moindre phrase de Trotsky pour étayer son interprétation aberrante de la théorie de la révolution permanente où il voit la croyance en des insurrections simultanées en de nombreux pays. En revanche, nous pouvons citer maints passages où Trotsky rejette explicitement des interprétations aussi puérides que celle de Krasso. Voici par exemple une réponse à Boukharine, écrite il y a quarante ans, mais qui semble répondre, par avance, à Krasso :

« Il est évident que je n'ai jamais partagé cette théorie de Boukharine sur la révolution permanente ; elle ne peut concevoir dans le processus révolutionnaire aucune discontinuité : période de stagnation, reculs, revendications provisoires, etc. Au contraire, dès les premiers jours d'Octobre, j'ai combattu cette caricature de la révolution permanente.

Quand, comme Lénine, j'évoquais l'incompabilité entre la Russie soviétique et le monde impérialiste, j'avais en vue la grande courbe de la stratégie et non pas ses sinuosités tactiques. Au contraire, Boukharine, avant de se transformer en son contraire, a invariablement développé sa caricature scolastique de la conception marxiste de la révolution continue. Durant l'époque du « communisme de gauche », Boukharine estimait que la révolution n'admettait ni retraites ni compromis provisoires avec l'ennemi. Longtemps après Brest-Litovsk — où mon attitude n'eut rien de commun avec celle de Boukharine —, celui-ci, avec toute l'aile ultra-gauche de l'Internationale communiste d'alors, adopta la ligne des journées de mars 1921 en Allemagne, estimant que si l'on « n'électrisait » pas le prolétariat en Europe, que s'il n'y avait pas de nouvelles explosions révolutionnaires, le pouvoir des soviets irait inévitablement à sa perte. Bien que j'eusse conscience des dangers réels qui menaçaient ce pouvoir, je n'en luttai pas moins, la main dans la main avec Lénine, lors du III^e Congrès, contre cette parodie putchiste de la conception marxiste de la révolution permanente. Durant ce Congrès, nous avons répété des dizaines

de fois aux gauchistes impatients : ne vous hâtez pas de nous sauver, vous ne feriez que nous perdre, vous et nous ; suivez le chemin de la lutte systématique pour conquérir les masses, pour arriver à la prise du pouvoir ; nous avons besoin de votre victoire et non pas d'un combat mené dans des conditions défavorables ; nous, en Russie soviétique, avec la N.E.P., nous maintiendrons nos positions et nous irons quelque peu de l'avant ; vous pourrez encore venir en temps voulu à notre aide, si vous préparez vos forces et si vous profitez d'une situation favorable ¹¹. »

Ces lignes furent écrites en juin 1928. Trotsky compléta son pamphlet sur la Révolution permanente en octobre 1928. Ces deux textes sont donc pratiquement contemporains. Pourtant Krasso, devant des documents aussi probants, maintient son interprétation sur la théorie de la révolution permanente de Trotsky, qui serait identique à celle de Boukharine ; c'est-à-dire une conception selon laquelle l'insurrection doit être ininterrompue et se produire simultanément en tous lieux, conception que Trotsky rejetait absolument (et en termes clairs et explicites). Est-ce par ignorance ou par malhonnêteté intellectuelle ?

On peut se poser la même question quand on voit les tentatives désespérées que fait Krasso pour soutenir que Trotsky avait rejeté la « théorie du socialisme dans un seul pays », sous prétexte que l'effondrement du régime soviétique serait inévitable, soit à cause de la pression de l'économie mondiale, soit à cause d'une intervention étrangère, si la révolution mondiale ne triomphait pas rapidement. Là encore laissons la parole à Trotsky lui-même, dans son introduction à *La Révolution permanente* :

« Un Etat ouvrier isolé dont le programme est réaliste ne peut se fixer comme but de devenir complètement « indépendant » de l'économie mondiale, et encore moins d'édifier une société socialiste nationale « dans les plus brefs délais ». Le but n'est pas d'atteindre une vitesse maximale mais une vitesse optimale, c'est-à-dire celle qui, compte tenu des conditions économiques intérieures et extérieures, renforce la position du prolétariat, prépare à l'échelon national la future société socialiste internationale, mais, en même temps et surtout, améliore systématiquement le niveau de vie du prolétariat, et

renforce son union avec les masses rurales non possédantes. Ces buts doivent rester prépondérants durant toute la période préparatoire, c'est-à-dire jusqu'à ce que la révolution triomphe dans les pays avancés, libérant ainsi l'Union soviétique de son isolement présent ¹². »

On ne peut voir là le moindre pessimisme historique, ni non plus l'idée d'un effondrement inévitable de l'Union soviétique, que la fraction adverse attribuait avec malignité, à Trotsky, et que Krasso répète absurdement. On remarque, au contraire, une compréhension juste de la lutte des classes, au cours de laquelle il ne peut y avoir que des armistices temporaires, sur le plan national comme international, et non une « coexistence pacifique » permanente ; une compréhension juste de la tâche fondamentale du prolétariat mondial, qui n'est pas seulement d'« empêcher » une guerre d'agression internationale contre l'U.R.S.S., mais de travailler à une extension internationale de la révolution. En d'autres termes, toute grave défaite de la classe ouvrière dans le monde (comme la venue d'Hitler au pouvoir) rend cette guerre d'agression internationale de plus en plus inévitable.

C'est là le cœur de la « théorie du socialisme dans un seul pays » et de l'attitude conservatrice de la bureaucratie soviétique envers la révolution mondiale. La théorie du « socialisme dans un seul pays » était une conception stratégique qui voulait que la « défense du bastion » soit la tâche essentielle du mouvement révolutionnaire mondial et que cette « défense » fasse dépendre la politique des partis communistes nationaux des méandres de la diplomatie soviétique. On connaît les tristes suites de l'histoire, depuis le congrès syndical anglo-soviétique de 1925-1926 jusqu'à la politique de « coexistence pacifique » d'aujourd'hui : « fronts populaires », brusque tournant pendant l'interlude du pacte Hitler-Staline, nouvelle période après qu'Hitler eut attaqué l'Union soviétique, intermède du « browserisme », guerre froide et période Jdanov, Kominform et sa liquidation, tout cela est trop connu pour être exposé en détails ou contesté véritablement.

Ce que Trotsky soutenait, et ce que nous soutenons aussi, c'est que la soumission des partis communistes nationaux aux besoins conjoncturels de la diplomatie soviétique nuisait à la

fois aux intérêts de l'Union soviétique et à ceux de la révolution mondiale.

La défense militaire de l'Union soviétique ne demandait certainement pas que l'on autorisât Tchang Kaï-chek à écraser le mouvement ouvrier chinois de 1927, qu'on laissât Hitler arriver au pouvoir en Allemagne, que la grève générale de 1936 en France se terminât seulement par quelques réformes économiques (et incidemment ramène au pouvoir des réactionnaires conservateurs moins de deux ans plus tard), que Franco écrasât la révolution espagnole, et que le mouvement ouvrier fût étouffé dans presque toute l'Europe.

Krasso affirme, ce qui ne tient pas debout : « La politique de Staline n'avait pas comme les Furies, droit de vie et de mort sur le mouvement révolutionnaire mondial. Elle représentait plutôt les mesures prudentes et conservatrices de l'Etat soviétique. » Mais il oublie, tout soudainement, ce qu'il avait écrit quelques pages auparavant sur la nature de cet Etat. Ce « conservatisme » reflétait-il les intérêts de la classe ouvrière ? Si la réponse est non, cela ne serait-il pas la conséquence des progrès qu'avait fait « la déformation bureaucratique » de cet Etat ouvrier, dépassant en cela les craintes les plus pessimistes de Lénine en 1920-1921 ? Là où Krasso voit de la psychologie *individuelle* (la prudence et le conservatisme de Staline), un marxiste cherche plutôt une explication *sociale*.

Le Komintern et la révolution mondiale

Krasso s'insurge vigoureusement lorsque nous affirmons que Staline et la bureaucratie soviétique portent une lourde responsabilité dans les défaites écrasantes qu'essuya la révolution mondiale de 1923 à 1943. Il lui est facile de réduire à néant le très faible argument qu'il a lui-même forgé pour nous confondre : « Le Kremlin devient responsable de toute répression du mécontentement social et de toute victoire de la contre-révolution. C'est là une notion incompatible avec une appréciation rationnelle de l'histoire mondiale. »

Nous n'avons rien affirmé d'aussi radical ; et Trotsky non plus. Réduire tous les facteurs qui, en s'interpénétrant, déterminent l'histoire du monde, à un seul facteur isolé où un seul

individu joue un rôle déterminant, serait contraire à un marxisme élémentaire comme à un marxisme très élaboré. (Comment peut-on attribuer à Trotsky une telle conception en même temps qu'un prétendu sociologisme ? C'est là une contradiction de plus que Krasso serait bien en peine de résoudre.) Nous soutenons, comme Trotsky, et comme Lénine avant lui, que, si des situations révolutionnaires se présentent, le rôle du parti dans la direction des événements peut être décisif. C'était certainement le cas en Russie. Ou alors Krasso sous-estime-t-il le « rôle autonome des institutions politiques » au point d'affirmer que la révolution d'Octobre aurait triomphé sans que le parti bolchévique ait une politique appropriée ?

Il est vrai que, dans de nombreux cas, les situations révolutionnaires dans le monde ne se sont pas réalisées, lors de la lutte des classes entre 1923 et 1943. Mais, même alors, la politique adéquate d'un parti révolutionnaire aurait pu aider à accélérer les processus et les situations pré-révolutionnaires à devenir révolutionnaires. Mais examinons les cas où des situations révolutionnaires existaient réellement ou auraient pu être amenées en peu de temps. Nous prendrons deux exemples que Krasso écarte avec trop de légèreté.

D'abord la révolution espagnole de juillet 1936. Krasso devrait bien lire non seulement une demi-douzaine de livres sur ce sujet, mais encore et surtout les journaux de l'époque. Il apprendrait ainsi qu'en juillet 1936, pour répondre au soulèvement militaire des généraux fascistes, les ouvriers se soulevèrent. Il apprendrait ce qu'ils réussirent à faire presque sans armes dans la plupart des grandes villes du pays et dans tous les centres industriels, et cela en quelques jours. Ils prirent les casernes et les usines, s'armèrent, et entreprirent d'organiser une production industrielle et agricole de type socialiste.

Pour Krasso la question se résume en cette platitude « réaliste » : « Cependant ils (les communistes espagnols) ne représentaient à l'époque qu'une petite minorité des forces républicaines, lesquelles avaient elles-mêmes peu de chances de gagner la guerre une fois que se fut cristallisé le rapport des forces militaires en 1936. » Il ne se rend pas compte qu'il tient pour acquis ce qu'il doit justement prouver : à savoir que la « stabilisation » ou la « cristallisation » du rapport des forces mili-

taires étaient prédéterminées (on voudrait bien savoir par quoi !); qu'elles étaient indépendantes de la « cristallisation » des forces sociales et politiques (on peut citer, par exemple, une propagande constante pour une révolution agraire radicale et une proclamation immédiate de l'indépendance du Maroc espagnol ce qui aurait créé de puissants courants de désintégration parmi les troupes de Franco); à savoir aussi qu'elles étaient indépendantes de l'orientation politique adoptée par le soi-disant gouvernement de Front populaire; et que le poids du stalinisme à l'intérieur de ce gouvernement ne dépendait que de deux ou trois ministres staliniens, et non de la pression de l'Union soviétique, de ses livraisons d'armes restreintes et du terrible chantage que ces livraisons d'armes représentaient¹³.

On pourrait naturellement prétendre, dans l'abstrait, que si la classe ouvrière espagnole avait eu, à l'époque, la maturité suffisante pour fonder un parti révolutionnaire indépendant de Moscou, Moscou n'aurait pu empêcher la révolution de triompher. L'exemple de Cuba est ici révélateur. Mais il est inutile de raisonner dans l'abstrait. La révolution espagnole éclata moins de vingt ans après la révolution d'Octobre. La classe ouvrière n'avait aucune raison (exception faite d'une toute petite avant-garde) de douter que le gouvernement de Staline était bien le continuateur du gouvernement soviétique qui avait créé l'Internationale communiste dans le but de promouvoir la révolution mondiale. C'est pourquoi les travailleurs espagnols ne purent comprendre, avant qu'il ne soit trop tard, qu'il fallait créer un autre parti pour mener la révolution. Staline trompa la confiance et la foi en l'Union soviétique et en l'Internationale afin de consolider son alliance militaire avec la France impérialiste : « Voyons, Messieurs, a-t-il dit aux hommes d'affaires de Paris et aux gens de la Bourse, je ne veux aucunement semer le trouble dans vos colonies; je ne veux pas faire une révolution socialiste en Espagne; je suis votre fidèle allié. » Voilà quel était le fond de sa politique envers l'Espagne. En conséquence, les petits-bourgeois du camp républicain comptaient sur le P.C. pour mener la contre-révolution; il avait plus de force et pouvait désorienter les ouvriers plus efficacement puisqu'il pouvait agir avec la caution de la grande révolution russe. Quand les forces républicaines commencèrent à liquider les conquêtes révolutionnaires de juillet 1936, la défaite devint

inévitables. C'est là la véritable dialectique des forces sociales et politiques en Espagne et le rôle important que Staline y a joué¹⁴.

Notre second exemple sera la politique des P.C. français et italien après la guerre, politique qui tendait à dissoudre les groupes d'ouvriers armés formés pendant la Résistance, à entrer dans des gouvernements de coalition, à soutenir la reconstruction d'un Etat bourgeois et d'une économie capitaliste, à couvrir des répressions contre-révolutionnaires et des guerres dans les colonies. (Les événements sanglants de mai 1945, en Algérie, et le début de l'agression contre le Viêt-nam survinrent à un moment où le P.C. français faisait partie du gouvernement.) Pour Krasso, la question est très simple : la réussite d'une prise de pouvoir en France et en Italie était très problématique¹⁵. Là encore, il fait une pétition de principe. Nous n'avions pas parlé d'une prise du pouvoir immédiate par insurrection armée. Nous parlions d'une *stratégie* tendant à faire triompher la révolution socialiste. Lorsque les ouvriers italiens se soulevèrent le 14 juillet 1948 et occupèrent un grand nombre de points stratégiques, il aurait été à coup sûr difficile aux « troupes américaines » (combien en restait-il en Italie ?) de réprimer une révolution italienne. Si le P.C. s'était orienté vers une révolution depuis 1944, ce soulèvement aurait eu plus de puissance qu'il n'en a eu en réalité. A coup sûr, on ne peut considérer la politique réformiste des P.C. français et italien durant la période 1944-1948 comme un facteur sans importance dans l'évolution des rapports de force dans ces pays.

Après l'échec de la révolution allemande, en 1919-1920, on put fournir toutes sortes d'explications qui, toutes, contenaient une part de vérité. On a même argué du fait que le servage ne fut aboli en Prusse qu'au début du dix-neuvième siècle (en oubliant, fort à propos, qu'il fut aboli en Russie plus de cinquante ans plus tard, ce qui n'a pas empêché la victoire de la révolution dans ce pays).

Lénine coupa court à toutes ces explications tarabiscotées en faisant carrément porter la responsabilité des événements aux sociaux-démocrates. Il ne faisait pas par là preuve « d'idéalisme » ni de « monisme sociologique ». Il faisait seulement preuve du bon sens révolutionnaire le plus élémentaire.

Quand une situation révolutionnaire est réalisée dans un pays où la classe ouvrière suit depuis plusieurs dizaines d'années un parti qui se déclare favorable au socialisme, la politique adoptée par ce parti aura une influence prépondérante sur l'issue de la révolution. Il est très difficile de changer de timonier au beau milieu du voyage. Si la timonerie social-démocrate porte une lourde responsabilité dans la défaite de l'Allemagne en 1919-1921, alors la timonerie stalinienne en porte une aussi dans les défaites essuyées au cours des années trente et quarante.

Krasso prétend que Trotsky sous-estimait la particularité de la lutte des classes sur le plan national. C'est très curieux, car c'est justement ce que fit Staline dans l'intérêt de la diplomatie de la bureaucratie soviétique. Dans chaque pays, les partis communistes devaient adopter mécaniquement la même tactique (comme le fit, par exemple, le parti communiste indien en s'opposant au soulèvement national en juillet 1942 (et cette tactique dépendait étroitement de la politique tortueuse suivie par la bureaucratie soviétique. Trotsky, par contre, insistait pour que le Komintern et l'Etat soviétique ne s'immiscent pas dans la lutte révolutionnaire telle qu'elle se présentait dans chaque pays, mais qu'ils aident les partis communistes à rallier la majorité du prolétariat exploité dans ces pays, et éventuellement à conquérir le pouvoir. Cette stratégie était une défense efficace de l'U.R.S.S. à longue échéance, mais elle demandait une analyse scrupuleuse et objective du rapport des forces sociales et politiques dans chaque pays et à chaque moment. Dépeindre Trotsky comme un homme qui « voulait l'insurrection » à tout moment et en tous lieux, c'est répéter une calomnie typiquement stalinienne.

Unité de la théorie et de la pratique

Dans notre première réponse à Krasso, nous avons vu qu'après avoir systématiquement opposé Lénine à Trotsky, il fait une critique de l'action de Trotsky et de sa théorie qui le conduit à une révision de la théorie et de l'action de Lénine. Il est difficile d'attaquer Trotsky sans critiquer Lénine — en pre-

mier lieu parce que Trotsky est le plus proche défenseur de Lénine après 1923 et son continuateur.

Krasso admet que les propositions de Trotsky sur l'industrialisation étaient justes. Il admet que la critique qu'il fit de la politique du Komintern en Allemagne de 1930 à 1933 était également juste¹⁶. Si nous ne considérons que ces deux aspects de la lutte de Trotsky, les conséquences sont déjà considérables. Il est absurde d'affirmer que les vues de Trotsky sur ces sujets étaient empreintes d'un « optimisme béat » ; c'est le contraire qui est vrai. Ce qui le guidait, c'était la conviction qu'il fallait, d'urgence, enrayer une catastrophe imminente. En Russie, l'existence même du pouvoir soviétique était en jeu ; en Allemagne, l'existence du plus puissant mouvement ouvrier d'Occident (si ce n'est du mouvement ouvrier de l'Europe entière) était menacée.

Posons à Krasso cette simple question : qu'aurait dû faire Trotsky dans ces deux cas particuliers ? Se taire ? Ne formuler ses critiques qu'à l'intérieur du Parti ? Et s'il en était empêché, comme il le fut après 1926 ? Devait-il se satisfaire de l'espoir (optimisme béat !) qu'un jour le Parti « changerait de voie », malgré les forces sociales qui faisaient pression sur lui, malgré le régime intérieur qui demandait à l'opposition de gauche de renoncer à ses idées, et malgré les conséquences objectives des erreurs commises ? Ou devait-il jouer le rôle d'un « observateur critique » de la scène internationale, simple spectateur ne voulant ou ne pouvant prendre part à la lutte véritable ?

Krasso aura du mal à démontrer que l'une ou l'autre des deux possibilités qui s'offraient à Trotsky (opportunisme ou retraite hors de la vie politique) puissent être « léninistes » en quoi que ce soit ! Dans toute l'histoire de Lénine chef politique, il ne pourra trouver le moindre exemple d'une telle attitude. Chaque fois que Lénine a pensé que la majorité du Parti était dans l'erreur, il a lutté contre cette erreur encore plus énergiquement que ne le fit Trotsky après 1923. Cela était vrai avant la prise du pouvoir, cela demeura vrai après la prise du pouvoir (on ne connaît que depuis peu la vérité complète sur sa lutte finale contre Staline et Ordjonikidzé à propos de la question géorgienne, il a fallu attendre, pour cela, la publication du désormais célèbre volume 36 de ses *Œuvres complètes*). Il est impossible de penser que Lénine aurait transigé avec la

bureaucratie ou capitulé devant elle ; il est encore plus impossible de penser qu'il se serait retiré de la vie politique.

Krasso pourrait dire que si Lénine avait vécu, la bureaucratie aurait pu être vaincue dès 1923. Mais là encore on s'écarte du vrai problème. On ne peut prétendre en même temps que la classe ouvrière était presque « désintégrée » à ce moment-là et que son pouvoir aurait pu se réaffirmer simplement parce qu'un chef (Lénine) aurait été plus efficace qu'un autre (Trotsky). L'incapacité de la « vieille garde » à évaluer l'évolution des événements et à s'y adapter n'était pas chose nouvelle. Le cas s'était déjà produit en février-mars 1917. A cette époque Lénine, avait pu redresser la mauvaise orientation par les thèses d'avril. Mais il y était parvenu parce qu'il se trouvait à la tête d'une force révolutionnaire extraordinaire, et que des milliers d'ouvriers bolchéviques réclamaient à grands cris la même chose que lui. En 1923-1924 ces ouvriers se taisaient ou étaient morts. Il est improbable, c'est le moins qu'on puisse dire, qu'il eût réussi à faire échec à la bureaucratiation du parti. La « vieille garde » n'était plus un instrument révolutionnaire.

On peut citer ici l'attitude de Lénine envers la Deuxième Internationale en 1914. Elle constitue un précédent très révélateur de ses réactions lorsqu'il pensa que « le vieux Parti » avait trahi la révolution socialiste. Sa rupture fut aussi radicale qu'impitoyable. Ni la loi du grand nombre, ni l'influence de la masse ne comptèrent. Seuls comptèrent le programme, les idées justes, les intérêts historiques de la classe ouvrière. Lénine croyait fermement que les masses se rallieraient tôt ou tard aux petites minorités internationalistes, parce que les contradictions sociales, en s'aggravant, mèneraient à des soulèvements révolutionnaires. Jusqu'à présent l'histoire n'a donné à ce pronostic qu'une confirmation partielle, et seulement dans certains pays. Dans ces conditions, Krasso estime-t-il, lui qui apprécie tant les faits, que Lénine a eu tort de rompre avec la Deuxième Internationale, et de demander aux internationalistes de fonder de nouveaux partis communistes (dont la plupart sont encore aujourd'hui restés des petites minorités) ?

Trotsky a suivi l'exemple de Lénine lorsqu'il a vu dégénérer l'Etat soviétique et l'Internationale communiste. Un marxiste ne peut accepter ni le compromis avec les opportunistes

tes bureaucratiques, ni la retraite hors de la politique révolutionnaire. L'unité de la théorie et de la pratique, requiert que la lutte des classes dans le monde, quand elle est à un tournant de son histoire, trouve pour s'exprimer un nouveau programme, lequel ne peut prendre corps que dans une nouvelle organisation, sur le plan national et international. De même que Lénine lança un appel en faveur de la création de la Troisième Internationale en 1914, de même Trotsky lança un appel en faveur de la création de la Quatrième Internationale à cause des défaites qu'essuyait le mouvement ouvrier. De la même manière l'appel en faveur de la Quatrième Internationale exprimait un espoir en une nouvelle montée de la révolution mondiale.

Krasso tente d'esquiver ces questions fondamentales par deux faux-fuyants. Il dit que le prolétariat s'était déjà emparé du pouvoir dans certains pays sous la direction du P.C., il dit que la Quatrième Internationale de Trotsky est restée impuissante. En ce qui concerne le premier argument, il suffit de rappeler à Krasso que Trotsky n'avait pas exclu une telle éventualité¹⁷ ; seulement il doutait fort que cela devienne la règle au lieu de rester des exceptions. L'histoire a montré qu'il avait raison, et en particulier elle a montré que dans aucun pays industrialisé la classe ouvrière n'a été capable de prendre le pouvoir sans l'aide d'un parti révolutionnaire rompu au programme léniniste, à sa stratégie et à sa tactique.

Pour ce qui est du deuxième argument, Krasso devrait être plus circonspect. Les hauts et les bas du parti bolchévique sont étroitement liés aux péripéties de la révolution elle-même. Dans les périodes de réaction, le bolchevisme en est réduit à essayer de préserver le programme et la continuité de la théorie. En Russie cette période de réaction dura cinq ans, de 1907 à 1912. A l'échelon mondial, les léninistes durent affronter vingt ans de réaction, de 1923 à 1943. Tenter de préserver la continuité du programme et du cadre était beaucoup plus difficile, parce que la période de réaction était plus longue, les formes plus pernicieuses (le fascisme et le stalinisme), et surtout parce qu'il fallait faire renaître le mouvement révolutionnaire mondial pour la troisième fois, alors que les deux premières tentatives avaient échoué et que le scepticisme du prolétariat allait grandissant.

Cette période de réaction fut suivie par une période de renouveau, laquelle, après quelques années d'intermède, se limita presque exclusivement aux parties du monde qui étaient les plus attardées et dans lesquelles les conditions n'étaient pas très favorables à une renaissance du léninisme. Mais lorsque le mouvement révolutionnaire atteint des pays à prolétariat industriel développé, la situation change radicalement. En 1968, la France et la Tchécoslovaquie ont montré, de façon éclatante, que la révolution ne pouvait se produire à nouveau dans les pays occidentaux sans que soient réaffirmés les principes de base du léninisme : action révolutionnaire dans la lutte des classes ; Etat de type soviétique ; internationalisme prolétarien. La Quatrième Internationale se trouve être actuellement la seule organisation qui incarne ce programme par des cadres et des structures sur les cinq continents. C'est le léninisme vivant d'aujourd'hui.

Nous pouvons dès lors donner du marxisme de Trotsky une définition plus juste que celle de Krasso. Le marxisme de Trotsky s'efforce d'intégrer dans la doctrine classique du socialisme scientifique la réponse aux problèmes spécifiques des révolutions et contre-révolutions à l'époque impérialiste : problème du pouvoir soviétique¹⁸ qui fonde la dictature du prolétariat ; problème de la révolution permanente dans les pays attardés ; problème de la dynamique internationale d'une victoire de la révolution prolétarienne ; problème de la nature double de la bureaucratie dans la classe ouvrière ; problème des rapports entre le Parti, l'appareil du Parti et la classe ouvrière. Les faiblesses dont il témoigne (par exemple il a compris trop tard la nécessité d'un parti bolchévique et le rôle qu'il joue dans le processus historique de la révolution prolétarienne), ces faiblesses elles-mêmes sont l'expression de cet effort colossal. Certaines des réponses à ces problèmes furent intégrées dans le marxisme classique dès 1917. D'autres le furent progressivement dans le marxisme révolutionnaire après 1923.

Le marxisme de Trotsky s'efforce d'affirmer la nature *prolétarienne* de la doctrine révolutionnaire, contre la triple attaque de l'opportunisme petit-bourgeois, du nationalisme et de la menace bureaucratique. Il s'efforce de porter l'interprétation marxiste de l'histoire à son plus haut niveau, en découvrant les lois qui régissent le déroulement des événements mon-

diaux, et en les appliquant. La révolution mondiale ne peut triompher aujourd'hui sans que les principaux éléments du marxisme de Trotsky soient assimilés.

« Empirisme et historiographie marxiste » seconde approche.

Notre définition du marxisme de Trotsky, contrairement à celle de Krasso, repose sur deux points principaux : évaluation de la nature historique de l'époque ouverte par la Révolution d'Octobre ; évaluation de l'arrière-plan social de la lutte au sein du mouvement communiste international depuis 1923. Nous avons dit que cette époque était une époque de révolution mondiale (ce qui implique naturellement de nombreuses rechutes vers la contre-révolution) ; nous avons dit que cette lutte était essentiellement celle qui opposait la bureaucratie soviétique à la classe ouvrière. Dans le cadre de cette explication, Trotsky défendait les intérêts du prolétariat soviétique et international, car il luttait contre la bureaucratie qui faisait dégénérer l'Etat soviétique et l'Internationale communiste.

Confrontons à présent cette explication au résumé que Krasso fait de sa position : « L'indifférence que Trotsky portait aux institutions politiques l'a séparé de Lénine avant la Révolution d'Octobre, et l'a exclu du parti bolchévique. Les idées et l'action politiques dont il avait fait preuve auparavant l'ont alors isolé à l'intérieur du Parti dans les années 1920, et finalement cela causa sa perte. Dans les années 1930 son internationalisme abstrait l'a empêché de comprendre les dynamiques intranationales complexes qui déterminaient le développement des différents mouvements révolutionnaires dans le monde. »

Ce jugement implique deux révisions fondamentales du marxisme. Une lutte politique historique touchant des millions de personnes et dont les conséquences sur la lutte des classes dans le monde sont incalculables, est expliquée par les erreurs de jeunesse d'une seule personne. Un affrontement plus gigantesque encore, comprenant le mécontentement, la protestation et la révolte potentielle de dizaines de millions de travailleurs manuels et intellectuels contre la bureaucratie, est

réduit à cette creuse définition : « Les dynamiques intranationales complexes qui déterminaient le développement des différents mouvements révolutionnaires dans le monde. » Krasso aurait du mal à expliquer aux survivants des camps de travaux forcés de Sibérie, sans parler des ouvriers hongrois de 1956 ou des ouvriers tchèques de 1968, qu'ils ne furent pas terrassés par une bureaucratie conservatrice qui défendait ses pouvoirs et ses privilèges, mais par des « dynamiques intranationales complexes ».

Dans une perspective marxiste, il est absurde de séparer, comme le fait Krasso, l'interprétation du marxisme de Trotsky de la dialectique des forces sociales vivantes et de leur lutte. Cela conduit à évaluer les directions suivies par l'histoire, selon un empirisme très grossier. On est alors dans l'impossibilité d'avoir une vision globale de l'ère historique que la première guerre mondiale a ouverte dans le monde. Cela conduit obligatoirement à une révision complète de ce que signifie le léninisme — et en particulier la Troisième Internationale. Et cela mène à l'échec de toute tentative d'historiographie marxiste à cause de la confusion entre la rationalisation subjective des individus et des groupes, et l'appréciation de leur rôle objectif dans l'histoire.

Krasso écrit : « Les autres dirigeants bolchéviques ne considéraient pas Trotsky comme un allié mais voyaient plutôt en lui le principal danger, en raison de son passé non léniniste, de sa suprématie dans le domaine militaire, de son rôle prépondérant pendant la guerre, et à cause de son autoritarisme dans les débats syndicaux. » En d'autres termes : c'est à cause des erreurs que Trotsky fit dans sa jeunesse (son rôle de chef pendant la guerre et dans les débats syndicaux est, dans une large mesure, un mythe) qu'il ne put rassembler la « vieille garde » autour de lui.

Nous ne contestons pas que c'était là une partie de la rationalisation par laquelle Zinoviev et Boukharine justifiaient à leurs propres yeux leur ralliement à Staline contre Trotsky. Mais Krasso ne peut être naïf au point de confondre les raisons sociales d'une attitude politique avec les rationalisations individuelles des protagonistes de l'histoire.

Il y a longtemps que Marx nous a enseigné à juger les gens sur ce qu'ils font plutôt que sur ce qu'ils disent d'eux-

mêmes. Un social-démocrate allemand « honnête » pourrait expliquer qu'en décembre 1918, il était opposé à l'instauration d'une république soviétique dans son pays parce que « la terreur rouge », la répression que Lénine opéra contre les menchéviks de droite, lui répugnait, parce qu'il voulait défendre les libertés démocratiques, parce qu'il craignait qu'une révolution amène une contre-révolution, parce qu'il était convaincu que les « conditions objectives n'étaient pas mûres », etc. Mais un marxiste (et à plus forte raison un léniniste) ne peut croire que ces rationalisations ont réellement *causé* le ralliement des sociaux-démocrates à la Reichswehr contre *Spartacus*, ce qui fut le début du processus historique par lequel Hitler vint au pouvoir et par lequel ces mêmes sociaux-démocrates se retrouvèrent dans les camps de concentration en compagnie des communistes.

La signification objective de l'attitude des sociaux-démocrates allemands en 1919 était l'alliance d'une bureaucratie ouvrière privilégiée avec la contre-révolution bourgeoise, contre la révolution prolétarienne. La base théorique de cette alliance ce fut l'incompréhension de l'antagonisme entre la démocratie prolétarienne et l'Etat bourgeois, fût-il fondé sur la démocratie bourgeoise. Lorsque la « vieille garde » se rallia à Staline contre Trotsky, cela signifiait qu'elle rejoignait la bureaucratie soviétique contre le prolétariat soviétique. La base théorique de cette alliance, ce fut l'incompréhension de l'antagonisme entre la démocratie soviétique et la dictature bureaucratique, ainsi que l'incompréhension de la théorie de la révolution permanente. Tout le reste est rationalisation, qui peut servir à comprendre pourquoi et comment certains individus exprimèrent certaines idées, mais qui ne doit pas être déterminant lorsque l'on évalue les *forces sociales* auxquelles se sont ralliés ces individus.

Krasso est incapable d'interpréter le marxisme de Trotsky de façon cohérente parce qu'il essaie d'expliquer le rôle de Trotsky dans l'Histoire par quelques « péchés » abstraits et quelques idées préconçues. Il devrait méditer ce jugement de Marx sur Lassalle : « Il (Lassalle) apprendra à ses dépens qu'amener, par la critique, une science jusqu'au point où elle peut être présentée dialectiquement est tout autre chose que d'appliquer un système logique abstrait et tout fabriqué à de

vagues connaissances de ce système¹⁹. » Cela s'applique parfaitement à la tentative malheureuse que fait Krasso pour mettre au goût du jour l'interprétation marxiste des destinées de la révolution russe.

1. Nous ne voulons pas dire par là que les facteurs sociaux doivent être éliminés de l'explication de la vie des individus. Mais leur influence se manifeste dans un autre cadre, à un niveau différent, selon qu'ils concernent la carrière d'un individu ou selon qu'il s'agit de forces qui déterminent le destin des nations ou de l'humanité tout entière.

2. Le fondement logique de cette distinction a été parfaitement énoncé par ENGELS dans sa lettre à Joseph BLOCK des 21-22 septembre 1890 :

« L'Histoire est ainsi faite que le résultat final découle toujours de conflits entre les volontés individuelles, dont chacune a été façonnée par une multitude de conditions particulières. Ainsi il y a d'innombrables forces qui interfèrent, des séries infinies de forces qui ont pour résultante l'événement historique. On peut alors considérer ce phénomène lui-même comme le produit d'une force qui opère comme un tout inconscient et sans volonté propre. Car ce que chaque individu veut est contrecarré par les volontés des autres, et ce qu'il en sort n'est finalement voulu par personne. L'histoire s'est donc déroulée, jusqu'à maintenant, à la manière d'un processus naturel, et elle est essentiellement soumise aux mêmes lois du mouvement. Mais si les volontés individuelles n'atteignent pas leurs buts, et si elles sont fondues dans l'agglomérat d'une résultante commune, on ne doit pas en déduire qu'elles sont égales à zéro. Au contraire, chacune d'entre elles contribue à former la résultante et en fait donc partie intégrante. »

Voir aussi LÉNINE :

« Le marxisme a frayé le chemin à l'étude globale et universelle du processus de la naissance, du développement et du déclin des formations économiques et sociales en examinant *l'ensemble* des tendances contradictoires, en les ramenant aux conditions d'existence et de production, nettement précisées, des diverses *classes* de la société, en écartant le subjectivisme et l'arbitraire dans le choix des idées « directrices » ou dans leur interprétation, en découvrant *l'origine* de toutes les idées et des différentes tendances, sans exception, dans l'état des forces productives matérielles. Les hommes sont les artisans de leur propre histoire, mais par quoi les mobiles des hommes et plus précisément des masses humaines sont-ils déterminés ? Quelle est la cause des conflits entre les idées et les aspirations contradictoires ? Quelle est la résultante de tous ces conflits de l'ensemble des sociétés humaines ? Quelles sont les conditions objectives de la production de la vie matérielle sur lesquelles est basée toute l'activité historique des hommes ? Quelle est la loi qui préside à l'évolution de ces conditions ? Marx a porté son attention sur tous ces problèmes et a tracé la voie à l'étude scientifique de l'histoire conçue comme un processus unique, régi par des lois, quelles qu'en soient la prodigieuse variété et toutes les contradictions. » (*Œuvres*, Paris-Moscou, 1960, t. 21, p. 51).

3. Cf. « Que tel ou tel homme en particulier apparaisse à un moment précis dans un pays donné, voilà, naturellement, qui est pur hasard. Mais supprimez-le et le besoin d'un remplaçant se fera sentir. Il

sera bon ou mauvais, mais finalement on en trouvera un. » (Lettre d'ENGELS à H. STARKENBURG, du 25 janvier 1894.)

4. Cf. LÉNINE : « En Europe, le socialisme est apparu dans une période de paix relative à l'intérieur des nations. Quand éclata la guerre de 1914-1915, il entra dans la phase d'action révolutionnaire ; il n'y a pas de doute que l'heure est venue de rompre complètement avec l'opportunisme, et de l'exclure des partis ouvriers... »

L'édification d'une organisation révolutionnaire doit être entreprise, comme l'exige la situation historique nouvelle, ère de l'action révolutionnaire prolétarienne ; mais elle ne peut être entreprise que *par dessus la tête* des vieux dirigeants, qui étouffent l'énergie révolutionnaire, *par dessus* la tête du vieux Parti. Elle doit même passer par sa distinction. » (*Œuvres*, vol. 21.)

5. Cf. Son attitude sur la scission entre LEVI et le P.C. allemand en 1921, sur le rôle déterminant du Parti dans la crise révolutionnaire de l'été-automne 1923 en Allemagne, sur la nécessité absolue de préserver l'autonomie du P.C. chinois en 1926-1927, etc.

6. LÉON TROTSKY : *The first five years of the Communist International*, vol. I.

7. Salomon SCHWARTZ : *Les Ouvriers en Union soviétique*, Paris, Rivière, 1956.

8. Cf. LÉNINE dans son dernier article : *Mieux vaut moins, mais mieux* : « Nous devons réduire l'appareil de l'Etat au strict minimum... » « ce n'est qu'en purgeant complètement la machine gouvernementale, en opérant les plus grandes réductions possibles, que nous pourrons être sûrs de pouvoir continuer » (*Œuvres*, t. 33, p. 516).

9. KRASSO s'attarde longuement sur la faculté que Lénine avait de faire des compromis. Mais LÉNINE a clairement dit qu'il n'acceptait que les compromis qui permettaient à un parti communiste « de renforcer — et non d'affaiblir — la conscience de classe du prolétariat, l'esprit révolutionnaire et la capacité de combattre et de vaincre ». (*Œuvres*, vol. 31.) Dans ce même chapitre « Jamais de compromis » contenu dans son pamphlet *le Gauchisme, maladie infantile du communisme*, il montre tout aussi clairement que sa résolution inébranlable de lutter contre l'opportunisme s'allie à la nécessité de certains compromis. Cette résolution est complètement absente de l'analyse de KRASSO. Il ne reste plus qu'une caricature d'un Lénine partisan de « compromis » avec la bureaucratie, quitte non seulement à affaiblir la conscience de classe du prolétariat et l'esprit révolutionnaire en U.R.S.S., mais à les étouffer : c'est vraiment une caricature !

10. Dans la querelle syndicale, TROTSKY, en dépit de son erreur globale, comprit mieux que LÉNINE, que le pouvoir de la bureaucratie prend sa source dans la gestion économique et dans la répartition des bénéfices qui lui incombent.

11. LÉON TROTSKY : *L'Internationale communiste après Lénine*, pp. 187-188.

12. LÉON TROTSKY : *La Révolution permanente*.

13. Cette pression était si forte qu'elle obligea le gouvernement (y compris les anarchistes et les sociaux-démocrates, sans parler des bourgeois libéraux) à accepter tacitement la torture et l'assassinat de ceux qui favorisaient une orientation vers une révolution socialiste, au nombre desquels se trouva Andrés Nin, qui avait été leur collègue dans le gouvernement catalan quelques mois plus tôt.

14. Il faut dire en passant que l'excuse, invoquée à l'époque (la menace militaire de l'Allemagne nazie), n'a été en rien confirmée par

les sources historiques dont nous disposons maintenant. Nous savons aujourd'hui que pendant l'été 1936, l'Allemagne n'en était qu'au début de son réarmement, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient presque totalement désarmés, et que les plus puissantes armées du continent européen, sinon du monde, étaient l'armée russe et l'armée française — alors que la France était au seuil de la révolution et que plusieurs millions d'ouvriers occupaient leurs usines en juin 1936. Ce fut vraiment un tournant de l'histoire. Krasso au lieu de citer des faits, se contente de nier, par quelques idées abstraites, qu'une victoire de la révolution en Espagne (rendue possible par une politique soviétique différente), aurait pu changer le sort de l'Europe et empêcher le fascisme d'aller vers la domination du continent tout entier.

15. Disons, incidemment, qu'il est inexact que la gauche ait été plus forte en Grèce qu'en France et en Italie entre 1944 et 1947. En France, les communistes et les socialistes eurent la majorité absolue dans la première Assemblée élue. Le prolétariat avait un plus grand poids dans ces pays qu'en Grèce.

16. Ce n'est pas par hasard si KRASSO approuve seulement chez TROTSKY ses critiques contre la politique d'extrême-gauche du Komintern ; son attitude envers l'opportunisme de droite est ambiguë, c'est le moins que l'on puisse dire. Mais comment peut-on prendre LÉNINE pour modèle, et en même temps faire table rase de la lutte sans pitié qu'il mena contre l'opportunisme de droite ?

17. Le programme de transition de la IV^e Internationale, tracé par Trotsky, disait que l'on ne pouvait exclure l'éventualité où, lors de circonstances exceptionnelles de guerre ou de désintégration de l'ordre social, les partis opportunistes de la classe ouvrière seraient portés au pouvoir par la pression des masses. C'est exactement ce qui s'est passé dans les cas cités par Krasso.

18. TROTSKY comprit le premier le principe selon lequel le *Soviet* a un rôle clef dans l'organisation d'un nouvel appareil de l'Etat, de type prolétarien. Lénine n'a fait entrer ce concept dans la théorie bolchévique qu'en 1917, et il l'a fait entrer en 1919-1920 dans le programme de l'Internationale communiste.

19. Lettre de MARX à ENGELS du 1^{er} février 1858.

VII

Démocratie et socialisme en U.R.S.S. chez L. D. Trotsky

I. — La théorie de la révolution permanente et l'auto-organisation de la classe ouvrière.

L'apport le plus important fait par L. D. Trotsky au développement de la théorie marxiste et du mouvement ouvrier révolutionnaire, ce fut la formulation de la théorie de la révolution permanente, intimement liée à la découverte de la loi du développement inégal et combiné.

Traditionnellement, les marxistes russes avaient déduit du caractère arriéré de la société de leur pays la nature démocratique bourgeoise de la révolution qui s'y préparait. Ils avaient donc assigné au prolétariat soit un rôle d'allié critique de la bourgeoisie, qui l'obligerait en quelque sorte à faire la révolution malgré ses propres tergiversations (mencheviks), soit un rôle de leader politique de la révolution bourgeoise, allant jusqu'à prévoir la création d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, fondé sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, mais toujours dans le cadre d'une société capitaliste et d'un Etat démocratique bourgeois (bolchéviks).

Trotsky ne nia point que la nature des tâches à résoudre par la révolution russe correspondît essentiellement aux tâches historiques de la révolution démocratique bourgeoise : avant tout la chute de l'autocratie ; l'abolition de la propriété foncière détenue par les classes possédantes non paysannes ; la libération des nationalités opprimées ; l'élimination de tous les résidus semi-féodaux, etc. Mais il nia que ces tâches pus-

sent être réalisées dans le cadre d'un Etat bourgeois à l'époque de l'impérialisme.

Il estima d'une part qu'à cette époque l'interpénétration des intérêts économiques et sociaux entre la bourgeoisie russe et le capital étranger ainsi que les propriétaires fonciers était telle que cette bourgeoisie ne pouvait mener à bien ni une lutte radicale d'émancipation paysanne ni une lutte radicale de libération nationale, sans risquer de s'exproprier elle-même. Il estima d'autre part que le poids du prolétariat industriel, son degré de concentration et son niveau de conscience de classe assuraient d'avance un rôle politiquement indépendant à cette classe sociale au sein du processus révolutionnaire russe. De ce fait même, l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie prendrait, aux yeux de la bourgeoisie, le dessus sur l'antagonisme entre la bourgeoisie et la noblesse tsariste, pousserait inévitablement la bourgeoisie dans le camp de la contre-révolution et conduirait à coup sûr à la défaite de la révolution, si la direction politique ne lui était pas arrachée par le prolétariat.

Sur ce point, Lénine ne différait pas d'opinion avec Trotsky. La différence de vues entre ces deux protagonistes de la révolution apparut dans l'appréciation des formes politiques possibles de l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie, dans le cadre de la démocratie bourgeoise et du développement d'un capitalisme « populiste » à la campagne, c'est-à-dire fondé sur les *farmers libres*¹.

Trotsky, au contraire, défendit le point de vue que la paysannerie s'est avérée incapable, à travers toute son histoire, de constituer des partis politiques centralisés défendant fondamentalement ses intérêts de classe, d'ailleurs extrêmement diversifiés et bigarrés. Les partis dits paysans sont toujours, en dernière analyse, des partis au service des intérêts historiques de la bourgeoisie. La classe paysanne suit toujours, fondamentalement, soit le prolétariat, soit la bourgeoisie. Une alliance entre le prolétariat et un parti paysan risquerait de subordonner le processus révolutionnaire aux tentations contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, c'est-à-dire de causer sa défaite. La révolution russe ne pourrait vaincre que si le prolétariat, entraînant la paysannerie, allait conquérir la direction

du processus révolutionnaire, c'est-à-dire conquérir le pouvoir.

Malgré le caractère sous-développé de la Russie et en fonction de la faiblesse du capitalisme russe, le prolétariat pourrait y conquérir le pouvoir avant de le faire dans les pays industriellement avancés, précisément parce que la bourgeoisie était incapable de réaliser la révolution agraire, que sur la base de cette révolution, le prolétariat pourrait entraîner vers l'appui à la dictature du prolétariat la masse de la paysannerie pauvre et moyenne². Sur ces points fondamentaux, l'histoire du xx^e siècle — non seulement celle de la révolution russe — a donné raison au pronostic de Trotsky de 1906. Lénine a lui-même explicitement confirmé plus tard la justesse de l'analyse trotskyste quant à l'impossibilité pour la paysannerie de jouer fondamentalement un rôle politique autonome au sein du processus révolutionnaire³.

Mais si les tâches démocratiques bourgeoises de la révolution russe ne pouvaient être accomplies que par la conquête du pouvoir par le prolétariat s'appuyant sur la paysannerie pauvre — c'est-à-dire par l'établissement de la dictature du prolétariat —, il résulte de toute l'analyse trotskyste du poids relatif des diverses classes sociales en Russie que ce prolétariat ne pouvait se contenter d'un rôle d'accoucheur d'une révolution bourgeoise radicale. Pareil rôle pouvait être joué à la rigueur par une petite bourgeoisie jacobine radicalisée ou par une classe urbaine productrice, intermédiaire entre les compagnons d'artisans et le prolétariat moderne, tels les « bras nus » au cours de la grande Révolution française. Mais on pouvait difficilement s'imaginer le prolétariat russe, hautement concentré et déjà sous l'influence profonde des idées marxistes, se limiter à l'exercice du pouvoir politique, comportant la détention des armes, et tolérer tranquillement en même temps l'être exploité à l'usine, voire d'être jeté sur le pavé par des patrons dénués de tout pouvoir politique. Trotsky y conclut à l'inévitable *transcroissance de la révolution, sans solution de continuité, de la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises à la réalisation des tâches socialistes*⁴.

La dictature du prolétariat, indispensable pour parachever l'émancipation des paysans et des nationalités opprimées, et pour libérer le pays de l'emprise du capital impérialiste, conduirait à l'expropriation de toute la bourgeoisie (tant natio-

nale qu'étrangère) et la création des bases socio-économiques pour la construction d'une société socialiste.

Dans le cadre de cette étude, il est inutile de s'étendre sur la thèse de la théorie de la révolution permanente, qui a trait à l'impossibilité de parachever la construction d'une société socialiste à l'échelle nationale isolée du marché mondial capitaliste et sous la pression économique, politique et militaire constante de l'impérialisme international. Il importe avant tout d'établir le lien intime que cette théorie introduit entre les forces motrices de la révolution et l'auto-organisation du prolétariat.

Nous venons de voir qu'un des piliers de toute la théorie de la révolution permanente, c'est l'analyse du poids social, de la cohésion interne et de la conscience de classe politique (du moins potentielle) du prolétariat russe, bien supérieurs à ceux de la bourgeoisie tsariste et libérale. Cette analyse s'appuie notamment sur le fait que le capital étranger, le capital « *compradore* », et le capital « national », avec toutes leurs divergences d'intérêts et d'orientation politique, exploitent tous les trois une seule et même classe sociale, le prolétariat, dont les intérêts et l'orientation politique peuvent s'unifier intégralement au cours du processus de mûrissement subjectif, qui culmine au cours même de la révolution.

Mais la conquête de l'hégémonie politique du prolétariat au cours du processus révolutionnaire — c'est-à-dire de l'hégémonie sur une masse de participants au processus révolutionnaire qui englobe notamment une partie considérable de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, c'est-à-dire la majorité absolue des habitants du pays — est inconcevable sans une entrée massive de ce même prolétariat sur la scène politique. La réalisation de cette entrée massive, comportant des milliers d'initiatives les plus diverses, ne pouvait conduire à une victoire révolutionnaire que si elle était accompagnée d'un processus de centralisation non moins accentué. Cette centralisation exige à son tour un organe, un instrument.

Le déroulement de la révolution de 1905 fera naître l'organe qui permet une fusion de fait de toutes les initiatives des travailleurs en un seul pouvoir de classe, exprimant les intérêts de classe collectifs au-delà de toutes les particularités corporatistes régionales, nationales, etc. : *le soviét*. Dès 1905,

Trotsky prédit que la deuxième révolution russe adoptera la forme soviétique non seulement comme forme d'organisation collective du prolétariat et de tous les exploités mais encore comme forme d'organisation de la dictature du prolétariat de l'Etat né de la victoire de la révolution ⁵.

Ainsi, la théorie de la révolution permanente débouche sur une conception de l'auto-organisation du prolétariat — dans les conseils ouvriers, les soviets — en tant que véhicule principal de la victoire révolutionnaire et de l'organisation du nouveau pouvoir d'Etat. Or, pour Trotsky, il était évident que les soviets ne pouvaient être que des *organismes élus*, qui reflèteraient de ce fait toute l'hétérogénéité idéologique du prolétariat. L'idée d'une « auto-organisation », ou « auto-représentation » de la classe ouvrière sans un processus électoral démocratique, où une avant-garde auto-proclamée « désignerait » par voie de « sélection » les représentants « authentiques » de la classe ouvrière, lui serait apparue comme une véritable farce. Lénine insista d'ailleurs, lui aussi, sur le caractère indispensable du principe d'élection dès que les conditions objectives de chute de l'autocratie le rendraient possible. Nécessité d'une mobilisation intégrale des forces prolétariennes, sur le plan politique et non seulement sur le plan de la défense de leurs intérêts matériels immédiats ; nécessité d'une élévation de conscience de la classe du prolétariat au niveau de la conscience de ses intérêts historiques (révolutionnaires) ; nécessité d'une auto-organisation démocratique de toute la classe ouvrière (ainsi que de tous les exploités) dans des organes d'auto-représentation, les conseils ouvriers, les soviets : voilà des concepts pratiquement identiques dans la théorie trotskyste, qui sont liés entre eux comme les anneaux d'une même chaîne ⁶.

Dans ce sens, on peut affirmer sans exagération ni anachronisme que la nécessité de la démocratie prolétarienne, de la démocratie socialiste, de la démocratie soviétique, est dès ses origines partie intégrante de la théorie trotskyste de la révolution permanente.

2. — Démocratie prolétarienne et rôle dirigeant du parti révolutionnaire au cours du processus révolutionnaire en Russie (1917-1920).

Si Trotsky a hésité si longtemps à accepter la conception léniniste d'organisation, c'est qu'il craignait, notamment sur la base de l'exemple de la social-démocratie allemande, qu'un poids excessivement dirigeant du « parti d'avant-garde » freinât le processus révolutionnaire et l'auto-organisation des masses vers la prise du pouvoir plutôt que de le stimuler⁷. L'attitude quelque peu hésitante de Lénine à l'égard du soviét de Pétrograd en 1905 ; le tournant à gauche esquissé par beaucoup de menchéviks au cours de la révolution de 1905 confirmèrent à ses yeux ce refus de s'engager dans le bolchévisme.

L'expérience de la révolution russe de 1917 — succédant à la trahison de la social-démocratie internationale de 1914, qu'il avait pressentie dès 1906 — ; la chute définitive des mencheviks dans le camp de la conciliation de classe ; le rôle moteur joué par le parti bolchévique dans le processus révolutionnaire dès les thèses d'avril de Lénine, et le rôle moteur joué par les ouvriers bolchéviques d'avant-garde dans ce processus dès les origines ; tout cela amena Trotsky à changer fondamentalement ses vues sur la théorie léniniste du Parti. Comme Lénine s'exprima lui-même succinctement en octobre 1917 : « *Trotsky a compris que l'unité avec les mencheviks n'est plus possible ; et depuis lors, il n'y a pas de meilleur bolchévik que lui* ⁸. »

Mais ce ralliement enthousiaste et définitif de Trotsky à la conception du parti révolutionnaire d'avant-garde n'implique point une révision de ses vues sur l'auto-organisation de la classe ouvrière en tant qu'instrument essentiel de la révolution et de la construction d'une société nouvelle. Bien au contraire : à ses yeux, l'expérience quotidienne de la révolution de 1917 allait confirmer que l'identification de partis révolutionnaires et de partis réformistes — le scepticisme quant aux fonctions révolutionnaires des partis *tout court* — était à la fois non opérationnelle et sans rapport avec la réalité politique. Si des partis réformistes s'opposaient effectivement à

l'épanouissement de l'auto-représentation des masses, à la démocratie prolétarienne directe, au nom d'axiomes de la démocratie bourgeoise indirecte, des partis révolutionnaires se transformaient au contraire en moteurs enthousiastes pour la création et l'affirmation des soviets. Ce n'est pas parce qu'il abandonne ses vues sur la nécessaire auto-organisation du prolétariat dans son ensemble — du prolétariat réel, tel qu'il est et non du prolétariat « idéal » — mais parce qu'il voit cette conception confirmée par l'histoire, que Trotsky se rallie à la théorie léniniste de l'organisation, du parti d'avant-garde.

Dans la lutte pour la conquête du pouvoir en 1917 ; dans l'organisation pratique de l'insurrection d'octobre ; dans l'organisation du nouveau pouvoir ; dans la conduite des négociations de paix ; dans l'organisation de l'Armée rouge et dans la conduite de la guerre civile, démocratie soviétique et rôle politique d'avant-garde du parti léniniste continuent d'être pour Trotsky des notions complémentaires et non antithétiques⁹.

Certes, l'auto-organisation de la classe ouvrière n'implique pas nécessairement l'application *universelle* du principe électif. Trotsky, suivant en cela Lénine, distingue la hiérarchie fonctionnelle de la hiérarchie du pouvoir, la division technique du travail de la division sociale du travail¹⁰. Mais comme chez Lénine, cette distinction inclut *à la fois* la nécessité d'utiliser les « spécialistes bourgeois », de mettre au service de la révolution les connaissances de *l'intelligentsia*, et la nécessité de maintenir et de renforcer le contrôle des organismes élus et représentatifs de la *classe ouvrière* pour garantir que les techniciens ne se transforment pas de serviteurs en maîtres de la nouvelle société¹¹. Et comme Lénine, Trotsky parlera dans ce contexte du contrôle et du pouvoir exercés *par la classe ouvrière*, et nullement du pouvoir exercé *par le parti* au nom de la classe ouvrière.

Certes, les conditions exceptionnelles de guerre civile qui marqueront bientôt la première expérience de pouvoir soviétique dans l'histoire aboutiront à des mesures non moins exceptionnelles de restriction de la démocratie et de l'auto-représentation des masses laborieuses. Trotsky comme Lénine s'en sont expliqué franchement. Ils ont souligné qu'il ne s'agit pas là du tout d'un quelconque « principe », d'une quelconque « loi » de la dictature du prolétariat, mais bien d'une adapta-

tion pragmatique d'un nouveau système de pouvoir et de gouvernement aux nécessités créées par la lutte à mort (violente, armée et terroriste) que ses adversaires avaient déclenchée contre lui. Lénine lui-même a souligné dans sa polémique avec Kautsky que la suppression du droit de vote des bourgeois n'était nullement un principe, et donc nullement inscrit dans la théorie générale qu'il avait élaborée dans *l'Etat et la Révolution*¹². Trotsky défendit un point de vue tout analogue.

La pratique de Lénine et de Trotsky cherche à suivre les méandres de la théorie, enrichie au fur et à mesure que l'expérience permit de saisir des complexités que les abstractions générales avaient quelque peu voilées. Trotsky soulignera plus tard que jamais pendant cette période les bolchéviks n'ont cherché, ni en droit ni en fait, à affirmer un quelconque « principe du parti unique ». Les partis et groupements d'opposition, tels les mencheviks et les anarchistes, étaient interdits ou admis au fonctionnement légal selon qu'ils s'engagèrent militairement et politiquement dans le camp de la contre-révolution active, ou selon qu'ils accordaient un appui, fût-il critique, au pouvoir des soviets¹³. Une presse d'opposition continua à paraître. Les élections pour les soviets étaient des élections à listes multiples, au cours desquels les partis conciliateurs d'opposition, sans aucun doute affaiblis par leurs tergiversations et confusions, n'en marquèrent pas moins des résultats appréciables jusqu'en 1921. Dictature du prolétariat, démocratie soviétique, auto-représentation de la classe ouvrière, affirmation du rôle dirigeant de la *classe ouvrière* dans tous les processus marquant la construction d'une société socialiste continuèrent à être identiques pour Trotsky. Le rôle de direction d'avant-garde du parti révolutionnaire au sein du prolétariat s'articula avec toutes ces conceptions, loin de les effacer ou de s'y opposer.

Qu'il y ait eu des écarts de la réalité par rapport à cette théorie-là, il n'y a pas lieu d'en douter. Que le manque d'expérience du pays, la violence de la contre-révolution, l'état arriéré, le manque de culture et le nombre restreint du prolétariat aient conduit dès cette époque à des écarts non nécessaires et évitables par rapport aux normes de démocratie soviétique, on pourrait aisément le concéder en général. Lénine et Trotsky eux-mêmes n'ont jamais voulu ériger cette première

expérience de pouvoir des travailleurs en modèle universel. Ils ont sans cesse affirmé que les travailleurs des pays industriellement avancés feraient les choses sans doute beaucoup mieux ¹⁴.

L'essentiel, c'est de comprendre qu'il n'y avait aucune intention ni aucun projet des bolchéviks de déposséder le prolétariat de l'exercice direct du pouvoir politique, qu'il n'y avait nulle fatalité, ni dans l'esprit ni dans la logique objective de l'histoire, qui conduit de la théorie léniniste d'organisation vers une telle dépossession, comme l'exemple de l'année 1917 le montre amplement ¹⁵. Si l'on compare toutes les expériences historiques concrètes, et en Europe et ailleurs, on peut affirmer sans hésitations qu'il n'y a jamais eu nulle part — ni en Espagne (1936), ni en Allemagne (1918-1919) — autant d'exercice effectif du pouvoir du prolétariat en tant que classe, au niveau des entreprises et des unités territoriales, pendant une période aussi longue qu'en la Russie des Soviets de la révolution d'Octobre jusqu'en 1920 ¹⁶.

3. — L'année 1921.

La période 1920-1921 voit à la fois la fin de la guerre civile et la culmination des difficultés matérielles de la révolution russe victorieuse. Ces difficultés peuvent être résumées en une formule lapidaire : chute catastrophique des forces productives. Cela s'exprime par la famine, le déclin de l'approvisionnement des villes en vivres, l'arrêt d'une grande partie de la production industrielle, la décomposition partielle du prolétariat en tant que classe ¹⁷. Ces difficultés débouchent sur Kronstadt, sur le tournant vers la Nouvelle Politique économique, sur le raidissement politique du parti bolchévique : suppression des partis et groupements d'opposition qui subsistent ; suppression du droit de fraction au sein du parti bolchévique lui-même.

Rétrospectivement, il n'y a point de doute que Lénine et Trotsky ont commis une erreur d'appréciation théorique et politique à ce moment-là. Voyant les contradictions de la société soviétique du début des années 20, ils ont estimé que la menace *principale* fut la décomposition interne de la dictature du prolétariat, par le relâchement de la discipline de la

classe ouvrière et de la centralisation du parti, dans des conditions de reprise de la petite production marchande. Ce danger n'était pas inexistant. Il allait se révéler puissant, au fur et à mesure que la N.E.P. se consolidait et que la différenciation sociale progressait au sein de la paysannerie. Mais ce n'était pas le danger principal. Le danger principal, c'était la démobilisation et la passivité politique croissantes de la classe ouvrière, sous l'effet combiné de la famine, des privations, de la misère, du chômage d'une part, et de la substitution du pouvoir de l'appareil du parti au pouvoir des soviets d'autre part.

Plus la classe ouvrière devenait politiquement passive, plus l'exercice du pouvoir se trouva concentré dans les mains des fonctionnaires de l'Etat et de l'économie et plus l'appareil du parti tendit à se confondre avec l'appareil d'Etat. La formation d'une couche sociale spécifique — la couche bureaucratique qui cherche à traduire son monopole de pouvoir et de gestion en privilèges matériels d'autant plus lourds de conséquence que la société reste très pauvre ; la pénétration croissante de l'appareil du parti et de cette couche bureaucratique ; l'apparition au sein de la direction du parti d'une fraction — la fraction stalinienne — qui formula de manière empirique et sans plan préconçu les concepts idéologiques (socialisme dans un seul pays), les déviations théoriques du marxisme léninisme, et les tactiques politiques qui correspondirent aux intérêts particuliers de cette couche : tous ces phénomènes qui domineront l'évolution de l'Union soviétique dès 1923 ont leur racine principale dans le déclin et la disparition de l'exercice direct du pouvoir politique par le prolétariat soviétique, dans l'atrophie du système soviétique.

Lénine ne maintint pas longtemps l'évaluation erronée de la gravité des différentes menaces qui pesèrent sur la dictature du prolétariat en Russie. Dès 1922, sinon dès la fin de 1921, il avait saisi le danger de la bureaucratie comme menace principale. La description de ce danger revient comme un *leitmotiv* presque obsessionnel dans tous ses écrits des dernières années de sa vie. Et avant de mourir, dans son fameux testament, il identifie pratiquement ce danger avec l'ascension de Joseph Staline au sein de l'appareil du parti bolchévique¹⁸.

Dans sa biographie magistrale de Trotsky, Isaac Deutscher

lui adresse le reproche d'avoir été plus loin que Lénine, pendant l'année fatale 1921, dans le rejet du principe de l'auto-représentation et de l'auto-administration de la classe ouvrière auquel il resta par ailleurs attaché pendant toute sa vie. Trotsky lui-même se rendait maintenant coupable du péché « substitutionniste » (le parti se substitue à la classe) duquel, dans sa jeunesse, il avait si ardemment accusé Lénine et les bolchéviks¹⁹.

Il y a dans cette accusation une double injustice à l'égard de Trotsky.

Tout d'abord, il n'est nullement exact qu'en 1920-1921 Trotsky soit allé « plus loin » que Lénine ou les autres dirigeants bolchéviques dans la voie du « substitutionnisme » et du remplacement de la dictature du prolétariat par la dictature du parti. Beaucoup d'affirmations à ce propos proviennent d'une fabrication délibérée de légendes et de falsifications historiques, auxquelles même un observateur aussi critique que Deutscher a quelquefois succombé. Ainsi, l'affirmation selon laquelle ce serait Trotsky seul qui aurait prôné le concept de « militarisation du travail » ou d'« étatisation des syndicats » ne correspond point à la vérité historique : ces concepts ont été forgés vers la fin de la guerre civile par la direction bolchévique dans son ensemble, entérinés par un congrès du parti tout entier, y compris la future Opposition ouvrière²⁰.

L'idée selon laquelle la position prônée par Trotsky au cours de la « discussion sur la question syndicale » en 1921 aurait été une position plus « autoritaire », alors que celle de Lénine aurait été plus « démocratique » — idée défendue par Isaac Deutscher²¹ — est de même difficile à démontrer, textes en mains²². Si Lénine défendit en effet, et avec raison contre Trotsky, la nécessité d'une autonomie des syndicats en *tant que défenseurs des intérêts de consommation du prolétariat*, Trotsky avait compris mieux que Lénine l'impossibilité pratique d'arrêter la montée de la bureaucratie si la gestion des entreprises restait sous le contrôle de fonctionnaires séparés du prolétariat. Il comprit mieux la nécessité de *défendre les intérêts des prolétaires en tant que producteurs*²³.

L'appareil stalinien a habilement répandu la légende d'un Trotsky « hautain » et « grand seigneur », isolé de la classe ouvrière, dès 1923. Il s'est efforcé d'exploiter l'absence de

documentation exhaustive sur le débat syndical de 1921 dans ce sens. Même des auteurs aussi hostiles au stalinisme que Deutscher et Roy Medvedev ont été influencés partiellement par ces légendes²⁴.

Ensuite, il faut bien constater que le « substitutionnisme » des dirigeants bolchéviques pendant l'année 1921 contenait un élément objectif, social, irrépessible. Cet élément, ce fut la décomposition partielle de la classe ouvrière industrielle à l'époque de la fin de la guerre civile et du communisme de guerre. Dans les conditions de recul spectaculaire du nombre d'ouvriers effectivement au travail dans l'industrie, il était sans doute inévitable qu'une partie des fonctions dirigeantes de la classe ouvrière passe temporairement dans les mains du parti révolutionnaire d'avant-garde du prolétariat. C'est sur ce point que l'aspect irréaliste de la « démocratie des producteurs » réclamée dans l'immédiat par l'Opposition ouvrière apparaît nettement : quelle « démocratie » pouvait réunir des « producteurs » inexistantes, c'est-à-dire qui avaient fui vers le village natal ou ancestral pour ne pas mourir de faim, ou qui se trouvaient mobilisés dans l'armée ?

Les entorses aux principes d'auto-organisation de la classe ouvrière commises en 1920-1921, se trouvent ainsi expliquées par des circonstances exceptionnelles. Bien entendu, expliquer ne signifie pas nécessairement justifier. Et expliquer des entorses exceptionnelles temporaires ne peut en aucun cas conduire à justifier la transformation de ces entorses en principes nouveaux, proclamés valables pour toute une époque historique. Lénine et Trotsky ont incontestablement péché quelque peu dans ce sens en 1920-1921.

Le paradoxe, c'est que le régime soviétique s'est permis le luxe de la liberté de fraction au sein du parti de gouvernement et de la tolérance de partis et groupements d'opposition au feu de la guerre civile, lorsqu'il était affaibli et menacé, et que ses dirigeants ont considéré ces libertés soviétiques comme un luxe superflu et intolérable, justement lorsque le régime s'est militairement et politiquement consolidé et ensuite économiquement raffermi. Il est clair que ce paradoxe correspond à une erreur d'estimation politique et d'analyse théorique, explicable tout au plus par le manque d'expérience. Dans ce sens, rétrospectivement, il faut reconnaître que l'interdiction des

partis groupements d'opposition soviétique, que la suppression de la presse d'opposition et que l'interdiction des fractions au sein du parti bolchevique, mesures prises en 1921 par les dirigeants soviétiques, ont eu des effets pernicieux sur le processus de bureaucratisation du pouvoir en U.R.S.S. L'interdiction des fractions au sein du parti bolchevique, combinée avec l'affirmation de fait du principe du parti unique, a considérablement réduit la marge de démocratie interne du parti. Le droit de tendance, solennellement reconfirmé par Lénine au moment même où il s'opposait temporairement à la constitution des fractions²⁵, toléré tant bien que mal par Staline entre 1923 et 1927, était constamment rogné et battu en brèche sous l'accusation que toute tendance oppositionnelle portait en elle le germe d'une fraction. Et comme chaque fraction risquait de se transformer en un « second parti », les tabous et interdits de l'année 1921 ont progressivement aidé le processus de bureaucratisation qui a freiné, puis étouffé la démocratie au sein du parti bolchevique.

Par ailleurs, la disparition des partis et groupements d'opposition soviétiques, l'extension du centralisme bureaucratique au sein du parti bolchevique lui-même, la disparition de toute presse d'opposition, l'atrophie progressive des débats et des controverses ont accéléré le processus de dépérissement des soviets, et puissamment contribué à la dépolitisation et à la démobilisation du prolétariat. La classe ouvrière devenant de plus en plus passive, l'exercice effectif du pouvoir pouvait d'autant plus facilement glisser de ses mains dans celles de la bureaucratie. Le dépérissement de la démocratie soviétique et la montée de la bureaucratisation — culminant dans l'établissement de la dictature de la bureaucratie — sont deux processus qui se sont mutuellement déterminés et renforcés.

4. — La lutte pour l'industrialisation planifiée et la lutte pour la démocratie, deux aspects inséparables du programme de l'Opposition de gauche.

Dès 1923, Trotsky, conscient comme Lénine de la montée menaçante de la bureaucratie, développe son programme en faveur du rétablissement de la démocratie soviétique, qui est

surtout rattaché à son ouvrage *Cours nouveau*. Les principales propositions de ce programme sont :

- élargissement de la démocratie au sein du parti, et notamment possibilité pour la masse des membres du parti de discuter préalablement et librement des grandes options économiques et politiques, sans que ce débat interne ne soit dominé par les décisions et le poids de l'appareil des fonctionnaires permanents ;
- réaffirmation du droit de tendance au sein du parti ;
- développement de la possibilité d'initiatives des membres de base du parti et des travailleurs sans parti au sein des organismes soviétiques ;
- renforcement des organismes soviétiques et de leur caractère élu ²⁶.

Il est généralement peu connu aujourd'hui que la plupart des propositions *institutionnelles* de Trotsky furent *adoptées* en 1923 par le Bureau politique — mais restèrent évidemment lettre morte ²⁷. Quant aux propositions de modification de l'atmosphère et des rapports entre l'appareil et la base au sein du parti, elles firent l'objet d'un anathème lancé par la grande majorité de l'appareil qui déclencha sa première campagne « contre le trotskysme ²⁸ ».

Mais Trotsky était trop bon marxiste pour croire que tout le sort de la révolution russe dépendrait essentiellement du poids relatif de la bureaucratie au sein de l'appareil d'Etat, ou de la présence (ou l'absence) relative d'atmosphère de liberté de discussion au sein du parti. Le rôle de ces facteurs était important, mais il s'agissait d'un rôle d'accélérateur ou de frein du processus de bureaucratisation de l'Etat, de l'économie et de la société. En dernière analyse, les rapports de force entre les classes sociales, le poids relatif du prolétariat et de la paysannerie, la dynamique des revenus réels du prolétariat et le rythme de « l'accumulation socialiste », voilà les facteurs clés qui décideraient de la régénérescence ou de l'effondrement de la démocratie soviétique ²⁹.

C'est pourquoi, aux yeux de Trotsky, et dans le programme des différentes oppositions de gauche qui se sont succédé en U.R.S.S. sous son égide entre 1923 et 1927 (y compris l'Opposition de gauche unifiée de 1926-1927), le rétablissement de la démocratie interne du parti, l'essor de la démocratie sovié-

tique et les progrès de l'industrialisation accélérée sont indissolublement liés les uns aux autres ³⁰.

Le rejet de la thèse révisionniste sur la possibilité de parachèver la construction du socialisme dans un seul pays, le maintien d'un cours internationaliste cherchant à appuyer tous les efforts des travailleurs pour étendre internationalement le processus de la révolution socialiste cadraient parfaitement avec le même projet stratégique fondamental : accroître, au sein de la société soviétique, le poids spécifique, la conscience de classe et l'activité (la mobilisation) politique de la classe ouvrière.

Trotsky aborda dès 1923 les problèmes des contradictions de la société soviétique engagée dans la N.E.P. en tant que marxiste, c'est-à-dire en partant des *contradictions sociales objectives*, et non pas en partant de considérations subjectives, de proclamations ou de vœux pieux (« la nécessité d'affirmer la confiance dans le potentiel révolutionnaire du prolétariat russe »). Comme Lénine à la fin de sa vie, il comprit que l'alliance ouvrière-paysanne en Russie était menacée par les résultats *objectifs* de la structure économique hybride instaurée par la N.E.P. D'une part, le phénomène des ciseaux des prix, résultant d'un retard de la croissance industrielle sur celle de l'agriculture, risquait de provoquer un mécontentement accru de la part de la paysannerie. D'autre part, les concessions économiques faites à la paysannerie pour freiner ce mécontentement risquaient de freiner « l'accumulation socialiste », de maintenir le chômage massif ³¹, de saper la confiance des travailleurs dans la révolution et en eux-mêmes, et ainsi d'accentuer la bureaucratization de l'Etat et du parti.

L'industrialisation accélérée avait donc, pour Trotsky et pour l'Opposition de gauche, la double fonction de résorber le chômage, d'accroître l'autoconfiance et le poids social objectif du prolétariat, de réduire simultanément les tensions sociales, consolidant ainsi l'alliance ouvrière-paysanne. C'est pourquoi l'Opposition de gauche et, surtout, l'Opposition de gauche unifiée présentèrent un programme d'action cohérent : industrialisation accélérée, mais maintenue dans des limites telles qu'elle était compatible avec une augmentation des salaires des travailleurs, et avec une ponction fiscale accrue seulement aux dépens des *koulaks* et des *nepmen*, et non de toute la paysannerie ³². En même temps, l'Opposition de gauche était favorable à une

collectivisation *progressive et volontaire* de l'agriculture, s'appuyant sur des coopératives de production créées par des paysans pauvres qui y jouiraient d'une productivité du travail et d'un niveau de vie supérieurs à celui des paysans individuels, petits et moyens, grâce à l'emploi massif de machines agricoles. Une des fonctions essentielles de l'industrialisation accélérée aurait dû être celle de fournir ces machines agricoles aux premiers *kolkhoses*.

On connaît la suite. La fraction Staline-Boukharine retarda de plusieurs années cruciales le démarrage de l'industrialisation planifiée et notamment la création de la première usine de tracteurs, pourtant décidée dès 1923, sous l'insistance de Trotsky. Elle ferma les yeux devant la différenciation sociale progressive et inquiétante de la paysannerie, qui concentra une fraction de plus en plus importante du surplus agricole vendable dans les mains des *koulaks*. Elle se moqua de l'avertissement de l'Opposition, suivant laquelle le village, sous la direction des *koulaks*, risquait de faire la « grève des fournitures de blé », s'ils n'obtenaient pas plus de biens industriels en échange de ce surplus.

Cette grève de fournitures de blé se produit bel et bien pendant l'hiver 1927-1928. La fraction stalinienne, prise de panique, y répondit par une politique de collectivisation forcée, qui provoqua un désastre pour l'agriculture soviétique. Le massacre du cheptel à une grande échelle, la crise de l'approvisionnement, une productivité du travail catastrophique au sein des *kolkhoses*, tout cela se traduit par une baisse non moins catastrophique du niveau de vie des travailleurs industriels. Il en résulta un énorme accroissement des tensions sociales, qui explique fondamentalement les phénomènes du stalinisme et de la *Jeshovtchina* (les purges de 1936-1938).

L'histoire démontre ainsi ce que Trotsky pressentit dès 1923 : la croissance des forces productives, l'industrialisation accélérée sont nécessaires mais insuffisantes en elles-mêmes pour assurer un essor de la démocratie soviétique. La création des *fondements premiers* d'une société socialiste ne garantit nullement l'essor *automatique*³³. C'est seulement lorsque l'industrialisation et la croissance des forces productives s'effectuent dans des conditions telles que l'autoactivité et la conscience de classe du prolétariat augmentent au lieu de s'estomper ; lors-

qu'en d'autres termes le *prolétariat réel en tant que classe* — et non le parti bureaucraté en tant que « représentant idéal » du prolétariat — dirige le processus d'industrialisation, et que ce rôle dirigeant s'affirme non seulement sur le plan politique, mais encore sur le plan de l'organisation de la production et du niveau de la consommation, que les progrès vers le socialisme sont définitivement consolidés et irréversibles. La fonction vitale de la démocratie soviétique, c'est d'assurer ce rôle dirigeant du prolétariat.

Lorsque cette démocratie est de plus en plus étouffée, lorsqu'en fonction de l'imbrication des facteurs subjectifs et objectifs, mentionnés plus haut, la bureaucraté monopolise de plus en plus l'exercice du pouvoir économique et politique, il est non seulement possible mais probable que l'industrialisation accélérée s'effectuera, pour l'essentiel, *sous l'égide de ses propres intérêts sociaux particuliers*. Dans ces conditions, loin de consolider la marche vers le socialisme et les fondements de la démocratie soviétique, les résultats *immédiats* des succès industriels peuvent au contraire aggraver la passivité du prolétariat augmentant ainsi le pouvoir et les privilèges de la bureaucraté ³⁴.

5. — La fonction socio-économique de la démocratie soviétique.

Mais si l'essor des forces productives crée bel et bien à *la longue* les préconditions matérielles du socialisme — ni mécaniquement, ni automatiquement, ni immédiatement —, la démocratie soviétique crée à son tour les conditions nécessaires d'un *optimum* de croissance économique, d'un essor harmonieux des forces productives. Devançant ses contemporains de plusieurs décennies, Trotsky élaborait dès les années vingt une théorie de la corrélation entre le degré de démocratie soviétique et l'efficacité du processus de planification dans le cadre de la construction du socialisme, dont l'évolution ultérieure souligne toute la validité.

L'économie capitaliste dispose d'un mécanisme pour assurer que la répartition des ressources sociales entre les divers secteurs de production s'adapte en définitive à la répartition de

la demande — demande solvable évidemment, et déterminée par les rapports de répartition antagonistes et inégaux de la société bourgeoise — pour les différentes marchandises et services : le jeu de la loi de la valeur. Cette adaptation s'effectue seulement à la longue et à travers mille interruptions d'équilibre (notamment par le truchement des crises périodiques de surproduction). Dans une économie socialiste pleinement développée, les producteurs associés répartissent délibérément leurs ressources matérielles pour couvrir les besoins établis en commun, d'après des mécanismes non marchands³⁵. Dans la société de transition du capitalisme vers le socialisme, telle qu'elle exista en U.R.S.S. après la fin de la guerre civile et telle qu'elle subsiste aujourd'hui, malgré toutes les péripéties et transformations vécues depuis lors, il n'existe aucun mécanisme fondamental et unique pour assurer l'équilibre entre les besoins et les ressources sociales. Trotsky affirme à ce sujet dès 1932, ce qui reste valable jusqu'à aujourd'hui :

« S'il existait un cerveau universel, décrit par la fantaisie intellectuelle de Laplace, un cerveau enregistrant en même temps tous les processus de la nature et de la société, mesurant la dynamique de leur mouvement, prévoyant les résultats de leur action, un tel cerveau pourrait construire *a priori* un plan économique définitif et sans aucune faute, en commençant par calculer les hectares de fourrage et en finissant par les boutons de gilet. En vérité, la bureaucratie se figure souvent que c'est elle principalement qui a un tel cerveau ; c'est pourquoi elle se libère si facilement du contrôle du marché et de la démocratie soviétique. En réalité, la bureaucratie se trompe foncièrement dans l'évaluation de ses ressources intellectuelles³⁶. »

La démocratie soviétique est d'ailleurs une arme qui permet aussi de restreindre l'ampleur du marché. Car le *choix délibéré et collectif* des priorités de consommation par les citoyens, qui peut s'exprimer par des mécanismes divers (discussions publiques, sondages, référendum, votes, etc.), tout en révélant les besoins réels et leur âpreté, permet de réaliser l'économie de pas mal de mécanismes qui enregistrent cette acuité seulement *a posteriori*, et à des frais supérieurs. Mais la tentative de *nier* l'existence de besoins non satisfaits, par l'étouffement de la démocratie, n'élimine point ceux-ci. Ils ressurgissent à travers le marché officiel et — ce qui est pire — à travers le marché

« noir » ou « gris », le vol, la désorganisation du plan, l'abaissement de la productivité du travail, le développement de circuits de production parallèles au sein même des entreprises d'Etat, et mille autres phénomènes de ce genre qui gangrènent depuis les années trente la croissance économique en U.R.S.S. Comme le dit Trotsky :

« Se heurtant aux frottements entre la ville et la campagne, aux exigences des différentes parties de la paysannerie et du prolétariat, la bureaucratie étouffait de plus en plus brutalement les exigences, les protestations et les critiques quelles qu'elles fussent. Le seul droit qu'elle laisse en fin de compte aux ouvriers, c'est le droit de dépasser les tâches indiquées de la production. Toute tentative de résister par le bas à la direction économique était inmanquablement cataloguée comme déviation de droite ou de gauche, c'est-à-dire pratiquement comme un crime de droit commun ; le sommet bureaucratique s'est en fin de compte déclaré infaillible dans le domaine de la planification socialiste (quoique bien souvent des soutiens et inspirateurs en fussent les pires ennemis). C'est ainsi que se trouva liquidé le mécanisme fondamental de la construction socialiste — le système souple et élastique de la *démocratie soviétique* ³⁷. »

La démocratie soviétique ne remplit d'ailleurs pas la seule fonction de permettre d'enregistrer et de ventiler de manière plus correcte l'état des besoins de la société ; de déterminer de manière plus démocratique — c'est-à-dire plus conforme aux intérêts du prolétariat et de la paysannerie pauvre — la priorité de ces besoins ; d'assurer de ce fait une élimination progressive des déséquilibres fondamentaux de l'économie à moindres frais. Elle permet également d'élever l'effort réclamé aux producteurs salariés, à la fois effort productif et sacrifice de consommation, au niveau d'*efforts librement effectués et consciemment assumés* ³⁸.

Le plan, échappant au contrôle des masses, ne peut échapper à l'arbitraire, au gaspillage, à la marginalisation de la conscience socialiste, c'est-à-dire à la dépolitisation. Le tout se résume en définitive en une masse énorme de sacrifices inutiles et d'efforts perdus. Un fonctionnement efficace de l'économie planifiée implique une planification soumise au contrôle public implacable, à commencer par celui du prolétariat. Cela

signifie que les travailleurs contrôlent sur place les stocks et les capacités productives ; qu'ils s'inscrivent en faux aux pratiques de sous-estimation systématique des capacités et des stocks, et de surestimation systématique des exigences, introduites par la bureaucratie ; qu'ils étranglent les circuits parallèles et autres sources de gaspillage. Mais ils n'agiront ainsi que s'ils y ont intérêt, c'est-à-dire si les résultats positifs de ce contrôle leur permettent de manière mesurable d'économiser du travail et d'augmenter leur niveau de vie, de loisir et de culture. Tout cela débouche sur un contrôle public et critique utilisant toutes les armes de la controverse : la presse, la radio et la télévision, avec des débats entièrement libres, dans lesquels, non seulement l'autorité de tel ou tel directeur d'entreprise mais encore celle du gouvernement puisse être librement contestée. Cela débouche, en d'autres termes, sur une démocratie soviétique articulée en autogestion planifiée d'une part et démocratie politique d'autre part.

Trotsky se départit très tôt de toute illusion technocratique selon laquelle les problèmes de la planification économique et de la construction du socialisme seraient essentiellement des problèmes techniques dont la solution devait dès lors être abandonnée aux mains des experts. Il comprit l'essence sociale et non purement technique de ces problèmes. De là sa vision de l'essor de la démocratie dans une société qui serait réellement engagée dans la voie du socialisme, où le pouvoir des travailleurs serait souverain, vision qui est frappante d'actualité :

« Il n'y a aucun doute qu'à l'avenir — et d'autant plus s'il s'agit d'un avenir plus lointain — des tâches grandioses comme l'établissement des nouveaux plans des cités-jardins, des maisons modèles, des chemins de fer et des ports, ne concerneront pas seulement les ingénieurs et les architectes qui élaborent les différents projets, mais aussi les larges masses populaires. Au lieu d'accumuler les rues et les quartiers comme dans une fourmilière, pierre après pierre, insensiblement, d'une génération à l'autre, se développera la titanesque construction de cités-villages selon un plan, le compas à la main. Sur ces questions de planification, surgiront de véritables regroupements populaires, opposés ou favorables à un projet donné, c'est-à-dire des partis techniques-architecturaux de l'avenir, avec

leurs actions, leurs passions, leurs assemblées populaires et leurs votes. Dans cette bataille, l'architecture recevra une nouvelle impulsion, à un niveau plus élevé, sous le souffle des sentiments et des états d'âme des masses, et l'humanité sera éduquée dans une optique plus « plastique », c'est-à-dire s'habituerà à considérer le monde comme de l'argile malléable pour modeler des formes de vie plus complètes. Alors tombera la séparation entre l'art et la technique³⁹. »

Cette vision de « partis techniques-architecturaux », que Trotsky a par ailleurs aussi étendue au domaine industriel — « partis du charbon, contre-partis du fuel-oil », pour prendre un exemple d'actualité ! — correspond à la nature même du processus de construction du socialisme, tel qu'il avait toujours été conçu par le marxisme : construction d'une société dans laquelle la masse des citoyens travailleurs devient maître de son sort, détermine de plus en plus consciemment elle-même les éléments clé de son travail, de ses loisirs, de sa consommation, *élargit* considérablement le domaine de l'auto-gouvernement et de la démocratie par rapport à la démocratie bourgeoise purement formelle, élargit donc aussi la zone des débats, des controverses, des chocs politiques, des votes par rapport à celle de la démocratie parlementaire. La démocratie directe doit comporter plus de liberté, y compris la liberté de critiquer le gouvernement, les dirigeants, les chefs de toute sorte, jusqu'aux plus haut placés, que la démocratie bourgeoise indirecte : tel avait toujours été le message de Marx et Lénine, que Trotsky a perpétué. Non pour des raisons traditionnalistes, « idéalistes » ou romantiques, mais parce qu'il comprit à fond le rôle fonctionnel, l'efficacité irremplaçable de la démocratie socialiste :

« Aucun gouvernement, même le plus actif et entreprenant, n'a la possibilité de transformer la vie sans l'initiative la plus large des masses. L'Etat peut organiser les conditions de vie jusqu'à la dernière cellule de la communauté, mais il est impossible d'atteindre des changements sérieux et radicaux dans les conditions économiques et dans la vie ménagère, si ces cellules ne se combinent pas de leur propre choix et de leur propre volonté en une collectivité⁴⁰. »

6. — Le programme de la révolution politique en U.R.S.S.

Dès que les événements l'avaient convaincu qu'une réforme du régime bureaucratique en U.R.S.S. était devenue impossible, que la bureaucratie ne pouvait être éliminée du pouvoir que par une révolution politique⁴¹, Trotsky se mit à élaborer le programme pour cette future révolution. Les problèmes de la démocratie socialiste y tiennent une place considérable.

Dans l'article programmatique *l'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme*, rédigé le 1^{er} février 1935, Trotsky circonscrit succinctement les dimensions du problème :

« L'U.R.S.S. actuelle, sans aucun doute, ressemble fort peu au type de république soviétique que Lénine traçait en 1917 : absence de bureaucratie permanente et d'armée permanente, révocabilité de tous les élus à tout moment, contrôle actif des masses sans égard à la personne, etc. La domination de la bureaucratie sur le pays comme la domination de Staline sur la bureaucratie ont atteint une perfection presque absolue...

« Le fait que le régime politique empire constamment alors que l'économie et la culture se développent, ce fait criant s'explique par ceci, et par ceci seulement, que l'oppression, les persécutions, les répressions servent maintenant pour une bonne moitié non pas au maintien de l'Etat, mais au maintien du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie. D'où, précisément, la nécessité toujours plus grande de masquer les répressions à l'aide de fourberies et d'amalgames⁴². »

Il s'agit donc de modifier fondamentalement ce régime politique, de rétablir la démocratie soviétique, de rétablir les règles effectives de fonctionnement prévues par les normes marxistes-léninistes : élection effective de soviets exerçant tout le pouvoir ; rétablissement de l'exercice effectif de tous les droits politiques pour le peuple travailleur ; suppression radicale des privilèges matériels et réduction massive de l'inégalité matérielle et sociale. Trotsky renoue à ce propos avec l'enseignement de Marx et de Lénine, selon lequel la réduction de la rétribution des fonctionnaires à celle de travailleurs moyennement qualifiés représente

une garantie essentielle contre le carriérisme, et donc contre le renforcement de la bureaucratie ⁴³.

Dès 1936, quand il rédige son œuvre maîtresse sur l'U.R.S.S. stalinienne, *la Révolution trahie*, Trotsky précise en quoi devra consister le rétablissement de la démocratie soviétique :

« Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devant céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale authentique sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevique, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zig-zag de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, Palais des soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les normes bourgeoises de répartition seront ramenées aux proportions strictement commandées par la nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire ⁴⁴. »

Nous retrouvons ici l'imbrication dialectique des tâches politiques, économiques et culturelles qui caractérisent toute la pensée de Trotsky sur la construction d'une société socialiste. Le rétablissement de la démocratie soviétique a une valeur particulière en tant que moyen d'affirmation de l'auto-gouvernement des masses laborieuses, d'élévation de la conscience et de l'activité politiques du prolétariat. Il représente simultanément un instrument de rationalisation et de correction indispensables de l'économie planifiée. La libération de la culture de l'arbitraire et de la dictature de la bureaucratie sont à leur tour indispensables tant pour l'épanouissement de la démocratie soviétique que pour celui des forces productives. Sans libre

discussion scientifique, pas de progrès technologique *optimum*. Sans rétablissement des libertés politiques, la libre discussion scientifique elle-même est irréalisable. Et sans l'une et l'autre, l'essor des forces productives restera loin au-dessous des possibilités de l'économie planifiée. Cette analyse semble décrite pour diagnostiquer le mal qui frappe l'U.R.S.S. aujourd'hui. Elle a été rédigée il y a près de quarante ans. Les travailleurs soviétiques ont payé et continuent de payer un prix très lourd le fait que ces avertissements n'ont pas été entendus. Ils les entendront tôt ou tard.

Dans le *Programme de transition de la Quatrième Internationale* (« l'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale »), Trotsky revient au thème de la révolution politique, nécessaire en U.R.S.S. pour y établir la démocratie soviétique. Il insiste une fois de plus sur deux aspects clés de cette démocratie : le rétablissement des soviets en tant qu'organes de pouvoir librement élus par le prolétariat, et la légalisation des partis soviétiques : « Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques ⁴⁵. »

Le rétablissement des soviets dans leurs fonctions originales, cela signifie pour Trotsky avant tout le rétablissement d'un organe de combat et de pouvoir du prolétariat et des paysans pauvres. C'est pourquoi il ajoute à ce point programmatique l'idée qu'il faut chasser la caste bureaucratique des soviets. Cette remarque ne restreint en rien la liberté de fonctionnement du système électoral tel qu'il doit être conçu en régime de démocratie soviétique. Elle précise seulement les conditions de *réapparition* des soviets comme organes de combat unifiant l'ensemble des travailleurs contre la bureaucratie privilégiée ⁴⁶. L'expérience pratique des débuts de révolution politique antibureaucratique, vécus notamment en octobre-novembre 1956 en Hongrie et pendant le « printemps de Prague » de 1968, confirme complètement la poussée instinctive des masses laborieuses des pays où le capitalisme a été aboli, qui vivent sous la dictature de la bureaucratie et qui tendent à rétablir la liberté de partis respectant dans les faits la constitution socialiste. Il n'y a pas d'autre moyen de récupérer une démocratie socialiste véritable.

Les apologistes du régime stalinien et bureaucratique conti-

nent d'affirmer que la Constitution de ce pays garantit aux travailleurs l'exercice de tous les droits démocratiques. Même du point de vue de l'interprétation des textes, cette affirmation est fautive : le droit de créer des partis politiques n'est nullement garanti par la Constitution soviétique, qui prévoit au contraire le droit de sélection des candidats sous l'égide du seul Parti communiste officiel. Mais ce qui importe en la matière, ce n'est pas la lettre de la Constitution, mais la réalité quotidienne.

Selon Marx et Lénine, la différence entre la démocratie bourgeoise et la démocratie socialiste réside notamment dans le fait que la première garantit seulement de manière formelle la liberté de la presse, mais en subordonne l'exercice effectif à la fortune et au rassemblement des capitaux nécessaires pour acheter les imprimeries, stocks de papier et autres indispensables à la publication des quotidiens. La démocratie socialiste met tous ces instruments matériels nécessaires à l'exercice de la liberté de la presse à la disposition gratuite de tout groupe de travailleurs quel qu'il soit.

En Union soviétique, et dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés, ce libre accès aux moyens matériels pour réaliser la liberté d'opinion est subordonné à deux restrictions énormes : d'une part, le contrôle par l'Etat et par des associations *ad hoc* sur toutes les imprimeries, sur tous les organes de presse et sur le droit d'y faire publier quoi que ce soit ; d'autre part, l'exercice d'une censure très serrée.

L'abolition de ces restrictions et le retour à un exercice effectif des libertés démocratiques par les masses laborieuses, plus large que celui dont elles jouissent dans les Etats démocratiques bourgeois les plus libéraux, tel est pour Trotsky le sens profond du rétablissement de la démocratie soviétique.

7. — Démocratie soviétique et démocratie politique.

Nous en arrivons ainsi à un aspect des plus radicaux de la pensée de Trotsky sur la place de la démocratie soviétique dans la construction du socialisme : celui qui concerne l'articulation du pouvoir soviétique proprement dit avec la démoc-

cratie politique, avec l'exercice des libertés politiques, y compris pour des partis d'opposition.

Contrairement à une thèse largement répandue, Trotsky a très tôt rejeté toute tentative de légitimer et de théoriser les mesures exceptionnelles prises au cours de la révolution russe, dans des conditions de guerre civile et de dénûment extrême. Dès 1933, dans ses écrits sur l'Allemagne, il affirme catégoriquement :

« Nous ne séparons pas l'âme du corps. La liberté de la presse sans linotypes, sans rotatives, et sans papier est une misérable fiction. Dans l'Etat prolétarien, les moyens techniques seront mis à la disposition des groupes de citoyens selon leur importance numérique réelle. Mais qu'y faire ? La social-démocratie obtiendra des moyens d'impression correspondant au nombre de ses partisans. Je ne pense pas qu'à ce moment ce nombre sera bien élevé ; sinon, le régime même de la dictature du prolétariat serait impossible. Néanmoins, laissons le soin à l'avenir de trancher cette question ⁴⁷. »

Dans un autre écrit de la même époque, il proclame même la possibilité pour Hugenberg, le chef de la droite conservatrice nationaliste allemande, de publier librement ses opinions dans une Allemagne soviétique, mais ce en fonction du nombre de ses partisans, et non en fonction de sa fortune personnelle. Deux ans plus tard, consacrant un article à ce que serait « le régime communiste aux U.S.A. », Trotsky précise encore une fois ses idées sur la démocratie soviétique :

« Chez nous, le monopole politique d'un seul parti qui s'est lui-même transformé en bureaucratie a engendré la bureaucratization des soviets. Cette situation a résulté des difficultés exceptionnelles du défrichage socialiste dans un pays pauvre et arriéré.

« Les soviets américains seront vigoureux et pleins de sang ; le besoin de mesures analogues à celles que les circonstances imposèrent en Russie ne se fera pas sentir, et l'occasion ne s'en présentera pas. Vos capitalistes non régénérés ne trouveront pas de place dans le nouvel édifice. Il est difficile d'imaginer Henri Ford à la tête du soviet de Detroit. Néanmoins, une ample lutte d'intérêts, de groupements et d'idées est non seulement concevable — elle est inévitable. Un plan de développement économique d'un an, de cinq ans ou de dix ans ; un projet pour

l'éducation nationale ; la construction d'un nouveau réseau de transports ; la transformation de l'agriculture ; un programme pour l'amélioration de l'équipement technique et culturel de l'Amérique latine ; un programme pour les communications stratosphériques ; l'eugénisme — voilà autant de sujets pour les controverses, pour de vigoureuses luttes électorales, et des débats passionnés dans la presse et les réunions publiques.

« Car l'Amérique soviétique n'imitera pas le monopole de la presse tel que l'exercent les chefs de la bureaucratie de l'U.R.S.S. La nationalisation par les soviets américains de toutes les imprimeries, fabriques de papier et moyens de distribution sera une mesure purement négative. Elle signifiera simplement qu'il ne sera plus permis au capital de décider quelles publications doivent paraître, si elles doivent être progressives ou réactionnaires, « sèches » ou « humides », puritaines ou pornographiques. L'Amérique soviétique aura à trouver une nouvelle solution au problème du fonctionnement de l'imprimerie dans un régime socialiste. Elle pourra consister en une représentation proportionnelle des tendances exprimées dans chaque élection de soviets. De la sorte, le droit pour chaque groupe de citoyens d'user des presses dépendrait de leur importance numérique — le même principe étant appliqué à l'utilisation des lieux de réunion, de la radio, etc. ⁴⁸. »

Ces projections expliquent-elles une révision autocritique des mesures que Trotsky avait lui-même appuyées ou proposées pendant les années 1920-1921, notamment de l'interdiction des fractions au sein du parti ? Jusqu'à la fin de sa vie, Trotsky est resté très discret à ce propos. Il n'a cessé de répéter que ces mesures étaient prises sous la pression de circonstances exceptionnelles, et en tant que mesures purement passagères. Mais il n'y a pas de doute qu'un réexamen critique de leurs conséquences se profile progressivement dans ses écrits à ce propos.

Cela est particulièrement clair dans *la Révolution trahie*. Nous y lisons que « l'étroite connexion et quelquefois la fusion des organes du parti et de l'Etat portèrent dès les premières années un préjudice certain à la liberté et à l'élasticité du régime intérieur du parti. La démocratie se rétrécissait au fur et à mesure que croissaient les difficultés ⁴⁹ ». Et encore :

« En mars 1921, au moment du soulèvement de Cronstadt

qui entraîna pas mal de bolcheviks, le X^e Congrès du parti se vit contraint de recourir à l'interdiction des fractions, c'est-à-dire à reposer sur la vie intérieure du parti dirigeant le régime politique de l'Etat. L'interdiction des fractions était, répétons-le, conçue comme une mesure exceptionnelle appelée à tomber en désuétude dès la première amélioration sérieuse de la situation. Le comité central se montrait d'ailleurs extrêmement circonspect dans l'application de la nouvelle loi, et surtout soucieux de ne pas étouffer la vie intérieure du parti.

« Mais ce qui n'avait été dans les intentions du début que le tribut payé par nécessité à de pénibles circonstances, se trouve fort du goût de la bureaucratie qui se mettait à considérer la vie intérieure du parti sous l'angle exclusif de la commodité des gouvernants. Dès 1922... Lénine s'effraya de la croissance menaçante de la bureaucratie ⁵⁰... »

L'implication est presque claire. Elle le devient encore davantage dans un article écrit le 15 juillet 1939, et consacré au parti centriste né en France d'une scission de gauche de la social-démocratie, le P.S.O.P. (Parti socialiste ouvrier et paysan). Nous y lisons les passages que voici :

« L'apparition de fractions est inévitable même au sein du parti le plus mûr et le plus harmonieux, vu l'extension de son influence à de nouvelles couches, l'apparition de nouveaux problèmes, des tournants brusques dans la situation, des erreurs de la direction, etc. Du point de vue du monolithisme, une lutte fractionnelle est un « mal » ; mais c'est un mal inévitable, et, en tout cas, un mal beaucoup moindre que l'interdiction des fractions...

« ... L'existence de fractions, dans la nature des choses, provoque des frictions et implique un gaspillage d'énergie, mais ce sont là des faux frais inévitables d'un régime démocratique. Une direction capable et jouissant d'autorité s'efforce de réduire les frictions fractionnelles au minimum. Cela est atteint grâce à une politique correcte éprouvée par une expérience collective, grâce à une attitude loyale, à l'égard de l'opposition, mais jamais par l'interdiction de fractions qui ne peut manquer de donner à la lutte un caractère hypocrite et empoisonné. Qui-conque interdit des fractions, ce faisant liquide la démocratie du parti et fait un premier pas vers un régime totalitaire.

« ... Il est vrai que le parti bolchevique interdit les frac-

tions au X^e Congrès, en mars 1921, à un moment de danger mortel. On peut argumenter pour savoir si c'était correct ou non. Le cours ultérieur des événements a prouvé en tout cas que cette interdiction a servi comme un point de départ de la dégénérescence du parti.

« La bureaucratie transforme la notion de « fraction » en épouvantail, afin d'interdire au parti de penser ou de respirer. C'est ainsi que s'est constitué le régime totalitaire qui a tué le bolchevisme⁵¹. »

Bien des indices font supposer d'ailleurs que dans son dernier livre inachevé, la biographie de Staline, Trotsky aurait mis le point final à ce réexamen autocritique de la mesure du X^e Congrès.

Ce qui se dégage de toute manière clairement de ses écrits, pour les révolutionnaires d'aujourd'hui et pour de futures révolutions, c'est que toute limitation de la démocratie socialiste contient des dangers extrêmement graves pour le devenir de la révolution. Des expédients risquent de devenir des institutions. Ce qui paraît simple mesure de commodité administrative pour résoudre une difficulté passagère peut devenir un frein à long terme pour le progrès de la révolution. Dans ce sens, le Trotsky des années de l'exil final retrouve la conviction profonde du Trotsky jeune : il n'y a pas d'autre voie pour porter à l'épanouissement une révolution prolétarienne que l'essor de l'autoactivité et de l'auto-organisation du prolétariat. Le rôle d'avant-garde du parti révolutionnaire n'implique aucun mythe substitutionniste. L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

1. Cf. V. I. Lénine : « Il y a le capitalisme octobriste des Cent-Noirs et le capitalisme *populiste* (« réaliste, démocratique », plein d'« activité »)... Le capital octobriste est allé d'Angleterre et de France en Russie et en Asie. La révolution russe et la révolution en Asie égalent la lutte pour éliminer le capital octobriste et le remplacer par le capital démocratique ». Lettre à A. M. Gorki du 3 janvier 1911 (*Œuvres*, t. 34, pp. 461 et 462).

2. Léon Trotsky, *Bilan et perspective* (avec 1905), éd. de Minuit, v. pp. 424 à 429.

3. V. I. Lénine : « Notre expérience nous a appris — et nous en trouvons la confirmation dans le développement de toutes les révolutions du monde, si l'on considère la nouvelle époque, disons les

cent cinquante dernières années — que partout et toujours il en a été de même : toutes tentatives faites par la petite bourgeoisie en général, et par les paysans en particulier, pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur manière l'économie et la politique ont abouti à un échec. Ou ils doivent se placer sous la direction du prolétariat, ou bien sous celle des capitalistes. Il n'y a pas de milieu. » Discours au congrès des ouvriers des transports de Russie du 27 mars 1921, p. 839 in *Œuvres choisies* en deux volumes, II, Moscou 1947. Editions en langues étrangères.

4. Léon Trotsky : *Bilan et perspectives*, op. cit., pp. 431-434.

5. Isaac Deutscher, *Le Prophète armé*, Julliard, 1962, pp. 206-207, cite cet article de Trotsky rédigé en 1906 et intitulé « Histoire du Soviet », qui contient le passage suivant : « Il n'y a pas de doute que, dans la future montée de la révolution, de tels conseils ouvriers se constitueront dans tout le pays. Un soviét panrusse d'ouvriers organisé par un congrès national... prendra la direction. »

6. Léon Trotsky : *Bilan et perspectives*, op. cit., pp. 452 à 455 et 457.

7. Trotsky : *ibid.*, p. 463.

8. A la session du 1^{er} novembre 1917 du comité de Pétrograd du Parti bolchévique, Lénine déclara : « Quant à la conciliation [avec les menchéviks et les S-R], je ne peux même pas en parler sérieusement. Trotsky a dit depuis longtemps que l'unification est impossible. Trotsky l'a compris, et depuis lors, il n'y a pas eu de meilleur bolchévik. » La fraction stalinienne supprima ce passage du procès-verbal du livre *Le Premier Comité légal de Pétrograd des bolchéviks en 1917*, publié par la Maison d'Éditions d'État en 1927. Mais un ouvrier de l'imprimerie apporta à Trotsky l'épreuve du premier texte imprimé, avec le passage mentionné plus haut, et sur laquelle le censeur avait marqué au crayon : « A supprimer ». La photocopie de l'épreuve et tout ce récit sont reproduits dans Léon Trotsky : *Stalin school of falsification*, p. 105, Pathfinder Press, New York, 1971.

9. « Dans la première résolution, déposée par moi, j'avais interrogé le parti S-R de gauche : s'estimaient-ils liés par la discipline aux soviets des députés ouvriers, soldats et paysans et au congrès des soviets (au sujet de la paix de Brest-Litovsk)? J'avais dit, non seulement en mon nom propre, mais au nom du P.C., que nous nous soumettions au vote du congrès, quel qu'il soit, pour la question internationale, pour la question de la guerre et de la paix, et pour toute autre. » Léon Trotsky : « Rapport au V^e congrès des soviets », 9 juillet 1918, in *Comment la révolution s'est armée*, p. 318. Editions de l'Herne, Paris, 1967.

10. Voir notamment : « Travail, discipline, ordre », rapport fait à la conférence du P.C.R. de la ville de Moscou, le 28 mars 1918, in *Comment la révolution s'est armée*, op. cit., pp. 56-57.

11. « L'auto-activité des travailleurs n'est pas déterminée ni mesurée d'après le fait qu'il y a trois ouvriers ou un seul à la tête d'une entreprise, mais bien des facteurs et des phénomènes beaucoup plus profonds : construction des organes de l'économie avec participation active des syndicats ; construction de tous les organes soviétiques par les congrès des soviets, qui représentent des dizaines de millions de travailleurs ; participation des administrés eux-mêmes à l'administration ou à son contrôle : — voilà où s'exprime l'auto-activité de la classe ouvrière. » Léon Trotsky : « Rapport au III^e congrès des syndicats russes », reproduit dans *Terrorismus und kommunismus*, p. 154, Verlagsbuchhandlung Carl Heym, Hamburg, 1920.

12. V. I. Lénine : « La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », pp. 450-451, in *Œuvres choisies*, t. II, *op. cit.*

13. Léon Trotsky : *Stalin*, Harper & Brothers, 1941, pp. 337 à 339. Ce passage manque dans l'édition française.

14. V. I. Lénine : « La III^e Internationale et sa place dans l'histoire », in *Œuvres choisies*, t. II, *op. cit.*, pp. 571-572.

15. Nous avons analysé en détails les problèmes théoriques sous-jacents à l'articulation « auto-organisation des masses » et « parti d'avant-garde » dans notre travail : *la Théorie léniniste de l'organisation*.

16. Sur le fonctionnement de partis d'opposition en U.R.S.S. entre 1917 et 1921, ainsi que sur la réalité d'élections aux soviets, cf. E.H. Carr, *The Bolchevik Revolution 1917-1923*, vol. I, pp. 177-182. Aux élections pour les soviets de 1920, les menchéviks obtinrent 46 sièges au soviet de Moscou, 250 à celui de Kharkov, 120 à celui de Jaroslavl, 78 à celui de Krementchoug, etc. Ils contrôlèrent également d'importants syndicats.

17. Selon Salomon Schwartz (*Les Ouvriers en Union soviétique*, Rivière, Paris, 1956, p. 20), le nombre total des salariés était tombé de 11,2 millions en 1913, à 6,5 millions en 1921-1922 ; le nombre des salariés dans l'industrie, de 2,6 millions en 1913, à 1,2 million en juillet 1921. Selon Leo Kritzman (*Die heroische Periode der grossen russischen Revolution*, Verlag Neue Kritik, Frankfurt 1971, p. 252), l'emploi salarié dans la grande industrie tomba de 3 millions de personnes en 1917, à 1,6 million en 1920 (la chute se poursuivit en 1921 et pendant le premier semestre de 1922). La production brute de la petite industrie tomba en 1920 à 43 % du niveau de 1912, la production brute de la grande industrie, à 18 % du niveau de 1913 (*ibid.*, pp. 251-252).

18. Voir à ce sujet Moshé Lewin : *Le Dernier Combat de Lénine*, Les Editions de Minuit, Paris, 1967.

19. Isaac Deutscher : *Le Prophète armé*, *op. cit.*, p. 641.

20. I. Deutscher : *Soviet Trade-Unions*, Royal Institute of International Affairs, Londres 1950, pp. 35-36.

21. I. Deutscher : *Le Prophète armé*, *op. cit.*, p. 661.

22. Dans son livre sur les syndicats, Deutscher reconnaît : « Une résolution soumise par Trotsky et adoptée par le [9^e] congrès du P.C.R. permit aux syndicats d'exercer une influence très forte sur la désignation des directeurs d'entreprises... Des techniciens bourgeois ou des spécialistes pouvaient être nommés à des postes de directeurs. Mais un directeur de cette catégorie devait être surveillé par un commissaire syndical, de la même façon qu'un spécialiste militaire dans l'armée était surveillé par un commissaire politique qui avait le droit de veto sur ses ordres. » (*Op. cit.*, pp. 34-35). Il faut signaler que « l'autocrate » Trotsky proposa simultanément la transformation de toute l'Armée rouge sur la base d'un système de milices (*Comment la révolution s'est armée*, *op. cit.*, pp. 589-603).

23. « Les syndicats doivent concentrer entre leurs mains toute la production : ils doivent l'organiser et en devenir les directeurs autorisés. La lutte contre l'esprit bureaucratique a pour condition l'organisation pratique de cette production, et l'appel des masses laborieuses à (s'associer) à cette œuvre d'organisation. » (Trotsky : « Discours à la conférence russe des ouvriers du transport, 1920, in *Bulletin communiste*, 2^e année, p. 52).

« Deux ordres de questions dominent actuellement l'attention du Parti communiste : la démocratie ouvrière et l'organisation économique... »

Par démocratie ouvrière ou soviétique, nous entendons la participation réelle et de plus en plus large des travailleurs à la construction de la société nouvelle... L'expression extérieure de toute démocratie ouvrière vivifiée, ce doit être et c'est déjà la fréquence plus grande des assemblées générales, devant lesquelles sont portées toutes les questions fondamentales, une plus large application du principe électif, plus de critique intérieure, plus de discussions, un examen plus direct et plus étendu des questions dans la presse, etc. » (Léon Trotsky : « Nouvelle période, nouveaux problèmes », in *Bulletin communiste*, 2^e année, p. 67).

« Plus le travail des syndicats se développera dans le sens de la nouvelle direction, plus profondément ils pénétreront dans les masses, et plus il sera possible d'appliquer tôt les méthodes de la démocratie de l'économie, c'est-à-dire de discuter systématiquement les mesures économiques les plus importantes dans les réunions de larges masses, mais encore d'appliquer le principe de l'élection à toute une série de postes d'administration économique. » (L. Trotsky : *Le Rôle et les tâches des syndicats*, 1921).

24. Cf. Roy Medvedev : *Let History Judge*, Macmillan, Londres 1971, pp. 38-39.

25. V. I. Lénine, *Œuvres*, vol. 32, p. 260 et suivantes.

26. Voir Léon Trotsky, *Cours nouveau*, in *De la Révolution*, éd. de Minuit, 1963.

27. Voir E. Y. Carr : *A History of soviet Russia - The interregnum*, MacMillan, Londres 1954.

28. Isaac Deutscher : *Le Prophète désarmé*, Julliard, 1964, pp. 162-163 et suiv. sur les événements qui suivirent le premier appel de l'Opposition de gauche, lancé par 46 membres éminents du parti, le 15 octobre 1923.

29. Cf. *Cours nouveau*, pp. 50 à 55, sur la modification des rapports entre cellules d'entreprises et poids de l'appareil au sein du P.C.R.

30. Déjà, dans *Cours nouveau*, un accent important est mis sur la planification et l'industrialisation accélérée.

31. Selon Salomon Schwartz (*op. cit.*, pp. 58-59), le nombre des chômeurs officiellement inscrits en U.R.S.S. passa de 175 000 en janvier 1922 à 1 million en juillet 1923, 1,3 million en juillet 1924, 850 000 en moyenne pour 1923-1924, 1,3 million en moyenne pour 1927-1928, 1,6 million le 1^{er} avril 1928 et 1,7 million le 1^{er} avril 1929.

32. Plate-forme des bolchéviks-léninistes pour XV^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., in Trotsky, *La lutte antibureaucratique en U.R.S.S.* (10-18) t. 1, pp. 154 et 181-182.

33. Léon Trotsky : *La Révolution trahie*, in *De la Révolution*, *op. cit.*, pp. 473-476.

34. *Ibid.*, pp. 475-476. Pour stimuler l'esprit critique et l'activité politique du prolétariat, l'Opposition de gauche avait réclamé la restauration, à tous les niveaux, du vote secret.

35. Friedrich Engels : *Anti-Dühring* (éd. Sociales), chap. IV, « La répartition », pp. 337 à 349.

36. Léon Trotsky : « L'Economie soviétique en danger — Au seuil du plan quinquennal », in *Ecrits I*, pp. 125-126, Rivière, Paris, 1935.

37. *Ibid.*, p. 129.

38. Cette question a été examinée en plus grand détail in Ernest Mandel : *Traité d'économie marxiste*, (10-18), vol. 4, pp. 184-196.

39. Léon Trotsky : *Littérature et révolution* (1923), chap. « Art

révolutionnaire et art socialiste », Julliard, Lettres nouvelles, 1964, p. 212.

40. Léon Trotsky : *Problems of Everyday Life* (1923), Monad Press, New York, 1973, p. 61 ; le chapitre X de cet ouvrage ne fait pas partie de l'édition française des *Questions du mode de vie*.

41. Une révolution politique modifie la superstructure sociale en maintenant fondamentalement le mode de production ; elle fait passer le pouvoir d'une fraction à une autre au sein de la même classe sociale. Une révolution sociale implique le passage du pouvoir d'une classe sociale à une autre.

42. Léon Trotsky : *Nature de l'Etat soviétique*, Maspero, Paris, 1969, pp. 29, 31-32.

43. Voir à ce propos *La Guerre civile en France* de Marx et *l'Etat et la révolution* de Lénine.

44. Léon Trotsky : *La Révolution trahie*, op. cit., p. 628.

45. *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, Paris 1977, éditions de la Taupe Rouge, p. 63.

46. Léon Trotsky : « It is necessary to drive the bureaucracy and aristocracy out of the soviets » (article de 1938), in : *The Transitional Program for Socialist Revolution*, Pathfinder Press, New York 1973, p. 147.

47. Léon Trotsky : « Entretien avec un ouvrier social-démocrate », in *Ecrits III*, Paris 1959, Publications de la IV^e Internationale, p. 373.

48. Léon Trotsky : « Le régime communiste aux U.S.A. » (article de 1935), in *La Nature de l'Etat soviétique*, op. cit., p. 22..

49. Léon Trotsky : *La Révolution trahie*, op. cit., p. 505.

50. *Ibidem*, p. 506.

51. Léon Trotsky : « Trotskysm and the PSOP », in *Writings of Leon Trotsky, 1938-1939*, Merit Publishers, 1969, pp. 129, 130, 131. Nous soulignons.

VIII

Sur l'Internationale

Texte de la tendance majoritaire soumis au vote pour les élections au Congrès de la Ligue Communiste *

*Réponse aux camarades du cercle 1.2.3.4. ***

Le texte *Internationalisme et Internationale* des camarades du cercle 3^e-4^e part en guerre contre le fétichisme organisationnel qui consiste en particulier, selon ces camarades, à « identifier internationalisme et organisation internationale ». C'est en vérité un grave péché que de vouloir mettre en harmonie notre analyse, nos conceptions avec notre action et nos formes d'organisations. L'intérêt du débat pour l'Internationale n'a pas besoin d'être démontré. Il ne s'agit pas, au demeurant, de faire des professions de foi d'un internationalisme vibrant (même les pires sociaux-démocrates ou les staliniens y sacrifient volontiers), mais de s'attacher à résoudre le problème de la construction de l'Internationale en partant des conditions actuelles telles qu'elles sont. Mais ce débat est aussi important parce qu'il éclaire également notre conception de la construction d'un parti révolutionnaire qui ne peut être séparée de la question de l'Internationale.

* *De l'Internationalisme à l'Internationale* (débat du I^{er} Congrès de la Ligue Communiste), Cahier « Rouge », n° 8-9, Maspero, 1969.

** Certains des camarades du cercle 1.2.3.4. quittèrent la Ligue Communiste en février 1971 pour former le groupe « Révolution », puis l'O.C.T. en 1976.

Spécificité nationale et révolution mondiale

Partant d'une phrase de Marx et enjambant vingt années de contribution de Lénine et de Trotsky — sans oublier Rosa Luxemburg et bien d'autres — le texte *Internationalisme et Internationale*, reproche à certains camarades de sous-estimer la « spécificité nationale » de la révolution. Celle-ci commencerait dans un pays pour s'étendre internationalement. « Les classiques du marxisme nous ont appris que les conditions nationales de chaque révolution étaient spécifiques. » Pour certains, au contraire, il ne serait ni question de peuples, ni de circonstances, mais seulement du « fétichisme » de l'Internationale.

Comme le texte se plaît à répéter que « l'âme vivante du marxisme c'est l'analyse concrète d'une situation concrète », voyons si nous pouvons, par une telle analyse, concrétiser les rapports entre la spécificité nationale de la révolution et la nature internationale de la révolution à notre époque :

1. — La spécificité nationale de la révolution, à l'époque impérialiste est elle-même, au moins partiellement, fonction du contexte international. Les pays sous-développés le sont par rapport aux pays industrialisés (et non dans l'abstrait ou dans l'absolu). La monoculture est littéralement *importée* de l'étranger. Les « chaînons les plus faibles de la chaîne impérialiste » (Russie, Chine) l'ont été en fonction de la manière dont ils ont été insérés dans le marché mondial. La spécificité nationale *pure* de la Russie, c'était le moujik qui, à lui seul, n'aurait jamais fait une révolution russe. La spécificité nationale *concrète* combine ce moujik avec le prolétariat, produit de l'entrée de capitaux étrangers en Russie, avec l'affaiblissement du tsarisme, fonction de ses défaites internationales devant le Japon, l'Allemagne, etc., avec le rôle de la social-démocratie internationale, produit du développement de toute l'Europe, etc.

2. — La spécificité nationale de chaque révolution n'est que relative, partielle, et non absolue. Sinon, aucune règle stratégique, aucune loi historique, ne pourrait être formulée,

et tout le marxisme deviendrait inutile. Les hérauts de la *spécificité nationale* absolue de la révolution russe, c'étaient les populistes et leurs héritiers, les socialistes-révolutionnaires, qui niaient le développement capitaliste de la Russie et le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution russe à venir, et croyaient qu'on sauterait de la commune paysanne primitive au communisme moderne. Détacher la *spécificité nationale* du contexte historique plus large, cela devient l'excuse classique de tous les opportunistes pour rejeter des enseignements stratégiques du marxisme. Sous prétexte de *spécificité* de la révolution chinoise, Staline-Boukarine soumettaient les communistes chinois au commandement du Kuo-Ming-Tang en 1925-1927 avec le résultat qu'on sait. Sous prétexte de *spécificité*, Aïdit affirma en Indonésie jusqu'à la veille du coup d'Etat des généraux (et avec l'approbation de Mao) que l'Etat indonésien était un Etat « spécial » : mi-bourgeois mi-populaire. On connaît le résultat désastreux auquel tout cela a abouti.

3. — Si chaque révolution socialiste commence sur le plan national, le rythme avec lequel elle se répercute internationalement est extrêmement rapide. Un an après Octobre, la Russie soviétique est en guerre avec une douzaine d'armées d'intervention étrangères. Moins d'un an après la victoire de la révolution chinoise, elle affronte l'impérialisme américain en Corée. Tout laisse supposer qu'il en sera de même demain.

4. — L'internationalisme du capital, qui a de nouveau progressé de manière très prononcée par rapport à l'époque d'avant la Seconde Guerre mondiale, confronte les révolutionnaires avec des complexes de *spécificité nationale* et de *spécificité internationale* qu'on ne peut pas aussi facilement dénouer que le prétendent les camarades du 3^e-4^e. La France a un Etat impérialiste spécifique, dans le cadre du Marché commun (qui limite fortement cette indépendance économique et commerciale, et la limitera peut-être demain sur le plan monétaire et budgétaire également), dans le cadre de l'Alliance atlantique (qui limite de même cette indépendance sur le plan militaire, quoi qu'en disent les gaullistes). Parler de concurrence inter-impérialiste dans l'abstrait, sans tenir compte de cette inter-pénétration internationale des capitaux à notre époque, dans les circonstances concrètes D'AUJOURD'HUI, c'est se

fourvoyer. Il n'y a pas de *super-impérialisme*, certes ; la concurrence inter-impérialiste joue toujours, et s'accroît même. Mais elle joue dans un contexte mondial concret différent QUALITATIVEMENT DE CELUI D'AVANT LA PREMIÈRE ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE. Il n'y a plus de grande guerre inter-impérialiste concevable dans ce nouveau contexte global. C'est une concurrence dans le cadre d'une alliance. Pour ne pas l'avoir compris, le P.C.F. s'est brûlé les doigts dans l'affaire de la C.E.D. Les chinois ont failli en faire autant lors du flirt de Gaulle-Pékin.

Quand le texte avance que l'internationalisme est d'abord une prise de position sur tous les problèmes (qui sont déterminants pour l'ensemble du mouvement international) ; quand il ajoute qu'il y a un « primat de l'analyse de la situation mondiale sur tout projet structurel technique de construction d'une organisation internationale », il sous-entend en réalité un clivage entre une pratique immédiate nationale de la lutte de classe, et une dimension internationale de cette lutte qui s'ajouterait « par l'analyse ». Cette distinction est incomplète, donc fautive, mécaniste et abstraite. Dans le monde impérialiste, toute lutte révolutionnaire, même si elle commence dans un cadre national, a IMMÉDIATEMENT une dimension internationale. La résistance armée au Sud-Vietnam n'était pas plus *purement* vietnamienne que la révolution de mai n'était *purement* française. Il n'a pas fallu longtemps pour s'en apercevoir dans les faits, tant dans le camp des ennemis que dans celui des révolutionnaires.

Dès lors, il faut conclure que le caractère international de la lutte de classe et de la révolution à notre époque a des racines objectives dans la structure de l'économie mondiale et de la politique mondiale (y compris la *politique militaire*). L'internationalisme est donc d'abord LA PRISE DE CONSCIENCE DE CETTE RÉALITÉ OBJECTIVE. L'analyse se fait en fonction de cette réalité, c'est-à-dire en fonction d'une intervention plus efficace pour la modifier.

Etre internationaliste, cela signifie comprendre qu'il est impossible de renverser le capitalisme en France sans bouleverser le Marché commun et l'Alliance atlantique, c'est-à-dire sans se heurter à la bourgeoisie internationale. Il n'y a pas de

lutte révolutionnaire en France *qui se prolonge* par une analyse internationale. IL Y A UNE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE EN FRANCE QUI POSSÈDE IMMÉDIATEMENT ET INÉVITABLEMENT UNE DIMENSION INTERNATIONALE. Cette dimension existe indépendamment de notre volonté.

Les rapports de forces nationales s'insèrent dans un contexte international ; ce contexte international (les rapports de force à l'échelle internationale) réagit sur les rapports de force nationaux. Toute action révolutionnaire a toujours des implications internationales, qu'on en soit conscient ou non. Toute la question est de savoir s'il ne vaut pas mieux en être conscient, s'il ne vaut pas mieux orienter, du moins partiellement, les implications internationales dans un sens voulu, vers les objectifs désirés. Autrement dit, toute la question est de savoir s'il est bon de s'abandonner en ce domaine à la spontanéité des *répercussions*, ou s'il n'est pas préférable de préparer celles-ci, même avec des moyens limités.

Internationale révolutionnaire de masse et avant-garde internationale organisée

Les camarades du 3^e-4^e ironisent sur l'illusion de « coiffer » ou de diriger d'un point central « le F.N.L., le Pouvoir noir, le castrisme, les luttes étudiantes (partout dans le monde), les grèves de masse (partout dans le monde), la révolution culturelle en Chine », etc. Ce que cette représentation caricaturale est supposée démontrer, c'est l'impossibilité de créer une « Internationale révolutionnaire de masse » tout de suite, à l'étape présente du processus de révolution mondiale. Notre proposition de rejoindre la Quatrième Internationale ne provient évidemment pas de cette illusion grotesque de « coiffer » tous ces mouvements de masse ; elle soulève, plus modestement, la question de savoir si les marxistes révolutionnaires qui ont des vues programmatiques communes sur des problèmes stratégiques centraux de notre époque devraient associer leurs efforts à l'échelle internationale.

Mais la logique de nos camarades risque de les conduire fort loin. Il y a aujourd'hui de par le monde un enchevêtre-

ment des plus complexes, des plus touffus, des plus contradictoires et des plus inégaux de mouvements de masse qui tous, objectivement et à l'échelle historique, sont *progressistes*, c'est-à-dire favorisent en définitive l'avènement de la révolution socialiste mondiale. Mais précisément A CAUSE de ce caractère inégal, enchevêtré, contradictoire, complexe du *mouvement réel*, les marxistes révolutionnaires peuvent-ils se contenter, chacun dans son pays, de s'y adapter ?

Fallait-il, en France, n'être qu'un bon militant de la révolution de mai, sans perspectives critiques, sans avis sur la manière dont ce mouvement spontané pouvait déboucher sur l'avènement d'une dualité de pouvoir, sur le renversement du capitalisme français, sans efforts de corriger le manque d'organisation, la conscience insuffisante, etc.

Un marxiste chinois doit-il se contenter d'être un bon garde rouge sans avoir d'avis sur la question de l'alliance avec la bourgeoisie nationale, sans avoir d'avis sur le problème de savoir comment on peut institutionnellement freiner la bureaucratisation, si c'est par la sélection ou plutôt par l'élection des organismes dirigeants, sans avoir un avis sur le culte de Mao et la liberté de tendance pour tous les camarades du mouvement ouvrier ?

Un révolutionnaire américain doit-il se contenter d'appuyer le Pouvoir noir, sans se poser la question de savoir comment des forces sociales majoritaires pourraient être mobilisées contre le pouvoir du grand capital des Etats-Unis, sans se poser la question d'un programme socialiste révolutionnaire pour tous les travailleurs ?

Le passage du *Manifeste communiste* que nos camarades mettent en évidence proclame que dans tous les mouvements réels d'émancipation de par le monde les communistes « mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tous le prolétariat » et qu'ils « représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité ».

En réexaminant la liste qu'ils nous présentent, on remarquera qu'on peut difficilement prétendre que l'orientation idéologique prédominante du F.L.N., du Black Power, de la révolution culturelle, du castrisme, du mouvement anti-autoritaire des étudiants, des grèves économiques de masse « mettent en

avant et font valoir les intérêts... communs à tout le prolétariat », ou « représentent les intérêts du mouvement dans sa totalité ».

Les marxistes révolutionnaires n'ont-ils pas le devoir de remplir précisément cette tâche que ces mouvements de masse, à l'étape présente, ne sont pas encore capables de remplir ? Et ne pourront-ils pas le faire avec d'autant plus d'efficacité qu'ils s'organisent internationalement ?

Il ne s'agit pas d'une Internationale révolutionnaire de masse ; il s'agit, plus modestement, d'une organisation internationale de l'avant-garde, telle qu'elle est aujourd'hui : faible, trop faible par rapport à ses tâches, mais plus forte que son nombre ne l'indique, et par la force de son programme, et par sa cohésion organisationnelle. Supprimez cette cohésion, et vous modifiez la situation seulement dans un seul sens précis : en affaiblissant l'avant-garde. On ne voit pas en quoi cet affaiblissement contribuerait au progrès de la révolution socialiste.

Mais voici qu'après le rappel des bons principes un bout d'oreille opportuniste apparaît : « Si sous prétexte de construire une organisation, nous procédons à une cascade d'exclusions préalables (voulues ou involontaires), nous nous couperons du mouvement révolutionnaire international tel qu'il existe aujourd'hui. » Cela veut dire en clair : si tous ceux qui, tout en appuyant le caractère objectivement progressiste de la lutte du « F.L.N., de Castro, des gardes rouges, du Black Power, des révoltes étudiantes, des grèves économiques », essaient d'en dépasser les limites, défendent au sein de ces mouvements partiels les intérêts communs à tout le prolétariat et « représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité », ils se couperaient de ce mouvement réel !

Dès lors, la seule voie ouverte serait celle de l'adaptation au *mouvement réel* avec toutes ses imperfections, c'est-à-dire l'opportunisme et le suivisme vulgaires. Il va sans dire que ce raisonnement pour être cohérent ne peut se cantonner exclusivement dans le domaine international. Ses implications sur le plan national auraient incontestablement un effet liquidateur. Il importe, au contraire, de participer au mouvement de masse réel, en y défendant le programme, la stratégie et l'organisation marxistes révolutionnaires, et cette défense est le

meilleur moyen d'assurer la victoire globale du mouvement. Dès lors, il n'y a aucune contradiction entre le regroupement immédiat, national et international, de l'avant-garde révolutionnaire, et la participation au mouvement de masse réel.

Nous sommes parfaitement d'accord avec nos camarades quand ils proclament la primauté du programme sur l'organisation : « Nous devons dès maintenant nous poser les questions qui sont déterminantes pour l'ensemble du mouvement international ; ces questions ne jaillissent pas de nos têtes, elles se posent concrètement à travers les scissions et les lignes de clivage du mouvement ouvrier mondial. »

Mais pourquoi la forme exhortative de la question ? Ces questions se posent-elles maintenant seulement ? Notre courant serait-il dénué de toute référence, de tout passé, de toute expérience ? N'a-t-il pas fourni de réponse sur des « questions déterminantes » telles celle du social-patriotisme et de l'impérialisme, des « voies pacifiques vers le socialisme » ou la révolution prolétarienne, de la « révolution par étapes » dans les pays sous-développés ou de la révolution permanente, du régime unipartite, du dogme de l'infailibilité du secrétaire général ou de la démocratie socialiste, de l'autogestion et du droit de tendance et à la pluralité des partis ouvriers en régime socialiste ?

Sur toutes ces « questions déterminantes », les positions défendues sont conformes à celle de la IV^e Internationale ; elles sont en tout ou en partie différentes de tous les autres grands courants (réformistes, khrouchtchéviens, maoïstes, castristes, anarchistes) du mouvement ouvrier international. Le problème n'est-il pas dès lors de s'associer avec ceux qui partagent les mêmes options pour mener un combat plus efficace au sein d'un courant révolutionnaire international ?

Quand nos camarades parlent d'un « primat de l'analyse de la situation mondiale sur tout projet structurel technique de construction d'une organisation internationale », ils commettent une double erreur de méthode.

L'« analyse » de la situation mondiale comporte des éléments de valeur différente : des éléments structurels, qui ont trait aux tâches historiques de la révolution mondiale (dans chacun des trois secteurs de la révolution mondiale : pays impérialistes, pays semi-coloniaux, Etats ouvriers bureaucra-

tiquement déformés ou dégénérés) ; et des éléments conjoncturels qui entraînent des appréciations tactiques. Refuser l'association avec ceux qui partagent nos vues stratégiques, sous prétexte de divergences sur des problèmes conjoncturels ou simplement de la possibilité de telles divergences, c'est faire preuve d'un *fétichisme* organisationnel évident.

L'« analyse » de la situation mondiale est détachée de la PRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE à l'échelle internationale. Qu'est-ce donc que cette analyse ? Un exercice de style littéraire ? La lecture commentée des journaux ? Nos camarades ne veulent pas comprendre que lorsqu'on affirme qu'une analyse révolutionnaire est fonction d'une organisation internationale cela ne veut pas dire que « la bonne structure secrète la bonne pensée », mais cela signifie simplement QU'UNE ANALYSE CORRECTE NE PEUT SE VÉRIFIER QU'EN PRATIQUE.

Or, comment veut-on pratiquer une analyse internationale sans pratique internationale ? Comment veut-on analyser concrètement les problèmes de la révolution d'Amérique latine sans que cette analyse soit appliquée par des révolutionnaires d'Amérique latine et résulte en partie de cette pratique ; analyser le Black Power sans que cette analyse soit appliquée par des révolutionnaires d'Amérique du Nord, analyser les grèves de masse en Grande-Bretagne sans que cette analyse soit vérifiée par l'action des révolutionnaires britanniques ? Et comment veut-on vérifier une analyse internationale, sans contacts permanents, discussions, échanges d'expériences, coordinations internationales, c'est-à-dire sans organisation internationale ?

Les camarades du 3^e-4^e ajoutent un argument bizarre : « Pourquoi demain, une autre révolution n'introduirait-elle pas une autre perspective ? Pourquoi cette autre perspective aujourd'hui n'introduirait-elle pas une autre organisation, une autre révolution demain ? »

A moins qu'il ne s'agisse d'un simple jeu de mots, cela revient à dire : ne nous regroupons pas internationalement avec la Quatrième Internationale, car ce faisant nous nous couperions d'organisations FUTURES (c'est-à-dire aujourd'hui inexistantes !) qu'il serait plus difficile de rejoindre de ce fait. C'est remplacer la construction de l'avant-garde par l'attente de la génération spontanée, c'est attendre la venue du messie. Et

quelle est donc cette nouvelle perspective qui fera surgir une *autre* organisation et une *autre* révolution ? Qu'attend-on pour nous révéler cette solution miracle qui doit nous ouvrir tant de nouvelles portes ? Nos camarades tiennent-ils en réserve cette perspective ou ont-ils l'espoir de la découvrir au terme d'un long travail d'analyse en se creusant fortement les méninges ? De toute façon, il s'agit encore d'une hypothèse gratuite et la seule alternative qu'ils offrent consiste en une pyramide d'hypothèses. Il est curieux qu'alors ces camarades abandonnent ici totalement le point de vue « réaliste » qu'ils prétendaient défendre.

Le regroupement actuel de l'avant-garde marxiste révolutionnaire à l'échelle internationale, répétons-le, N'EST PAS une Internationale révolutionnaire de masse. Nul ne prétend prévoir les formes et étapes précises par lesquelles on passera du premier à la seconde pas plus que l'on ne peut préjuger de toutes les phases de la construction du parti révolutionnaire. Si les données du problème se trouvaient modifiées — par des RÉALITÉS nouvelles, et de masse, non par des hypothèses — il faudra réexaminer la question.

Nous ne sommes pas des fétichistes des formes d'organisation. Si demain des partis de masse marxistes révolutionnaires surgissent dans un ou plusieurs pays, en dehors de la Quatrième Internationale, on ne pourra que s'en féliciter et examiner quelles conclusions organisationnelles il faut en tirer. Mais, aujourd'hui, ces partis n'existent point. Refuser de regrouper aujourd'hui internationalement les forces révolutionnaires existantes n'est assurément pas le meilleur moyen d'en hâter la naissance.

Ne jouons pas aux faux naïfs. D'infinies « analyses » ne révéleront pas aux camarades l'existence de courants ou de partis révolutionnaires inexistantes. C'est précisément en donnant la primauté à la solidarité programmatique que l'on doit conclure logiquement à la nécessité du regroupement avec tous ceux qui partagent ce programme. Cette solidarité programmatique n'existe avec aucun autre courant international,

Il existe sans doute des groupes nationaux qui n'ont pas de divergences profondes programmatiques avec la IV^e Internationale, mais qui n'en font pas partie. Sans vouloir examiner dans chaque cas concret les origines de cette situation regret-

table, nous devons la considérer comme un mal à guérir et considérer notre propre association avec la Quatrième Internationale comme une étape du combat DE CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE L'AVANT-GARDE MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE.

La forme spécifique de l'organisation internationale

« En fonction des circonstances, les théoriciens marxistes, guides du prolétariat, ont jugé nécessaire ou pas de créer ou de perpétuer une Internationale », écrivent les camarades du 3^e-4^e. Le passage et d'autres donnent à penser que l'Internationale remplit une fonction conjoncturelle, épisodique, QU'ELLE N'EST PAS UNE NÉCESSITÉ PERMANENTE et que l'on parvient somme toute à s'en passer allègrement. Bien plus, on retire l'impression — et cela est confirmé par certains commentaires oraux — que dans l'esprit des camarades les Internationales « qui toutes sont mortes » ont rempli un rôle plutôt négatif et on comprend qu'il faille être circonspect dans ces conditions quant à la création d'une nouvelle Internationale.

Ce qui est singulier dans les développements de nos camarades, c'est que, tout en prônant la vertu des analyses concrètes, ils se cantonnent dans les abstractions et arrivent à dégager des lois générales indépendantes des périodes historiques, indépendantes du stade de développement du capitalisme et indépendantes de la situation du prolétariat.

En effet, dans l'aperçu historique qu'on nous présente sur l'attitude de Marx, Engels, Lénine et Trotsky par rapport au problème de l'organisation internationale, il est fait totalement abstraction de la ligne de clivage historique, concrète et fondamentale : CELLE DE L'ÊTRE IMPÉRIALISTE.

Que Marx ait pu vivre sans Internationale entre 1850 et 1864 ; qu'Engels ait tardé, de 1876 à 1889, à reconstituer l'Internationale, c'est une chose qui n'a rien à voir avec l'époque actuelle. Que l'on puisse valablement imiter ce comportement à l'époque impérialiste, et surtout à l'époque contemporaine, où la lutte de classe a acquis un caractère plus directement international que jamais auparavant, c'est une conclusion proprement ahurissante.

Pour pouvoir utiliser leur aperçu historique de manière

à rendre le lecteur sceptique quant à la nécessité d'une organisation internationale dans l'immédiat, les camarades ne craignent pas de commettre deux accroc's à la vérité historique :

1) Ils affirment que Lénine « se refusa » à construire une nouvelle Internationale de 1914 à 1919.

2) Ils affirment que Trotsky a longtemps hésité avant de créer la IV^e Internationale de 1933 à 1938.

La réalité est différente. Dès que l'effondrement politique de la II^e Internationale est devenu apparent, Lénine a proclamé : « La II^e Internationale est morte, vive la III^e Internationale » (article du 1^{er} novembre 1914). Dès que l'effondrement politique de la III^e Internationale était devenu apparent par la capitulation du K.P.D. devant Hitler, Trotsky proclama : « La III^e Internationale est morte, vive la IV^e Internationale. »

Et dès que Lénine et Trotsky firent ces déclarations, n'ayant pas l'habitude d'opposer leur pratique à leur théorie, ils se mirent à organiser l'Internationale nouvelle. Si on lit les articles et lettres de Lénine de 1914 à 1918, on verra avec quelle patience, quelle minutie, quelle passion il suit les luttes fractionnelles dans la social-démocratie de chaque pays, dans le but de séparer les internationalistes des sociaux-patriotes, et les partisans de la révolution (« de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ») des pacifistes centristes. Sa fraction internationale ORGANISÉE verra le jour à la conférence de Zimmerwald : ce sera la « gauche de Zimmerwald ».

Trotsky n'agit pas autrement. Il commença par organiser à l'échelle internationale les partisans de la IV^e Internationale qui avaient un large accord programmatique avec lui.

Nos camarades confondent manifestement organisation internationale et « proclamation officielle » de l'Internationale ou « titre » de celle-ci. Il est vrai que Lénine et Trotsky attendirent cinq ans avant de *proclamer* l'Internationale (certains ont d'ailleurs cru — dont Rosa Luxemburg — que la proclamation a été prématurée). MAIS ILS N'ATTENDIRENT PAS UN JOUR pour organiser internationalement leurs camarades de combat qui partageaient leurs thèses programmatiques.

Or, c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui. On peut croire que la proclamation de l'Internationale a été *prématurée*. Il est vrai

qu'elle n'est pas une Internationale de masse ; celle-ci reste à construire. Mais la Quatrième Internationale est une réalité : elle a des cadres, des organisations, une activité dans une cinquantaine de pays. Notre orientation programmatique est identique à la sienne. Faut-il ou non, dans ces conditions, s'associer à elle pour mener en commun le combat pour l'Internationale révolutionnaire de masse ? Si l'on veut se référer au comportement de Lénine et de Trotsky, LA RÉPONSE EST ÉVIDENTE.

Il est d'ailleurs intéressant de constater la permanence des arguments centristes contre la nécessité d'une nouvelle organisation révolutionnaire internationale. A la conférence de Zimmerwald, Lénine se vante d'avoir rassemblé autour du parti bolchévique « les marxistes conséquents de Russie, de Pologne, de Lettonie, d'Allemagne, de Suède, de Norvège, de Suisse et des Pays-Bas » (c'est-à-dire d'avoir créé l'embryon d'une organisation internationale : une fraction internationale). (*Les marxistes révolutionnaires à la Conférence internationale du 5-8 septembre 1915*, article du 1^{er} octobre 1915.)

Or, à cette même conférence, les délégués français hésitent à approuver sa ligne. « Nous ne sommes pas venus ici en vue de trouver une formule pour la III^e Internationale », disent-ils. (Lénine leur répond : mais dans le manifeste du compromis que vous avez approuvé, une telle formule de III^e Internationale est déjà contenue !) « En France, les travailleurs sont différents. » Voici ce que Lénine répond aux centristes français qui hésitaient en 1915 sur la question de la nouvelle Internationale :

« Mais de ce fait (que la situation en France est *différente*) on ne pourrait dégager que ceci, que les socialistes français arriveront peut-être PLUS LENTEMENT à des actions révolutionnaires générales européennes du prolétariat, mais nullement que ces actions sont inutiles. La question de savoir à quel rythme, par quelle voie et sous quelles formes le prolétariat des divers pays est capable de réaliser la transition vers des actions révolutionnaires, cette question n'a même pas été posée à la conférence, et ne pouvait pas y être posée. Pour cela, les données font défaut. Notre affaire, c'est pour le moment de PROPAGER la tactique juste, et alors les événe-

ments indiqueront le RYTHME du mouvement commun, et les modifications (nationales, locales, syndicales). »

On le voit : Lénine ne dit pas : puisqu'il n'y a pas encore de mouvement de masse partout à coordonner, attendons de mettre en pratique l'organisation, l'Internationale. Non : il dit, en attendant que ces mouvements se produisent, afin d'en accélérer le mûrissement et le niveau de conscience, organisons-nous tout de suite internationalement pour propager ces actions.

Revenons encore un instant aux fameuses « tâches que les révolutionnaires s'assignent » et dont « les besoins qu'ont les révolutionnaires d'une Internationale » seraient fonction. Il faut préciser ces tâches à deux niveaux.

a) Au niveau des NÉCESSITÉS OBJECTIVES HISTORIQUES, il est clair que le caractère mondial de la lutte de classe, que la centralisation de l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme RÉCLAMENT une coordination internationale des actions révolutionnaires, dont l'absence renforce considérablement l'adversaire. C'est ce que Che Guevara exprimait dans sa fameuse proclamation sur la guerre du Vietnam : « Créons deux, trois, de multiples Vietnam. » L'expérience du stalinisme suscite sans doute pas mal de méfiance de gens qui, craignant la manipulation, ont tendance à identifier centralisation et bureaucratisation. Mais c'est vraiment faire preuve de très peu de compréhension du caractère IMMÉDIATEMENT ET CONCRÈTEMENT INTERNATIONAL des luttes dans le monde que d'ironiser lourdement au sujet de cette « centralisation, voire de la condamner péremptoirement, comme contraire à l'initiative des masses ».

Sans doute l'Internationale des masses, QUI CORRESPOND A UNE NÉCESSITÉ URGENTE ET PERMANENTE EN FONCTION DE LA RÉALITÉ QUOTIDIENNE DE LA LUTTE DE CLASSE A NOTRE ÉPOQUE, n'est-elle pas encore réalisable aujourd'hui en raison de l'écart qui subsiste entre cette nécessité historique et la maturité insuffisante de la conscience des masses et la faiblesse de l'organisation de l'avant-garde. Mais il faut savoir que c'est un MAL, que l'humanité paye et payera sans doute d'un prix très lourd — les Vietnamiens, les Indonésiens, les Brésiliens ont déjà payé lourdement au cours des dernières années —

ce retard. Pour le moment, nous ne pouvons pas, avec les forces trop restreintes de l'avant-garde, modifier de fond en comble cette situation.

b) Mais ce que nous pouvons faire, c'est de regrouper tout de suite, internationalement, l'avant-garde qui partage nos vues programmatiques et stratégiques. Ce regroupement, en fonction de nos tâches, permet à la fois une meilleure prise sur la réalité internationale (une théorie internationale vérifiée par une pratique internationale) et, de ce fait, une action plus efficace sur le plan national, une action continue sur le plan international ; donc le renforcement accéléré de l'avant-garde et la réduction du délai qui nous sépare de l'avènement de l'Internationale révolutionnaire de masse.

Ajoutons que la nécessité de cette organisation internationale de l'avant-garde se dégage même de tâches pratiques immédiates : coordination d'actions spécifiques en milieu étudiant, ouvrier, anti-impérialiste ; mouvements de préparation et de soutien d'initiatives révolutionnaires dans certains pays (Amérique latine, Afrique), solidarité dépassant le stade financier ou de manifestations platoniques ; accélération du mûrissement de conscience par la communication critique et l'assimilation d'expériences d'avant-garde d'autres pays. Nous ne pouvons réaliser cela qu'imparfaitement, en fonction de notre force limitée. Mais ce n'est certainement pas une raison de s'y refuser, sous prétexte que cela ne peut pas encore se faire *parfaitement*, pas plus que nous ne nous refusons à construire une organisation politique bien que sachant parfaitement qu'il ne s'agit pas d'un parti révolutionnaire de masse.

Fétichisme organisationnel et messianisme bureaucratique ?

Faire découler la nécessité d'une organisation internationale de la nature internationale de la lutte de classe, c'est faire preuve, paraît-il, de « fétichisme organisationnel ». Mais déduire des « spécificités nationales » de la révolution la nécessité de l'organisation « pour le moment » nationale, n'est-ce pas succomber au même « fétichisme » ?

« Le lien entre la révolution mondiale et l'organisation

mondiale n'est ni un lien politique abstrait ni un lien moral. » Sans doute. « La nécessité d'une organisation internationale n'est pas une nécessité abstraite. » Toujours d'accord. « Elle doit être pensée : 1° en fonction de la situation mondiale ; 2° expérimentée non par des bureaux internationaux, mais par les mouvements révolutionnaires existant effectivement dans le monde. » Ici le NON SEQUITUR (ou plus exactement : l'accumulation des NON SEQUITUR) est effarant.

Si nous comprenons bien, tout ce qui n'est pas « pensé en fonction de la situation mondiale et expérimenté par les mouvements révolutionnaires existants » serait « abstrait ». C'est une définition pour la moins étriquée et arbitraire du « concret ».

Pourquoi la situation mondiale serait-elle plus concrète que la structure du marché mondial ou la stratégie militaire de l'impérialisme. Et pourquoi ne serait *concret* que ce qui a déjà été expérimenté par tous les mouvements révolutionnaires « effectifs », et non pas ce qui l'a été par un tiers ou même un dixième d'entre eux ? La guérilla n'était-elle pas « concrète » quand Fidel était seul à l'appliquer en Amérique latine ? Les manifestations du Zengakuren n'avaient-elles pas leur valeur internationale aussi longtemps que les étudiants allemands et français ne les avaient pas encore imitées ? La LUTTE pour cette transplantation internationale d'expériences ne serait-elle pas *concrète* ?

La lutte pour un programme non encore appliqué par les masses est-elle *abstraite* ? Karl Liebknecht était-il *abstrait* tout seul, quand il distribua des tracts en pleine guerre impérialiste avec le slogan « L'ennemi est dans notre pays », alors que ce slogan programmatique n'avait encore été *expérimenté* par aucun *mouvement de masse*, dans aucun pays ? Lénine n'invita-t-il pas TOUS les socialistes à en faire autant, en partant de son « bureau », et avant d'avoir laissé « expérimenter » les masses ? Mais il était à coup sûr un grand « fétichiste » de l'organisation. Pour pouvoir mener jusqu'au bout leur bataille contre le « fétichisme organisationnel », nos camarades doivent élever le suivisme au niveau d'un principe.

La glorification du « mouvement réel » et de la « spontanéité des masses » en tant qu'antidote de l'organisation internationale condamne nos camarades à utiliser les arguments

de tous les partisans du « communisme national » en faveur des « voies nationales » vers le socialisme : « Nous estimons que ces images camouflent mal, écrivent-ils, ce qu'elles recouvrent : la sous-estimation de l'initiative des masses et des conditions nationales ou continentales qui donnent aux révolutions leurs rythmes et leurs formes, c'est-à-dire leurs stratégies spécifiques. »

Puisque c'est de la IV^e Internationale qu'il est question, il eut mieux valu préciser ou et quand elle « sous-estime les conditions nationales ou continentales » qui donnent aux révolutions leurs stratégies spécifiques ? En Amérique latine ? En Amérique du Nord ? En Afrique ? En Europe occidentale ? En Europe orientale ? Dans les pays arabes ? La discussion y aurait gagné en clarté.

En réduisant tout le problème à deux facteurs : la « situation mondiale » et « l'expérience de mouvements réels », les camarades éliminent le FACTEUR CLÉ, c'est-à-dire le RÔLE CONSCIENT DE L'AVANT-GARDE ET SON PROGRAMME. Pensez-ils que l'initiative des masses, aussi héroïque soit-elle, puisse, par elle-même, spontanément arriver au niveau de conscience et d'organisation nécessaire pour le renversement du capitalisme mondial. Pensez-ils que ces masses sont capables de reproduire spontanément les leçons d'un siècle d'expériences de luttes révolutionnaires prolétariennes, c'est-à-dire le programme de la révolution mondiale ? Ceux qui ont assimilé le programme ne doivent-ils pas s'organiser pour le faire assimiler par d'autres (certes pas uniquement par la propagande mais aussi par l'action) ?

Nos camarades soutiennent que Lénine n'aurait jamais enseigné qu'il est impossible d'avoir une THÉORIE ET UNE PRATIQUE révolutionnaires sans organisation révolutionnaire d'avant-garde, ils montrent par là une méconnaissance de ce qu'est l'essence même de la théorie léniniste du parti. Dans le chapitre I^{er} de *Que faire ?* DANS LE MÊME chapitre d) intitulé *Engels et l'importance de la lutte théorique*, où l'on trouve la fameuse phrase « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », il y a également la phrase soulignée par l'auteur : « SEUL UN PARTI GUIDÉ PAR UNE THÉORIE D'AVANT-GARDE PEUT REMPLIR LE RÔLE DE COMBATTANT D'AVANT-GARDE. » Tout le *Que Faire ?* de Lénine est centré sur l'idée qu'en dehors d'une

organisation révolutionnaire l'ouvrier ou l'intellectuel, même le mieux intentionné, risque de tomber sous l'influence de l'idéologie petite-bourgeoise et bourgeoise ; et qu'entre la cohésion organisationnelle, la pratique révolutionnaire et la théorie révolutionnaire, il y a une interaction dialectique indissoluble. Dans le même texte, écrit en 1902 (!), Lénine mentionne l'essence internationale du mouvement et non seulement de l'analyse. Mais, en 1969, la *spécificité nationale* doit reprendre le dessus...

Spontanéité et organisation

Chemin faisant, nous avons dégagé quelques conclusions qu'il suffit maintenant de mettre en lumière. L'argumentation des camarades contre l'organisation internationale est en réalité une argumentation de spontanéistes. Elle ne s'oppose pas seulement à l'organisation internationale ; elle s'oppose à l'organisation tout court, c'est-à-dire tant à l'organisation nationale qu'à l'organisation internationale.

Si les camarades minoritaires voulaient être logiques avec eux-mêmes, ils devraient refuser la construction d'une organisation d'avant-garde en France avec LES MÊMES ARGUMENTS avec lesquels ils tentent de démontrer qu'il n'est pas nécessaire de construire une organisation internationale ou que, pour le moins, les conditions de sa construction ne sont pas réunies.

L'acte d'accusation contre les Internationales dressé par nos camarades, grands amateurs du *concret*, pêche par un petit détail. D'où vient la faillite de ces Internationales ? Elle n'est pas tombée du ciel. Elle ne provient pas d'une sorte de péché originel qui s'attache aux Internationales. Elle est très simplement et très directement la conséquence de la dégénérescence des principaux partis ou, dans le cas de la III^e Internationale, du principal parti, le parti bolchévique et de l'Etat soviétique. C'est une vérité élémentaire qui a échappé à nos camarades. Mais dès lors l'acte d'accusation doit être étendu et dirigé au premier chef contre les partis qui sont à la source de la faillite des II^e et III^e Internationales. Il est en tout cas impossible de dissocier la faillite des Internationales de la faillite des partis. On aimerait connaître les conclusions qui s'en dégagent pour nos camarades.

Que nous proposent finalement nos camarades ? C'est de

repartir à zéro en faisant abstraction des références qui ont guidé notre action par le passé et qui ont subi avec succès l'épreuve des événements. Ils feignent d'ignorer que ces références coïncident largement avec le programme de la Quatrième Internationale qui ne doit pas être *priviliégiée* à leurs yeux, par rapport aux positions exprimées par les autres courants. C'est une certaine rupture avec le passé qu'ils proposent sans avancer encore une perspective de rechange en dehors d'un spontanéisme balbutiant. Il faut être clair et ne pas jouer à cache-cache avec les débats de méthodologie : leur hostilité à la Quatrième Internationale porte sur le programme. Il vaudrait mieux pour la clarté de la discussion que le débat se déroule franchement sur ce terrain.

Février 1969.

IX

Leçons de Mai 68

La montée révolutionnaire de mai 1968 constitue un énorme réservoir d'expériences sociales. L'inventaire de ces expériences est loin d'être complet : ce qui a caractérisé cette montée, c'est précisément l'irruption sur la scène historique de l'énergie créatrice des masses, qui a multiplié les formes d'action, les initiatives, les innovations audacieuses de la lutte pour le socialisme. Ce n'est qu'en puisant dans ce réservoir, qu'en partant de cet acquis, que le mouvement ouvrier et révolutionnaire pourra s'armer efficacement pour mener à bien la tâche dont mai 1968 a confirmé à la fois la possibilité et la nécessité : la victoire de la révolution socialiste dans les pays hautement industrialisés d'Europe occidentale.

Depuis des années, un débat des plus intéressants s'est déroulé sur la définition d'une nouvelle stratégie socialiste en Europe¹. Les événements de mai 1968 ont tranché une série de questions clés posées par ce débat. Ils en ont même soulevé d'autres. Ils ont aussi obligé ceux qui se sont soustraits à ce débat à y participer à leur tour, fût-ce en truquant les données du problème. Il est donc nécessaire de reprendre les thèmes principaux de cette discussion, et de les examiner à la lumière de l'expérience de mai 1968.

1. — Néo-capitalisme et possibilités objectives d'actions révolutionnaires du prolétariat occidental

Contrairement aux mythes de la bourgeoisie, repris par la social-démocratie et même par certains auteurs se réclamant du

marxisme, la montée révolutionnaire de mai 1968 a démontré que le néo-capitalisme est incapable d'atténuer les contradictions économiques et sociales inhérentes au système, au point de rendre impossible toute action de masse de portée objectivement révolutionnaire.

Les luttes de mai 1968 sont le résultat direct des contradictions du néo-capitalisme.

Pareille irruption violente de luttes de masse — une grève générale de dix millions de travailleurs avec occupation d'usines ; l'extension du mouvement à de multiples couches périphériques du prolétariat et des classes moyennes (tant « anciennes » que « nouvelles ») — serait incompréhensible s'il n'existait pas un mécontentement profond et irrépressible chez les travailleurs, provoqué par la réalité quotidienne de l'existence prolétarienne. Ceux qui s'aveuglaient sur l'élévation du niveau de vie au cours des quinze dernières années ne comprenaient pas que c'est précisément en période d'essor des forces productives (d'« expansion économique » accélérée) que le prolétariat acquiert des besoins nouveaux et que l'écart entre les besoins et le pouvoir d'achat disponible s'élargit davantage². Ils ne comprenaient pas non plus qu'au fur et à mesure que le niveau de vie, de qualification technique et de culture des travailleurs s'élève, l'absence d'égalité et de liberté sociales sur les lieux de travail, l'aliénation accentuée au sein du processus de production doivent peser d'un poids plus lourd et plus insupportable sur le prolétariat.

La capacité du néo-capitalisme d'atténuer quelque peu l'ampleur des fluctuations économiques, l'absence d'une crise économique catastrophique du type de celle de 1929 cachaient à trop d'observateurs son impuissance à éviter des récessions. Les contradictions qui minaient la longue phase d'expansion que le système avait connue en Occident depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale (aux Etats-Unis, depuis le début de celle-ci) ; l'opposition irréductible entre la nécessité d'assurer l'expansion au prix de l'inflation, et la nécessité de maintenir un système monétaire international relativement stable au prix d'une déflation périodique ; l'évolution de plus en plus nette vers une récession généralisée dans le monde occidental : toutes ces tendances inhérentes au système sont parmi les causes profondes de l'explosion de mai 1968. Qu'on pense aux effets du « plan de stabilisation », à la réapparition du chômage

massif (surtout le chômage des jeunes) ; qu'on pense aussi aux effets de la crise structurelle subie par certains secteurs (chantiers navals de Nantes et de Saint-Nazaire) sur la radicalisation des travailleurs de certaines régions.

Il est d'ailleurs significatif que la crise de 1968 n'est pas survenue dans un pays aux structures « vieilles », où prédomine un « laissez-faire » archaïque, mais au contraire dans le pays type du néo-capitalisme celui dont le « Plan » était cité comme l'exemple le plus réussi du néo-capitalisme, celui qui dispose du secteur nationalisé le plus dynamique, dont « l'indépendance » relative par rapport au secteur privé suggérait même à d'aucuns sa définition comme « secteur capitaliste d'Etat ». L'impuissance dont ce néo-capitalisme a fait preuve à comprimer à la longue les contradictions sociales en acquiert une importance d'autant plus universelle.

Le rôle de détonateur joué par le mouvement étudiant est le produit direct de l'incapacité du néo-capitalisme à satisfaire à n'importe quel niveau les besoins de la masse des jeunes attirés vers l'Université, tant par l'élévation du niveau de vie moyen que par les besoins de reproduction élargie d'une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, résultant de la troisième révolution industrielle. Cette incapacité se manifeste au niveau de l'infrastructure matérielle (bâtiments, laboratoires, logements, restaurants, bourses, présalaire), au niveau de la structure autoritaire de l'Université, au niveau du contenu de l'enseignement universitaire, au niveau de l'orientation, des débouchés pour les universitaires et pour ceux que le système oblige à interrompre avant terme les études universitaires. La crise de l'Université bourgeoise, qui est la cause immédiate de l'explosion de mai 1968, doit être comprise comme un aspect de la crise du néo-capitalisme et de la société bourgeoise dans leur ensemble.

Finalement, la rigidité croissante du système, qui a largement contribué à exacerber les contradictions socio-économiques — précisément dans la mesure où il les comprimait pendant une période relativement longue —, est, elle aussi, directement liée à l'évolution de l'économie néo-capitaliste³. Nous avons maintes fois souligné que les tendances à la programmation économique, à la « globalisation » des problèmes économiques et des revendications sociales, ne résultent pas seulement de

desseins spécifiques de telle ou telle fraction de la bourgeoisie, mais de besoins inhérents à l'économie capitaliste de notre époque. L'accélération de l'innovation technologique, la réduction du cycle de reproduction du capital fixe obligent la grande bourgeoisie à calculer de manière de plus en plus précise, plusieurs années à l'avance, les amortissements et les investissements à effectuer par auto-financement. Qui dit programmation des amortissements et des investissements dit programmation des coûts, donc également des « coûts de la main-d'œuvre ». Voilà la source dernière de la « politique des revenus », de l'« économie concertée » et d'autres astuces qui tendent simplement à supprimer la possibilité de modifier par l'action revendicative « normale » la répartition du revenu national désirée par le grand capital.

Mais cette paralysie croissante du syndicalisme traditionnel ne supprime ni le fonctionnement des lois du marché, ni le mécontentement croissant des masses. A la longue, elle tend à rendre plus explosives les luttes ouvrières, le prolétariat s'efforçant de rattraper en quelques semaines ce qu'il a le sentiment d'avoir perdu pendant de longues années. Les grèves, même et surtout si elles deviennent plus espacées, tendent à devenir plus violentes et commencent davantage comme des grèves sauvages⁴. La seule possibilité dont dispose le grand capital pour éviter pareille évolution, qui est lourde de menaces pour lui, c'est de passer carrément de l'Etat fort à la dictature ouverte, à la grecque ou à l'espagnole. Mais, même dans cette éventualité — irréalisable sans une grave défaite et une grave démoralisation *préalables* des masses laborieuses —, une compression plus forte des contradictions socio-économiques ne peut pas ne pas reproduire à la longue des situations encore plus explosives et plus menaçantes pour le capitalisme, comme le démontre l'évolution récente en Espagne.

II. — Typologie de la révolution en pays impérialiste

Pour savoir si une révolution socialiste est possible en Europe occidentale, malgré tous les « acquis » du néo-capi-

talisme et de la « société de consommation de masse », aussi bien les critiques de droite que ceux de « gauche » se réfèrent généralement aux modèles de 1918 (révolution allemande) ou de 1944-1945 (révolution yougoslave victorieuse, révolutions française et italienne avortées dans des conditions analogues à celles de 1918 en Allemagne), voire à la guérilla. Pour les uns, en l'absence définitive d'une catastrophe économique ou militaire, il était parfaitement utopique d'attendre autre chose que des réactions réformistes du prolétariat ; pour les autres, la possibilité de nouvelles explosions révolutionnaires de la part des travailleurs était liée à la réapparition de crises de type catastrophique. Bref, pour les uns la révolution était devenue définitivement impossible ; pour les autres, elle était reléguée au moment — largement mythique — d'un « nouveau 1929 ».

Dès le début des années 1960, nous avons essayé de réagir contre ces thèses schématiques en nous référant à un type différent de révolution possible et probable en Europe occidentale. Nous nous permettons de rappeler ce que nous écrivions à ce propos au début de 1965 :

« Nous avons démontré plus haut que le néo-capitalisme ne supprime nullement les motifs de mécontentement chez les travailleurs, et que le déclenchement de luttes importantes reste possible, sinon inévitable à notre époque. Mais ces luttes peuvent-elles prendre une forme révolutionnaire, au sein d'une « société de bien-être » ? Ne sont-elles pas condamnées à rester limitées à des objectifs réformistes, aussi longtemps qu'elles se déroulent dans un climat de prospérité plus ou moins générale ?...

« Pour répondre à cette objection, il faut circonscrire de manière plus précise son objet. Si l'on veut dire par là qu'on ne verra pas, dans le climat économique actuel en Europe, se répéter des révolutions comme la révolution allemande de 1918 ou comme la révolution yougoslave de 1941-1945, on émet évidemment un truisme. Mais ce truisme, nous l'avons admis au départ et inclus dans notre hypothèse liminaire. Toute la question est là : le renversement du capitalisme ne peut-il s'opérer que sous des formes de ce genre, nécessairement limitées à des circonstances « catastrophiques » ? Nous ne le croyons pas. Nous croyons qu'il y a un « modèle historique » différent auquel nous pouvons nous référer : c'est celui de la grève géné-

rale de juin 1936 (et dans une mesure plus modeste, la grève générale belge de 1960-1961, qui aurait pu créer une situation analogue à celle de juin 1936).

« Il est parfaitement possible que dans le climat économique général, qui est celui du « néo-capitalisme prospère » ou de la « société de consommation de masse », les travailleurs se radicalisent progressivement par suite d'une succession de crises sociales (tentatives d'imposer la politique des revenus ou le blocage des salaires), politiques (tentatives de limiter la liberté d'action du mouvement syndical et d'imposer un « Etat fort »), économiques (récessions, ou brusques crises monétaires, etc.) et même militaires (par exemple, réactions très amples contre des agressions impérialistes, contre le maintien de l'alliance avec l'impérialisme international, contre l'emploi d'armes nucléaires tactiques dans les « guerres locales », etc.) ; que ces mêmes travailleurs radicalisés déclenchent des luttes de plus en plus amples au cours desquelles ils commencent à lier des objectifs du programme de réformes de structure anticapitalistes aux revendications immédiates ; que cette vague de lutte débouche sur une grève générale qui renverse le gouvernement et crée une situation de dualité de pouvoir ⁵. »

Nous nous excusons de cette longue citation. Elle démontre en tout cas que le type de crise révolutionnaire qui a éclaté en mai 1968 a pu être prévu dans ses grandes lignes ; qu'il ne devait nullement être considéré comme improbable ou exceptionnel ; et que les organisations socialistes et communistes auraient parfaitement pu se préparer depuis des années à ce type de révolution, si leurs dirigeants l'avaient voulu et avaient compris les contradictions fondamentales du néo-capitalisme.

Ce type d'explosion était d'autant moins imprévisible qu'on en avait eu un avant-goût à deux reprises : en décembre 1960-janvier 1961 en Belgique ; en juin-juillet 1965 en Grèce. Après les événements de mai 1968, il n'y a plus de doute que c'est sous cette forme — une grève de masse qui déborde les objectifs revendicatifs et les cadres institutionnels « normaux » de la société et de l'Etat capitalistes — que se produiront les crises révolutionnaires possibles en Occident (à moins que ne survienne une modification radicale de la situation économique ou une guerre mondiale).

Par rapport au débat qui s'est déroulé dans le mouvement

socialiste international sur les grandes lignes d'une stratégie anti-capitaliste en Europe, les événements de mai 1968 apportent en outre quelques précisions supplémentaires, qui complètent l'esquisse de typologie de la révolution socialiste en Europe occidentale que nous avons entamée en 1965.

D'abord, lorsque les contradictions du néo-capitalisme longtemps comprimées éclatent en actions de masse à caractère explosif, la grève de masse, la grève générale, a tendance à dépasser la forme de la « grève pacifique et calme qui se déroule dans un calme parfait », pour combiner des formes d'action diverses, parmi lesquelles l'occupation des usines, l'apparition de piquets de plus en plus massifs et durs, des ripostes immédiates à toute répression violente, des manifestations de rue qui se transforment en escarmouches et contacts constants avec les forces de répression, jusqu'à et y compris la réapparition des barricades, méritent une mention spéciale.

Pour voiler les origines *spontanées et inévitables* de cette radicalisation des formes d'action, et accrédi-ter la thèse odieuse des « provocateurs gauchistes » qui auraient conspiré pour créer des « incidents violents » au service du gaullisme⁶, les réformistes et néo-réformistes de tout poil sont obligés de passer sous silence le fait que des manifestations comparables s'étaient déjà produites lors de la grève générale belge en 1960-1961 (barricades de rue dans le Hainaut ; attaque de la gare des Guillemins à Liège) ; que les jeunes ouvriers étaient massivement passés à l'action dans ce sens lors des grèves du Mans, de Caen, de Mulhouse, de Besançon et ailleurs en France, en 1967 ; que la radicalisation de la jeunesse ouvrière a été accompagnée de la réapparition de formes d'action analogues en Italie (Trieste, Turin) et même en Allemagne occidentale.

Bref, à moins d'épouser la thèse ridicule de Pompidou d'une « conspiration internationale », il faut reconnaître que le tournant de la lutte de masse a été un tournant spontané, causé par des facteurs objectifs qu'il faut mettre à nu, plutôt que d'incriminer soit le caractère petit-bourgeois des étudiants, soit le « manque de maturité politique » de la jeunesse, soit le rôle des légendaires provocateurs.

Or, il n'est pas difficile de comprendre les raisons pour lesquelles toute radicalisation de la lutte de classe devait rapidement déboucher sur la confrontation violente avec les forces

de répression. Nous assistons, depuis deux décennies en Europe, à un renforcement continu de l'appareil de répression et des dispositions légales diverses entravent l'action de grève et les manifestations ouvrières. Si, en période « normale », les travailleurs n'ont pas la possibilité de se révolter contre ces dispositions répressives, il n'en va pas de même lors d'une grève de masse, qui les rend brusquement conscients de l'immense pouvoir que recèle leur action collective. Brusquement, et spontanément, ils s'aperçoivent que « l'ordre » est un ordre bourgeois qui tend à étouffer la lutte d'émancipation du prolétariat. Ils prennent conscience du fait que cette lutte ne peut pas dépasser un niveau déterminé sans se heurter de plus en plus directement aux « gardiens » de cet « ordre » ; et que cette lutte d'émancipation restera éternellement vaine, si les travailleurs continuent à respecter les règles du jeu conçues par leurs ennemis pour étrangler leur révolte.

Le fait que seule une majorité de jeunes travailleurs aient été les protagonistes de ces formes nouvelles de lutte, aussi longtemps qu'elles restaient embryonnaires ; le fait que c'est dans la jeunesse ouvrière que les barricades des étudiants ont provoqué le plus de réflexes d'identification ; le fait qu'à Flins et à Peugeot-Sochaux c'étaient encore et toujours des jeunes qui ont riposté de la manière la plus nette aux provocations des forces répressives n'infirment en rien l'analyse qui précède. Dans toute montée révolutionnaire, c'est toujours une minorité relativement réduite qui expérimente de nouvelles formes d'action radicalisées. Au lieu d'ironiser sur la « théorie anarchiste des minorités agissantes », les dirigeants du P.C.F. feraient mieux de relire Lénine à ce propos⁷. En outre, c'est précisément sur les jeunes que pèse moins que sur les générations adultes le poids des échecs et des déceptions du passé, le poids de la déformation idéologique qui résulte d'une propagande incessante en faveur des « voies pacifistes et parlementaires ».

Les événements de mai 1968 démontrent également que l'idée d'une longue période de dualité de pouvoir, l'idée d'une conquête et d'une institutionnalisation *graduelles* du contrôle ouvrier ou de toute réforme de structure anticapitaliste repose sur une conception illusoire de la lutte de classe exacerbée en période pré-révolutionnaire et révolutionnaire.

On n'ébranlera jamais le pouvoir de la bourgeoisie par

une succession de petites conquêtes ; s'il n'y a pas de changement brusque et brutal des rapports de force, le capital trouve et trouvera toujours les moyens de les intégrer dans le fonctionnement du système. Et lorsqu'il y a changement radical des rapports de force, le mouvement des masses pousse spontanément vers un ébranlement fondamental du pouvoir bourgeois. La dualité du pouvoir reflète une situation dans laquelle la conquête du pouvoir est déjà objectivement possible du fait de l'affaiblissement de la bourgeoisie, mais où seuls le manque de préparation politique des masses, la prépondérance de tendances réformistes et semi-réformistes en leur sein, arrêtent momentanément leur action à un palier.

Mai 68 confirme à ce propos la loi de toutes les révolutions, à savoir que lorsque des forces sociales si larges sont en action, lorsque l'enjeu est si important, lorsque la moindre erreur, la moindre initiative audacieuse d'une part ou de l'autre peut radicalement modifier le sens des événements en l'espace de quelques heures, il est parfaitement illusoire de vouloir « geler » cet équilibre extrêmement instable pendant plusieurs années. La bourgeoisie est obligée de chercher à reconquérir presque instantanément ce que les masses lui arrachent dans le domaine du pouvoir. Les masses, si elles ne cèdent pas devant l'adversaire, sont obligées presque instantanément d'élargir leurs conquêtes. Il en a été ainsi dans toutes les révolutions ; il en sera encore ainsi demain ⁸.

III. — Le problème stratégique central

Toute la faiblesse, toute l'impuissance des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier confrontées avec les problèmes posés par les montées révolutionnaires possibles en Europe occidentale, est révélée par la manière dont Waldeck-Rochet, le secrétaire général du P.C.F., résume le dilemme dans lequel, selon lui, le prolétariat français était enfermé en mai 1968 :

« En réalité, le choix à faire en mai était le suivant :

« — Ou bien agir en sorte que la grève permette de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs et pour-

suivre, en même temps, sur le plan politique, l'action en vue de changements démocratiques nécessaires dans le cadre de la légalité. C'était la position de notre parti.

« Ou bien se lancer carrément dans l'épreuve de force, c'est-à-dire aller à l'insurrection, y compris en recourant à la lutte armée en vue de renverser le pouvoir par la force. C'était la position aventuriste de certains groupes ultra-gauchistes.

« Mais comme les forces militaires et répressives se trouvaient du côté du pouvoir établi⁹ et que l'immense masse du peuple était absolument hostile à une pareille aventure, il est évident que s'engager dans cette voie c'était tout simplement conduire les travailleurs au massacre et vouloir l'écrasement de la classe ouvrière et de son avant-garde : le parti communiste.

« Eh bien ! non, nous ne sommes pas tombés dans le piège. Car là était le véritable plan du pouvoir gaulliste.

« En effet, le calcul du pouvoir était simple : face à une crise qu'il avait lui-même provoquée par sa politique antisociale et anti-démocratique, il a escompté utiliser cette crise pour porter un coup décisif et durable à la classe ouvrière, à notre parti, à tout mouvement démocratique¹⁰. »

En d'autres termes : ou bien il fallait limiter les objectifs de la grève générale de dix millions de travailleurs¹¹ à des revendications immédiates, c'est-à-dire à une fraction seulement du programme minimum ; ou bien il fallait se lancer tout de suite dans l'insurrection armée pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. C'est l'un ou l'autre, le minimum ou le maximum. Puisqu'on n'était pas prêt pour l'insurrection immédiate, il fallait aller vers de nouveaux accords Matignon. Autant conclure que puisqu'on ne sera *jamais* prêt pour une insurrection immédiate au début d'une grève générale — surtout si l'on continue à éduquer les masses et son propre parti dans le « respect de la légalité » — on ne conduira *jamais* d'autres luttes que celles axées sur des revendications immédiates...

Peut-on imaginer une attitude plus éloignée du marxisme, sans même mentionner le léninisme ?

Quand le pouvoir de la bourgeoisie est stable et fort, il serait absurde de se lancer dans une action révolutionnaire qui vise le renversement immédiat du capital ; ce faisant on courrait à une défaite certaine. Mais comment passera-t-on de ce pouvoir fort et stable vers un pouvoir affaibli, ébranlé, désa-

grégé ? Par un saut miraculeux ? Une modification radicale des rapports de force n'exige-t-elle pas des coups de boutoir décisifs ? Ces coups de boutoir n'ouvrent-ils pas un *processus* d'affaiblissement progressif de la bourgeoisie ? Le pouvoir élémentaire d'un parti se réclamant de la classe ouvrière — et même de la révolution socialiste — n'est-il pas de pousser au maximum ce processus ? Peut-on faire cela en excluant d'office toute lutte autre que celle pour des revendications immédiates... aussi longtemps que la situation n'est pas mûre pour l'insurrection armée immédiate, victoire garantie sur facture ?

Une grève de dix millions de travailleurs avec occupation d'usines ne représente-t-elle pas un affaiblissement considérable du pouvoir du capital ? Ne faut-il pas concentrer tous les efforts sur la tentative d'élargir la brèche, de saisir des gages, de faire en sorte que le capital ne puisse plus rapidement rétablir les rapports de forces en sa faveur ? Y a-t-il un autre moyen d'y arriver qu'en arrachant au capital des pouvoirs de fait, à l'usine, dans les quartiers, dans la rue, c'est-à-dire en passant de la lutte pour les revendications immédiates à la lutte pour les réformes de structure anticapitalistes, pour les revendications transitoires ? En s'abstenant délibérément de lutter pour de tels objectifs, en s'enfermant délibérément dans des luttes pour les revendications immédiates, ne crée-t-on pas toutes les conditions propices à un rétablissement des rapports de forces en faveur de la bourgeoisie, à un nouveau et brusque renversement de tendances ?

Toute l'histoire du capitalisme témoigne de sa capacité à céder sur les revendications matérielles lorsque son pouvoir est menacé. Il ne sait que trop bien que, s'il conserve son pouvoir, il pourra en partie reprendre ce qu'il a donné (par la hausse des prix, la fiscalité, le chômage, etc.), en partie le digérer par l'accroissement de la productivité. En outre, toute bourgeoisie énervée et effrayée par une grève d'ampleur exceptionnelle, mais laissée en possession de son pouvoir d'Etat, tendra à passer à la contre-offensive et à la répression dès que le mouvement de masse reflue. L'histoire du mouvement ouvrier le démontre : un parti enfermé dans ce dilemme de Waldeck-Rochet ne fera jamais la révolution, et court à coup sûr à la défaite ¹².

En refusant de *s'engager dans le processus* qui conduit

de la lutte pour les revendications immédiates vers la lutte pour le pouvoir, à travers la lutte pour les revendications transitoires et la création d'organes de dualité du pouvoir, les réformistes et néo-réformistes se sont toujours condamnés à considérer toute action révolutionnaire comme étant une « provocation » qui affaiblit les masses et « renforce la réaction ». Ce fut l'antienne de la social-démocratie allemande en 1919, en 1920, en 1923, en 1930-1933. C'est la faute aux « aventuriers gauchistes, anarchistes, putschistes, spartakistes, bolchéviques » (à cette époque on ne disait pas encore : trotskystes) si la bourgeoisie a eu la majorité à l'Assemblée constituante de Weimar : car leurs « actions violentes » avaient « effrayé le peuple », gémirent les Scheidemann en 1919. C'est la faute des communistes si le nazisme a pu se renforcer ; car c'est la menace de la révolution qui a fait basculer les classes moyennes dans le camp de la contre-révolution, répétèrent-ils en 1930-1933.

Il est significatif que même le Kautsky de 1918 comprenait encore que, confronté avec de puissantes grèves de masse, le mouvement ouvrier ne pouvait pas se limiter à des formes d'action et d'organisations traditionnelles (syndicats et élections), mais devait passer aux formes d'organisations supérieures, c'est-à-dire à la constitution de comités élus par les travailleurs, de type soviétique. Lénine n'en avait pas moins fustigé les hésitations, les contradictions et l'éclectisme du Kautsky de 1918. Que n'eût-il opposé à l'argumentation de Waldeck-Rochet qui dit : « Puisque nous ne sommes pas prêts à organiser tout de suite l'insurrection armée, victorieuse, mieux vaut ne pas effrayer la bourgeoisie et se limiter à réclamer des augmentations de salaires et à accepter les élections, au moment où la France compte le plus grand nombre de grévistes de son histoire, où les ouvriers occupent les usines, où le syndicat de la police annonce qu'il ne fera plus de répression, où la Banque de France ne peut plus imprimer de billets de banque faute d'ouvriers prêts à travailler, où — signe le plus sûr de l'ébranlement du pouvoir bourgeois — des couches aussi périphériques que les architectes, les coureurs cyclistes, les assistants des hôpitaux et les notaires se mettent à « contester » le régime. »

La discussion sur la « vacance du pouvoir », posée de cette façon métaphysique, est évidemment sans issue. Mais Waldeck-Rochet, qui reprend à son compte la thèse gaulliste du « com-

plot » (dans sa version, ce sont les gaullistes qui en sont les auteurs !), et qui remplace ainsi l'analyse de la lutte de classe par le recours à la démonologie, devait se rappeler que le pouvoir qui, paraît-il, voulait à tout prix attirer la classe ouvrière dans le « piège » de « l'épreuve de force », a mis les bouchées doubles pour rencontrer les dirigeants syndicaux et négocier l'arrêt de la grève en échange de concessions matérielles fort substantielles.

Si vraiment l'intention du gaullisme avait été celle de provoquer une épreuve de force, sa voie d'action était toute tracée : refuser le dialogue avec les syndicats aussi longtemps que les usines étaient occupées. L'épreuve de force serait devenue inévitable en l'espace de quelques semaines. Il s'est pourtant bien gardé d'une telle folie, et pour cause ! Il avait une estimation plus correcte du rapport des forces, *et de sa détérioration constante du point de vue de la bourgeoisie*, que celle que Waldeck-Rochet présente aujourd'hui. C'est dire qu'il cherchait non l'épreuve de force, mais la fin de la grève, aussi vite que possible, et presque à n'importe quel prix. C'est dire que toute la thèse du « piège » n'est qu'un mythe qui a pour but de détourner l'attention des vrais problèmes¹³. S'il est d'ailleurs question d'un « plan » de de Gaulle, celui du 30 mai est lumineux : arrêter les grèves aussi vite que possible, puis aller vers les élections. Quelle a été la réaction de la direction du P.C.F. ? N'a-t-elle pas donné tête baissée dans ce « piège »-là, au point de reprocher aux grévistes « d'aider le régime à éviter les élections » ? Et quel en a été le résultat ?

C'est pourquoi toute la casuistique développée pour savoir si le pouvoir était vraiment vacant en mai, et si de Gaulle avait jamais « manifesté son intention de se retirer et de laisser la place », relève des mêmes méthodes de pensée qui substituent la référence au complot, à la ruse et aux « provocateurs », à une analyse sérieuse des forces sociales en présence et de la dynamique de leurs rapports réciproques.

La « vacance du pouvoir » n'est pas un cadeau qu'on reçoit tout fait de l'histoire ; l'attendre passivement, ou au moyen de campagnes électorales, cela signifie se résigner à ne jamais en faire l'expérience. La « vacance du pouvoir » n'est que le point final de tout un processus de détérioration du rapport des forces pour la classe dominante. Même Kerensky

ne manifestait aucune « intention de se retirer et de laisser la place », quelques heures avant l'insurrection d'Octobre. L'essentiel, ce n'est pas de s'engager dans des débats scolastiques sur la définition d'une réelle « vacance du pouvoir ». L'essentiel, c'est d'intervenir dans la lutte des masses de façon à accélérer sans cesse cette détérioration du rapport des forces pour le capital. Outre la stratégie qui vise à arracher à la bourgeoisie des pouvoirs de fait, la propagande inlassable pour la révolution, même si les conditions pour elle ne sont pas encore « complètement » mûres, en constitue une condition nécessaire¹⁴.

Le problème stratégique central est donc bien celui de briser le dilemme : « ou bien des grèves purement revendicatives, suivies par des élections (c'est-à-dire *business as usual*) ; ou bien l'insurrection armée tout de suite, et à condition que la victoire soit garantie d'avance. Il faut comprendre que des grèves générales comme celle de décembre 1960 - janvier 1961 en Belgique et celle de mai 1968 — surtout si en liaison avec elles apparaissent de nouvelles formes de combat radicales des masses — peuvent et doivent déboucher sur plus que des augmentations de salaires, même si les préparatifs pour une insurrection armée ne sont guère au point. Elles peuvent et doivent aboutir à la conquête par les masses de pouvoirs de fait nouveaux, de pouvoirs de contrôle et de veto qui créent une dualité de pouvoir, élèvent la lutte de classes à son niveau le plus élevé et le plus exacerbé, et font ainsi mûrir les conditions d'une prise révolutionnaire du pouvoir.

IV. — Spontanéité des masses, dualité de pouvoir et organisation révolutionnaire

Admettons que les étudiants avaient réellement des intentions révolutionnaires en mai 1968 ; mais l'immense majorité des travailleurs ne s'est-elle pas limitée à accepter le caractère revendicatif que les dirigeants syndicaux avaient donné à la grève ? Ainsi, M. Duverger, Jean Dru et d'autres font écho à l'analyse du P.C.F.

Il est bien difficile de savoir ce que la masse des travail-

leurs pensait réellement pendant les journées de mai ; on ne lui a en effet point donné la parole. Il était pourtant facile de découvrir ses préoccupations, si on avait réellement eu le désir de les connaître. Il aurait suffi de rassembler les travailleurs en assemblées générales dans les entreprises ; de leur donner largement la parole ; de décider que les usines seraient occupées par toute la masse ouvrière ; d'y faire régner la démocratie ouvrière la plus large ; de les réunir à chaque tournant de la grève : bref, de créer dans le cadre de cette grève générale ce type de comités élus de grève, avec délégués révocables à chaque instant ; ce type de contestation et de débat permanent sous l'œil critique des masses, qui est celui des soviets, prônés pour de telles grèves non seulement par Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, mais même par le Kautsky de 1918. Les dirigeants officiels du mouvement ouvrier français sont bien en deçà de ce Kautsky-là¹⁵.

Le fait que les dirigeants syndicaux se sont efforcés d'éviter à tout prix ces occupations massives et ces confrontations d'idées ; qu'ils aient voulu par tous les moyens barrer l'accès des usines aux porte-parole révolutionnaires des étudiants, indique qu'ils n'étaient pas si sûrs des réactions des travailleurs. Le fait que les travailleurs convoqués pour ratifier le « protocole de Grenelle » l'aient rejeté à des majorités écrasantes constitue un autre indice de la volonté instinctive des masses de dépasser la phase d'un mouvement purement revendicatif.

On peut d'ailleurs se poser la question : si tout ce que les travailleurs désiraient était vraiment une augmentation importante des salaires, pourquoi se sont-ils spontanément engagés dans la voie des occupations d'usines ? Les travailleurs français ont mené de nombreux mouvements pour des augmentations des salaires au cours des vingt dernières années. Jamais ces mouvements n'ont pris une ampleur comparable à celle de mai 1968 ; jamais les formes d'action ne se sont approchées de celles de mai 1968. En occupant les usines ; en déferlant dans les rues par dizaines et quelquefois par centaines de milliers ; en hissant des drapeaux rouges sur les entreprises ; en faisant fuser de toutes parts des slogans comme « Dix ans c'est assez » ; « Les usines aux ouvriers » ; « Pouvoir ouvrier », « Le pouvoir aux travailleurs », la masse des

grévistes exprimait des aspirations qui dépassaient de loin les revendications purement salariales¹⁶.

Mais il y a une preuve bien plus convaincante encore du fait que les travailleurs voulaient, eux aussi, aller plus loin qu'une simple campagne routinière « pour les salaires et de bonnes élections ». C'est leur comportement partout où ils ont eu l'occasion de s'exprimer librement, où l'écran bureaucratique était ébranlé et tombé, où des initiatives ont pu se développer à partir de la base. On est loin d'avoir fait l'inventaire complet de ces expériences ; mais la liste est déjà impressionnante :

— à l'usine C.S.F. de Brest, les travailleurs décidèrent de poursuivre la fabrication, mais produisirent ce qu'ils estimèrent, eux, important, notamment des « walkie-talkies » qui aidaient les grévistes et manifestants à se défendre contre la répression ;

— à Nantes, le comité de grève cherchait à contrôler la circulation vers et hors de la ville, en distribuant des permis de circuler et en bloquant par des barricades les accès à la ville. Il semble d'ailleurs que le même comité ait même émis des bons-crédit acceptés comme monnaie par certains commerçants et cultivateurs ;

— à Caen, le comité de grève a interdit tout accès à la ville pendant vingt-quatre heures ;

— aux usines Rhône-Poulenc, à Vitry, les grévistes décidèrent d'établir des rapports d'échange directs avec des cultivateurs, cherchèrent à étendre l'expérience à d'autres entreprises, et discutèrent du passage à la « grève active » (c'est-à-dire à la reprise du travail à leur propre compte et d'après leurs propres plans), tout en arrivant à la conclusion qu'il serait préférable de remettre cette expérience jusqu'au moment où plusieurs autres entreprises les suivraient dans cette voie¹⁷ ;

— aux Cimenteries des Mureaux, les ouvriers ont voté en assemblée générale la révocation du directeur. Ils ont refusé d'accepter la proposition patronale de recommencer le vote. Le directeur en question a dès lors été renvoyé à une succursale de ces cimenteries où, par solidarité avec les gars des Mureaux, les travailleurs ont immédiatement déclenché une grève, la première dans l'histoire de cette usine ;

— aux piles Wonder, à Saint-Ouen, les grévistes ont élu

un comité de grève en assemblée générale, et, pour manifester leur réprobation de l'orientation réformiste de la C.G.T., ils se sont barricadés dans l'usine et en ont interdit l'accès aux responsables syndicaux ;

— à Saclay, les travailleurs du centre d'énergie nucléaire ont réquisitionné du matériel de l'usine pour poursuivre la grève ;

— aux chantiers navals de Rouen, les travailleurs ont pris sous leur protection des jeunes vendant la littérature révolutionnaire, et ont interdit l'accès de l'usine aux C.R.S. qui les poursuivaient et qui cherchaient à les arrêter ;

— dans plusieurs imprimeries parisiennes, les travailleurs ont soit imposé la modification d'une manchette (*Le Figaro*), soit refusé d'imprimer un journal (*La Nation*), quand le contenu était directement nuisible à la grève ;

— à Paris, le C.L.E.O.P. (Comité de liaison étudiants-ouvriers-paysans) a organisé des convois de ravitaillement approvisionnés auprès des coopératives agricoles, qui distribuèrent les produits dans les usines ou les leur vendirent au prix coûtant (poulets à quatre-vingts centimes, œufs à onze centimes, par exemple) ; Serge Mallet¹⁸ signale des actions du même genre dans l'ouest de la France ;

— chez Peugeot, à Sochaux, les travailleurs construisirent des barricades contre l'intrusion des C.R.S. et chassèrent ceux-ci victorieusement de l'usine ;

— aux usines Citroën, à Paris, une première tentative, modeste et embryonnaire, est faite pour réquisitionner des camions en vue de ravitailler les grévistes ;

— cas peut-être le plus éloquent : aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, les travailleurs ont occupé l'entreprise en refusant *dix jours durant* de déposer un cahier de revendications immédiates, malgré la pression constante de l'appareil syndical¹⁹.

Lorsqu'on complètera cette liste, comment pourra-t-on contester qu'elle exprime la tendance spontanée de la classe ouvrière à prendre en main son propre sort et à réorganiser la société d'après ses convictions et son idéal ? Sont-ce là des manifestations d'une grève purement revendicative, d'une grève « quelconque », ou d'une grève dont l'ampleur et la

logique poussaient les masses elles-mêmes à déborder les revendications immédiates²⁰ ?

On a opposé à cette analyse le résultat des élections législatives et la poussée gaulliste qu'il reflète. Mais il s'agit d'analyses fortement teintées de crétinisme parlementaire, d'ignorance feinte de ce que représentent des élections en démocratie *bourgeoise*.

Au premier tour, la gauche a obtenu 41 % des voix et les gaullistes en avaient obtenu 44 %. Mais si l'on tient compte du grand nombre de travailleurs qui se sont cette fois-ci abstenus par dégoût devant la politique des grandes organisations ouvrières, mais qui n'en restent pas moins disponibles pour l'action ; si l'on tient compte des centaines de milliers de jeunes qui étaient à l'avant-garde du mouvement de mai 1968, mais qui restent privés du droit de vote par un système électoral antidémocratique — et par le refus de mettre à jour les listes électorales, refus qui a privé de leur droit de vote ceux qui venaient d'atteindre leur majorité — on peut présumer sans exagérer que même après l'immense déception du 30 mai, les forces de la gauche et du gaullisme se faisaient équilibre au sein du peuple français.

Or, cet équilibre succédait à une manœuvre victorieuse du gaullisme et à un échec tactique lamentable de la gauche, qui avait accepté les règles du jeu prescrits par l'ennemi de classe : arrêter la grève sur une base purement revendicative ; accepter de fait la répression contre l'extrême-gauche ; s'en remettre aux élections pour trancher les questions vitales soulevées par mai 1968. Peut-on douter un seul instant que — si l'initiative était restée du côté de la gauche, si celle-ci avait pu faire fructifier l'énorme capital de combativité, d'enthousiasme et de générosité accumulé pendant les quatre semaines de mai pour imposer le contrôle ouvrier, des comités d'usine et de quartier démocratiquement élus, localement et régionalement fédérés, et confédérés à l'échelle nationale, des piquets de grève armés, des imprimeries mises à la disposition du peuple, outre la satisfaction des revendications immédiates — que dans ce cas les 45 % de la nation française que la gauche représente malgré tout au soir du 23 juin seraient devenus en l'espace de quelques jours plus de 50 % ?

Car toute l'histoire contemporaine en témoigne : si la

« peur de la guerre civile » est un mobile d'option politique pour les classes moyennes et les « couches flottantes d'électeurs », l'inclination à passer dans le camp du plus fort ; la tentation de sauter sur le char en marche vers la victoire ; l'attrait de l'initiative la plus résolue et la plus énergique pèsent dans la balance d'un poids autrement décisif²¹. Dans ce sens, de Gaulle avait gagné la bataille dès le soir du 30 mai, beaucoup moins en rassemblant le « parti de la peur » qu'en prenant de vitesse ses adversaires politiques marqués par l'hésitation, la routine, l'immobilisme et l'esprit de capitulation.

On a souvent objecté à la stratégie des réformes de structure anticapitalistes, à la stratégie du programme de transition que nous préconisons, qu'elle n'est efficace que si elle est appliquée par les grandes organisations ouvrières, syndicales et politiques elles-mêmes. Sans la digue que seules ces organisations sont capables d'ériger contre l'infiltration permanente de l'idéologie bourgeoise et petite bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, celle-ci serait actuellement condamnée à s'en tenir à des luttes revendicatives. L'expérience de mai 1968 a totalement infirmé ce diagnostic pessimiste.

Certes, l'existence de syndicats et de partis de masse non intégrés dans le régime capitaliste, éduquant sans cesse les travailleurs dans un esprit de défi et de contestation globale à l'égard de ce régime, serait un atout énorme pour accélérer le mûrissement de la conscience de classe révolutionnaire au sein des travailleurs — même lorsque ces syndicats et ces partis ne sont pas des instruments adéquats pour la conquête du pouvoir. Mais l'expérience de mai 1968 a démontré qu'en l'absence d'une avant-garde révolutionnaire de masse cette prise de conscience finit quand même par faire irruption au sein du prolétariat, parce qu'elle est nourrie par toute l'expérience pratique des contradictions néo-capitalistes que les travailleurs accumulent quotidiennement, au long des années.

La spontanéité est la forme embryonnaire de l'organisation, disait Lénine. L'expérience de mai 1968 permet de préciser l'actualité de cette pensée de deux manières. La spontanéité ouvrière n'est jamais une spontanéité pure ; au sein des entreprises agissent les ferments des groupes d'avant-garde — quelquefois un seul militant révolutionnaire chevronné — dont la ténacité et la patience sont précisément récompensées à ces

moments de fièvre sociale portée à son paroxysme. La spontanéité ouvrière débouche sur l'organisation d'une avant-garde plus vaste, parce qu'en l'espace de quelques semaines des milliers de travailleurs ont compris la possibilité de la révolution socialiste en France. Ils ont compris qu'ils doivent s'organiser à cette fin, et ils tissent de mille fils des liens avec les étudiants, avec des intellectuels, avec les groupes révolutionnaires d'avant-garde qui donnent petit à petit sa forme au futur parti révolutionnaire de masse du prolétariat français, dont la J.C.R.²² apparaît d'ores et déjà comme le noyau le plus solide et le plus dynamique.

Nous ne sommes pas des admirateurs béats de la spontanéité ouvrière pure et simple. Même si celle-ci est forcément revalorisée devant le conservatisme des appareils bureaucratique²³, elle se heurte à des limites manifestes devant un appareil d'Etat et une machine de répression hautement spécialisés et centralisés. Nulle part la classe ouvrière n'a encore spontanément renversé le régime capitaliste et l'Etat bourgeois sur un territoire national ; elle n'y parviendra sans doute jamais. Même l'extension d'organes de dualité de pouvoir sur tout un pays des dimensions de la France est, sinon impossible, du moins rendue beaucoup plus difficile par l'absence d'une avant-garde déjà suffisamment implantée dans les entreprises pour pouvoir rapidement généraliser les initiatives des travailleurs de quelques usines pilotes.

En outre, il n'y a nul avantage à exagérer l'ampleur de l'initiative spontanée des masses laborieuses en mai 1968. Celle-ci était partout présente *en puissance* ; elle n'est devenue réelle que dans un certain nombre de cas limités, tant au niveau du déclenchement des occupations d'usines qu'à celui des initiatives de dualité de pouvoir mentionnées plus haut. Les étudiants en action ont échappé dans leur vaste majorité aux efforts de canalisation vers des voies réformistes ; les travailleurs se sont encore une fois laissé canaliser dans leur majorité. Il ne faut pas leur en tenir grief ; la responsabilité incombe aux appareils bureaucratiques qui se sont efforcés pendant des années d'étouffer en leur sein tout esprit critique, toute manifestation d'opposition à l'égard de l'orientation réformiste et néo-réformiste, tout reliquat de démocratie ouvrière. La victoire politique gaulliste de juin 1968 est le

prix que le mouvement ouvrier paye pour ces rapports non encore bouleversés entre l'avant-garde et la masse au sein du prolétariat français.

Mais si Mai 68 a permis d'enregistrer une fois de plus l'absence d'une direction révolutionnaire adéquate et les conséquences inévitables qui en découlent pour le succès de la montée révolutionnaire, l'expérience permet aussi d'entrevoir — pour la première fois en Occident depuis plus de trente ans — les dimensions réelles du problème et les voies vers sa solution. Ce qui a fait défaut en mai 1968 pour qu'une première percée décisive s'effectue vers la dualité du pouvoir — pour que la France connaisse, toute proportion gardée, son février 1917 —, ce fut une organisation révolutionnaire pas plus nombreuse dans les entreprises qu'elle ne l'était déjà dans les universités. En ce moment précis et à ces endroits, des noyaux réduits d'ouvriers, articulés, armés d'un programme et d'une analyse politique corrects et capables de se faire entendre, auraient suffi pour empêcher la dispersion des grévistes, pour imposer dans les principales usines du pays l'occupation de masse et l'élection démocratique des comités de grève. Ce n'était, certes, ni l'insurrection, ni la prise du pouvoir. Mais une page décisive d'histoire de France et d'Europe aurait été tournée. Tous ceux *qui croient le socialisme possible et nécessaire* doivent faire en sorte qu'elle le soit la prochaine fois.

V. — Participation, autogestion, contrôle ouvrier

Pour conquérir le pouvoir, il faut une avant-garde révolutionnaire qui a déjà convaincu la majorité des salariés de l'impossibilité d'aller au socialisme par la voie parlementaire, qui est déjà capable de mobiliser la majorité du prolétariat sous son drapeau. Si le P.C.F. avait été un parti révolutionnaire — c'est-à-dire s'il avait réduit les travailleurs dans cet esprit-là même dans les périodes où la révolution n'était pas à l'ordre du jour, même dans les phases contre-révolutionnaires comme le dit Lénine — alors, dans l'abstrait, cette prise de pouvoir était possible en mai 1968. Mais alors beau-

coup de données auraient été fort différentes de la réalité de mai 1968.

Puisque le P.C.F. n'est pas un parti révolutionnaire, et puisqu'aucun des groupes d'avant-garde ne dispose encore d'une audience suffisante dans la classe ouvrière, Mai 68 ne pouvait pas se terminer par la prise du pouvoir. Mais une grève générale avec occupation d'usines peut et doit se terminer par la conquête de réformes de structures anticapitalistes, par la réalisation de revendications transitoires, c'est-à-dire par la création d'une dualité de pouvoir, d'un pouvoir de fait des masses, opposé au pouvoir légal du capital. Pour la réalisation d'une dualité de pouvoir, un parti révolutionnaire de masse n'est pas indispensable ; il suffit d'une puissante poussée spontanée des travailleurs, stimulée, enrichie et partiellement coordonnée par une avant-garde révolutionnaire organisée, encore trop faible pour disputer directement la direction du mouvement ouvrier aux appareils traditionnels, mais déjà assez forte pour la déborder en pratique.

Cette avant-garde organisée n'est pas encore un parti ; elle est un parti en devenir, le noyau d'un futur parti. Et si les problèmes de construction de ce parti se placent, en gros, dans des cadres analogues à ceux esquissés par Lénine dans « Que faire ? », leur solution doit être enrichie par soixante années d'expérience et par l'incorporation de toutes les particularités qui caractérisent aujourd'hui le prolétariat, les étudiants et les autres couches exploitées des pays impérialistes.

Il faut tenir compte du fait qu'historiquement cette tentative sera la troisième — celle de la S.F.I.O. et du P.C.F. ayant échoué — et que les échecs du passé inculquent aux travailleurs et aux étudiants une méfiance prononcée — et justifiée — à l'égard de toutes les tentatives de manipulation, de tout dogmatisme schématique, de tout effort de *substituer* aux objectifs que les masses se donnent elles-mêmes des objectifs téléguidés. C'est au contraire la capacité d'appuyer et d'amplifier tout mouvement partiel pour des objectifs justes, de se montrer le meilleur organisateur de tous ces combats partiels et sectoriels, qui donne au militant révolutionnaire (et à son organisation) l'autorité nécessaire pour les intégrer dans une action anticapitaliste d'ensemble.

On a suffisamment dénoncé le caractère mystificateur du mouvement gaulliste de la « participation » pour qu'il ne faille point s'étendre longuement à ce propos. Aussi longtemps que subsiste la propriété privée des grands moyens de production, l'irrégularité des investissements provoque inévitablement des fluctuations cycliques de l'activité économique, c'est-à-dire le chômage. Aussi longtemps que la production est, pour l'essentiel, une production pour le profit, elle ne visera pas avant tout à satisfaire les besoins des hommes, mais s'orientera vers les secteurs qui rapportent le plus de profit (y compris en « manipulant » la demande). Aussi longtemps qu'à l'entreprise, le capitaliste et son directeur conservent le droit de commander aux hommes et aux machines — et de de Gaulle à Couve de Murville, tous les tenants du régime ont bien précisé qu'ils ne pensent pas un seul instant à remettre en question ce pouvoir-là ! — le travailleur restera aliéné dans le processus de production.

En additionnant ces trois caractéristiques du régime capitaliste, on obtient l'image d'une société dans laquelle les traits fondamentaux de la condition prolétarienne subsistent. L'insécurité d'existence subsiste. L'aliénation du producteur subsiste ; celle du consommateur ira même croissant. La vente de la force de travail aboutira comme auparavant à l'apparition d'une plus-value et à l'accumulation d'un capital, propriété d'une autre classe que celle qui l'a produite par son travail²⁴. Une « participation » dans ces limites-là équivaut en somme à une tentative d'accentuer l'aliénation, de faire perdre aux travailleurs la conscience d'être exploités, sans supprimer l'exploitation elle-même. Les prolétaires auront le droit d'être consultés pour savoir combien d'entre eux seront licenciés. Heureuse la volaille qui participe à la sélection des procédés par lesquels elle sera plumée !

La démystification des bavardages sur la « participation » ne suffit cependant pas. Ce n'est pas par hasard que cette démagogie a surgi au moment de la crise de mai. Elle exprime, de la part du régime, une prise de conscience de l'acuité des contradictions sociales dans la France néo-capitaliste, un presentiment de leur caractère explosif pendant toute une période

historique. Sinon, comment expliquer que d'importantes forces du grand capital se voient obligées d'utiliser des arguments dont elles pouvaient faire l'économie même en 1936 et en 1944-1945 ? Il y a un parallèle saisissant entre la social-démocratie allemande combattant Spartacus, les conseils d'ouvriers et de soldats, en janvier 1919, sous le slogan « La socialisation est en marche », et de Gaulle cherchant à endiguer la révolution qui monte par en bas en insinuant qu'il s'apprête à réaliser une révolution par en haut, dans l'ordre et la tranquillité s'entend.

L'explosion de mai a posé d'un seul coup, devant toute la société française, la question sociale de notre époque dans les pays impérialistes. Qui commandera aux machines ? Qui décidera des investissements, de leur orientation, de leur localisation ? Qui déterminera le rythme du travail ? Qui choisira l'éventail des produits à fabriquer ? Qui établira la priorité dans l'emploi des ressources productives dont dispose la société ? Malgré la tentative de ramener la grève générale à un problème de rétribution de la force de travail, la réalité économique et sociale oblige et obligera tout le monde à discuter du problème fondamental, ainsi que Marx l'avait formulé : non seulement des augmentations de salaires, mais de la suppression du salariat.

Les socialistes révolutionnaires ne pourront que s'en réjouir. Cette tournure des événements confirme ce qu'ils proclament depuis des années, à savoir : que la logique de l'économie néo-capitaliste et des luttes de classe amplifiées déplacera de plus en plus le centre de gravité des débats et de l'action des problèmes de répartition du revenu national vers les problèmes du maintien ou du renversement des structures capitalistes, dans l'entreprise, dans l'économie et dans toute la société bourgeoise.

Au cours de la crise de mai, le slogan d' « autogestion » a été lancée de divers côtés. En tant que slogan de propagande générale, il n'y a rien à y redire, à condition, il est vrai, qu'on remplace « autogestion des entreprises » par « autogestion des travailleurs », et qu'on précise que celle-ci implique l'avènement d'une planification démocratiquement centralisée des investissements et quelques garanties supplémentaires ; sinon,

le « producteur déprolétarisé » risque de se retrouver Gros-Jean comme devant, et peut être transformé en chômeur du jour au lendemain ²⁵.

Mais en tant qu'objectif immédiat d'action, en dehors des situations pré-insurrectionnelles dans lesquelles se pose le renversement immédiat du régime capitaliste, notamment de la façon dont ce slogan a été utilisé quelquefois par des dirigeants de la C.F.D.T., il renferme une dangereuse confusion. L'auto-gestion des travailleurs présuppose le renversement du pouvoir du capital, dans les entreprises, dans la société et du point de vue du pouvoir politique. Aussi longtemps que ce pouvoir subsiste, ce n'est pas seulement une utopie que de vouloir transférer le pouvoir de décision aux travailleurs, usine par usine (comme si les décisions stratégiques de l'économie capitaliste contemporaine étaient prises à ce niveau, et non à celui des banques, des trusts, des monopoles, et de l'Etat !). C'est aussi une utopie réactionnaire, car elle tendrait, si d'aventure elle rencontrait un début d'institutionnalisation, à transformer des collectifs d'ouvriers en coopératives de production, obligées de soutenir la concurrence avec les entreprises capitalistes en se soumettant aux lois de l'économie capitaliste et aux impératifs du profit. On se trouverait ramené, par un détour, au même résultat que celui qui vise la « participation » gaulliste : enlever aux travailleurs la conscience d'être exploités, sans supprimer les causes essentielles de cette exploitation.

La réponse immédiate que les événements de mai autant que l'analyse socio-économique du néo-capitalisme suggèrent au problème de la remise en question des cadres capitalistes de l'entreprise et de l'économie ne peut donc être ni celle de la « participation » (collaboration de classe ouverte), ni celle de « l'auto-gestion (intégration indirecte dans l'économie capitaliste), mais bien celle du *contrôle ouvrier*. Le contrôle ouvrier est pour les travailleurs l'équivalent exact de ce que la contestation totale représente pour les étudiants.

Le contrôle ouvrier, c'est l'affirmation par les travailleurs du refus de laisser le patronat disposer librement des moyens de production et de la force de travail. La lutte pour le contrôle ouvrier, c'est la lutte pour un droit de veto des

représentants librement élus par les travailleurs et révocables à tout instants²⁶ sur l'embauche et les licenciements, sur les cadences des chaînes, sur l'introduction de nouvelles fabrications, sur le maintien de la suppression de toute fabrication donnée, et évidemment sur la fermeture des entreprises. C'est le refus de discuter avec le patronat ou le gouvernement dans leur ensemble sur la répartition du revenu national, aussi longtemps que les travailleurs n'ont pas acquis la possibilité de dévoiler la manière dont les capitalistes truquent les cartes, en parlant des prix et des profits. C'est, en d'autres termes, l'ouverture des livres de comptes patronaux et le calcul par les travailleurs des véritables prix de revient et des véritables marges bénéficiaires.

Le contrôle ouvrier ne doit pas être conçu comme un schéma tout fait, que l'avant-garde cherche à plaquer sur le déroulement réel de la lutte de classe. La lutte pour le contrôle ouvrier — avec laquelle s'identifie dans une large mesure la stratégie des réformes de structure anticapitalistes, la lutte pour le programme de transition — doit au contraire emprunter tous les détours des préoccupations immédiates des masses, surgir et resurgir constamment de la réalité quotidienne vécue par les travailleurs, les ménagères, les étudiants, les intellectuels révolutionnaires.

La hausse des salaires arrachée en mai 1968 implique-t-elle « nécessairement » une hausse des prix de revient ? Jusqu'à quel point ? La hausse des prix de détail résulte-t-elle réellement de cette hausse des rémunérations²⁷ ? Le patronat cherche-t-il à « récupérer les pertes causées par les grèves » en accélérant les cadences, c'est-à-dire cherche-t-il à rétablir son taux de profit par l'accroissement de la plus-value relative ? Qui a été responsable de l'hémorragie de réserves de change subie par la France en l'espace de quelques jours ? Ce ne sont quand même pas les travailleurs, ni même les « groupuscules gauchistes », qui ont transféré des milliards de francs en Suisse et ailleurs. C'est à partir de telles questions, et de questions analogues suscitées par la réalité quotidienne, que l'agitation pour le contrôle ouvrier peut être constamment amplifiée, actualisée, perfectionnée.

Le but n'est pas de créer de nouvelles institutions dans le

cadre du régime capitaliste. Le but est d'élever le niveau de conscience des masses, leur combativité, leur capacité de répondre du tac au tac à chaque mesure réactionnaire du patronat et du gouvernement, de contester, non dans des phrases mais dans l'action, le fonctionnement du régime capitaliste. C'est ainsi que s'affirmera l'insolence révolutionnaire des masses, leur résolution d'écarter l' « ordre » et l' « autorité » capitalistes pour créer un ordre supérieur, l'ordre socialiste de demain, dans le respect le plus ombrageux de la démocratie des travailleurs. C'est dans la mesure où se généralise la lutte pour le contrôle ouvrier ; où s'amplifie sans cesse l'épreuve de force avec le patronat et la prise de conscience révolutionnaire des masses qui en résulte ; où surgissent de toutes parts des organismes de dualité de pouvoir, que le passage de l' « occupation passive » à l' « occupation active », c'est-à-dire la remise en marche de l'économie sous la gestion même des travailleurs, prend un sens non pas symbolique mais réel ; que le danger d' « institutionalisation » d'usines autogérées dans le cadre du régime capitaliste s'efface et qu'un congrès de comités élus par les travailleurs peut prendre en main l'organisation économique du nouveau pouvoir en même temps qu'il incarne le nouveau pouvoir sur le plan politique. Mai 68 a eu le mérite historique de démontrer que la lutte pour ce contrôle ouvrier-là, que la naissance de la dualité de pouvoir, des tréfonds mêmes des contradictions néo-capitalistes et de l'initiative créatrice des masses, est possible et nécessaire pour toute l'Europe capitaliste²⁸. Une étape ultérieure en verra l'épanouissement, c'est-à-dire mettra à l'ordre du jour la percée vers le socialisme, vers la désaliénation de l'homme. Ce n'est qu'un début, continuons le combat.

(20 juillet 1968.)

Ernest MANDEL.

N.-B. — *Venant de l'étranger et rentrant en Belgique, Ernest Mandel a été interpellé, vers la fin août, par la police de Narbonne, détenu pendant douze heures, puis reconduit*

sous bonne garde à la frontière belge, en vertu d'un arrêté d'interdiction de séjour pris le 10 juin.

Les Temps modernes s'associent à la protestation de leur collaborateur contre cette nouvelle mesure d'arbitraire policier qui, de la libre circulation des personnes, des idées, des marchandises et des capitaux, stipulée par le Traité de Rome, tend à ne laisser subsister que « celle des capitaux à mettre en valeur et de la main-d'œuvre à exploiter ». Fait qui, d'ailleurs, « confirme une fois de plus les idées marxistes, même si leurs propagandistes se voient interdire le territoire français ».

T. M.

1. Toute liste des articles et ouvrages qui se rapportent à ce débat serait forcément incomplète. Rappelons, simplement pour mémoire, les articles parus dans *Les Temps modernes* d'août-septembre 1964 (Mandel, Santi, Poulantzas, Declercq-Guiheneuf, Tutino, Ingrao, Trentin, Anderson, Topham, Liebman); dans la *Revue internationale du socialisme*, nos 7, 8, 9 et 10, 2^e année (1963) (Prager, Basso, Herkommer, Therborn, Marchal, J.-M. Vincent, Marcuse, Mallet, Mandel, Gorz, Topham); les livres d'André Gorz, de Serge Mallet, de Pierre Naville, de Ken-Coates, de Livio Maitan, de Jean Dru, le colloque de l'Institut Gramsci et du C.E.S., etc.

2. Les éléments « historiques » incorporés dans la valeur de la force de travail — pour reprendre le vocabulaire de Marx — au-delà des éléments purement physiologiques, tendent à croître, et du même fait, les salaires réels, même quand ils sont en hausse, peuvent tomber au-dessous de cette valeur.

3. On cite souvent la suppression des médiations entre le pouvoir et le peuple, provoquée par l'avènement du gaullisme, comme une des causes lointaines de l'explosion de mai. Au-delà de ce phénomène particulier à la France, il s'agit de retrouver des traits généraux propres au néo-capitalisme tout court.

4. Ceci s'est vérifié même en Allemagne occidentale en 1967, année marquée par une poussée exceptionnelle de grèves sauvages. La plus importante des grèves « officielles » de cette année-là, celle des ouvriers du caoutchouc du pays de Hesse, avait commencé comme grève sauvage.

5. Ernest Mandel : « Une stratégie socialiste pour l'Europe occidentale », in *Revue internationale du socialisme*, 2^e année, n^o 9, pp. 286-287.

6. Waldeck-Rochet affirme dans son rapport devant le Comité central du P.C.F. du 8-9 juillet 1968 (*L'Humanité*, 10 juillet 1968) que « la deuxième de nos tâches est la défense des libertés démocratiques contre les tendances autoritaires et fascistes qui vont aller en se ren-

forçant ». Comment se fait-il alors que le P.C.F. n'a pas eu un mot pour protester contre l'interdiction des organisations d'extrême gauche, et qu'il a même offert au gouvernement le prétexte de cette interdiction en parlant, le premier, des « milices armées de Geismar » ? L'histoire du mouvement ouvrier et démocratique confirme pourtant qu'une répression tolérée contre l'extrême gauche s'étend progressivement à toute la gauche. Les dirigeants sociaux-démocrates ont pu méditer, dans les camps de concentration nazis, la sagesse politique qui consistait à accepter les mesures anticommunistes sous prétexte que « la violence communiste » provoquerait « objectivement » la répression fasciste.

7. Lénine, *Œuvres choisies* en deux volumes, éditions en langues étrangères, Moscou, 1946, t. I, p. 542. (« Les enseignements de l'insurrection de Moscou ») : « Les formes essentielles du mouvement de décembre, à Moscou, ont été la grève pacifique et les manifestations. L'immense majorité des ouvriers n'ont participé activement qu'à ces formes de la lutte. Mais précisément le mouvement de décembre, à Moscou, a montré de façon éclatante que la grève générale, comme forme indépendante et principale de lutte, a fait son temps ; que le mouvement déborde avec une force instinctive, irrésistible, ces cadres trop étroits, donnant naissance à la forme supérieure de la lutte : l'insurrection. »

8. Dès le début des occupations d'entreprises, les forces de répression ont cherché à récupérer quelques points stratégiques occupés par les grévistes, tel le centre des télécommunications. Un mouvement ouvrier que les événements n'auraient pas pris au dépourvu aurait su défendre ces positions-clés acquises sans coup férir, et partir de ces provocations du pouvoir pour faire accepter progressivement par les masses l'idée d'un armement défensif des piquets de grève. La « peur de la guerre civile » aurait été remplacée par la volonté d'autodéfense.

9. On admirera la valeur de cet argument. Sans doute le genre de « révolution pacifique » qu'attend la direction du P.C.F., c'est une révolution où, dès le départ, « les forces militaires et répressives » se seraient évaporées comme par enchantement, ou... se seraient trouvées du côté du peuple. On attend avec impatience la révélation par Waldeck-Rochet de cette trans-substantiation miraculeuse d'une armée bourgeoise et d'une force de répression en néant ou en « arme du peuple », sans lutte préalable, par des moyens nécessairement révolutionnaires, pour la désintégration de cette armée. Cf. Lénine : « Il est impossible, paraît-il, de lutter contre une armée moderne ; il faut que l'armée devienne révolutionnaire. Certes, si la révolution ne gagne pas les masses et l'armée elle-même, il ne saurait même être question de lutte sérieuse. Bien entendu, l'action dans l'armée est nécessaire. Mais il ne faut pas se figurer cette volte-face de la troupe comme un acte simple et isolé, résultant de la persuasion d'une part, et du réveil de la conscience de l'autre. L'insurrection de Moscou montre à l'évidence ce que cette conception a de routinier et de stérile. En réalité, l'indécision de la troupe, inévitable dans tout mouvement vraiment populaire, conduit, lorsque la lutte révolutionnaire s'accroît, à une véritable lutte pour la conquête de l'armée. L'insurrection de Moscou nous montre précisément la lutte la plus implacable, la plus forcenée, de la réaction et de la révolution pour conquérir l'armée » (*op. cit.*, pp. 545-546).

10. *L'Humanité*, 10 juillet 1968.

11. Il est significatif à ce propos que la direction de la C.G.T.

n'a jamais proclamé la grève générale, se contentant d'affirmer que celle-ci « était un fait ». En réalité, la proclamation de la grève générale impliquait la formulation d'objectifs débordant ceux d'une lutte revendicative, et impliquait (dans la tradition léniniste) que l'on reconnaisse que la question du pouvoir était posée. En 1960-61 en Belgique, confrontée avec une grève pourtant beaucoup moins dure qu'en France en mai 1968, et sans occupation d'usines, le P.C. critiquait la direction syndicale social-démocrate parce que celle-ci ne proclama pas la grève générale. C'est qu'en Belgique, le P.C. n'est qu'une minorité assez réduite au sein du mouvement syndical.

12. Waldeck-Rochet affirme encore : « La condition du succès de la voie pacifique, c'est que la classe ouvrière, grâce à une juste politique d'alliance, parvienne à rassembler, dans la lutte pour le socialisme, une supériorité de forces telle que la grande bourgeoisie, isolée, ne soit plus en état de recourir à la guerre civile contre le peuple. » Tout le crétinisme réformiste éclate dans ces paroles : la « supériorité des forces » ne se mesure plus par l'ampleur de la mobilisation, l'initiative, l'audace, l'énergie du prolétariat, mais exclusivement par la disparition de la volonté de résistance de l'adversaire. Aussi longtemps que la bourgeoisie est capable de « recourir à la guerre civile », mieux vaut s'effacer ! Avec un tel état d'esprit, ni la révolution russe, ni la révolution yougoslave, ni la révolution chinoise, sans parler de la révolution cubaine ou de la révolution vietnamienne, n'auraient jamais été entreprises. Soit dit en passant, une telle timidité d'esprit est le meilleur encouragement pour la bourgeoisie à déclencher sa guerre civile à elle. La social-démocratie s'effaça devant Hitler avec des arguments du même genre ; en Grèce, la même mentalité permit aux colonels de prendre le pouvoir sans se heurter à une résistance sérieuse.

13. Quand de Gaulle renversa la situation le 30 mai, parce que les dirigeants du mouvement ouvrier acceptèrent le repli vers les « voies parlementaires », il put évidemment durcir la pression des forces répressives. Mais même alors les cas de Flins et de Sochaux démontrèrent quelles étaient les possibilités de riposte ouvrière. Le « spectre de la guerre civile » est utilisé par le régime comme par la direction du P.C.F. pour voiler la situation réelle et ses possibilités ; celui de la dynamique d'une politique d'auto-défense populaire. Des forces de répression exténuées par des combats incessants contre les étudiants, qui commencèrent à s'étendre à un nombre croissant de villes ; les hésitations du régime à mobiliser l'armée stationnée en France (consignée pendant les semaines décisives) ; la possibilité de transformer plusieurs centaines d'entreprises en bastions résistant aux C.R.S. et protégeant les manifestants, voilà les données du problème. Quelles auraient pu être, dans ces conditions concrètes, les possibilités et les objectifs d'une intervention de paras, en pleine grève générale, et devant un prolétariat qui avait en main le gage suprême : tout l'appareil productif du pays ? L'expérience de juillet 1936, en Espagne quand une intervention de l'armée fut brisée en l'espace de quelques jours, dans pratiquement tous les centres prolétariens, par des travailleurs décidés, est pleine d'enseignements. La France de 1968 est loin de comporter les régions retardataires, bases de repli pour le fascisme, que comportait encore l'Espagne de 1936. L'Europe de 1968 n'a rien de commun avec l'Europe de 1936. Les classes moyennes françaises n'étaient guères prêtes à accepter une dictature sanglante. Croit-on que de Gaulle n'a pas fait tous ces calculs et qu'il aurait osé formuler ses menaces s'il n'avait pas été convaincu que ses adversaires reculeraient au lieu de lui riposter ?

14. « Kautsky ne comprend absolument rien à cette vérité que ce qui distingue le marxiste révolutionnaire du vulgaire et du petit-bourgeois, c'est qu'il sait *prêcher* aux masses ignorantes la nécessité de la révolution qui mûrit, en *démontrer* l'avènement inéluctable, en *expliquer* l'utilité pour le peuple, y *préparer* le prolétariat et toutes les masses travailleuses et exploitées » (Lénine : « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », *Œuvres choisies* en deux volumes, tome II, Moscou, 1947, Editions en langues étrangères, p. 484).

15. Lénine, *ibidem*, p. 452, citant Kautsky qui écrivait : « Contre les forces colossales dont dispose le capital financier dans le domaine économique et politique, les anciennes méthodes de lutte économique et politique du prolétariat s'avèrent partout insuffisantes... L'organisation soviétique est un des phénomènes les plus importants de notre époque. Elle promet d'acquérir une importance primordiale dans les grandes batailles décisives à venir entre le capital et le travail. »

16. Citons encore Lénine : « Et quelle honte pour la social-démocratie resteront ces discours sur la conspiration (cf. « l'aventure gauchiste » E.M.!) à l'occasion d'un mouvement *populaire* de l'ampleur de l'insurrection de décembre à Moscou ! » Lénine : « Rapport sur le Congrès d'unification du P.S.D.O.R. », juin 1906, in *Œuvres*, t. 10, p. 384.

17. Signalons que les mêmes ouvriers prirent spontanément contact avec diverses usines chimiques d'Europe occidentale, faisant preuve de plus d'esprit d'initiative et de plus de « conscience européenne » que toutes les directions syndicales européennes réunies. La F.I.O.M.-C.I.S.L. (Fédération internationale des ouvriers métallurgistes, partie de Confédération internationale des syndicats libres à laquelle adhèrent le D.G.B. allemand, la F.G.T.B. belge, les Trade Unions britanniques, notamment), qui siégeait en congrès au moment des événements de mai, n'éleva pas sa solidarité à un niveau plus élevé que celui d'accorder un soutien de... 10 000 dollars aux grévistes (0,1 cent par gréviste).

18. Militant du P.S.U., auteur d'un livre sur *le Pouvoir ouvrier*, Payot, 1969.

19. Pour la source de ces diverses informations, voir notamment *Le Monde*, 29 mai 1968 ; *Le Figaro*, 30 mai 1968 ; *La Nouvelle Avant-Garde*, juin 1968 ; *Le Nouvel Observateur*, 19 juin et 15 juillet 1968 ; « Mai 1968, première phase de la révolution socialiste française », numéro spécial de la revue *Quatrième Internationale*, mai-juin 1968, etc.

20. Waldeck-Rochet cite Lénine : « Dire que toute grève est un pas vers la révolution socialiste est une phrase absolument en l'air. » On reste confondu devant l'énormité du sophisme. Waldeck-Rochet veut-il insinuer que Lénine a écrit : « Dire qu'une grève de dix millions de travailleurs avec occupation des usines est un pas vers la révolution socialiste est une phrase absolument en l'air » ? Le même Lénine qui a écrit qu'une grève générale pose la question du pouvoir, la question de l'insurrection ?

21. « Ils [les représentants de la II^e Internationale et des sociaux-démocrates indépendants. E.M.] oublient, que la domination des partis bourgeois se fonde pour une grande part sur la tromperie, avec laquelle ils induisent en erreur de larges couches de la population : sur la pression du capital. En outre, ils se trompent eux-mêmes sur la nature du capitalisme... « Puisse la majorité de la population se prononcer en faveur du parti du prolétariat, dans les conditions du maintien de la

propriété privée, c'est-à-dire dans le maintien de la domination et de la pression du capital — alors seulement ce parti peut et doit prendre le pouvoir » : voilà le langage des démocrates petits bourgeois, véritables laquais de la bourgeoisie qui s'appellent « socialistes ».

« Puisse le prolétariat révolutionnaire renverser d'abord la bourgeoisie, briser la pression du capital, détruire l'appareil d'Etat bourgeois, alors le prolétariat victorieux s'assurera rapidement la sympathie et l'appui de la majorité des masses laborieuses non prolétariennes, en donnant satisfaction à ces masses aux frais des exploiters » : voilà ce que nous répondons. » (Lénine : « Les élections à la Constituante et la Dictature de prolétariat », 16 décembre 1919, in *Œuvres*, t. 30, p. 280).

22. Jeunesse communiste révolutionnaire, dissoute en juin 68. Nombre de ses militants se retrouvèrent pour fonder « Rouge », hebdomadaire en septembre 1968, puis la Ligue communiste en 1969.

23. Nous ne pouvons pas analyser ici les racines matérielles et sociales du conservatisme des P.C. de masse en France et en Italie. Ces racines sont partiellement identiques à celles de la social-démocratie réformiste classique, partiellement différentes. Il suffira cependant d'une remarque sur le plan « idéologique » : on ne peut impunément éduquer un appareil pendant plus de deux décennies dans l'esprit de la « démocratie nouvelle » et des « voies pacifiques et parlementaires vers le socialisme », sans que cet appareil ne soit entièrement désarçonné et désarmé quand il est confronté à une poussée révolutionnaire de larges masses, brisant le carcan de la « légalité » et du parlementarisme bourgeois.

24. N'insistons pas sur le caractère mensonger de la « participation aux bénéfices », variante gaulliste du « capitalisme populaire » cher aux capitalistes américains et ouest-allemands. Elle ne supprimerait la condition prolétarienne que si elle libérait le travailleur de l'obligation économique dans laquelle il se trouve de vendre sa force de travail, c'est-à-dire si elle lui permettait de se constituer une fortune qui assurerait sa subsistance. Un « capitalisme » qui aboutirait à ce résultat-là se serait nié lui-même, car il ne trouverait plus de main-d'œuvre à exploiter dans ses entreprises.

25. L'exemple yougoslave démontre qu'une autogestion limitée au niveau de l'entreprise, et accompagnée d'un épanouissement excessif de l'économie du marché, sous prétexte de protéger le travailleur contre la « centralisation » (comme si l'autorité d'un congrès national de conseils ouvriers — de soviets —, siégeant en permanence et respectant scrupuleusement la démocratie ouvrière, ne pouvait pas servir d'instrument de combat efficace contre la bureaucratie) risque d'accroître à la fois l'inégalité sociale, la force de la bureaucratie et les déboires des travailleurs (y compris les licenciements et le chômage massif).

26. Plusieurs comités de grève — notamment ceux des Galeries Lafayette et des usines Rhône-Poulenc, dans la région parisienne — ont été élus sous le régime de la révocabilité des membres au gré de leurs électeurs.

27. L'économiste américain Galbraith, qui n'a rien d'un marxiste rappelle que les trusts américains de la sidérurgie ont l'habitude de différer jusqu'au lendemain d'une grève les augmentations de prix décidées, afin de pouvoir en faire endosser la responsabilité aux « augmentations de salaires excessives ».

28. La place nous manque pour traiter ici des implications et conséquences de l'explosion de mai 1968 sur le plan international européen et extra-européen. Soulignons cependant l'unanimité avec laquelle le capital international vola au secours de de Gaulle, pendant les journées décisives, malgré tous ses différends avec les Anglo-Saxons; et en contrepartie le spectacle lamentable de l'impuissance totale du mouvement syndicat et ouvrier officiel à organiser une seule action de solidarité avec la grève générale la plus large que l'Occident ait connue depuis des décennies.

